SUPPLÉMENT SICOB : la pause après l'euphorie

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13122 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 7 AVRIL 1987

Turbulent voyage pontifical

Jean-Paul II devait quitter, lundi 6 avril, le Chili pour l'Argentine, après un voyage mené à un rythme haletant, spectaculaire, heurté, à la fois pastoral et très politique, souvent émouvant, parfois décevant et même irritant pour ceux, dans l'opposition, qui en attendaient trop. L'entourage du pape considérait que ce déplacement au Chili était l'un des plus difficiles. La prévision était juste. On n'avait encore jamais assisté à des affrontements aussi violents que ceux de vendredi soir au Parc O'Higgins de la capitale, à 100 mètres de la tribune où se célébrait une messe de béatification et, paradoxalement, de réconciliation.

Le Chili unanime a été choqué, de la gauche à la droite. Le Parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) ont nié toute responsabilité dans les incidents. Même le Front patriotique Manuel Rodriguez, qui avait déclaré une trêve à l'occasion de la visite pontificale, affirme que son organisation a respecté cette consigne et accuse le gouvernement de « provocation ». Quant à celui-ci, il maintient sa thèse d'une opération « sacrilège » montée par le Parti communiste et le MIR.

Les dirigeants de l'opposition démocratique, tous reçus en audience par le pape vendredi soir – en compagnie pour la première fois du représentant d'un PC qui a confirmé son refus de principe de la violence, – ne cachent pas leur appréhension de voir à court terme le régime exploiter au maximum la « bavure » du Parc O'Higgins. Le gouvernement qui paraissait sur la défensive avant l'arrivée de Jean-Paul II et dont les relations avec l'Eglise s'étaient sensiblement dégradées, pourrait en effet reprendre l'avantage. Tout comme il avait repris l'initiative en septembre 1986, après la découverte d'arsenaux clandestins destinés aux groupes armés de l'ultra gauche et l'attentat contre le général Pinochet.

Le souverain pontife n'a pas formellement condamné la dictature. Il n'en avait pas l'intention, et l'on insiste dans son entourage sur le fait que ce n'est pas dans son rôle. Jean-Paul II s'est situé délibérément au niveau le plus haut, celui de l'éthique, au-dessus des idéologies et des querelles partisanes, et estime de toute manière que le régime chilien est transitoire. Aussi a-t-il traité le général Pinochet avec la même courtoisie et la même déférence dont il avait fait preuve avec le dictateur Marcos et avec le général Galtieri à Buenos-Aires en 1982, ou plus récemment avec le général Jaruzelski. Il a béni la famille du chef d'Etat chilien. Il a même consenti à apparaître au balcon de la Moneda à ses côtés.

Ces entorses au programme prévu ont agacé les plus exigeants des opposants. Mais Jean-Paul II a également fait des gestes de l'autre côté. Il a par exemple visité le Vicariat de la Solidarité, fustigé par le régime, embrassé Carmen Quintana, la jeune étudiante brûlée par une patrouille militaire en juillet 1986, et encouragé les jeunes à bâtir un Chili plus juste et plus fraternel.

Mais le pape a surtout incité l'Eglise chilienne à ne pas se décourager, à poursuivre sa lutte en faveur des droits de l'homme, contre la torture et pour une transition pacifique vers un régime démocratique. Mais c'est en fin de compte l'Eglise chilienne réconfortée, encouragée, félicitée, qui apparaît aujourd'hui comme la principale bénéficiaire du turbulent voyage de Jean-Paul II.

(Lire nos informations page 5.)

Malgré une forte progression des Verts

Le SPD perd le Land de Hesse qu'il gouvernait depuis quarante ans

Les électeurs du Land de Hesse ont donné une courte majorité à la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux. Celle-ci obtient 56 sièges au Parlement de Wiesbaden (47 CDU et 9 FDP), contre 54 (44 SPD et 10 Verts). Cette défaite du SPD dans un Land qu'il gouvernait depuis quarante ans est un coup très dur pour un parti en proie au doute depuis son échec aux élections au Bundestag et la démission de M. Brandt.

BONN
de notre correspondant

Pour la première fois, l'électorat ouest-allemand avait à se prononcer dimanche 5 avril en Hesse, pour dire si oui ou non il acceptait d'être à nouveau gouverné par une coalition de sociaux-démocrates et de Verts. Il a répondu par la négative, infligeant du même coup au Parti social-démocrate une grave défaite dans l'un de ses bastions historiques. Le triomphateur du jour est l'ancien maire de Francfort, M. Walter Wallmann, ministre fédéral de l'environnement, qui va devenir le premier ministre-président chrétien-démocrate de Hesse depuis la guerre.

Cette victoire, M. Wallmann l'aura attendue toute la soirée; 11 000 voix à peine séparent le camp des vainqueurs, les chrétiens-démocrates et les libéraux, de leurs adversaires sociaux-démocrates et Verts. Après les premières fourchettes, qui donnaient un léger avantage à la gauche, on a cru pendant longtemps que les deux camps disposeraient du même nombre de sièges au parlement régional. La lecture du résultat provisoire final, qui attribuait 0,3 % de voix et deux sièges de plus aux partis de la majorité gouvernant à Bonn, a fait l'effet d'une bombe.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 2.)

Dans la classe politique et par le personnel

La reprise de TF1 par M. Francis Bouygues a été accueillie sans hostilité

L'attribution de TF1 par la CNCL, le 4 avril, au groupe mené par M. Bouygues a été accueillie sans hostilité. Les nominations aux postes-clés devraient intervenir dans les quinze prochains jours.

En préférant, à une forte majorité, la candidature de M. Bouygues à celle du groupe Hachette, les treize « sages » de la CNCL ont défié les pronostics et joué la surprise. La décision a été bien accueillie par la classe politique.

Le gouvernement et la majorité se félicitent de voir la privatisation de TF 1 menée à bien « *en toute indépendance* ». Le Parti socialiste, qui se préparait à dénoncer une victoire d'Hachette, se trouve pris à contre-pied, et réaffirme avec modération son hostilité à la privatisation. Le personnel de TF 1 semble accepter l'arrivée de M. Bouygues, qui a promis d'être un actionnaire plus qu'un opérateur de la chaîne.

(Lire nos informations pages 16 et 17.)

Empires...

par ANDRÉ FONTAINE

NOUS avait-on assez dit que les jeux étaient faits ! Qu'après avoir attribué la 5 à Robert Hersant, la CNCL allait continuer de suivre les consignes de Matignon en donnant la Une à Jean-Luc Lagardère ! Avait-on assez reproché au *Monde* et à ses associés de Pluricommunication d'avoir en quelque sorte apporté leur caution au groupe Hachette, lequel avait, bien entendu, promis, pour être sûr de l'emporter, tout ce qu'on lui avait demandé sur le plan de la *docilité politique*. Christine Ockrent a pulvérisé en peu de mots, vendredi, devant la commission, ces allégations. Elle a justifié ainsi le choix qui avait été le nôtre, et dont les votes successifs de leurs assemblées générales, les 21 et 23 mars, ont montré que lecteurs et rédacteurs du *Monde* l'avaient, les uns et les autres, bien compris.

De quoi s'agissait-il ? Qu'on nous pardonne de le rappeler à nouveau. Nous avions critiqué, dans ces colonnes, les conditions dans lesquelles la 5 avait été confiée, *à la fin du règne de la gauche*, à l'équipe Seydoux-Berlusconi. Nous n'avions pas davantage compris pourquoi Jacques Chirac avait inscrit parmi ses priorités la privatisation de la Une, *décision sans précédent* dans le monde, et dont tous les sondages montraient que les Français, dans leur grande majorité, ne la souhaitaient pas.

(Lire la suite page 17.)

ON PREND DES MESURES POUR VOTRE PROCHAINE NATIONALISATION !

TF1

PLANTU

Le PS et l'élection présidentielle

« Vive Mitterrand ! »

Le congrès du PS, réuni à Lille du vendredi 3 au dimanche 5 avril, s'est achevé par un discours de M. Jospin, qui a récusé, pour son parti, l'idée d'une alliance avec le centre et fait appel aux électeurs communistes. Bien que la question de la candidature à l'élection présidentielle n'ait pas été développée, le congrès de Lille n'est pas pour autant sans incidence sur le dispositif qui semble se mettre en place autour de M. Mitterrand, en vue de l'échéance de 1988.

Le « grand vainqueur » du congrès de Lille est... M. Mitterrand. Si la vérité sort de la bouche des « groupies », alors il faut donner crédit à cette affirmation de M. Michel Noir, ministre (RPR) du commerce extérieur et néophyte dans le culte du président. Ce dernier continue pourtant, obstinément, de tenir un discours de non-candidature. De solides raisons existent toujours, en effet – à commencer par sa propre méditation sur la vieillesse, – pour le dissuader de briguer une quatrième fois l'Elysée. Mais son comportement est désormais celui d'un candidat. Plus précisément, il cherche à créer les conditions *d'une candidature. Parmi celles-ci* figurait la mise en ordre du PS.

Ce fut chose faite à Lille. Comment, en effet, ne pas relier trois événements récents pour constater qu'ils participent d'une pression organisée ?

Prestation télévisée le 29 mars, ou comment tenter d'affaiblir M. Barre, en tirant M. Chirac hors de l'eau (lequel ne tarit plus d'éloges *désormais* sur la *cohabitation*). Voyage en Franche-Comté les 30 et 31 mars, ou comment roder quelques thèmes de campagne (et, notamment, celui-ci : le chômage n'est pas une fatalité) ; comment, également, prendre le pouls de la France « profonde ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7.)



La mort de Jean-Baptiste Doumeng

Un grand négociant communiste

Jean-Baptiste Doumeng, « le milliardaire rouge », est mort dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 avril, à l'âge de soixante-sept ans, à son domicile de Noë, près de Toulouse, des suites d'une longue maladie.

On savait tout de Jean-Baptiste Doumeng, puissant président du groupe de négoce Interagra, au chiffre d'affaires évalué à 10 milliards de francs. Et pourtant, l'homme était indéchiffrable, contradictoire, milliardaire et communiste, sensible et grossier, homme de la terre et du commerce.

Son enfance de fils de métayer radical-socialiste, la mort de sa mère quand il a quinze ans, lui font connaître la pauvreté. C'est sous l'influence de Jean Baby qu'il adhère au Parti communiste. Il a seize ans. Pendant la guerre, il est chargé d'assurer le ravitaillement de son réseau de résistance. Ce sera le début de sa vocation professionnelle. A la Libération, à partir d'un groupe de coopératives qu'il présidera (l'UCASO). Puis il fondera la *sociégé Interagra. Dès lors,* l'empire Doumeng marchera sur deux jambes, une en Haute-Garonne, chez lui, dans son clan, l'autre à Paris, où, entouré de quelques collaborateurs fidèles, il atteindra les grands marchés mondiaux de produits agricoles, *puis le pétrole et l'ingénierie agro-*alimentaire, avec la fourniture d'usines clefs en main, des entrepôts pour nourrir les villes de certains pays du tiers-monde.

Il caressait le rêve de lutter contre les multinationales en faisant travailler *ensemble coopératives américaines* et soviétiques, il se rendra souvent en URSS où il fera la connaissance d'un certain Mikhaïl Gorbatchev, lorsque celui-ci n'était qu'un cadre régional. Ses relations avec les pays de l'Est auront été une *aubaine pour la France et l'Europe,* dans la mesure où Jean-Baptiste Doumeng a fortement contribué au dégonflement des stocks agricoles. Mais sont rôle fut aussi décrié : il était, par exemple, la bête noire des viticulteurs du Midi, pour lesquels il représentait l'homme des importations.

Il fut aussi la bête noire de la droite, qui cherche souvent à le coincer, l'accusant de fraudes fiscales. Autre accusation soutenue : il finance *le Parti communiste. S'il est vrai que* J.-B. D., comme on l'appelait familièrement, était un pilier plutôt orthodoxe du PCF, jamais personne n'a pu prouver son rôle de financier du parti. Lui-même disait qu'il payait sa cotisation, et peut-être était-elle simple*ment plus forte que d'autres...* La mine rougeaude, le parler rocailleux, il noyait ses interlocuteurs sous une logorrhée mêlant Lénine et Kant, le dollar et l'ECU, et Clausewitz aussi. Tout cela avec un seul certificat d'études...

Depuis longtemps, le souci de Jean-Baptiste Doumeng, c'était sa succession. Il a bien installé ses deux fils à la tête de ses affaires. Mais un système aussi original, lié à la personnalité d'un seul homme, peut-il lui survivre ?

JACQUES GRALL.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Etranger

SUISSE

Les restrictions au droit d'asile approuvées par référendum

BERNE
de notre correspondant

A quelques nuances près, les consultations populaires qui se succèdent en Suisse ne démentent guère les pronostics. Le référendum du dimanche 5 avril n'a pas fait exception : le projet gouvernemental de renforcement des restrictions au droit d'asile a été approuvé par 1 179 779 voix contre 571 874, soit 67,4 % de oui contre 32,6 % de non.

Si les partisans d'un durcissement du droit d'asile s'étaient cantonnés dans une certaine réserve pendant la campagne, ils n'ont pas hésité à s'exprimer dans l'isoloir. D'ailleurs, les adversaires de cette révision ne se faisaient pas d'illusions. Le Parti socialiste lui-même s'était interrogé avant de faire cause commune avec les Eglises, les organisations humanitaires et l'ensemble de la gauche pour demander l'organisation d'un référendum.

Changement de la procédure

Les autorités fédérales se montrent d'autant plus satisfaites que tous les cantons ont accepté leur projet. Se voulant néanmoins rassurante, Mme Elisabeth Kopp, chef du département de justice et police, a tenu à préciser que cette modification n'impliquait pas un changement de la politique d'asile, mais simplement de la procédure. Les nouvelles dispositions, notamment l'obligation faite aux demandeurs d'asile de se présenter à des postes frontières déterminés, entreront en vigueur en octobre prochain.

Autre résultat attendu : le rejet par 59,4 % de non contre 40,6 % de oui d'une initiative populaire demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires. Par cette proposition de révision constitutionnelle, le Parti socialiste souhaitait que le corps électoral ait la faculté de se prononcer sur les crédits destinés à l'achat d'armements ou autres équipements militaires. Il aurait alors suffi de réunir cinquante mille signatures pour solliciter l'organisation d'un référendum sur les dépenses militaires déjà approuvées par le Parlement.

Le gouvernement et les partis du centre et de droite n'avaient pas manqué de combattre énergiquement cette initiative dans laquelle ils voyaient une tentative d'affaiblir la volonté nationale de défense. Malgré l'échec de son projet, le Parti socialiste estime avoir fait un score honorable. Non seulement il a été suivi par deux électeurs sur cinq dans l'ensemble du pays, mais encore son initiative a remporté une légère majorité des voix dans les cantons de Genève, du Jura et de Bâle-Ville.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

URSS : les représailles à l'expulsion de six agents soviétiques

Moscou déclare indésirables six Français dont quatre diplomates

Après l'annonce de l'expulsion de six Français résidant à Moscou, dont quatre diplomates, Paris a indiqué, dimanche 5 avril, que ce n'était pas trois Soviétiques, comme on l'avait dit tout d'abord, mais six, qui avaient été expulsés de France, trois autres ressortissants de l'URSS ayant, eux aussi, commis *« de sérieux manquements à leurs obligations »*.

L'ambassade d'Union soviétique a, par ailleurs, diffusé une déclaration dans laquelle elle estime que *« la partie française assume la totalité de la responsabilité des conséquences de son action inamicale »*, et insiste sur *« les répercussions néfastes que peut avoir pour les relations franco-soviétiques »* la « campagne » actuelle, *« qui a une coloration politique manifeste »*. De son côte, le Quai d'Orsay a qualifié l'expulsion d'URSS de six Français de *« mesure de pure rétorsion, dépourvue de toute justification »*.

Au cours d'une réunion, dimanche à Neuilly, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, est revenu sur l'affaire des espions soviétiques en assurant : *« Ce ne sont pas les froncements de sourcils ni les mimiques de M. Gorbatchev qui feront renoncer la France à faire respecter sa souveraineté. »*

Commentant les expulsions des agents du Kremlin et la réponse de ce dernier, *l'Humanité* écrit ce lundi : *« Du côté soviétique, le temps du silence (...) est chose périmée. Les provocations, d'où qu'elles viennent, ne restent plus sans réponse. La politique de transparence n'est plus valable seulement dans le domaine intérieur. Les Soviétiques ont été informés dans le détail de l'affaire Ariane, et peuvent juger. Combien serait-il profitable, dans ces conditions, que l'opinion française puisse avoir accès au dossier ! »*

MOSCOU
de notre correspondant

Six partout. Tel paraît être le bilan définitif du curieux échange auquel Paris et Moscou se sont livrés ces derniers jours. Quatre diplomates et deux hommes d'affaires français contre six ressortissants soviétiques en poste en France à des titres divers, parmi lesquels le commandant Koronev, attaché de l'air adjoint, qui était vraisemblablement depuis son arrivée à Paris, en septembre 1985, un des « résidents » (responsable sur place) du GRU, le service de renseignements de L'Armée rouge.

Cet échange est singulier, dans la mesure où il rompt avec plusieurs règles établies depuis longtemps par les Soviétiques eux-mêmes pour ce genre d'affaires. La première est la discrétion. Le Kremlin, jusqu'à présent, ne donnait guère de publicité au départ forcé de ses diplomates accusés d'espionnage dans un pays étranger. Dans le cas présent, au contraire, les médias soviétiques ont très largement « couvert » l'événement, faisant parler, par exemple, le commandant Koronev, interviewé par un journalise de Tass, et ont multiplié les commentaires ironiques ou acerbes.

La deuxième règle tacite qui n'est pas, cette fois-ci, respectée, est l'usage diplomatique qui veut que l'ambassadeur du pays concerné soit averti des expulsions avant que celles-ci ne soient rendues publiques. M. Yves Pagniez, l'ambassadeur de France à Moscou, a été convoqué au ministère des affaires étrangères samedi 4 avril, à 9 heures du soir, et a été informé de la décision soviétique par M. Iouli Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères. Au même moment, le présentateur du journal télévisé égrenait les noms des six Français expulsés. Plusieurs d'entre eux ont donc appris par la télévision qu'ils étaient *personae non gratae*, ce qui est sans précédent à Moscou.

Les quatre diplomates sont MM. Pierre de Bruchard, deuxième conseiller, Yves Delannay, premier secrétaire, Pierre Lapernat, attaché militaire adjoint, et Mme Anita Davidnkoff, attachée culturelle. Les deux hommes d'affaires sont MM. Patrick Chebroux, représentant à Moscou de l'Office français d'exportation de matériel aéronautique (OFEMA), et Serge Berlos, collaborateur de la chambre de commerce franco-soviétique.

« Deux vagues »

La troisième bizarrerie de cette affaire est le principe des « deux vagues » qui a été retenu un moment des deux côtés, puis abandonné au cours du week-end. Il est vrai que la responsabilité de cette dernière innovation incombe à Paris.

Le Quai d'Orsay avait préféré, le 2 avril, n'annoncer que trois expulsions, sans donner l'identité ni le statut des ressortissants soviétiques visés. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait pourtant bel et bien averti, ce jour-là, l'ambassadeur d'URSS à Paris, M. Riabov, que trois autres Soviétiques étaient indésirables (1). Mais Paris préférait que Moscou les rappelât discrètement. Le Kremlin n'a pas joué le jeu, et a voulu embarrasser publiquement la France, en faisant annoncer, samedi soir à la télévision, que six Français au total devaient partir.

Le bilan de ces quelques jours est assez lourd. La presse et la télévision soviétiques ont violemment attaqué la France, comme cela ne s'était plus produit depuis l'époque de la décolonisation. Le service français de Tass n'a pratiquement diffusé, ce week-end, que des dépêches critiquant Paris pour une raison ou pour une autre. L'agence a ainsi accordé, samedi, une grande place aux ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud, estimant que le récent rapport du département d'Etat à ce sujet était une *« révélation pour les quelques Africains qui croient encore que la France est leur amie »*. *Tass* est également revenue sur ce qu'elle appelle la *« provocation »* de la marine nationale française contre un navire soviétique au large de Toulon (un avion de l'aéronavale avait, le 2 avril, survolé ce bâtiment à basse altitude dans les eaux internationales), et s'en est encore prise, dimanche, à l'amiral Pierre Lacoste. Ce dernier serait victime de *« mirages »* en voyant partout des espions soviétiques, et serait plus coupable encore d'inciter les Français à la *« vigilance »* à leur égard. L'agence visait l'interview accordée au *Nouvel Observateur* par l'ancien chef des services secrets frnçais.

La télévision a diffusé, samedi et dimanche soir, de longs reportages consacrés à Ludmila Varyguine, l'épouse soviétique du principal inculpé dans l'affaire d'espionnage de la fusée Ariane, M. Pierre Verdier. On a pu voir successivement en deux jours le frère, la sœur et la mère de Mme Varyguine. Le frère s'est dit *« déçu »* par l'attitude des autorités françaises. La sœur s'est montrée plus agressive, tandis que la mère, au bord des larmes, commentait des photos de famille, et notamment celle du mariage de sa fille avec M. Pierre Verdier.

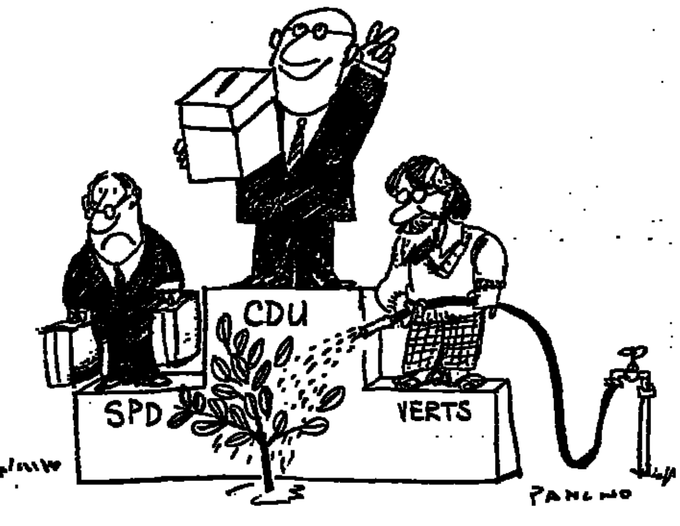
Cela dit, on s'attend maintenant à une accalmie après l'orage. L'échange est « techniquement » terminé, et l'on a désormais cherché, des deux côtés, à réparer les pots cassés. La menace pesant sur la visite que doit effectuer ici M. Chirac du 16 au 18 mai n'est plus publiquement agitée par les Soviétiques. Il reste à savoir pourquoi Paris et Moscou ont ainsi fait monter les enchères à propos d'une affaire d'espionnage qui n'est ni la première ni, certainement, la dernière. La réponse à cette question sera peut-être fournie lors du voyage de M. Chirac, si celui-ci a bien lieu comme prévu.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Il s'agit de MM. Kissilev, Kouznetsov et Ingouski.

RFA

Le SPD perd la Hesse



(Suite de la première page.)

Pouvant à peine retenir ses larmes, le ministre-président social-démocrate sortant, M. Holger Börner, qui, au bord de l'épuisement physique, avait dû passer le relais, en février dernier, après l'éclatement du premier gouvernement de coalition « rouge-vert » de l'histoire de la RFA, ne cessait de répéter que tout était de sa fautes, qu'il portait l'entière responsabilité de l'échec de son parti.

La perte de la Hesse est un coup psychologique sévère pour un SPD qui n'a cessé d'accumuler ces derniers mois les revers électoraux : aux élections régionales de Bavière, de Hambourg, puis aux législatives de janvier dernier, où il n'avait pu faire mieux que 37 % des voix. La démission, le 23 mars dernier, du président du parti, M. Willy Brandt, mis en minorité au sein du présidium sur le choix comme porte-parole d'une jeune femme n'appartenant pas au SPD, Mme Mathiopoulos, de nationalité grecque, avait, de façon éclatante, symbolisé le désarroi qui règne actuellement dans le parti.

La Hesse n'était pas pour les sociaux-démocrates n'importe quel Land. Ils y régnaient depuis quarante ans, et les instances dirigeantes de la démocratie chrétienne reconnaissaient qu'une victoire relèverait presque du miracle. Mais c'était également le seul Land dirigé par les sociaux-démocrates qui pouvait supporter la rivalité sur le plan de la modernisation industrielle avec la Bavière et le Bade-Wurtemberg.

Non seulement tout le sud du pays est maintenant entre les mains des partis gouvernant à Bonn, mais le SPD se trouve réduit à gouverner dans les seuls Etats (Rhénanie du Nord-Westphalie, Sarre, Brême et Hambourg) où se posent encore des problèmes graves de restructuration économique. De plus en plus gêné par la croissance de l'électorat vert, le SPD est en passe de se faire la réputation de n'être bon qu'à gérer le passé.

La situation est d'autant plus difficile pour le SPD que les succès continuels des Verts ne lui laissent entrevoir aucune chance de rétablissement à court et même à moyen terme. Le parti lui-même profondément divisé sur la ligne à adopter. L'analyse du résultat du scrutin de dimanche montre qu'à peu près autant d'électeurs ont déserté ses rangs pour rejoindre les Verts que pour se réfugier à droite.

Après les élections de 1983, M. Holger Börner, qui ne pouvait songer un instant gouverner avec les libéraux quelques mois à peine après le changement de coalition opéré par ces derniers à Bonn, s'était lancé avec courage dans une expérience de coopération avec les Verts. Il aura fallu tout le prestige de ce représentant de la vieille tradition social-démocrate, de ce *self made man*, issu des rangs ouvriers, pour convaincre les vieux sociaux-démocrates, sinon de coopérer, du moins de laisser cette expérience suivre son cours.

Malgré les tensions permanentes qui n'ont cessé d'hypothéquer sa réussite, les collaborateurs du ministre-président aussi bien que les Verts n'étaient pas peu fiers, à l'heure du bilan, du travail accompli. La Hesse, qui faisait figure de chef de file du libéralisme en matière de politique d'immigration, de condition féminine, de sécurité publique, montrait la voie en matière d'environnement grâce à une nouvelle politique routière, à l'attribution de plus grandes responsabilités aux communes, à la mise sous surveillance stricte des industries polluantes.

Dans un Land où 60 % de l'énergie est d'origine nucléaire, ce bilan n'a pourtant pas été suffisant pour éviter que n'éclatent au grand jour, à propos de l'usine de fabrication d'éléments combustibles nucléaires d'Alkem, les contradictions entre la bonne volonté réformatrice des uns et le besoin de révolution des autres. L'éclatement de la coalition sur la question d'Alkem n'a été vraiment voulu par personne. Mais personne n'a pu l'empêcher, laissant les sociaux-démocrates plus divisés que jamais sur la politique à suivre à l'égard des Verts.

Succès personnel du chancelier Kohl

La gauche du parti sort meurtrie de l'opération, sans politique de rechange, qui pourrait lui permettre de reconquérir une partie de l'électorat. Le SPD fait eau de toute part, sans savoir par où il doit commencer à colmater les brèches. En choisissant M. Hans Jochen Vogel pour succéder en juin à Willy Brandt à la tête du parti, il a opté pour une phase de retour sur soi-même, plutôt que d'aventure. Nul ne sait à quoi elle aboutira ni combien de temps elle durera.

Les chrétiens-démocrates se sont gardés dimanche de tout triomphalisme excessif. Derrière la victoire de M. Wallmann, qu'il avait fait entrer dans son cabinet l'année dernière après la catastrophe de Tchernobyl, se profile pourtant le succès personnel du chancelier Kohl. Sa coalition a désormais, pour les quatre ans à venir, les coudées franches. Les prochaines élections régionales ne peuvent plus remettre en cause sa majorité au Bundesrat, la chambre des Länder.

Le chancelier, qui a souhaité dimanche soir que le SPD se repreme, n'ignore pas qu'un affaiblissement trop important des sociaux-démocrates peut être source de troubles graves dans la société ouest-allemande. D'autant que lui-même risque de se retrouver du même coup soumis à des pressions très fortes de son aile droite qui, avec cette liberté de manœuvre retrouvée, va devenir d'autant plus exigeante.

HENRI DE BRESSON.

Visite du président israélien M. Chaïm Herzog

Le président israélien, M. Chaïm Herzog, a commencé, lundi 6 avril, une visite de cinq jours en République fédérale d'Allemagne, la première effectuée par un chef de l'Etat hébreu dans ce pays depuis la création de l'Etat d'Israël. M. Herzog, accueilli à l'aéroport de Bonn par le président fédéral Richard von Weizsäcker, visitera plusieurs lieux symboliques de l'holocauste et du judaïsme allemand : le camp de concentration de Bergen-Belsen, à la libération duquel il a participé sous l'uniforme britannique, et la synagogue de Worms, la plus ancienne sur le territoire allemand. Il se rendra également au mémorial de Berlin-Ouest.

Cette visite marque une étape nouvelle dans le processus de réconciliation germano-israélienne, entamé dans les années 50 par les négociations sur les réparations allemandes accordées par la RFA à Israël et aux juifs victimes du nazisme. Elle a néanmoins été critiquée en Israël, où des survivants de l'holocauste et le Likoud (droite) estiment qu'elle est prématurée. – *(AP, Reuter.)*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

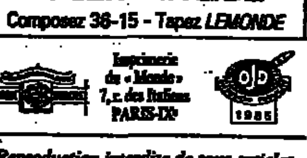
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

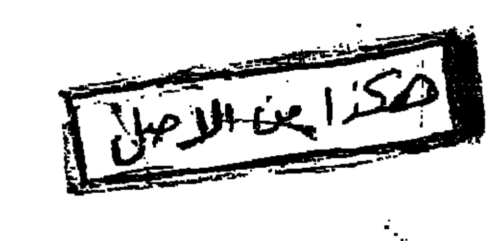
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*



Commission paritaire des journaux et publications, no 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.



Europe

ITALIE : à la veille d'une semaine politique décisive

Réélection triomphale de M. Craxi à la tête du PSI

Une semaine politique décisive commence pour l'Italie. Auréolé de sa réélection quasiment plébiscitaire, le 4 avril à Rimini, à la tête du Parti socialiste, M. Bettino Craxi devait en principe se présenter devant le Parlement après la décision du chef de l'Etat de refuser la démission de son gouvernement. La crise ouverte le 3 mars pourrait cependant prendre un tour plus aigu : lundi 6, la direction nationale de la démocratie chrétienne devait en effet définir son attitude. L'hypothèse d'une dissolution des chambres et d'élections anticipées demeure la plus probable. Mais cette crise a déjà connu tant de rebondissements...

RIMINI
de notre envoyé spécial

C'est un Bettino Craxi visiblement prêt à toutes les batailles qui a prononcé, le dimanche 5 avril, en fin de matinée, à Rimini, le discours de clôture du 44e congrès du Parti socialiste. Durant les débats, auxquels il a assisté avec assiduité, on avait vu un homme au visage tendu, l'allure fatiguée, semblant parfois absent. Outre l'obligation inhérente à ce genre de réunion d'entendre beaucoup de propos sans surprise, ce qui pesait sans doute à cet hyperactif, c'était la conscience que la véritable partie se jouait ailleurs, à Rome, dans l'affairement des états-majors des autres partis.

Et puis, samedi soir, alors qu'il écoutait, en compagnie d'un petit nombre d'invités très sélectionnés, un récital du ténor « ami » Luciano Pavarotti, le résultat du vote lui a été communiqué : il était réélu à la tête du PSI avec 93,5 % des voix des délégués. M. Craxi n'avait certes jamais douté du résultat, mais c'était tout de même une « élection de maréchal » venant d'une formation où les débats ont toujours été âpres et les oppositions véhémentes.

Le déroulement du conseil, il est vrai, laissait prévoir cet unanimisme. Seul un ancien responsable du parti, deux fois secrétaire dans les années 60 et 70, M. Giacomo Mancini, soixante-douze ans, osa asséner plusieurs rudes propos que le congrès, étrangement, applaudit à tout rompre, debout. Le « réformisme » du PSI se réduirait, à en croire le vieil homme, à *« une présence continue au gouvernement »* ; le parti serait désormais un *« véhicule dans lequel monte quiconque affirme représenter la nouveauté et la modernité... sans bénéfice d'inventaire »*.

Pour le reste, il n'y eut aucune fausse note et M. Claudio Martelli, jeune secrétaire adjoint au parti, qui apparaissait jusque-là comme l'ombre portée du « patron » s'est, cette fois, taillé un véritable succès de tribune.

Mais c'était naturellement « Bettino » que tous attendaient dimanche. Il ne déçut pas. M. Craxi est sans doute le seul très grand orateur que compte aujourd'hui l'Italie.

La question morale

Sur le fond, M. Craxi a répété que, pour le PSI, l'essentiel était que les référendums sur le nucléaire et la justice se tiennent comme prévu le 14 juin. Il ne croit pas évidemment que son gouvernement puisse franchir le cap du vote de confiance devant le Parlement. Alors, si un démocrate-chrétien ou *« toute personnalité démocratique »* consentait à « pousser » ces consultations populaires, le PSI lui apporterait son soutien. L'accent placé de façon obsessionnelle sur ce thème par les socialistes va dans le même sens, on l'a mieux compris à Rimini, que leur conversion désormais déterminée à l'élection du président de la République au suffrage universel. Il s'agit pour eux, ont martelé divers orateurs, de *« rendre aux citoyens leur autonomie de choix confisquée par le pouvoir des partis »*. La démocratie directe est donc le nouveau mot d'ordre du PSI italien. Conscient que la bataille à venir lui vaudra l'accusation de vouloir se tailler un habit à sa mesure, M. Craxi s'est écrié à l'adresse du congrès : *« Je ne suis pas candidat à une charge que je prévois de cinq ans seulement et non renouvelable ! »*.

M. Craxi, enfin, s'est attardé sur *« la question morale »* qu'il avait un peu éludée dans son discours d'ouverture. Répondant aux accusations de corruption souvent portées contre son parti, il a déclaré que lui-même, en trente années de vie publique, *« n'a jamais reçu une seule convocation judiciaire »*, que son gouvernement n'a pas été en près de quatre ans *« effleuré par un seul scandale »*, et que parmi les cas répertoriés ces trois dernières années d'élus traînés devant la justice (représentant 0,2 % de la population considérée) on comptait 201 socialistes contre 425 démocrates-chrétiens et 159 communistes.

JEAN-PIERRE CLERC.

A TRAVERS LE MONDE

Lesotho

Mort de l'ancien premier ministre Leabua Jonathan

L'ancien premier ministre du Lesotho, M. Leabua Jonathan, est décédé, dimanche 5 avril, à Pretoria, à l'âge de soixante-treize ans, d'un cancer de l'estomac. Il était arrivé la veille en Afrique du Sud, en provenance de Maseru. Après dix-neuf ans de pouvoir (il dirigeait ce pays depuis 1966), le chef Jonathan avait été renversé, le 20 janvier 1986, par un coup d'Etat qui avait porté au pouvoir un conseil militaire dirigé par le chef des forces paramilitaires du royaume (PMF), le général Justin Lekhanya, le roi Moshoeshoe restant cependant chef de l'Etat. Ce conflit avait coïncidé avec un blocus économique des frontières de ce petit pays (30 000 kilomètres carrés et 1,5 million d'habitants) instauré par le gouvernement sud-africain, qui reprochait au Lesotho de servir de refuge aux combattants de l'ANC (Congrès national africain). – *(AFP.)*

Portugal

M. Mitterrand commence sa visite officielle dans un contexte de crise politique

C'est un Portugal secoué par la crise gouvernementale (*le Monde* daté 5-6 avril) que le président Mitterrand a retrouvé lundi 6 avril pour un voyage officiel de trois jours, à l'invitation de son *« vieil ami »*, le président Mario Soares. La chute vendredi dernier, du gouvernement minoritaire de centre droit de M. Cavaco Silva, ne devrait pas modifier le programme de cette visite, la première d'un chef d'Etat d'un pays de la CEE, depuis l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne.

L'Elysée a souligné l'identité de vue entre les deux pays sur les questions de désarmement, la France considérant en outre très favorablement la candidature du Portugal à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Les dossiers de coopération seront par ailleurs examinés, notamment dans les secteurs de la télécommunication, de l'informatique et de l'aéronautique. M. Mitterrand est accompagné de trois ministres : MM. Jean-Bernard Raimond (affaires étrangères), Bernard Bosson (affaires européennes) et Gérard Longuet (PTT).

République sud-africaine

Au Transkei des officiers blancs arrêtés ou expulsés

Les autorités du Transkei, premier des quatre bantoustans sud-africains auxquels Pretoria a accordé l'« indépendance » en 1976, ont arrêté dix-sept officiers blancs, vendredi 3 avril, à Umtata. Ces arrestations sont, semble-t-il, intervenues à la suite d'une mutinerie d'officiers noirs de l'armée du Transkei, qui sont encadrés par vingt-sept anciens membres de l'armée de l'ex-Rhodésie (aujourd'hui le Zimbabwe). Ceux-ci avaient fui ce pays après son accession à l'indépendance en 1979.

A la suite de ces événements, plusieurs autres officiers blancs ont été expulsés vers l'Afrique du Sud, ainsi que leurs familles. La situation paraissait très confuse, dimanche, au Transkei, où on ignorait le sort du premier ministre, M. George Matanzima, que les mutins, selon certaines informations, voulaient renverser. – *(AFP, Reuter.)*

Proche-Orient

M. Barre en Israël

La visite « privée » d'un présidentiable...

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Raymond Barre se serait-il pris d'amitié pour Israël ? Il avait fait connaissance avec l'Etat juif en 1972 et l'avait revisité en juin 1984. Il vient d'y effectuer un troisième voyage à l'invitation – qu'il avait discrètement sollicitée – du gouvernement de Jérusalem. Motif officiel de son séjour : une conférence donnée en anglais à l'université de Tel-Aviv sur le thème de la *« planification économique »*.

Cette visite, bien sûr, ne se limitait pas à une prestation professorale. L'ancien premier ministre fut reçu par M. Shamir, chef du gouvernement et – cohabitation oblige – par M. Pérès, ministre des affaires étrangères. Intéressé par les réussites technologiques de l'Etat hébreu, M. Barre s'est ensuite rendu sur plusieurs sites industriels de Galilée, en compagnie de M. Lionel Stoléru, président de la Chambre de commerce France-Israël. Il est allé aussi à Nazareth, à Tibériade et dans un kibboutz qui longe la frontière libanaise. Il n'a, en revanche, rencontré aucun Palestinien.

Libres propos

Soucieux qu'on ne fasse *« aucun battage »* autour de sa visite, M. Barre a refusé toute déclaration publique à la presse. Alors qu'il était l'hôte dimanche 5 avril d'une association d'Israéliens francophones, il tint, devant son auditoire, quelques libres propos sur la nécessaire fermeté envers le terrorisme, sur l'attitude de la France à l'égard du boycottage arabe – à l'époque où il était premier ministre – ou encore sur l'inéluctabilité d'une conférence internationale de paix. Ayant soudain eu vent de la présence dans la salle de plusieurs journalistes français et israéliens, invités à ce débat, il les pria fermement de ne répercuter aucune de ses paroles.

Mais l'incognito, pour un présidentiable, a ses limites. Et M. Barre n'a d'ailleurs rien contre les journalistes, s'ils sont muets ou aux petits soins. Un reporter-photographe qu'il avait amené avec lui ne l'a pas quitté d'une semelle. Notre privilégié confrère a pu, entre autres portraits, fixer l'image de l'ancien premier ministre se recueillant, calotte sur le chef, devant le Mur des lamentations à Jérusalem. Ces innocents clichés iront-ils seulement enrichir l'album de famille de M. Barre, loin de toute utilisation préélectorale ? On ne le jurerait point.

J.-P. LANGELLIER.

ÉGYPTE

De nombreuses arrestations de Frères musulmans ont eu lieu à la veille des élections

A la veille des élections législatives du lundi 6 avril que, que selon toute probabilité, le Parti national démocratique du président Hosni Moubarak devrait remporter, la police égyptienne a procédé en fin de semaine à de nombreuses arrestations dans les milieux proches de l'organisation des Frères musulmans. Le ministère de l'intérieur a refusé de révéler le nombre exact des arrestations opérées, estimé à plusieurs dizaines par des observateurs impartiaux.

Un porte-parole de l'organisation des Frères musulmans, officiellement interdite, a déclaré que les arrestations avaient commencé dans la nuit de vendredi et s'étaient poursuivies durant toute la journée de samedi au Caire et dans la plupart des vingt-six gouvernorats de l'Egypte. Le porte-parole a ajouté que la police avait fait irruption dans certains des bureaux électoraux de l'alliance tripartite (Frères musulmans – Parti libéral et Parti de l'action socialiste) confisquant le matériel de propagande.

Selon le porte-parole des Frères musulmans et du Parti de l'action socialiste, la plupart des personnes arrêtées sont les délégués choisis par l'alliance tripartite pour participer aux commissions électorales chargées de veiller au bon déroulement de la consultation électorale, *« ce qui tend à démontrer que le gouvernement est fermement décidé à falsifier les résultats des élections »*. *(Reuter, UPI.)*

Prochaine visite en France du roi Fahd

La coopération en matière de sécurité se développe entre Paris et Ryad

Le roi Fahd d'Arabie saoudite, qui s'est rendu récemment en Algérie et en Grande-Bretagne, effectuera une visite d'Etat en France les 15 et 16 avril prochains.

Le séjour à Paris du roi Fahd coïncide avec une intensification de la coopération en matière de sécurité entre la France et l'Arabie saoudite. Un premier accord, conclu à la mi-mars à Ryad, entre le ministre français de l'intérieur, M. Charles Pasqua, et son homologue saoudien, le prince Nayef, porte sur l'équipement des forces de sécurité saoudiennes en matériels français et la formation des personnels par des spécialistes français de police. Un second accord, en cours de discussions, concerne l'équipement éventuel de la marine de guerre saoudienne en sous-marins d'attaque, à propulsion classique, et l'instruction de leurs équipages.

On évalue à environ 3,5 milliards de francs le montant de l'accord relatif aux forces de sécurité interne de l'Arabie saoudite. Il s'agit de livraisons de matériels très divers, depuis des hélicoptères de surveillance Gazelle jusqu'à des équipements de protection ou d'interception électroniques, en passant par des vedettes rapides pour les missions propres aux garde-côtes saoudiens. Outre ces matériels, la France s'attachera à entraîner leurs servants. Les constructeurs français étaient en concurrence avec des fournisseurs étrangers, parmi lesquels des Américains, des Allemands de l'Ouest, des Britanniques, voire des Japonais.

Le second contrat en préparation est encore plus ambitieux et, là encore, la compétition est sévère avec plusieurs pays comme les Pays-Bas, l'Italie, le Royaume-Uni ou l'Allemagne fédérale. A son homologue français, M. André Giraud, le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan, a déclaré qu'il était intéressé par la commande de huit sous-marins d'attaque, à propulsion classique, dont l'un servirait essentiellement à la formation et au perfectionnement des équipages. Le montant d'une telle opération est estimé à environ 23 milliards de francs. Le modèle de sous-marin examiné par les Saoudiens est l'Agosta, de 1 200 tonnes, en service dans la marine française mais également opérationnel au sein de la marine de guerre espagnole. C'est la raison pour laquelle Ryad pourrait demander que des chantiers navals espagnols puissent être associés à l'exécution du contrat si l'Agosta était retenu.

Comme pour un précédent contrat, lorsque la France a vendu, en 1980, à l'Arabie saoudite, quatre frégates de 2 000 tonnes, deux pétroliers-ravitailleurs de 10 000 tonnes et vingt-quatre hélicoptères Dauphin pour une somme de 25 milliards de francs, c'est la marine nationale qui se chargera de l'instruction des sous-mariniers saoudiens. De même, des entreprises françaises seront appelées, le cas échéant, à édifier deux bases navales en mer Rouge et dans le Golfe, où seront déployés les huit sous-marins.

Dans le domaine de la coopération en matière de sécurité entre Ryad et Paris, les liens entre techniciens des deux pays remontent, en réalité, à 1980. Les services de lutte antiterroriste et les armées travaillent ensemble depuis cette date. Les services français n'ont pas hésité à faire parvenir des informations à Ryad, avant le voyage du roi Fahd en Algérie et au Maroc, à la mi-mars dernier, sur la situation au Maghreb, et les forces françaises patrouillent dans la région du Golfe depuis leur base de Djibouti.

Les relations franco-iraniennes

Un quotidien de Téhéran appelle à la rupture des négociations avec Paris

Entre Paris et Téhéran, le ton ne cesse de se dégrader, au point qu'on peut se demander dans quelle mesure les deux pays vont pouvoir poursuivre les négociations sur le différend financier qui les oppose. Depuis quelque temps, il ne se passe guère de jours sans que la presse iranienne ne se livre à de virulentes attaques conte la France. Dimanche 5 avril, c'était au tour du quotidien *République islamique*, l'organe du parti au pouvoir, de dénoncer la politique française.

Le journal allait un peu plus loin que ses confrères, en s'interrogeant carrément sur la nécessité de continuer le dialogue entamé, il y a un an,, avec Paris sur le remboursement du prêt de un milliard de dollars consenti par l'Iran au commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1974.

Pour l'éditorialiste de *Républiquer islamique*, aussi longtemps que Paris persistera à soutenir les criminels de guerre (l'Irak), les navettes diplomatiques entre Téhéran et Paris sont inutiles.

Le journal qualifie de *« stupide »* la politique défendue par M. Mitterrand. Il rend les socialistes responsables de l'attitude *« insensée* adoptée à l'égrd de Téhéran et assure que le *« peuple iranien considérera la France comme complice des crimes du régime de Bagdad »*. *« Tant que le gouvernement et le chef de l'Etat français*, poursuit le journal, *continueront à faire chacun ce qu'il veut et à mener une politique ambiguë en persistant à soutenir le régime irakien, les délégations françaises sont certains de revenir les mains vides de Téhéran »*.

« Propagande hostile des médias... »

Aucun commentateur iranien n'avait encore dit aussi brutalement que les négociations en cours entre les deux pays – dont Paris attend qu'elles facilitent la libération des otages du Liban – n'avaient aucune chance d'aboutir tant que la France continuerait à vendre des armes à l'Irak.

Vendredi, l'agence de presse officielle IRNA avait souligné que la *« propagande hostile des médias français »* – à la suite de l'arrestation de militants pro-iraniens le 21 mars dernier – risquait d'affecter la normalisation entre Paris et Téhéran.

Toutefois, à Paris, on n'exclut pas que cette campagne de presse ne soit qu'un des reflets de la lutte pour le pouvoir opposant certains clans à Téhéran. La normalisation avec la France étant prise pour cible, comme le fut le dialogue entamé avec les Etats-Unis, par un des groupes convoitant la succession de l'imam Khomeiny.

AL. F.

LIBAN : aux termes d'un accord entre Amal et les Palestiniens prosyriens

Le siège des camps à Beyrouth devrait être levé

Le blocus alimentaire des quatre mille Palestiniens assiégés du camp de Chatila, à Beyrouth, devait être levé ce lundi matin 6 avril, aux termes d'un accord conclu entre les Palestiniens prosyriens et la milice chiite Amal en présence d'officiers syriens. La levée de ce blocus, imposé depuis le 26 novembre dernier par Amal et la sixième brigade, à majorité chiite, de l'armée libanaise, devait être suivie par l'évacuation des blessés de Chatila et de Bourj-Barajneh, lundi après-midi ou mardi matin au plus tard.

Ces décisions ont été prises alors que se tenait à Tunis un conseil ministériel de la Ligue arabe, au cours duquel le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a fait un exposé sur la situation *« tragique »* des camps palestiniens au Liban, et accusé la Syrie de *« participer directement »* aux côtés d'Amal, à leur siège. M. Farouk El Charah, le ministre syrien des affaires étrangères, avait quitté calmement la salle de conférences dès l'annonce de l'arrivée de M. Arafat au conseil.

Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, a, pour sa part, indiqué que le comité arabe de bons offices qu'il préside est arrivé à une impasse dans sa recherche d'*« une solution pacifique et durable »* du problème des camps palestiniens et a invité le conseil ministériel de la Ligue à *« prendre lui-même les décisions qu'il jugera utiles pour traiter cette tragédie »*. Car, a-t-il dit, *« l'ampleur du problème et ses différentes dimensions dépassent les moyens d'action du comité »*. Ce comité, créé par le conseil le 22 décembre à la demande de l'OLP, a soumis à la conférence ministérielle un rapport exhaustif sur ses démarches *« et les difficultés qu'il a rencontrées »*.

Dimanche, les vingt mille habitants du camp palestinien de Bourj-Barajneh avaient été ravitaillés, pour la première fois depuis le 14 mars, sous la supervision des Syriens. Six camions chargés de vivres, de vêtements et de couvertures, dons du Koweït, ont pu pénétrer à l'intérieur du camp. Samedi, une source palestinienne avait indiqué que l'hôpital de Chatila avait cessé de fonctionner en raison du manque de carburant, au cent trentième jour du siège imposé par Amal.

Les interventions chirurgicales sont désormais impossibles en raison de l'arrêt du générateur et, selon cette source, les responsables ont réquisitionné les dernières bougies du camp, afin de poursuivre le traitement prodigué à trente-trois blessés graves et malades qui s'y trouvent. Par ailleurs, la pénurie de carburant empêche aussi l'alimentation de l'hôpital en eau potable pompée des puits artésiens, et, bien qu'elle soit polluée, celle qui s'écoule des canalisations crevées est utilisée en cas de nécessité. – *(AFP.)*

Afrique

TCHAD

Paris hésite à étendre le dispositif Epervier au nord du 16e parallèle

N'DJAMENA
de notre envoyé spécial

Le président tchadien, M. Hissène Habré, a déclaré, samedi 4 avril, à N'Djamena, que l'enjeu de la guerre entre son pays et la Libye n'est pas la question de la bande d'Aozou, mais de savoir si Tripoli est disposé *« à reconnaître l'existence du Tchad en tant que nation, en tant qu'Etat, en tant que peuple »*. Le chef de l'Etat du Zaïre, le maréchal Mobutu, qui effectuait une visite au Tchad, a, de son côté, estimé qu'il faudrait *« obtenir des deux parties la neutralisation de la bande d'Aozou en attendant une décision de la Cour internationale de justice de La Haye »*.

Cette position rejoint celle exprimée il y a quelques jours par le ministre français de la coopération, M. Michel Aurillac. M. Habré a, d'autre part, affirmé *« solennellement qu'aucun étranger, ni Français ni d'autre nationalité, n'a participé à des combats ni même assisté comme simple témoin à ces combats »*. Enfin, le chef de l'Etat tchadien a souligné que, *« si la Libye est disposée à traiter, à dialoguer avec nous pour arriver à une solution pacifique, nous sommes prêts à tout moment, car nous recherchons le dialogue »*. — *(AFP.)*

Nous étions en conversation avec le colonel Joseph, commandant du dispositif Epervier au Tchad, quand le timbre de son talkie-walkie a sonné, samedi soir 4 avril. Son officier de liaison l'appelait pour lui faire connaître la décision prise à Paris, au plus haut niveau de l'Etat, au sujet de l'acheminement d'un groupe de journalistes à Ouadi-Doum par des avions et des hélicoptères français. *« La réponse est négative*, avons-nous entendu en même temps que le colonel. *On suggère d'utiliser les moyens aériens tchadiens. »*

Le débat, qui a duré plusieurs jours, sur l'opportunité de mobiliser le dispositif Epervier pour transporter la presse dans le nord du Tchad n'a pas un simple intérêt anecdotique. Il illustre le choix devant lequel est placé Paris. Faut-il ou non franchir le 16e parallèle ? Avant les victoires tchadiennes à Fada, Ouadi-Doum et Faya-Largeau, le dispositif Epervier centré à N'Djamena fonctionnait très bien. Maintenant, pour pouvoir aider efficacement l'armée de M. Hissène Habré dans le Nord, il faudrait allonger la portée des moyens logistiques d'au moins 500 kilomètres.

En clair, il conviendrait d'envoyer des avions français à Faya-Largeau et, éventuellement, d'y installer une base de maintenance. Une telle décision n'est pas facile à prendre. L'existence d'une « ligne rouge » que les Français ne franchissaient pas au-delà du 16e parallèle résultait d'un rapport de forces aujourd'hui modifié et d'un compromis tacite avec la Libye. Il se peut que des tractations aient lieu actuellement avec Tripoli, la menace d'un déplacement d'Epervier au nord apparaissant en filigrane. Même si Paris décide d'aider M. Hissène Habré à pousser son avantage jusqu'à la victoire totale, il y aura plus de risques que dans le cadre opérationnel précédent.

« Les hommes du dispositif Epervier n'ont pas tiré un coup de feu, même les trois « gus » du 11e choc (1), nous a assuré un officier supérieur. *Depuis janvier, nous avons effectué mille heures de vol de Transall par mois pour le compte de l'armée tchadienne, et cela sans aucune casse, à part un hélicoptère dont l'équipage a été commotionné. »*

Il est probable qu'à Paris on hésite à changer la nature d'Epervier en raison du risque d'essuyer quelques revers passagers dans la poursuite d'une opération qui a si bien commencé. L'Elysée et Matignon supputent peut-être, chacun de son côté, les conséquences qu'aurait sur l'opinion l'annonce de pertes, y compris en vies humaines. Les officiers français présents à N'Djamena s'interdisent d'entrer dans ces considérations politiques, mais il est évident qu'ils les ont à l'esprit. Ils espèrent que les instructions qu'ont leur donnera seront aussi claires qu'elles l'ont été jusqu'à une époque récente pour le redéploiement partiel d'Epervier.

Un seul terrain d'aviation

« Paris a d'autres renseignements que nous. Le pouvoir politique dispose d'éléments d'appréciation diplomatiques qui ne sont pas de notre ressort, disent ces officiers français. *Mais il est certain que, vu d'ici, le concept de ligne rouge près du 16e parallèle est dépassé. »*

Ces gradés ne sont pas des va-t-en-guerre. Ils ne pensent pas que les armes soient le meilleur moyen de régler le problème de la bande d'Aozou et estiment qu'un arbitrage international n'aurait rien de déshonorant au sujet de ce territoire contesté. Mais ils sont prêts à assumer des risques. *« Le problème au Tchad est qu'il y a un seul terrain d'aviation important* [celui de N'Djamena]. *Il faut ravitailler les Jaguar en vol, et cela dans un silence radio total »*, soulignent-ils. Néanmoins, si on leur en donne l'ordre, les aviateurs sont en mesure d'effectuer des missions au Nord et de *« tendre des embuscades aériennes aux bombardiers libyens »*.

« La France a refusé aux Tchadiens la couverture aérienne qu'ils demandaient pour la reconquête d'Aozou et de Faya-Largeau, nous dit un colonel. *Je pense que M. Hissène Habré doit maintenant se féliciter de ce refus. Il est bien meilleur pour son image d'avoir gagné le combat tout seul. »*

Les propos tenus ici sont parfois embarrassés. D'une part, on aimerait bien avoir l'aval de Paris pour aider les Tchadiens à parachever leur victoire. D'autre part, on ne veut pas trop mettre en relief le sérieux coup de main qu'on leur a donné en matière de logistique et aussi de renseignements. *« Jusqu'à présent, la guerre, ici, s'apparentait davantage à un combat naval qu'à une bataille sur le théâtre européen. Dans ces conditions, l'information sur les mouvements de l'ennemi est essentielle. Il est certain qu'on aide les Tchadiens dans ce domaine »*, reconnaît un responsable.

Sans doute les plus importants des renseignements fournis à M. Hissène Habré sont-ils collectés par les services d'écoute français. Tous les ordres de Kadhafi sont codés, mais il suffit parfois de quelques jours pour « casser » ce code et connaître les instructions du colonel libyen à son armée. On a appris ainsi que ses troupes avaient refusé d'exécuter une contre-offensive après la défaite de Ouadi-Doum.

La radio tchadienne a largement diffusé, vendredi, des propos du responsable libyen du BET, le colonel Khalifa Abdoul Belkacem Hafta, fait prisonnier. Il affirme avoir été trompé par Kadhafi, qui lui disait qu'il aurait à se battre contre *« des Français et des Américains »*, alors qu'il n'a vu que des Tchadiens. Il appelle l'armée libyenne à se soulever contre le *« tyran »* de Tripoli.

Spontanée ou non, cette déclaration peut avoir un effet en Libye. Tripoli a, bien sûr, fait brouiller la radio tchadienne, mais l'information finira bien par arriver à destination. Samedi matin, l'aviation libyenne n'a pas bombardé Ouadi-Doum. En effet, ses pilotes manquaient de visibilité au sol en raison de vents de sable dans la région. Il n'y avait pas non plus de combats au Tibesti à la fin de la semaine.

Retour à Faya-Largeau

Ce qui reste de l'armée libyenne se replie sur les lignes de crête qui permettent de contrôler l'accès des pistes menant à Aozou. *« Il va y avoir un problème au Tibesti, car, après avoir abandonné le terrain, les Libyens ont largué de nombreux « pièges à cons »*, nous dit un militaire dans son langage imagé. Ces « pièges à cons », ce sont, par exemple, des caisses de munitions qui explosent quand on les ouvre, ce peut être aussi des objets plus anodins comme ceux que les Soviétiques en utilisent contre les Afghans.

Avant d'affronter les pièges fournis par Moscou à Tripoli, les Tchadiens montrent leur butin de Ouadi-Doum. Un *poster* commence à être diffusé ici. On y voit des missiles SAM-6 accompagnés de radars dits d'« acquisition » que les Français aimeraient bien décortiquer le plus vite possible. Ces photos ont été prises par le service cinématographique de l'armée tchadienne, qui les a revendues à bon prix à l'étranger par un intermédiaire. De même, ce service avait-il tourné des images d'Ouadi-Doum diffusées par les télévisions occidentales.

Le *poster* sur Ouadi-Doum proclame : *« Les Forces armées nationales tchadiennes stoppent le danger libyen qui menace toute l'Afrique noire. »* C'est pour célébrer cette victoire sur Kadhafi que le président Mobutu est arrivé samedi à N'Djamena. Pendant quelques heures, le cortège officiel du président zaïrois a coupé le passage aux dizaines de camions surchargés qui ramenaient à Faya-Largeau ceux de ses habitants qui avaient fui les Libyens. La route normale étant minée, il faut faire de longs détours, et l'expédition dure plus d'une semaine.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(1) NDLR. — Cet officier fait allusion, en la minimisant, à la présence au nord du 16e parallèle d'éléments du 11e régiment parachutiste de choc (le « 11e choc », unité pouvant accomplir des missions pour la DGSE). Selon certaines informations, démenties par les autorités tchadiennes et le ministère français de la défense, ces éléments auraient joué un rôle dans les récents succès militaires remportés par les troupes tchadiennes dans le nord du pays.

SWAZILAND

« Son altesse génisse »...

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le haut commissaire britannique au royaume du Swaziland, M. Martin Reith, est très ennuyé : après la visite du prince Charles, au cours du week-end dernier, ce diplomate s'est retrouvé avec un cadeau bien encombrant sur les bras : une génisse. Samedi soir, au cours d'un banquet, le jeune roi Mswati III avait invité l'héritier de la Couronne britannique à le suivre à l'extérieur. Là, celui-ci s'est retrouvé en présence d'un superbe lot de six génisses trônant sur la plate-forme d'un camion. Selon la coutume, il a été prié de désigner l'élue. Ce qu'il fit avec beaucoup d'amusement, raconte le quotidien de Johannesburg, *The Star.*

Le lendemain, le prince Charles quitte le Swaziland pour le Malawi, laissant sur place le cadeau royal. Qu'en faire ? Le consommer ? Ce serait risquer d'offenser sa dignité Mswati III. L'expédier en Grande-Bretagne ? Cela coûte très cher, et les Britanniques sont intraitables sur les contrôles de la fièvre aphteuse.

En attendant de trouver une solution à cet épineux dilemme diplomatique, *« son altesse génisse »* bénéficie du meilleur traitement qui puisse être réservé aux bovins de son rang, dans une ferme privée, à proximité de Mbabane, la capitale swazie.

M. B.-R.

● **SIERRA-LEONE : l'ancien président Siaka Stevens placé en résidence surveillée.** — Cette décision, prise samedi 4 avril, par le chef de l'Etat, le général Joseph Momoh, intervient après la tentative de coup d'Etat du 23 mars dernier, et après la destitution, vendredi, du premier vice-président, M. Francis Minah, réputé proche de M. Siaka Stevens. Celui-ci avait transmis volontairement le pouvoir au général Momoh, en novembre 1985. — *(AFP.)*

Diplomatie

La réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE

Les Douze sont très réticents à l'égard d'une éventuelle candidature de la Turquie

TURNHOUT
de notre envoyé spécial

Réunis les samedi 4 et dimanche 5 avril à une vingtaine de kilomètres d'Anvers, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont jugé inopportune, pour l'heure, une candidature de la Turquie au Marché commun. Selon M. Jean-Bernard Raimond, le ministre français des affaires étrangères, *« les gouvernements membres réagiront unanimement en faisant valoir qu'il serait difficile de réserver un accueil favorable, en raison, notamment, du dernier élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal »*.

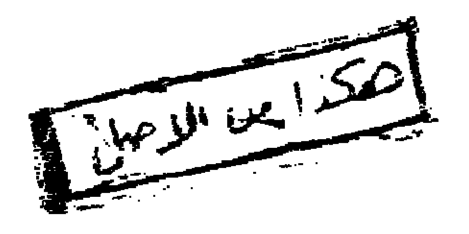
M. Raimond a toutefois indiqué que les réserves des Douze ne devaient pas empêcher *« une amélioration des relations entre la Communauté et la Turquie »*. Celles-ci sont liées, depuis 1963, par un accord d'association. Actuellement, le principal sujet de contentieux porte sur les facilités de circulation des travailleurs turcs sur le territoire communautaire, notamment en Allemagne fédérale.

Voulant, en quelque sorte, tirer parti des réticences des Douze, M. Carolos Papoulias, le ministre grec, a demandé à ses partenaires de soutenir — *« conformément au droit international et à la justice »* — son gouvernement dans un différend qui l'oppose à Ankara en mer Egée. A l'évidence, le représentant d'Athènes n'a pas obtenu l'appui escompté.

Aucune dissonance sur les euromissiles

Aucune dissonance ne s'est, en revanche, manifestée à propos des négociations de Genève sur le démantèlement des euromissiles, auquel les ministres ont consacré une grande partie de leurs discussions. Ils se sont félicités du discours — empreint *« d'esprit d'ouverture et de fermeté »* — tenu par Mme Thatcher à Moscou.

Contrairement au souhait de M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, M. Tindemans, président en exercice des Douze, a déclaré que *« l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) étaient les cadres appropriés pour étudier les questions relatives à la sécurité européenne, non le Conseil de la Communauté »*. M. Raimond a également fait référence à l'UEO, qui consacrera sa réunion ministérielle du 28 avril prochain à Luxembourg au désarmement nucléaire.



Amériques

Le voyage de Jean-Paul II en Amérique latine

Le combat perdu de l'Eglise argentine contre le divorce

Le pape Jean-Paul II devait quitter, lundi 6 avril, le Chili pour l'Argentine au terme d'une visite de six jours marquée par de nombreux incidents. La troisième étape de son voyage sud-américain, la plus longue et la plus chargée, ne devrait pas provoquer de passions particulières sur le plan politique, et prendre fin dimanche 12 avril.

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Environ deux millions et demi de couples argentins vivent en concubinage, dans l'illégalité, l'homme ou la femme étant séparé d'un précédent conjoint et ne pouvant se remarier, avec tous les problèmes moraux mais aussi matériels (démarches administratives, héritages) que cela pose. Rien d'étonnant donc que plus de 70 % des trente millions d'habitants du pays soient favorables au divorce. Les législateurs devraient leur donner satisfaction à la fin du mois d'avril, après la visite du pape. Une décision dont l'attente a pris la forme d'un film à suspense depuis le 27 novembre dernier.

Ce jour-là, la Cour suprême de justice de Buenos-Aires rendait une sentence incroyable pour tout Argentin : elle mettait fin à une loi qui, si elle permettait la séparation, établissait l'indissolubilité du mariage civil en interdisant le remariage. En considérant cet interdit comme inconstitutionnel, le tribunal suprême autorisait M. Juan Sejean, un ancien juge, à divorcer et à se remarier s'il le souhaitait.

Une décision qui remettait en cause l'autorité du Parlement en matière législative et permettait au président Raul Alfonsin d'inscrire autoritairement — sous prétexte d'un conflit de pouvoirs — le vote du projet de loi sur le divorce, déjà approuvé par les députés en août 1986, à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Sénat. Une bonne opération pour le chef de l'Etat qui n'oublie pas qu'il avait promis, lors de sa campagne électorale de 1983, de faire sortir l'Argentine du club des pays sans divorce.

Mais il ne tenait pas qu'à M. Alfonsin de tenir parole. Le premier obstacle, la Chambre des députés, n'a pas été difficile à surmonter puisque les radicaux, le parti du président, y sont majoritaires. Ce n'est pas le cas au Sénat, où les péronistes (opposition) dominent et ont fait tout ce qu'ils ont pu pour retarder le vote de la loi. Et ils y ont réussi.

Une idée très simple

L'idée de M. Sejean semble tellement simple qu'il se demande pourquoi personne ne l'a eue avant lui. Quelques années après sa séparation d'avec sa première épouse, M. Sejean est tombé amoureux d'une autre femme, elle aussi séparée. Ils se sont donc mis à vivre ensemble « hors-la-loi » et ont décidé de faire un enfant. C'est à l'occasion de cette grossesse que M. Sejean s'est souvenu d'un article, tombé en désuétude, de la loi précisant que, même séparés légalement, les époux se doivent fidélité. Un détail qui lui a permis de découvrir la faille dans l'armure de ladite loi.

Arguant que cet interdit contredisait la loi naturelle de l'homme en le contraignant, en cas de séparation, à la solitude, à l'homosexualité ou à l'adultère, il a présenté à la justice en 1985 un recours en inconstitutionnalité de la loi.

Deux fois, sa demande a été rejetée. En première instance, puis en appel, les juges ont estimé que *« le remariage était aussi dégradant qu'un inceste »*. Tel n'a pas été l'avis de la Cour suprême de justice qui lui a donné gain de cause, le 27 novembre dernier, par trois voix contre deux.

Pour être sans appel, cette décision n'en a pas pour autant fait jurisprudence. Depuis le « cas Sejean », plusieurs juges ont rejeté des demandes de divorce. Des décisions qui, selon Me Enrique Petracchi, l'un des cinq juges de la Cour suprême, seront évidemment revues si les dossiers arrivent jusqu'à celle-ci, mais qui témoignent de la répugnance du corps judiciaire à prendre à son compte une réforme sociale dont ils préfèrent laisser la responsabilité aux législateurs.

A cela, selon M. Sejean, une explication : la pression de l'Eglise catholique. En Argentine, beaucoup de juges sont aussi professeurs à l'Université catholique. S'ils se prononcent en faveur du divorce, la sanction est immédiate. Deux d'entre eux, qui s'y sont risqués, n'ont pas eu leur contrat renouvelé à l'Université. De même, l'Eglise a réagi sans attendre au jugement de la Cour suprême. Selon elle, il *« viole de façon évidente la Constitution, car trois votes qui ne représentent pas la volonté populaire ont donné le coup de grâce aux fondements de la famille argentine »*.

Le clergé « national-catholique » argentin, comme le désignent les croyants progressistes, n'avait pas ménagé ses efforts pour tenter de faire échec à la promesse de M. Alfonsin. Il avait organisé une grande campagne de protestation dans tout le pays et, pour la couronner, avait appelé en juillet dernier à une manifestation sur la place de Mai, davant le palais du gouvernement.

Pour la deuxième fois en trois siècles la statue de la vierge de Lujan, patronne de l'Argentine, avait quitté sa basilique pour présider la cérémonie. Malgré cela, il n'y avait guère eu plus de cinquante mille personnes — une misère pour l'Argentine — présentes à l'appel de l'épiscopat.

Ayant échoué par la persuasion, l'épiscopat avait tenté la dissuasion. L'évêque de Jujuy (nord du pays), soutenu par sa hiérarchie, a refusé la communion à trois députés qui avaient voté en faveur du divorce. A Cordoba (centre), un prêtre a été suspendu pour avoir émis des opinions en faveur du divorce. Les évêques ont aussi tenté d'effrayer les fidèles en présentant le divorce comme la source de tous les maux de la société, de la délinquance et de la drogue. En pure perte apparemment.

En matière de défense de la famille chrétienne, le clergé catholique argentin avait déjà dû se résoudre à accepter la vente libre des contraceptifs. Il n'a plus guère d'espoir sur le divorce et ne s'accroche encore qu'au tabou de l'avortement.

Un paradoxe, si l'on compare ces revers avec son influence politique dans un pays où le président a toujours l'obligation constitutionnelle d'être de religion catholique, où l'Église contrôle une grande partie — la plus prestigieuse — de l'enseignement, conserve une place de directrice des consciences au sein des forces armées, et entretient des relations très amicales aussi bien avec la *patria financiera* (oligarchie financière) qu'avec la centrale syndicale unique CGT (Confédération générale du travail, péroniste).

CATHERINE DERIVERY.

Un véritable marathon...

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Si le séjour du pape en Argentine n'a pas l'intérêt politique de sa visite au Chili, il aura au moins une particularité, celle d'être le plus long et le plus chargé de son voyage en Amérique latine : onze villes en sept jours.

Il va s'agir pour Jean-Paul II d'accomplir un véritable marathon au cours duquel il visitera notamment, outre Buenos-Aires, les trois plus importantes villes du pays, Cordoba, Rosario et Tucuman, ainsi que la future capitale, Viedma. Il n'y posera pas la première pierre comme cela avait été initialement prévu car, même si le transfert ne fait plus désormais de doute, la loi n'a toujours pas été votée par les députés en raison de lenteurs bureaucratiques.

Mais il s'y adressera dans leur langue à trois mille Indiens Mapuches, descendants des — rares — indigènes ayant échappé à la *« conquête du désert »* par les seigneurs de guerre argentins du dix-neuvième siècle. Arrivé le 6 avril à 15 heures locales (20 heures, heure de Paris) à Buenos-Aires, le pape s'entretiendra le jour même avec le président Raul Alfonsin.

Le lendemain, il se rendra successivement à Bahia-Blanca, Viedma, Mendoza et Cordoba. Mercredi, il partira pour Tucuman et Salta, au pied de la Cordillère des Andes, dans le nord-ouest du pays, avant d'aller jeudi à Corrientes, Parana et de regagner Buenos-Aires dans la soirée. Vendredi, il rencontrera dans la capitale la communauté polonaise et les syndicats avant de visiter la cathédrale ukrainienne.

Tôt, le samedi matin, il partira pour Rosario à 300 kilomètres au nord de Buenos-Aires, d'où il reviendra dans l'après-midi pour rencontrer notamment les représentants des chefs d'entreprise, et, le soir, passer deux heures avec la jeunesse argentine. Le dimanche, il présidera la Journée mondiale de la jeunesse, puis il célébrera la messe des Rameaux. Dans la soirée, il repartira pour Rome.

C. D.



Au Chili, un week-end paisible

SANTIAGO
de nos envoyés spéciaux

Après les pierres, les fleurs. Après les affrontements quotidiens dans la capitale entre les carabiniers exaspérés et les jeunes manifestants résolus à en découdre, les chants liturgiques et les messes paisibles, la ferveur sage des foules de Punta-Arenas, dans l'extrême Sud austral, de Puerto-Montt, entre Pacifique et cordillère, de Concepcion, pourtant bastion du mouvement de la gauche révolutionnaire, de Temuco, refuge des derniers Mapuches du Chili, de la Serena et d'Antofagasta, capitale du Grand Nord chilien, d'où le pape devait s'envoler ce lundi 6 avril dans l'après-midi à destination de Buenos-Aires, où l'attend un autre périple d'une semaine en Argentine aussi échevelé que celui qui s'achève.

Après les pancartes *« Ici, on torture »* et les cris répétés sans cesse *« Liberté ! Liberté ! »*, ou comme dans le stade national, hurlés à l'unisson par près de cent mille jeunes : *« Qu'il s'en aille ! Qu'il s'en aille ! »*, seulement des mouchoirs blancs de bienvenue, des banderoles jaunes du Vatican, des cadeaux naïfs offerts à Jean-Paul II par des paysans simples, des Indiens endimanchés, des pêcheurs émus, des collégiens en uniforme. Samedi et dimanche, de Punta-Arenas à 2 000 kilomètres de Santiago, jusqu'à Antofagasta, à 1 400 kilomètres au nord de la capitale, le voyage en province de Jean-Paul II n'a été qu'une succession d'étapes presque semblables marquées par la chaleur de l'accueil, la joie évidente des évêques, la décontraction de l'entourage du pape et des services de sécurité.

Les seuls incidents, mineurs, ont eu lieu à Concepcion samedi soir, avant l'arrivée du pape. Quelques groupes ont été rapidement dispersés par les canons à eau de la police. Pas un cri, en revanche, pas une seule pancarte pendant la messe de dimanche matin, à laquelle assistaient des milliers d'ouvriers dont certains portaient leurs casques de mineur. Comme si la ville la plus frondeuse du Chili, après Santiago, avait voulu manifester sa condamnation des incidents de la veille au parc O'Higgins de la capitale. Chacun d'ailleurs a eu le sentiment pendant ce week-end paisible et bucolique, entre mer et montagne, que les Chiliens de l'intérieur, consternés par les violences des jours précédents, redoublaient de ferveur religieuse.

Dans la capitale aussi des centaines de Chiliens enthousiastes ont salué le passage de Jean-Paul II, mais la fête, comme le dit le journal *la Epoca*, a été, à Santiago, gâchée par la tension, la nervosité évidente des forces de l'ordre, respectant à contrecœur les rigoureuses consignes de discrétion reçues, les manifestations politiques, la répression policière qui a fait un mort jeudi lorsque des sans-abri ont cru que la présence du pape leur permettait d'occuper un terrain pour installer un campement.

GILLES BAUDIN
et MARCEL NIEDERGANG.

Lire page 7



Politique

Le congrès de Lille réaffirme

Le congrès socialiste qui s'est tenu du vendredi 3 au dimanche 5 avril à Lille s'est terminé en apothéose par un grand rassemblement de quelque 15 000 à 20 000 personnes. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a repoussé, à cette occasion, toute idée d'une *« dérive centriste »* du PS, tout comme l'avaient déjà fait de nombreux intervenants tout au long du congrès.

Auparavant, M. Pierre Mauroy avait souhaité que, si M. Mitterrand ne se représente pas, le candidat *« le mieux placé »* (c'est-à-dire, aujourd'hui, M. Rocard) soit désigné sans « primaire » à l'intérieur du PS (*le Monde* daté 5-6 avril). Toutefois M. Jospin ne partage pas cette idée. De son côté, M. Jean-Pierre Chevènement n'exclut toujours pas d'être candidat à l'investiture.

La nouvelle direction du PS devait être composée lundi. M. Rocard ne devrait pas y participer, à l'inverse de MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy. M. Jean Poperen a l'intention de quitter le secrétariat national s'il ne conserve pas la responsabilité du secteur élections. M. Jospin lui propose le secteur des relations extérieures (c'est-à-dire avec les syndicats, les autres partis de gauche, etc.).

Bien que cet exercice agace la plupart des intéressés, il est d'usage, après un congrès socialiste, de classer les gagnants et les perdants. Comme c'est souvent le cas avec le PS, le tableau est tout en nuances.

● *M. Jospin.* – Il a vécu de rudes moments pendant ce congrès. Heureusement appuyé par certains des membres de la nouvelle direction du PS – MM. Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz, et aussi M. Pierre Mauroy, – il a vu son leadership durement critiqué en coulisses. Il n'est pas parvenu à donner une image parfaite du congrès. Mais l'opinion retiendra probablement plus la réussite de la « grand-messe » du dimanche, qui a représenté « l'heure de gloire » de M. Jospin dans ce congrès, et le moment suprême d'unité.

L'unité d'abord

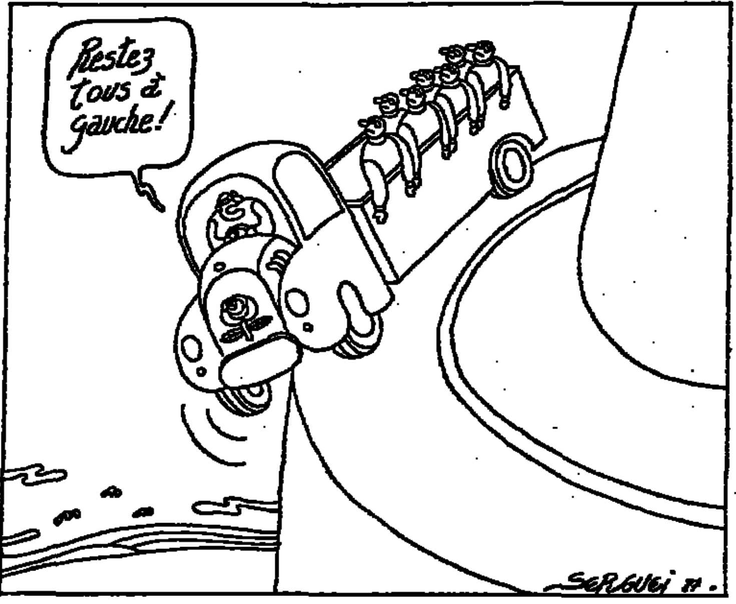
« L'Internationale sera le genre humain... » Le congrès est debout. Le chœur des milliers de militants (15 000, 20 000 ?) couvre la sono. A la tribune, ils sont tous là, agitant chacun sa rose : Jospin et Mauroy entourés de Rocard et de Fabius, Joxe et Delors, Mermaz et Lang. Dans cette terre du Nord qui a vu naître leur mouvement, les socialistes retrouvent leur tradition : le vieux chant des révolutionnaires n'est plus honteusement caché, comme durant le temps du pouvoir. Tous chantent, ou font semblant. Seul l'ancien ministre de la culture s'interdit jusqu'au mime. M. Jack Lang reste tout aussi impassible pendant *la Marseillaise*, dont seul l'air est joué par les haut-parleurs, mais dont les paroles sont reprises en chœur. Seul l'hymne propre aux socialistes français est entendu sans être chanté.

Trois chants donc, pour un point d'orgue à un congrès. Trois chants pour résumer trois jours de discours. Trois airs pour confirmer la synthèse : nous voulons changer la société, en étant fièrement à gauche, mais en restant, sans complexe, un parti bien intégré dans cette société, et qui veut gouverner ; nous sommes des socialistes démocrates.

Les militants qui, ce dimanche, sont venus retrouver les congressistes sont heureux. Ils ont assisté à une de ces grandes fêtes dont ils raffolent. Ils ont applaudi l'unité de leurs dirigeants, vibré à l'espoir de gagner, communié dans le soutien au président de la République, celui qui leur donne maintenant du *« chers amis »*. Leur premier tonnerre d'applaudissements salue l'apparition sur les écrans géants qui entourent la tribune de leur banderole fétiche : *« Tonton, tiens bon, ils repartiront ! »* Leur deuxième est pour saluer l'arrivée de Jospin entouré par la garde d'honneur de tous les chefs du PS.

Une bronca accompagne la litanie de leurs noms, chantée par M. Mauroy. Le maire de Lille inscrit le combat du présent dans les batailles du passé. Il fait frissonner à l'évocation des chefs d'antan : Roger Salengro, Léo Lagrange et Augustin Laurent, témoin vivant d'une histoire qui se survit, et même Guy Mollet, l'adversaire de tous ceux qui avaient voulu reconstruire un « nouveau » socialisme. D'instinct, la salle se lève pour entendre le « message » de M. François Mitterrand. Une fois encore, ce nom magique est scandé en cadence : même M. Rocard se met de la partie.

La salle est venue pour applaudir. Lionel Jospin, en une heure vingt-cinq de discours, lui donnera beaucoup d'occasions. Le refrain de sa première partie : *« Nous, nous ne laisserons personne en route »* ; son assurance : *« Nous reviendrons au pouvoir »*, dont il a enlevé le *« sans doute »* primitivement prévu ; sa confiance : *« La force de notre mouvement »* ; sa distribution de bons points à MM. Fabius et Rocard, et même à M. Delors ; sa référence aux symboles : la laïcité, la défense de la Sécurité sociale ; l'évocation de la Nouvelle-Calédonie, des Sakharov, tout fait hurler la salle de plaisir. Seuls, MM. Delors et Joxe restent de marbre quand le premier secrétaire refuse tout appel aux centristes, aujourd'hui alliés avec la droite.



Ses réponses – discrètes – à M. Poperen obtiennent tout autant l'adhésion. Même le futur ex-numéro deux applaudit à la nécessité d'une *« direction soudée »*, à la constatation que l'on *« n'a pas besoin d'être divisé pour penser »*.

Une indifférence polie

Le temps n'est plus aux discussions, épuisées la veille. Surtout dans les quatre forums organisés le samedi matin (politique économique, affaires étrangères et défense, faits de société et questions sociales). Là, les délégués de base ont pu s'en donner à cœur joie et remettre en cause quelques idées reçues de leurs dirigeants : oui, le contenu de la loi de programmation militaire fait peur ; oui, la *Realpolitik* ne doit pas faire oublier le tiers-monde ; oui, il faut être plus offensif dans la défense des immigrés, dont des représentants devraient être associés à la direction du parti ; non, il ne faut pas avoir peur de l'autocritique, car nous avons été parfois trop prudents quand nous étions au pouvoir ; oui, *« l'ordre des médecins doit être cassé »* ; oui, nous avons trop rendu d'*« arbitrages politiques d'opportunité »* dans le traitement des dossiers des bassins d'emplois condamnés par l'évolution économique ; oui, il faut préparer l'avenir et savoir comment réglementer le droit de licenciement sans revenir à la législation d'avant 1986.

Les vrais débats sont là. Pas dans la grande salle du congrès. Les orateurs qui tentent de lancer quelque idée ne reçoivent en écho qu'une indifférence polie. Même M. Max Gallo, quand il évoque à tout propos Jaurès. Même M. Olivier Stirn, quand il prouve que l'on peut passer sans complexe de la droite au socialisme ; même M. Pierre Guidoni, quand il traduit la conversion de l'ex-CERES à l'Europe, tout en soulignant les difficultés de sa construction et la nécessaire bataille pour son indépendance. Même M. Jacques Piettre, cet autre témoin du passé, quand il revendique fièrement son *« archaïsme »* et supplie que l'on n'oublie pas *la « lutte des classes »*. Même M. Gilles Martinet, quand il regrette la *« perte de la charge émotionnelle »*. Même M[me] Martine Buron, quand elle défend la cause 3 des femmes. Même M[me] Isabelle Thomas, quand elle évoque la lutte victorieuse des étudiants.

La concurrence est trop rude. En ce début d'après-midi de samedi, chacun ne parle que de la défaite d'Hachette dans la course à TF 1. Il faut être Laurent Fabius pour intéresser le congrès. Lui maîtrise admirablement tous les trucs pour se faire applaudir par des militants socialistes. Il cite Montherlant pour crier : *« Vive mes ennemis, au moins ils ne peuvent pas me trahir ! », ce qui* ravit d'aise ses adversaires.

Unanimisme voulu du congrès. La commission des résolutions, à huis clos, était là pour laver le linge sale. Même quand la synthèse est réalisée avant les débats, les socialistes ne peuvent en effet se priver d'une nuit presque blanche. Leurs dirigeants ne se séparèrent qu'à 4 h 15 samedi, après avoir entendu MM. Jospin et Poperen vider leurs sacs. Tout le passé, même le plus lointain, remonta à la surface : la préférence donnée à M. Joxe pour la présidence du groupe en 1981 ; le procès en stalinisme dressé par l'ex-numéro deux contre le numéro un. Il fallait aussi donner satisfaction aux rocardiens contre M. Laignel pour la direction de la fédération de l'Indre et tenter – sans succès – de calmer l'ex-CERES dans l'affaire des Bouches-du-Rhône.

« Le gouvernement par la famille »

Les apartés continuèrent tout au long de la journée. Samedi soir, après avoir réuni ses amis, M. Poperen expliquait : *« Je ne serais pas au secrétariat. Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement non plus. Je serai en bonne compagnie dehors. Ce sera le gouvernement par la famille... avec le cousin de Lille. »*

La consigne de M. Jospin était claire : on ne parle pas de tout cela au congrès. M. Bertrand Delanoë n'y a pas obéi. Sous les sifflets des congressistes, il s'en est pris à M. Poreren et a évoqué son désaccord avec M. Mauroy sur son analyse des conditions du choix d'un candidat pour l'élection présidentielle. M. Michel Charzat revient à la charge – publiquement – contre M. Michel Pezet. Rien n'y fit. Toutes les décisions de la commission des résolutions furent approuvées : la réintégration de militants désobéissants lors de récentes joutes électorales, dont celles de trois députés, MM. Michel Lambert (Orne), Hubert Gouze (Tarn-et-Garonne), André Pinçon (Mayenne) ; le refus, malgré un ultime baroud d'honneur, d'augmenter la place obligatoire des femmes dans les organismes dirigeants.

Ces quelques accrocs ne mirent pas à mal la démonstration de l'unité. Unité dans les thèmes de discours. Unité dans les appels aux noms symboliques pour se faire applaudir : Pierre Albertini, Gaston Defferre et surtout Malik Oussekine (dont le frère était présent dès vendredi, contrairement à ce que nous avons écrit). Unité physique à la tribune, dimanche matin, de tous les dirigeants de fait ou de droit. Il n'en manquait qu'un. Mais son nom a été scandé cent fois : *« Mitterrand-Mitterrand-Mitterrand ! »*.

THIERRY BRÉHIER.

Le chemin de la raison

MIEUX que dans les discours des grands dirigeants, c'est dans les commissions que l'on prend le pouls du parti, que l'on mesure la réalité de son évolution. Qu'il s'agisse des contraintes internationales, de la politique fiscale ou budgétaire, ce sont des socialistes bien sages qui s'exprimèrent en commission économique, plus proches du *« chemin de la raison »* que de celui du rêve, comme devait le reconnaître Pierre Bérégovoy, qui présidait les travaux.

La conjoncture internationale, tout le monde en convient, est *« maussade »* et *« l'internationalisation croissante des échanges rend l'argent volatil »*, ce dont *« la France subit les conséquences »*. *« On sait à quel point cet environnement pèse »*, ajoute un intervenant qui rappelle qu'*« en 1981-1982 les difficultés que nous avons eues n'auraient pas existé si le monde n'avait pas été en récession »*.

Enfin, *« le poids de l'endettement est capital »* et *« le monde n'échappera pas à un abandon de créances »*. D'ailleurs, l'ancien président du Crédit lyonnais, M. Deflassieux, soulignera que le contribuable a déjà payé les provisions très importantes faites par les banques pour les risques encourus du fait de ces créances. *« Je regrette,* dit simplement Pierre Bérégovoy, *de ne pas t'avoir demandé plus d'argent lorsque j'étais Rue de Rivoli »*. Bref, le volontarisme qui présidait aux réflexions des socialistes avant 1981 a laissé place au réalisme. La fiscalité le soulignera plus encore. *« La grande réforme fiscale... c'est comme le grand soir,* souligne un militant. *Il nous faut plus de modestie. »*

C'est cette même modestie que prône Henri Emmanuelli, pourtant souvent plus vif. Il reconnaît que l'impôt sur le revenu *« a un mauvais profil »* avec *« une base étroite »*, ne rejetant pas les arguments de ceux qui rappellent que les socialistes au pouvoir ont amplifié ce phénomène (l'exonération des bas salaires) et s'interrogeant sur le mode de prélèvement (moins douloureux à la source). L'ancien secrétaire d'Etat au budget ajoute qu'il y a le vrai problème de la taxe professionnelle *« que nous n'avons pas su résoudre »* et que, si la fiscalité locale est injuste, mal assise, dépassée, il faut être d'une extrême prudence dans son éventuelle réforme. Heureusement encore que tout le monde est d'accord pour rétablir un impôt sur les grandes fortunes *« au taux faible et à l'assiette large »*.

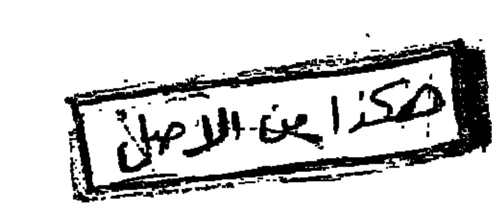
Il y a certes quelques voix discordantes. Le gentil Pierret, député des Vosges, d'habitude si modéré et peut-être irrité de se voir voler sa partition, clame qu'il n'y a pas de conciliation possible entre la droite et la gauche et de dénoncer la fausse rigueur, le clientélisme, la politique des faux-semblants. Ils seront d'ailleurs nombreux à réclamer une *« vraie rigueur »* et une politique du franc fort. De quoi faire rosir... de plaisir Raymond Barre.

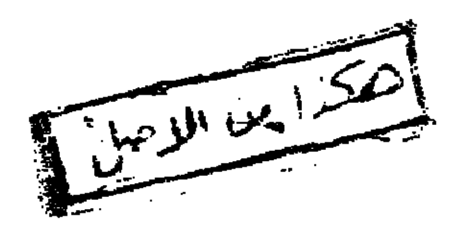
Certains militants s'inquiéteront bien du pourquoi de la modernisation : *« Est-il nécessaire de courir après les Etats-Unis et le Japon ? »* ou du peu de cas que l'on fait de l'emploi (*« C'est la commission Delebarre qui s'en préoccupe »*).

Mais le ton est plutôt à : *« Ce n'est pas parce que la droite baisse l'impôt sur le bénéfice des sociétés qu'il ne faut pas le faire – c'est d'ailleurs toi qui as commencé à le faire, Pierre – du moins pour les bénéfices réinvestis. »* Ou encore, on peut entendre : *« Nous avons toujours privilégié idéologiquement l'impôt direct comme plus juste. N'est-il pas temps de changer ? »* Une opinion partagée par Pierre Bérégovoy, qui souligne que l'économie, c'est aussi de la psychologie, et qu'en la matière, l'impôt indirect indolore électoralement *« a bien des avantages »*. *« Nous avons fait preuve d'audace et de réalisme »*, a conclu l'ancien ministre des finances qui tenait à affirmer : *« Contrairement à ce qu'on dit souvent, l'économie, c'est l'affaire des socialistes. »*

BRUNO DETHOMAS.







Politique

l'ancrage à gauche du PS

Au total, le PS de M. Jospin a sans doute donné l'image d'un parti « sérieux », plutôt uni et responsable. Mais on cherche toujours les idées nouvelles.

● *M. Rocard.* – Son discours n'a pas suscité l'enthousiasme. Mais M. Mauroy lui a donné un grand coup de main pour renforcer encore son image de candidat potentiel du PS en 1988, si M. Mitterrand ne se présente pas.

● *M. Fabius.* – Il peut se targuer d'un bon discours, apprécié largement au-delà de la sphère de ses propres amis, malgré une situation guère favorable dans le parti et la direction. Mais la conjoncture ne lui offre pas de grandes possibilités d'épanouissement.

● *M. Mauroy.* – Il a joué à fond sur son statut d'ancien premier ministre de M. Mitterrand et sur le fait d'être la puissance invitante. Il a apporté un soutien appuyé au premier secrétaire. Mais M. Jospin n'a pas caché qu'il regrette certaines de ses initiatives. Même si M. Mauroy veut avant tout que le premier secrétaire renforce son autorité, il n'est pas certain que les deux hommes aient tout à fait la même conception du rôle qu'ils devront jouer dans le parti.

● *M. Poperen.* – Il a remporté devant le congrès un succès d'estime évident. Plusieurs dirigeants du PS ne sont pas très satisfaits de la façon dont M. Jospin a géré cette affaire et souhaitent que le député du Rhône participe à la direction. Mais on voit mal les deux hommes se réconcilier. S'il ne participe pas au secrétariat, M. Poperen souhaite créer *« un pôle de regroupement, une composante nouvelle »* au sein du bloc majoritaire, *« avec des différences, mais sans désaccord d'orientation »*.

● *M. Chevènement.* – Il est perdant, à cause de la tournure qu'a prise l'affaire des Bouches-du-Rhône, qu'il avait voulu porter devant le congrès, sur le terrain de la *« moralisation politique »*.

« Vive Mitterrand ! »

(Suite de la première page.)

Congrès de Lille, enfin. Nous voilà au cœur d'un dispositif de campagne qui rappelle à s'y méprendre celui qui avait été mis en place en janvier 1981 à Créteil : aux commandes M. Jospin, assisté de M. Bérégovoy, tandis que M. Mauroy sonne la charge, bat le rappel.

Bien sûr, le moment venu, et si les circonstances lui imposent de renoncer, ces événements pourront être l'objet d'une lecture anodine : à TF 1, il ne s'agissait que d'un bilan d'un an de cohabitation ; en Franche-Comté, le bon roi François, tel saint Louis, était simplement accouru pour réconforter un peuple en mal d'affection ; à Lille, les amis socialistes du président ont tenté une énième manœuvre pour forcer la main de leur champion. A preuve : le chemin dégagé, sous les pieds de M. Rocard, par MM. Mauroy et Bérégovoy.

Que s'est-il passé à Lille ? M. Rocard apparaît bien, après le congrès, comme le candidat des socialistes si M. Mitterrand ne l'est pas. Il a été intronisé, en quelque sorte, candidat suppléant.

Or un suppléant est le dernier qui puisse s'opposer au titulaire. CQFD : plus M. Rocard apparaît comme le candidat de rechange, en passe d'être investi de la légitimité socialiste, moins il est fondé à se mettre en travers de la route de M. Mitterrand. Voilà donc un homme qui, en 1980, s'était piégé lui-même par une petite phrase (1) et ses propres erreurs tactiques ; et qui pourrait bien être, en 1987, piégé par... son succès.

On comprend mieux, dans ces conditions, le jeu de M. Jospin, que l'on ne peut séparer de celui du président. Au premier la charge de verrouiller, non seulement le parti, mais aussi l'électorat de la gauche. D'où l'ancrage à gauche fortement proclamé à Lille par le refus de toute alliance avec le centre, et concrétisé par un mot d'ordre, fût-il utopique : le PS doit *« redevenir le parti de l'emploi »*. *« D'abord, l'emploi »*, disaient les socialistes en 1981. Ainsi le PS peut-il espérer non seulement aider son candidat à s'approcher de la barre de 40 % au premier tour (dont M. Joxe crédite déjà M. Mitterrand), et peut-il surtout dissuader l'électorat communiste de suivre d'éventuelles consignes d'abstention données par la direction du PCF (au nom du *« consensus Mitterrand-Chirac »*).

Au président, il reste, bien sûr, à faire venir à lui les électeurs de droite (que leurs voix aillent au centre ou à M. Le Pen). Car il va de soi qu'à force de camper l'arbitre M. Mitterrand récoltera bien quelques suffrages, ceux-là mêmes, peut-être, qui feront la différence. Se déclarer le plus tard possible offre, de ce point de vue, trois avantages : prolonger autant qu'il est possible l'exercice de la fonction arbitrale, plus séduisante que celle de candidat ; ôter à la droite une occasion de se ressouder contre cette candidature ; donner le temps au PS d'élaborer un programme et d'affaiblir la majorité, au moment justement où M. Le Pen se rappelle au bon souvenir de celle-ci...

Et après ? Après, il sera temps, si M. Mitterrand l'emporte, de gouverner... avec le centre. Contrairement aux apparences, M. Jospin a été, sur ce point, d'une grande franchise : attendons, a-t-il dit en substance, que les centristes soient à prendre, c'est-à-dire que leur candidat (M. Barre) soit battu, avant de leur faire des risettes. Au lieu de dire : *« pas d'alliance avec le centre »*, M. Jospin aurait dû dire : *« pas d'alliance avec le centre parce qu'il est à droite »*, ou *« tant qu'il est avec la droite »*.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Prononcée au congrès de Metz du PS, en avril 1979 : *« Je ne serai pas candidat contre le premier secrétaire de mon Parti. »*

Racines...

« *COMME nos anciens, nous ne laisserons personne en route.* » Ce leitmotiv du discours de clôture de M. Jospin, l'évocation des racines ouvrières du socialisme français, le retour de l'*Internationale* dans un congrès socialiste, toute cette symbolique qui aurait *été* jugée archaïque avant le 16 mars 1986, et qu'applaudissent à tout rompre, aujourd'hui, les foules de gauche, tout le confirme : l'un des principaux soucis du PS est de retrouver l'identité d'un parti qui puisse incarner une espérance populaire.

A chacun ses mythes fondateurs. Aux Etats-Unis, le gouverneur démocrate de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, évoque les convois de chariots bâchés qui prenaient le chemin de l'Ouest et ne laissaient, eux non plus, *« personne derrière » (« Nobody left behind »)* (1). A Lille, M. Jospin évoque les mines du Nord, les solidarités ouvrières, les réunions clandestines tenues dans de misérables cafés.

Rocard, Fabius, Jospin, Mauroy, Chevènement, plus tous les autres. Les termes diffèrent, la quête est la même : garder la *« maîtrise du réel »*, tout en préservant le *« splendide diamant du rêve »*, dit M. Fabius. *« Inventer une philosophie social-démocrate qui fasse rêver »*, résume M. Mauroy. S'il y a un ciment qui unit les dirigeants socialistes, c'est bien ce besoin de ressourcer le parti. L'homogénéisation idéologique du PS, après cinq ans d'exercice du pouvoir, est apparue évidente à Lille : M. Jospin dit des choses qui étaient, dans le passé, l'apanage de M. Rocard, que M. Fabius pourrait reprendre à son compte, et ainsi de suite... Inconvénient : le manque de consistance, pour le moment, des propositions socialistes est en fait amplifié par l'effet de ce chœur presque unanime qui martèle des vœux — pieux pour le moment — et des commandements moraux plus qu'il ne parvient à dégager une idée-force.

Au-delà de cette union « spirituelle », au-delà de l'orchestration sans bavures d'un tir nourri contre M. Raymond Barre, au-delà du rassemblement autour d'un François Mitterrand idéalisé, le congrès de Lille aura-t-il permis la démonstration de force et d'unité que souhaitait M. Jospin ? Risquons un pronostic : d'ici à leur prochain congrès, ou bien les socialistes auront complètement changé les règles d'un jeu qui paraît inadapté, ou bien ils ne viendront pas unis à l'avance (comme c'était le cas à Lille) sur une motion de synthèse.

En l'absence de débat sur l'orientation politique du parti (puisque synthèse il y avait), les deux temps forts du congrès — avant la puissante démonstration du dimanche matin — auront été l'intervention de M. Poperen et l'accrochage autour de la situation dans les Bouches-du-Rhône. Autant d'épisodes qui sont venus entacher l'image d'unité.

Le premier secrétaire du PS, qui ne cache plus sa lassitude vis-à-vis de bon nombre de querelles d'appareil, veut constituer, à l'issue de ce congrès, une direction resserrée, « soudée » autour de lui, afin de lui permettre d'exercer pleinement son autorité. Malgré le soutien que lui apportent, dès maintenant, certains des membres de cette nouvelle direction, il aura pu constater, avec peut-être une certaine amertume, qu'il est plus franchement soutenu par la base du PS que par son sommet.

L'affaire Poperen n'est toujours pas réglée. Le soutien sans équivoque accordé par M. Jospin à M. Pezet ne va pas faire plaisir à MM. Chevènement et Fabius. A peine les courants A (mitterrandistes) et B (mauroyistes) ont-ils réalisé leur fusion que déjà on sent poindre de futures divergences d'analyse, sur des points qui ne sont pas mineurs, entre M. Jospin et le maire de Lille, même si celui-ci ne ménage pas son soutien au premier secrétaire.

M. Jospin a des soucis plus immédiats avec M. Rocard : le député des Yvelines ne veut pas aller au secrétariat national du PS, mais voudrait que son siège soit attribué à l'un de ses amis, ce que contestent les mitterrandistes. Quant à M. Chevènement, il ne veut pas, non plus, aller à la direction du parti, sauf si c'est pour élaborer son nouveau projet, ce qui n'est probablement pas dans les intentions du premier secrétaire...

Dès lundi, après la trêve dominicale et la liesse du grand rassemblement populaire de Lille, M. Jospin devait replonger ses mains dans le cambouis du fonctionnement quotidien de l'appareil : il doit proposer au comité directeur, qui se réunit ce jour-là, la composition de son nouveau secrétariat national. Il y aura travaillé jusqu'au dernier moment : dimanche en fin de matinée, plusieurs des pressentis ne connaissaient pas avec certitude la proposition qui leur sera faite...

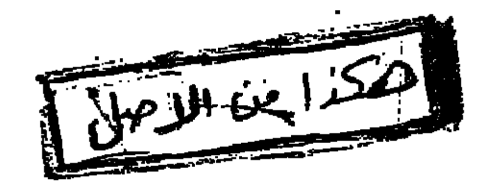
JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) La thématique utilisée par M. Cuomo a été citée, lors du colloque d'Espaces 89 qui s'est tenu les 27 et 28 mars (*le Monde* du 1er avril), par l'un des intervenants, M. Bernard Manin, comme exemple d'*« images mobilisatrices* [pour la gauche] (...) *qui ne soient pas des utopies au sens de la société parfaite »*, afin d'éviter *« les effets redoutablement pervers »* d'une telle image d'une *« société parfaite »*.





"Et
sur
la d
de p
le V
et le
que
avez



هكذا يعن الاعلان

Alice.

"Et nous retenons sur votre salaire la différence de prix entre le Victor PC3/286 et le [redacted] que vous avez choisi."

24990 F*. Voilà le prix du nouveau Victor PC3/286. [redacted] n'en croit pas ses yeux... Car pour ce prix-là, vous disposez d'un micro très puissant, avec une grande capacité de stockage et, bien sûr, le microprocesseur 80286** ainsi que le système d'exploitation MS-DOS** 3.2.



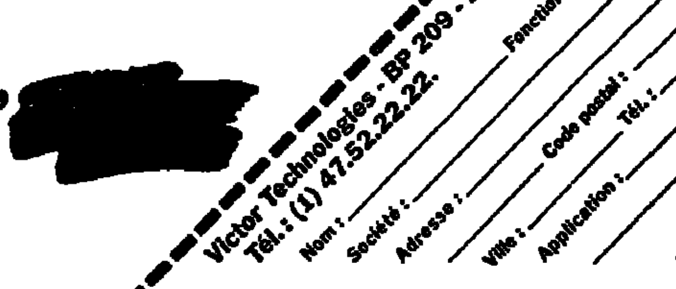
* Prix public hors taxes conseillé. ** Marques déposées.

Mais, mieux encore, et là c'est très dur pour [redacted]; le nouveau VPC3/286 offre, en standard et complètement intégrée à l'unité centrale, une interface pour disque de sauvegarde enfichable "ADD-PAK" de 30 Mo. Vous avez bien lu : l'interface est intégrée au matériel.

Et cela, c'est une différence originale, d'un concept nouveau et forcément inestimable.

Avouez que pour 24990 F*, on se demande vraiment pourquoi certains s'acharnent encore à préférer [redacted].

Le VPC3/286 sera au Sicob, mais rassurez-vous : si vous n'avez pas le temps de vous y rendre, les 650 revendeurs agréés Victor se feront un plaisir de vous le montrer.



VICTOR®

Comme [redacted] moins cher qu'[redacted]

Politique

Le congrès du PS à Lille

M. Lionel Jospin : « Nous ne laisserons personne en route »

M. Lionel Jospin a conclu dimanche le congrès du PS à Lille devant quelque vingt mille personnes, en souhaitant que le PS soit *« en état de marche »* pour l'élection présidentielle et pour *« préparer la reconquête »*. Le premier secrétaire du PS a d'autre part affirmé que l'élection présidentielle *« ne doit pas barrer l'horizon, ni être l'unique préoccupation »* des socialistes.

M. Jospin s'en est vivement pris à la politique du gouvernement, affirmant que c'est la droite *« de la réaction ouverte »* qui l'a emporté le 16 mars pour mettre en place *« une étrange contre-réforme »*. *« D'un côté, un clan autour de Chirac, de l'autre, le pouvoir solitaire revendiqué par Barre »*, a-t-il dit, soulignant que *« plus la droite échouera, plus elle se divisera »*, et critiquant en ces termes M. Barre : *« Qu'est-ce que le barrisme, sinon l'amnésie pour le passé, l'ambiguïté pour le présent et le silence pour l'avenir ? »*

M. Jospin a ensuite décrit l'action de M. Chirac : *« Avançant par saccades, dans des offensives brusques puis des retraites précipitées, changeant de discours selon les moments et les lieux, alternant l'arrogance et l'excès de souplesse, se contredisant d'un ministre à l'autre, selon l'avantage tactique que celui-ci espère ou selon le poulain qu'il soutient à la présidentielle, ce gouvernement de la droite unie et désunie déconcerte les Français, les déçoit — ce qui me convient — et les désenchante de l'action politique, ce qui m'inquiète ! »*

Pas d'alliance avec le centre

Le chef de file des socialistes a ensuite refusé une éventuelle alliance avec les centristes avant l'élection présidentielle. Il a déclaré : *« Pas d'alliance à droite ; pas d'alliance avec le centre qui est dans la droite. »* Il a ajouté : *« Où voyez-vous un centre avec des positions politiques qui lui soient propres ? Le voyez-vous sur la Nouvelle-Calédonie ? Ils se taisent ! Le voyez-vous sur les mesures anti-sociales et les atteintes à la Sécurité sociale ? Ils se taisent. Encore dans le gouvernement de M. Chirac, ils sont déjà dans les bagages du candidat M. Barre ! Qu'ils s'affirment comme une force autonome, avec leur propre pensée, avec leur indépendance, avec leur refus de la politique de la droite (même s'ils ne sont pas d'accord avec les positions socialistes), alors on pourra parler d'un véritable centre dans la politique française et le respecter. Pour le moment, il n'y a que le centre abstrait et vague des sondages. Peu perspicaces et bien malhabiles seraient ceux d'entre nous qui se laisseraient aller à je ne sais quel appel au centre. Ne transformons pas une rêverie de l'histoire politique française en réalité politique. Il sera bien temps, après 1988, de voir comment ce fameux centre réagira si le candidat de droite est battu par nous au deuxième tour de l'élection présidentielle. En attendant, beaucoup d'électeurs qu'on dit du centre voteront pour nous. »*

Le parti de l'emploi

M. Jospin s'est ensuite longuement étendu sur ses propositions pour l'élection présidentielle. Prônant un *« travail d'autoanalyse »* du PS sur son action au pouvoir, il a notamment fixé cinq orientations :

— Exploiter, par des mesures sectorielles, de *« nouvelles marges de croissance »*, car il n'y a *« pas de chance pour une politique socialiste dans la pénurie ou le déclin »*.

— Redéfinir une stratégie socialiste pour l'emploi, car le PS dit *« redevenir le parti de l'emploi »*.

— *« Contrer la politique des privilèges et des inégalités, maintenir la solidarité... »* M. Jospin définit les maîtres mots de l'action future : *« solidarité, répartition, partage »* ;

— *« Contre l'ordre moral et l'autoritarisme, garantir les libertés »* ;

— Construction européenne et solidarité avec le tiers-monde.

M. Jospin a en outre souhaité que le PS *« soit plus que jamais le parti de la libre pensée et des propositions réalistes »* et qu'il propose aux Français *« une charte, un contrat social, avec des grands objectifs affichés pour le moyen et le long terme »*. Il a défini la méthode de gouvernement qu'il ambitionne pour les socialistes comme *« la recherche de consensus dynamiques par le dialogue social »*.

Evoquant la préparation de l'élection présidentielle, il a souligné que *« seul le PS a la volonté et la force pour rassembler ceux qui veulent une alternative à la droite »*. Il a, d'autre part, réaffirmé son souhait d'un rassemblement de la gauche avec, en ce qui concerne le PC, *« l'union, le désistement au second tour, à la présidentielle et aux municipales »*. Après avoir, tout au long de son intervention, répété comme un leitmotiv que les socialistes *« ne laisseront personne en route »*, il a conclu : *« Il y a six mois encore, les Français ne voulaient pas nous entendre. Puis est venue la phase de la déception. Dès lors, ils ont commencé à juger autrement notre bilan. Maintenant, ils commencent à regarder vers nous.*

» Il nous reste un an pour que les Français nous choisissent, élisent celui qui incarnera nos idées. Je suis convaincu que c'est possible. C'est à cela que, désormais, nous allons travailler. »

Le message du chef de l'Etat

M. Mitterrand a fait parvenir aux congressistes le message suivant :

« A l'heure où votre congrès vous rassemble pour affirmer hautement votre présence dans le pays et vos projets pour les Français, je viens vous dire l'attachement qui me lie à vos personnes comme votre démarche au service de notre peuple.

» Je souhaite que votre souci d'être vous-mêmes dans le respect des autres donne à la France des chances nouvelles. Président de la République, ce n'est pas seulement un devoir pour moi que d'assurer le droit de chacun, au-delà des choix politiques et des préférences personnelles, c'est aussi l'expression de ma profonde conviction qu'il faut à la nation, à la tête de l'Etat, un pouvoir équitable et juste. Mais cela n'ôte rien à la fidélité que je garde à l'idéal qui est le nôtre, à l'amitié que je vous porte.

» En formant pour vous les vœux du cœur et ceux de la raison et en considérant l'état du monde, je n'oublie pas que la France, elle aussi, a besoin de rassembler ses forces. Aidez-la.

Les cinq propositions

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a fait, à la fin du congrès de Lille, cinq propositions.

Il a tout d'abord proposé la tenue, dans deux mois, d'une réunion commune entre le comité directeur et le groupe parlementaire socialiste afin de procéder à l'*« évaluation »* de l'action des socialistes lorsqu'ils étaient au gouvernement et des raisons de leur échec électoral en 1986.

Le premier secrétaire du PS a, par ailleurs, annoncé la mise en place *« très rapide »* de la commission chargée d'élaborer les propositions du PS pour les futures échéances électorales.

M. Jospin a indiqué encore que le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le PS tiendra une convention nationale sur les droits des femmes.

La quatrième proposition concerne la tenue, à l'automne prochain, d'une conférence nationale sur les entreprises.

Enfin, les socialistes vont organiser dans les prochaines semaines une série de rencontres entre leurs responsables et les salariés de *« sites industriels symboliques »*, à l'image de ce qui s'est fait récemment dans les universités avec les étudiants.

Par ailleurs, M. Jospin a annoncé que la communication à l'intérieur du Parti socialiste allait être modernisée et renforcée avec notamment l'introduction d'un système informatique.

M. Laurent Fabius : « Concilier le réel et le rêve »

M. Laurent Fabius souhaite que les socialistes quittent Lille, après le congrès, *« avec une pleine union »*.

L'ancien premier ministre souhaite que les socialistes fassent *« une mise au net, un retour sur* [eux-mêmes] », car *« trois images se superposent : la gauche rêvée, la gauche vécue, la gauche bilan »*.

Il évoque trois *« questions majeures »* : la lutte contre le chômage, en particulier celui des jeunes ; celle pour éviter que ne *« se multiplient les exclusions dans notre société »* ; la définition d'un cadre *« permettant à la France de relever les défis qui l'attendent »*.

A propos du chômage, il affirme : *« Que les responsables cessent donc de se mentir à eux-mêmes. »* Pour lui, *« compétitivité et croissance »* ne suffiront pas. Il faut *« croissance et aménagement du temps de travail, emplois à temps plein et à temps partiel, emplois traditionnels, nouveaux gisements d'emplois, activités d'utilité collective, plan national et initiatives locales, impulsion française, coopération européenne et nouveaux rapports avec le tiers-monde et surtout la formation. »*

Pour M. Fabius, se pose aussi le problème du *« renforcement de la démocratie »*, même si *« la France est un pays de libertés malgré la bêtise insondable des censeurs au front de bœuf »*. L'ancien premier ministre juge que *« la démocratie boite »*, notamment parce que, dans un environnement de crise, *« elle risque de fabriquer de plus en plus d'exclus. »* *« Le problème n'est pas,* souligne M. Fabius *(...) de savoir si dans l'avenir notre société sera duale ou non : elle l'est. »*

M. Fabius souligne la nécessité de la solidarité, de *« repousser les attaques contre la protection sociale »*, et souhaite que *« l'effort contributif de toutes les catégories soit égal, que les cotisations soient calculées non seulement sur les salaires, mais sur l'ensemble des revenus. »*

L'ancien premier ministre souhaite que le PS propose aux partis socialistes de la CEE *« de se mettre d'accord sur un programme et sur un échéancier de construction de l'Europe »* et voudrait que soient lancées en commun des campagnes européennes, sur l'emploi, l'environnement, etc.

A propos du PS, il observe que son parti doit maintenant *« assurer à la fois une fonction de synthèse politique et une action de suivi et de transformation du quotidien »*, s'efforcer d'*« être à la fois parti de gouvernement et parti de société, parti des grandes synthèses et parti du quotidien, parti de débat et parti d'unité. »*

« Le socialisme, conclut-il, *n'est plus un modèle existant et qu'il faudrait copier, il n'est plus une sorte de trésor caché au bout d'un chemin difficile mais une démarche permanente, pour améliorer peu à peu et avec obstination la société qui nous entoure. A nous de montrer à nouveau demain qu'on peut concilier valeurs et gestion, la maîtrise indispensable du réel et le splendide diamant du rêve (...). La gauche a eu l'audace d'abandonner sa langue de bois, il faut qu'elle ait l'audace de rester fidèle aux grandes valeurs qui la fondent. »*

L'acquittement de M. Pezet

LILLE
De notre envoyé spécial

M. Michel Pezet, il y a encore dix ans, devait faire un malheur, à Marseille, en cour d'assises. Cet ancien avocat de quarante-cinq ans, devenu député, ancien premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône, homme fort du socialisme de la Canebière, a obtenu, le samedi 4 avril, son propre acquittement. Il a, pour cela, retourné comme une pile de crèpes le bon millier de jurés qui, plantés face à lui, s'apprêtaient, dix minutes plus tôt, à l'envoyer à l'échafaud.

Chefs d'accusation : trafic de fausses cartes, génération spontanée de militants, « parricide » sur la personne de Gaston Defferre, dont il était considéré comme l'héritier : dévoiement et utilisation à des fins strictement personnelles du socialisme. Procureur : M. Michel Charzat, membre du secrétariat national et surtout proche de M. Jean-Pierre Chevènement.

Il est vrai que les porte-voix de M. Chevènement avaient quelques comptes à régler : systématiquement minorés, méprisés, dans les Bouches-du-Rhône par un système d'encartement de tradition defferriste, ils viennent d'obtenir le renfort pesant de Mme Edmonde Charles-Roux, épouse de l'ancien maire décédé, et de M. Philippe Sanmarco, député, frère du médecin personnel de Gaston, ancien secrétaire général de la ville.

Résultat : leur ennemi irréductible, M. Pezet, par une de ces manœuvres tactiques dont il a le secret, a assuré mieux que jamais son emprise sur la fédération. Les nouveaux amis de M. Chevènement avaient commis une fausse manœuvre grossière.

M. Charzat, dans la peau du procureur, a donc joué son rôle tant bien que mal. Lui aussi est allé tout droit à la faute en appelant, avec quelque perfidie, les socialo-pezétistes marseillais à ne pas se séparer de la communauté socialiste française. Quel affront ! Ainsi M. Pezet ne serait qu'un imposteur, une sorte de « métèque », le poing seulement et pas la rose.

M. Pezet, qui a griffonné deux feuillets, jeté ses notes à la diable, arrache, le geste rageur, ce mince viatique et monte à la tribune. On le siffle d'entrée. Il tonne, bras levé, statue jupitérienne de la bonne mère. Les vrais fausses cartes ? M. Chevènement a commis dix fois pire dans le territoire de Belfort, et en vingt-quatre heures !

Pas socialistes, les pezétistes ? Il en appelle, lui le *« parricide »*, à la mémoire de Gaston Defferre, aux luttes contre l'extrême droite qui tient le haut du pavé, à la résistance électorale dans une région où le socialisme se replie, maigrement, sur lui-même. Buste cambré, bras vengeur, la tête rejetée en arrière, il empoigne le jury, le travaille au corps et aux tripes. On l'applaudit. On acclame enfin le « paria ».

Tel Platini...

Acquitté ! Fêté dans les rangs de la fédération des Bouches-du-Rhône, tel Platini retour de penalty gagnant. On l'embrasse, on l'étreint, on l'étouffe sous de vastes poitrines féminines. M. Michel Vauzelle, député des Bouches-du-Rhône, ancien porte-parole du président de la République et qui n'a pas toujours été de ses amis, l'applaudit. M. Lionel Jospin — extraordinaire manifestation d'estime — lui serre la main et dit : *« Mon cher Michel, ils t'ont offert un tremplin en or. »*

M. Pezet, *« grand muet »*, comme il dit dans les instances dirigeantes du PS — il intervient peu au bureau exécutif, encore moins au comité directeur — promet ce que l'on veut : oui, il recommencera au prochain congrès. Bête de tribune, il a marqué, vis-à-vis de ses amis et de ses adversaires marseillais, un point décisif.

Déjà, on s'inquiète. L'un de ses proches affirme qu'il va *« tuer, laminer »* ce qu'il reste de « defferristes » sur le vieux port. M. Vigouroux, actuel maire de Marseille, a déjà eu à en souffrir. M. Pezet est pressé. Il veut conquérir l'hôtel de ville, socialiste contre d'« autres socialistes ». Trop pressé, peut-être. Les socialistes marseillais dispersent leurs forces en combats fratricides. Et M. Gaudin, challenger, a déjà coiffé le chapeau de Gaston Defferre. — J.-Y. L.

A Marseille

Le défilé du Front national sur la Canebière provoque des affrontements : deux blessés

MARSEILLE
de notre correspondant

« Hier, il tombait des cordes, aujourd'hui il fait beau : Dieu est nous ». On fait feu de tout bois pour conforter sa foi quand on est militant de base du Front national... Il est certain que la météorologie était du côté de M. Jean-Marie Le Pen, venu à Marseille le samedi 4 avril pour présider une démonstration de force sur le thème anti-immigrés de son partit : *« Etre Français, ça se mérite »*. En fait, le président du Front national, qui a remonté la Canebière à la tête d'un important cortège, arrivait en terrain conquis puisqu'un récent sondage effectué à Marseille crédite son parti de 34 % d'intentions de vote.

Mais le but de la manifestation était de pouvoir *« dire en face »* pour reprendre la formule d'un manifestant *« à tous ceux dont le teint bronzé ne doit rien à un récent séjour au ski »* ce que M. Le Pen allait appeler, sous les ovations, *« une volonté de résistance à la décadence et à l'occupation étrangère »*.

Ce crédo simpliste du chef de l'extrême droite s'est réduit en fin de compte, chez certaines de ses troupes, à proférer à longueur de cortège les injures les plus basses à l'intention des populations immigrées, ainsi qu'on a pu le constater entre 17 et 18 heures.

Le trajet du défilé lui-même n'avait rien d'innocent puisqu'en choisissant cette Canebière que ses candidats veulent *« rendre aux Marseillais »*, M. Le Pen donnait l'occasion à ses ouailles de venir hurler leur slogans haineux aux oreilles des intéressés, nombreux à vivre dans le quartier riverain de Belsunce.

Combient étaient-ils à participer à cette grand-messe de l'intolérance ? Certainement pas soixante mille comme les a compter M Le Pen, mais bien plus près des dix milles (probablement le double), dénombrés par ceux qui tentaient de minimiser l'événement. Il est vrai que ces vingt-mille *« Marseillais »* avaient été renforcés par des apports venus du Var, du Vaucluse, du Gard, de l'Hérault et mêmes des Pyrénées-Orientales et de la Corse.

La belle aubaine

A cette manifestation de masse, certains des *« Jeunes beurs arrogants »*, auquels M. Le Pen s'était adressé, le 4 avril à Paris, n'ont pas pu résister, et à l'angle du cours Belsunce et de la Canebière, deux cents d'entre eux, excédés d'entendre hurler des slogans qui demandaient leur élimination, ont lancé des projectiles sur le cortège aux cris de *« Le Pen assassin ! »* et *« Nous sommes des êtres humains ! »*. L'aubaine était trop belle pour le service d'ordre musclé, et dont certains membres avaient coiffé le béret rouge des paras, de partir en chasse jusque dans les ruelles adjacentes. L'affontement a été bref mais violent et un Algérien, M. Hourab Necib, trente ans, a été blessé à la tête. Les grenades lacrymogènes des CRS qui se sont aussitôt interposés ont empêché ces violences de s'aggraver. Mais un peu plus tard, devant un bar du cours Joseph-Thierry, un Martiniquais, M. Ignace Nestoret, quarante-deux ans, subissait un traitement identique, nécessitant une brève hospitalisation.

Pendant ce temps, le cortège était arrivé à l'extrémité de la Canebière pour entendre M. Le Pen réclamer un référendum sur le code de la nationalité et après avoir rappelé *« l'œuvre civilisatrice de la France en Afrique »*, expliquer que *« l'immigration est comme une voie d'eau qui envahit le navire et l'alourdit avant de le faire couler »*. Le président du Front national a profité de son passage pour annoncer officiellement la candidature de M. Pascal Arrighi, député du FN, aux prochaines élections municipales à Marseille.

JEAN CONTRUCCI.

Politique

Neuf élections cantonales

● Le PS mobilise mieux que le PCF au second tour
● La majorité progresse dans quatre cantons

Pour cinq des neuf élections cantonales partielles, organisées le dimanche 5 avril, il s'agissait de seconds tours. Le premier tour, dans ces cantons, ne laissait guère de place au suspense, tant l'avance des candidats de gauche était grande sur leurs adversaires de droite. Reste que les reports de voix au sein de la gauche se sont effectués de façon différente selon qu'ils devaient bénéficier au représentant du PCF ou à celui du PS. A Ivry et à Champigny, les candidats du PCF n'ont pas récupéré l'ensemble des voix qui s'étaient portées au premier tour sur le PS. En revanche, à Cergy et à Auch, ceux du PS ont réalisé des scores nettement supérieurs au total de la gauche du premier tour. En Meurthe-et-Moselle, l'ancien député socialiste, M. Tondon, fait certes mieux que la simple addition de ses suffrages avec ceux du communiste rénovateur, M. Amicabile, mais il ne récupère pas l'ensemble des voix d'un ancien socialiste qui avait préféré ne pas donner de consigne de vote à ses partisans du premier tour.

Dans ces trois derniers cantons, la participation électorale a été meilleure que dimanche dernier, à l'inverse de celle enregistrée dans les deux cantons conservés par le PCF.

Un seul tour aura suffi pour pourvoir le siège de Michel Baroin dans l'Aube, où son épouse, Michèle, lui succède avec un score qui montre l'impact local de l'ancien patron de la GMF et de la FNAC, et pour confirmer dans son mandat, M. Lantiéri (UDF-PR) en Corse-du-Sud.

Pour les quatre cantons concernés par le premier tour, la stabilité de l'électorat de gauche, par rapport aux législatives de mars 1986, est remarquable : 6,21 % pour le PCF il y a un an contre 6,46 % cette fois ; 30,02 % pour le PS contre 30,23 % le 5 avril. L'absence de représentants d'extrême droite pour ces partielles explique en grande partie la progression du courant RPR-UDF et divers droite qui, crédité de 51,05 % le 16 mars 1986, totalise 60,24 %.

La comparaison des premiers tours dans les trois cantons (Nogent-sur-Seine, Bonifacio et Arras-Ouest) où le précédent scrutin avait eu lieu en 1985 révèle un tassement du PCF (8,40 % au lieu de 9,95 %), un redressement du PS (33,42 % contre 27,43 %) et, de façon équivalente, un renforcement de l'actuelle majorité qui passe de 46,21 % à 52,25 %.

AUBE : canton de Nogent-sur-Seine (1er tour).

Inscr., 6 403 ; vot., 3 877 ; suffr. expr., 3 777. Mme Michèle Baroin, div. maj., 2 731 voix, *ÉLUE*. MM. Jean-François Loreau, PS, 600 : René Marc, PCF, 386 ; Marcel Imbembo, sans étiq., 60.

[C'est avec 72,30 % des voix que Mme Baroin succède comme conseiller général à son mari, décédé dans la nuit du 4 au 5 février, dans un accident d'avion au Cameroun. En mars 1985, Michel Baroin l'avait également emporté au premier tour avec 2 466 voix (soit 58,99 %) contre 770 à M. Marc (PCF), 554 à M. Robert Marvoyer (FN) et 390 à M. Claude Lenfant (PS), sur 4 180 suffrages exprimés, 4 348 votants et 6 232 inscrits.]

CORSE-DU-SUD : canton de Bonifacio (1er tour).

Inscr., 1 894 ; vot., 1 709 ; suffr. expr., 1 676. MM. Jean-Baptiste Lantieri, UDF-PR, 950 voix, *ÉLU*. Xavier Serafino, m., div. g., 620 ; Pierre Bianchini, PCF, 106.

[Le Conseil d'Etat avait annulé le 30 janvier dernier la décision prise le 15 juin 1985 de valider le scrutin de mars 1985, en raison d'anomalies dans le décompte des voix de deux bureaux de vote.

Elu avec 56,68 %, le candidat unique de la majorité, M. Lantieri, améliore sa position de 1985. Au premier tour, il avait obtenu 777 voix (soit 46,92 %) contre 577 à M. Serafino, 121 à M. Roghi (PS), 105 à M. Bianchini, 67 à M. Marcellesi (nationaliste) et 9 à M. Azamberti (UPC), sur 1 656 suffrages exprimés, 1 668 votants et 1 866 inscrits. Au second tour, M. Lantieri avait été proclamé élu avec 844 voix (soit 50,47 %) contre 828 à M. Serafino, alors conseiller général sortant.

Si la majorité retrouve à peu près son score des législatives de mars 1986 (57,40 %), le PCF marque un net recul : 6,32 % pour cette partielle contre 11,52 % en mars 1986. Mais il retrouve son électorat d'il y a deux ans, soit 6,34 %.

L'absence de candidats socialiste et nationalistes qui favorisait apparemment M. Serafino, a finalement joué contre lui en permettant à l'électorat de droite, majoritaire à Bonifacio, de se regrouper sur le nom de M. Lantieri. En 1983, M. Serafino avait été réélu maire à la tête d'une liste d'assez large union, mais au sein de laquelle la droite était majoritaire. Il était ensuite devenu conseiller régional sur une liste radicale de gauche, et ses adversaires avaient, depuis lors, tiré argument de son glissement à gauche.

M. José Rossi (UDF-PR) s'est félicité des résultats qui confirment la majorité qu'il possède au sein de l'assemblée départementale et où la gauche détient dix des vingt-deux sièges.]

Une municipale

SOMME : Longueau (premier tour).

Inscr., 4 094 ; vot., 2 789 ; suffr. expr., 2 689. Liste PCF-PS conduite par M. Joël Brunet (PCF), 2 008 voix, 26 ÉLUS ; liste div. dr., conduite par M. Marcel Saguez, 681 ; 3 ÉLUS.

[Avec 74,67 % des suffrages la liste d'union de la gauche a facilement remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, en février dernier, du maire communiste, Paul Hédé. En 1983, ce dernier conduisait une liste d'union de la gauche, seule en lice, dès le premier tour.]

● **PLOUGUERNEAU (Finistère) : réélection de M. Le Ven.** — M. Bernard Le Ven a été réélu, le dimanche 5 avril, maire (sans étiquette) de Plouguerneau (Finistère) avec vingt et une voix contre sept à M. François Vigouroux (divers droite) et un bulletin nul. La liste de M. Le Ven avait obtenu 50,5 % des suffrages, dès le premier tour de l'élection municipale partielle, organisée le 29 mars, à la suite de la dissolution du conseil.

[Né le 12 août 1952 à Plouguerneau (Finistère), M. Bernard Le Ven, docteur en médecine, était maire de sa ville natale depuis 1983.]

GERS : canton de Auch-sud-est (2e tour).

Inscr., 6 402 ; vot., 4 251 : suffr. expr., 4 121. MM. Claude Desbons, adj. au m., PS, 2 318 voix, ÉLU ; Claude Bourdil, UDF-CDS, 1 803.

[Le premier tour du scrutin rendu nécessaire par le décès d'Aimé Mauco (PS) avait apporté une première surprise : l'avantage pris par le candidat UDF sur celui du RPR. Le second tour en aura réservé une deuxième : si le succès de M. Desbons ne faisait pas de doute, son ampleur est inattendue. Si le potentiel des voix de gauche le 29 mars était de 2 093 suffrages (1 750 pour le PS et 343 pour le PCF), soit 53,62 %, le candidat socialiste, premier adjoint au maire d'Auch, M. Jean Laborde, gagne avec 56,24 % des voix. Ainsi M. Desbons, qui a accentué son avantage tant en zone urbaine que dans les communes rurales, a creusé l'écart sur M. Bourdil. Ce dernier, fort du soutien du RPR et du FN, n'a pas bénéficié d'un report de voix parfait, puisque, il n'a obtenu que 1 803 suffrages, alors que son potentiel à l'issue du premier tour, s'établissait à 1 810 et se décomposait ainsi : M. Bourdil, 823 ; M. Jean-Paul Broussy, RPR, 661 ; François Pelletan, FN, 211, et Mme Micheline Lavogèze, sans étiq., proche de l'UDF, 115, sur 3 903 suffrages exprimés, 4 037 votants et 6 402 inscrits.

Toutefois, M. Desbons ne retrouve pas les 58,91 % qui avaient permis à son prédécesseur de remporter en mars 1982 un au second tour dont les résultats avaient été les suivants : inscr., 6 099 ; vot., 4 284 ; suffr. expr., 4 179 ; Aimé Mauco, 2 462 voix et Mme Viviane Cojret-Lepoittevin (div. d.), 1 717.]

MEURTHE-ET-MOSELLE : canton de Dieulouard (2e tour).

Inscr., 12 813 ; vot., 6 743 ; suffr. expr., 6 465. MM. Yvon Tondon, anc. dép., PS, 3 697 voix, *ÉLU* ; Hubert Dardaine, div. dr., 2 768.

[Sorti victorieux de cette élection partielle, M. Tondon remplacera au conseil général Michel Bertelle (PCF), décédé le 5 janvier. Avec 57,18 % des suffrages, le candidat socialiste ne retrouve pas le score enregistré par les représentants de la gauche au premier tour (62,86 %). Une meilleure mobilisation électorale (47,37 % d'abstentionnistes contre 48,53 % dimanche dernier), ainsi qu'un mauvais report des voix lui font, en effet, perdre près de six points.

Au premier tour du scrutin, les résultats étaient les suivants : inscr., 12 827 ; vot., 6 602 ; suffr. expr., 6 428. MM. Tondon, 1 930 ; Dardaine, 1 770 ; Amicabile (PCF), 1 200 ; Guerné (ex-PS), 911 ; Reichert (FN), 617. Au deuxième tour de l'élection de 1982, dans les communes constitutives du futur canton de Dieulouard, Michel Bertelle devançait Mme Christophe (RPR), avec 5 169 voix contre 3 989, sur 9 158 suffrages exprimés, 9 438 votants et 12 615 électeurs inscrits.]

PAS DE CALAIS : canton d'Arras-Ouest (1er tour).

Inscr., 14 779 ; vot., 8 859 ; suffr. expr., 8 474. MM. Michel Vastroux, adj. au m., PS, 3 435 ; Henri Ledieu, cons. mun., RPR, sout. UDF, 3 063 ; Jean Balland, cons. mun., PCF, 679 ; Michel Beyls, cons. mun., CNIP, 534 ; Jean-Michel Slowick, écol., 421 ; Eugène Detœuf, MPPT, 179 ; Yves Delrue, MRG, 163. *Il y a ballottage.*

[L'élection de M. Fatous avait été annulée par le tribunal administratif de Lille, ce qu'avait confirmé le Conseil d'Etat. Il était reproché aux maire d'Arras d'avoir utilisé sa fonction de président de l'office HLM pendant la campagne électorale de mars 1985.

Au premier tour de ce scrutin, les résultats avaient été les suivants : inscr., 14 602 ; vot., 10 866 ; suffr. expr., 10 303 ; MM. Léon Fatous, PS, 3 917 voix ; Ledieu, RPR, 2 177 ; Mme Marie-Thérèse Lenoir, UDF, 1 100 ; M. Michel Beyls, CNIP, 939 ; Mme Jacqueline Istas, écol., 738 ; MM. Jean-Jacques d'Amore, PCF, 732 ; Jean-Marie Charlet, div. dr., 408 ; Denis moulin, PCI, 174 ; Grégoire Solot, div. dr., 118.

Au second tour, M. Fatous avait été proclamé réélu avec 5 230 voix contre 5 207 à M. Lesdieu sur 10 437 suffrages exprimés, 11 127 votants et 14 602 inscrits.

M. Vastroux, directeur de cabinet de M. Fatous réalise une bonne performance en obtenant 40,53 % des voix (contre 38,01 % à M. Fatous en 1985). Il devra compter pour gagner sur un bon report des voix du PCF (qui en pourcentage passe de 7,10 % à 8,01 %), de l'extrême-gauche (qui avec l'étiquette PCI avait obtenu 1,68 % et avec celle du MPPT, recueille cette fois 2,11 %), du MRG (absent en 1985 et qui totalise 1,92 % cette fois) et des écologistes (7,16 % en 1985 contre 4,96 % cette fois).

Avec 36,14 % des voix, M. Ledieu améliore les positions de l'UDF et du RPR additionnées de 1985 (31,79 %), notamment en grignotant l'électorat de M. Beyls (qui passe de 9,11 % à 6,30 %).]

VAL-DE-MARNE : canton de Champigny-sur-Marne Centre (2e tour).

Inscr., 14 689 ; vot., 6 256 ; suffr. expr., 6 055. MM. Maurice Ouzoulias, PCF, 3 662 voix, ÉLU ; Pierre Monnier, UDF-PR, 2 393.

[M. Ouzoulias remporte cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil d'Etat de confirmer l'invalidation du scrutin de 1985 prononcée par le tribunal administratif. Le candidat communiste, qui obtient 60,47 % des suffrages, améliore de plus de 6 points le résultat qu'il avait enregistré au deuxième tour de l'élection de 1985 (54,09 %) face à M. Monnier. Néanmoins, M. Ouzoulias a pâti d'une plus faible participation électorale (57,41 % d'abstentionnistes contre 56,41 % au premier tour) ainsi que d'un mauvais report des voix à gauche. Il perd, en effet, près de 4 points par rapport au résultat obtenu par les candidats de gauche, dimanche dernier (64,22 %).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : insc., 14 694 ; vot., 6 404 ; suffr. expr., 6 332. MM. Ouzoulias, 2 949 ; Monnier, 1 372 ; Besnard (PS), 789 ; Schenardi (FN), 607 ; Quentin (ext. d.), 286 ; Barrand (div. g.), 195. Mme Perrigueux (écol.), 134. Au deuxième tour de l'élection de 1985, M. Ouzoulias avait obtenu 4 279 voix, contre 3 631 à M. Monnier sur 7 910 suffrages exprimés, 8 200 votants et 14 180 électeurs inscrits.]

VAL-DE-MARNE : canton d'Ivry-sur-Seine-Ouest (2e tour).

Inscr., 15 991 ; vot., 6 307 ; suffr. expr., 6 073. M. Roger Grevoul, PCF, 4 357 voix, *ÉLU* ; Mme Jacqueline Petitot, UDF-CDS, 1 716.

[En recueillant 71,74 % des suffrages, M. Grevoul a facilement remporté cette élection partielle, organisée à la suite de la décision du Conseil d'Etat d'invalider le scrutin de 1985 pour irrégularités, contre le jugement du tribunal administratif. Avec une participation électorale moindre (60,55 % d'abstentionnistes contre 58,3 % dimanche dernier), le candidat communiste ne retrouve pas le total des voix de gauche du premier tour, qui s'établissait à 4 495 suffrages (soit 71,25 %).

[Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 15 991 ; vot., 6 668 ; suffr. expr., 6 593. M. Grevoul, 3 671 ; Mme Petitot, 1 008 ; M. Sabourdy (PS), 824 ; Mme Héron (FN), 556 ; Gontier (extr. d.), 331 ; M. Toullelan (Ecol.), 203.

En mars 1985, les résultats avaient été les suivants : inscr., 16 306 ; vot., 10 179 ; suffr. expr., 10 103. M. Grevoul, 5 508, *ÉLU* ; Mme Petitot, 1 657 ; MM. Sabourdy, 1 446 ; Rouffanche (FN), 961 ; Lebon (Ecol.), 375 ; Darracq (div. g.), 156.]

VAL-D'OISE : canton de Cergy-Sud (2e tour).

Inscr., 14 697 ; vot., 5 660 ; suffr. expr., 5 270. Mme Dominique Gillot, PS, 3 231 voix, *ÉLUE* ; M. Jean-Marie Chaussonnière, RPR, 2 039.

[Avec 61,3 % des suffrages, Mme Gillot remporte cette élection partielle. Elle confirme ainsi son élection de mars 1985, annulée par le Conseil d'Etat, qui avait estimé, contre le tribunal administratif, que l'envoi entre les deux tours d'un tract relatif aux activités de M. Chaussonnière, était de nature à altérer la sincérité du vote.

Mme Gillot a bénéficié d'une meilleure mobilisation électorale (61,48 % d'abstentionnistes contre 65,14 % au premier tour) qui lui a permis d'améliorer de plus de 3 points le résultat réalisé par les candidats de gauche au premier tour (58,22 %). Elle enregistre en outre un gain de plus de 11 points par rapport au score qu'elle avait obtenu en 1985 (50,12 %).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 15 588 ; vot., 5 433 ; suffr. expr., 5 343. Mme Gillot, 1 960 ; MM. Chaussonnière, 1 418 ; Don Marino (PC), 988 ; Girard (extr. d.), 490 ; Dospaa (FN), 324 ; Richard (Verts), 163. Au deuxième tour de l'élection de 1985, Mme Gillot l'avait emporté avec 3 686 suffrages, contre 3 667 à M. Chaussonnière, sur 7 353 suffrages exprimés, 7 731 votants et 13 837 électeurs inscrits.]

VENDÉE : canton de Saint-Gilles-Croix-de-Vie (1er tour).

Inscr., 22 078 ; vot., 13 286 ; suffr. expr., 13 020. MM. Jean-Claude Merceron, m. de Givrand, sout. UDF, 5 305 voix ; Jean Rousseau, m. de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, RPR, 3 651 ; Jacques Fraisse, PS, 3 492 ; Yann Massonnet, PCF, 572. Il y a ballottage.

[La compétition que se livrait RPR et UDF pour succéder au sénateur CDS, Louis Caiveau, décédé le 27 février, s'est soldée par le succès de M. Merceron, animateur d'un club barriste. Elle n'aura pas notablement eu d'incidence sur les résultats puisque, au total, la droite obtient 68,78 % des voix alors que Louis Caiveau, en 1982, avait été réélu au premier tour avec 68,67 % des suffrages.

De même, à gauche, le rapport entre PCF et PS est très ressemblant : le PS obtient cette fois 26,82 % contre 26,71 % en 1982, le PCF recueillant, lui, 4,39 % contre 4,61 %.]

Société

JUSTICE

Au Sénat

Les prisons au mieux-disant carcéral

Bouygues et d'autres entreprises de bâtiment suivront avec attention le débat sur la privatisation des prisons qui reprend cette semaine, au Sénat. Fixée au mardi 7 avril, la discussion du projet Chalandon aiguise naturellement les convoitises. 15 000 places d'abord, 10 000 ensuite seront offertes au privé à moins que le Conseil constitutionnel y trouve à redire.

Le garde des sceaux à déjà perdu la bataille de la sémantique, lui qui aurait voulu imposé les *termes de prisons « habilitées » ou* de prisons *« nouvelles »*. Cette précaution de style dénote la singularité de l'entreprise : privatiser, même partiellement, le système pénitentiaire, ce n'est pas comme privatiser Havas ou Paribas. Cette audace, assure M. Albin Chalandon, comme pour s'excuser, est fille de la nécessité. Comme tous les gardes des sceaux découvrant le monde carcéral, il a été choqué par ce qu'il y a vu, en même temps qu'il a dû constater son impuissance à y porter remède, faute de crédits.

Dans certains établissements surpeuplés et vétustes *« les droits les plus élémentaires de la personne humaine (...) sont journellement bafoués »*, lit-on dans le *Courrier de la chancellerie*, qui a publié au mois de janvier le plaidoyer jusqu'ici le plus argumenté en faveur des prisons privées. Et d'aligner des chiffres propres à persuader du bien-fondé de l'opération les plus chauds partisans du service public : 65 000 à 70 000 détenus à prévoir en 1990, d'où l'obligation de construire 40 000 places nouvelles et d'embaucher 10 000 gardiens de plus.

« A l'évidence (...), les Français ne sont pas prêts », à consentir un tel effort, a regretté M. Chalandon, le 19 décembre 1986, au Sénat, où commençait la discussion qui s'y continue cette semaine. D'où l'idée de faire appel au privé, plus dynamique à ses yeux, plus compétent et, surtout, mieux à même de trouver des économies.

Il y a un tel souci, chez le garde des sceaux, de prouver que le miracle ne peut venir que *« d'un secteur privé concurrentiel »* qu'il lui arrive de solliciter les chiffres. Ainsi, pour démontrer que la privatisation entraînerait une économie de 30 à 45 %, le *Courrier de la chancellerie* affirme que le prix de revient actuel d'une place de prison est de 480 000 F. De même, au Sénat, le 19 décembre, le garde des sceaux a-t-il prétendu qu'aujourd'hui *« quatre ans sont pratiquement nécessaires pour réaliser une prison »*, ce qui, effectivement, paraît bien long.

Malheureusement, ces chiffres, qui tentent à démontrer, par comparaison, l'excellence du privé, ne sont pas exacts.

Il s'est ainsi écoulé moins de deux ans, à l'époque où M. Robert Badinter était garde des sceaux, entre la conception et la mise en service du centre de détention de Mauzac (Dordogne) qui n'a coûté que 315 000 F la place, mais cela n'absout pas l'administration pénitentiaire de ses péchés présents et passés.

M. Chalandon aurait pu citer, par exemple, la prison de Moulins (Allier), conçue par M. Alain Peyrefitte *et qui coûta 600 000 F la* place, ou encore celle de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) due à M. Badinter et qui revint à 490 000 F. Mais le prix de revient de Mauzac relativise les critiques du garde des sceaux sur les défaillances du service public.

La privatisation n'est pas synonyme de gratuité. L'Etat, c'est-à-dire le contribuable, paiera, sous forme d'un prix de journée, versée pour chaque détenu à l'entreprise concessionnaire. C'est indolore en apparence mais cela coûtera cher. Raison de plus pour s'interroger sérieusement sur le chiffre de 65 000 à 70 000 détenus que le garde des sceaux juge inéluctable pour 1990.

Sur quoi se fonde cette prévision ? Sur *« l'augmentation de la délinquance que chacun peut quotidiennement constater »*, argumente le *Courrier de la chancellerie*. Or la délinquance n'augmente pas. Elle baisse. Le gouvernement s'en est suffisamment félicité ces derniers temps pour ne pas en tirer les conséquences.

La première de ces conséquences, qui saute aux yeux, c'est que l'administration pénitentiaire n'a pas besoin des 40 000 places nouvelles que lui destine M. Chalandon. Il y a aujourd'hui 53 000 détenus pour environ 35 000 places. 10 000 sont dans un état pitoyable et mériteraient d'être remplacées au plus vite. Cela justifie un effort prioritaire de l'Etat, effort financier et d'imagination pour réduire les coûts et les délais, mais cela ne démontre nullement qu'il faille privatiser à tout prix. La privatisation n'est pas une nécessité, comme le donne à croire M. Chalandon : c'est un choix politique.

Raboter les rugosités

Ce choix, les sénateurs de la majorité vont s'efforcer d'en raboter les rugosités en amendant le texte du garde des sceaux qui, réflexion faite, est disposé à se laisser faire. Contrairement au projet initialement soumis au Sénat, les prisons privées resteront dirigées par des fonctionnaires, cela jusqu'au grade de premier surveillant. De même, les gardiens en arme postés dans les miradors ou le long des murs d'enceinte seront-ils, eux aussi, des agents de l'Etat. Ainsi, la majorité espère-t-elle éviter au projet les foudres du Conseil constitutionnel.

Celui-ci se laissera-t-il amadouer ? le débat porte sur une question de principe à propos de laquelle le chef de l'Etat a exprimé son opposition une nouvelle fois, sur TF 1, le 29 mars. Des barristes éprouvent les mêmes scrupules ainsi que diverses personnalités comme Mme Simone Veil. Tous se posent, en des termes parfois différents, la même question : l'Etat peut-il se décharger sur d'autres de la tâche d'exécuter les condamnations ?

Chacun reconnaît à M. Chalandon le mérite d'avoir posé crûment le problème des prisons. Cela faisait trop longtemps que les Français préféraient se voiler la face à son sujet, mais offrir les établissements pénitentiaires à l'encan, au mieux-disant carcéral, est une innovation à laquelle de larges secteurs de l'opinion ont visiblement du mal à se faire. Un sénateur de la majorité, M. Jacques Pelletier (Gauche démocratique), l'a dit à sa manière le 19 décembre : à s'engager dans cette voie, *« pourquoi, un jour, n'arriverait-on pas à légaliser et à légitimer la notion de police privée » ?*

BERTRAND LE GENDRE.

53 000 détenus environ

Le nombre de détenus en métropole était de 51 188 le 1er avril, soit une augmentation de 1,88 % en un mois et de 12,88 % en un an. Compte tenu des 2 500 places ouvertes dans les prisons depuis septembre 1986, en application du plan d'urgence de la chancellerie, les 180 établissements pénitentiaires français ont une capacité d'accueil théorique de 35 000 personnes.

Le chiffre des personnes détenues le 1er avril dans les départements et territoires d'outre-mer n'est pas encore connu, mais il tournerait autour de 1 500 à 1 700, si bien que la chancellerie estime, aujourd'hui, à près de 53 000 le nombre total des détenus.

La nombre de personnes en attente d'un jugement définitif, autrement dit des prévenus, était, le 1er avril, de 22 433 en métropole, soit une proportion encourageante de 43,82 %. Longtemps, cette proportion à oscillé autour de 50 %.

A Dijon

Apaisement de la polémique entre magistrats et policiers

Le bureau du SNAPC (Syndicat national autonome des policiers en civil) de Côte-d'Or a annoncé, dimanche 5 avril, qu'il suspendait la démarche revendicative qu'il avait entreprise à la suite d'un arrêt de la cour d'appel de Dijon relaxant quatre personnes condamnées en correctionnelle sur la foi de témoignages policiers (*le Monde* daté 5-6 avril).

Les policiers ont, en effet, indiqué leur intention de suspendre leur « action » au terme d'un entretien avec le procureur général de la cour d'appel au cours duquel celui-ci, précisent-ils, leur a déclaré que l'arrêt litigieux pourrait faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Lors de leur entretien, les représentants du SNAPC ont souligné que *« leur intervention n'avait d'autre but que de préserver, à travers le respect de la police, le droit des victimes, trop souvent oubliées. »* En retour, le magistrat leur a fait part de *« la confiance totale du parquet général de Dijon »* à leur égard.

Après une interview de « Playboy »

Mme Pierrette Le Pen va poursuivre son ancien mari en diffamation

Mme Pierrette Le Pen, épouse divorcée de M. Jean-Marie Le Pen, proteste, dans un communiqué contre l'interview donnée par son ancien mari au magazine *Playboy*, dans laquelle, affirme-t-elle, *« il la met nommément en cause et étale complaisamment sa vie privée en des termes qu'elle considère comme injurieux et diffamatoires »*.

Aussi Mme Le Pen entend-elle *« répondre à l'initiative de déballage odieux dont elle est victime encore une fois (...) en utilisant les moyens que la loi lui accorde par les formes de droit et de procédure en diffamation »*. Mme Le Pen ajoute qu'elle ne se cantonnera dorénavant plus *« à la discrétion rigoureuse dont elle a fait preuve jusqu'à ce jour »*.

Dans le numéro d'avril de *Playboy*, M. Le Pen, évoquant les difficultés financières de son ex-épouse après leur divorce, déclare : *« Si elle a besoin d'argent, elle n'a qu'à travailler ! Mme Le Pen a un patrimoine qui lui assure 20 000 F de revenus mensuels. Pour le reste, elle n'a qu'à faire ce que font les gens qui ont acquis l'indépendance de leur vie : soit se faire entretenir par son amant, soit travailler. Y compris en faisant des ménages, ce qui n'est pas déshonorant. »*

MÉDECINE

Grand-mère porteuse

Selon l'hebdomadaire britannique *Mail on Sunday*, une Sud-Africaine blanche de quarante-huit ans, Mme Pat Anthony, s'apprête à donner naissance à ses propres petits-enfants, *triplés de surcroît, servant de mère* de substitution à sa fille. Cette histoire extraordinaire, au demeurant invérifiable — le mari de la grand-mère porteuse se refuse à toute déclaration, indiquant que le *Mail on Sunday* avait un contrat d'exclusivité sur cette affaire — a lieu à Tzaneen, une bourgade située à 400 kilomètres au nord-est de Johannesburg.

Mme Anthony a, selon le journal, subi peu après Noël, une intervention au cours de laquelle quatre ovules, prélevés sur sa fille Karen, âgée de vingt-cinq ans, et fécondés par son gendre, Alcino Ferreira-Jorge, lui ont été implantés. La « grand-mère porteuse » devrait donc donner naissance à ses petits-enfants en octobre prochain.

Karen avait subi une ablation de l'utérus il y a trois ans, après l'accouchement de son premier enfant. *« J'étais terriblement déprimée*, a-t-elle confié à l'hebdomadaire anglais. *Alcino et moi voulions quatre ou cinq enfants. Une amie m'a proposé de porter mon enfant, mais nous avons refusé. Puis ma mère s'est proposée, en dépit de son âge. »* Cette dernière a déclaré pour sa part : *« Je suis une grand-mère qui porte ses propres petits-enfants. Ils seront vraiment à part. »*

Accompagnant l'article, une photo des trois protagonistes radieux, le jeune couple entourant Mme Anthony au ventre rebondi. *« Une famille catholique très unie »*, ajoute le journal.

Selon le professeur Emile Papiernik (hôpital Antoine-Béclère, Clamart), cette manipulation ne posait aucun problème technique, même chez une femme de quarante-huit ans. Depuis deux ans, des techniques de prise en charge des femmes ménopausées ont été mises au point, permettant la fécondation *in-vitro* de femmes âgées. En revanche, l'accouchement de triplés chez une femme de quarante-huit ans risque de créer certaines difficultés. Mais le vrai problème, ajoute le professeur Papiernik, est d'ordre éthique : *« Il est évident, aujourd'hui, estime-t-il, que les dérives éthiques vont aller dans tous les sens »*. En Afrique du Sud, il n'existe aucune législation concernant les mères porteuses.

« Interdit de fumer » au siège de l'OMS

La guerre contre les fumeurs prend un nouvel essor. A partir du mardi 7 avril, il sera interdit de fumer dans les bureaux de plusieurs organisations internationales. L'Organisation mondiale de la santé a été la première à prendre cette décision. Elle a aussitôt été suivie par d'autres organismes dépendant des Nations unies, dont l'UNICEF. Mais, déjà, la plupart ont devancé la date, et lors des congrès ou symposiums on assiste à une offensive des non-fumeurs.

Quelqu'un est-il pris en faute ? Il a droit à un petit signe de la main ou de la tête : *« Non, non. »* La méthode utilisée est celle du harcèlement, mais en souplesse, avec le sourire. Même les artistes s'y mettent. Le chanteur américain Harry Belafonte, militant contre l'apartheid sud-africain et ambassadeur itinérant de l'UNICEF a épousé la cause des écologistes. Quand il vient à passer près d'un fumeur, il saisit subrepticement la cigarette et l'écrase dans un cendrier en s'exclamant : *« Non, pas de ça ! Vous vous suicidez et vous me tuez avec vous. »* Au journaliste qui lui demande un entretien, il fait répondre : *« D'accord, mais si vous ne fumez pas. »*

CHRISTIANE CHOMBEAU.

A Munich et en Espagne

Manifestations contre la discrimination des malades atteints de SIDA

Quelque dix mille personnes, dont certaines exhibaient des préservatifs ont défilé, le 4 avril, dans les rues de Munich, pour protester contre la décision du gouvernement bavarois d'obliger certains groupes dits « à risque » de subir des tests de dépistage du SIDA. Sur les pancartes, on pouvait lire : *« Nous, homosexuels, nous nous protégeons nous-mêmes »* ; *« Préservatifs et non chasteté »* ; *« La Bavière rebâtit Dachau. »* Le gouvernement de Bavière avait annoncé en février *dernier qu'il rendrait bientôt obligatoires* des tests de dépistage pour tous les prostitués des deux sexes, les toxicomanes et des détenus connus.

A Durango (province basque de Biscaye), mille personnes ont manifesté, le 5 avril, contre la discrimination dont commencent à être victimes certaines personnes ayant contracté le SIDA. Un enfant de cette ville, atteint de cette maladie, avait été expulsé de son école il y a quelques mois. Les manifestants ont scandé des slogans en faveur de la réintégration sociale des malades du SIDA. — *(AP, AFP.)*

● **PRÉSERVATIFS : bientôt dans les bureaux de tabac.** — Les préservatifs seront bientôt mis en vente dans les bureaux de tabac. Cette mesure annoncée le 6 avril par M. Eugène Remilly, président de la chambre syndicale des débitants de tabac, s'inscrit dans la lutte contre le SIDA en permettant de multiplier les points de ventes.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Pierre Joxe : « Le faux passeport remis à M. Chalier c'est un crime »

Interrogé sur l'affaire du Carrefour du développement, dimanche 5 avril, au « Grand jury RTL-*le Monde* », M. Pierre Joxe a assuré que les socialistes étaient *« pour que la justice fasse son travail. Et si ce doit être la justice particulière qu'est la Haute Cour, la Haute Cour fera son travail »*.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a ajouté : *« Nous considérons que Nucci a fait un certain nombre d'erreurs, mais que l'affaire du Carrefour du développement — le peu qu'on en sait, mais de plus en plus — apparaît comme une affaire où il y a des fonds publics qui ont transité dans tous les sens, où il paraît maintenant établi qu'une autorité gouvernementale, et parmi les plus élevées, c'est-à-dire le ministre de l'intérieur, a fait délivrer un faux-passeport à une personne qui était poursuivie par la justice. Ce qui est un crime. On oppose le secret défense, qui n'a rien à voir avec ça (...). Le ministre de l'intérieur — c'est un fait établi, et il ne l'a pas démenti — a fait délivrer un faux passeport (...). Cela, les Français aussi le jugent. »*

L'enquête sur Action directe

Une « planque » à Poitiers ?

M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction parisien chargé de certains dossiers visant Action directe, a effectué, samedi 4 avril, une perquisition dans un pavillon de Poitiers, 6, allée des Ifs. C'est là que, d'après l'enquête, les membres d'Action directe auraient pu s'installer s'ils n'avaient pas été arrêtés dans la ferme de Vitry-aux-Loges (Loiret), le 21 février dernier.

Ce sont des documents découverts dans cette ferme qui ont permis, nous indique notre correspondant, Bernard Hilbert, de remonter au pavillon poitevin. Les enquêteurs y avaient découvert des traces de commandes passées à deux grands magasins de meubles da la région de Poitiers. Un acompte de 4 000 F avait même été versé et les premières livraisons avaient été faites le 20 février. En l'absence des acheteurs, qui ne s'étaient plus manifestés, les meubles avaient été entreposés chez des voisins, qui attendaient des nouvelles des clients.

M. et Mme Chedozeau, propriétaires du pavillon, ont confirmé avoir loué leur villa à des personnes qu'ils ne connaissaient pas, mais dont l'une d'elles pourrait être Georges Cipriani. Le loyer n'ayant pas été payé en février, les propriétaires se sont adressés à la police pour savoir de quelle manière ils pourraient rentrer dans leurs fonds. C'est là que le rapprochement a été fait avec les bons de commandes de meubles découverts dans la ferme de Vitry-aux-Loges.

La fouille de la villa faite samedi sous la direction du magistrat n'a rien donné. Les policiers n'ont découvert ni documents, ni armes, ni explosifs, ni aucun indice permettant de conclure au séjour des membres d'Action directe dans la maison.

La lutte contre la pornographie

M. Charles Pasqua annonce une exposition de « l'horrible »

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a assuré, dimanche 5 avril, qu'il n'était nullement en train *« d'essayer discrètement de battre en retraite »* sur la question de la lutte contre la pornographie et a expliqué qu'il préparait sur ce thème *« une exposition de l'horrible »*.

M. Pasqua a longuement justifié son utilisation de la loi de 1949 sur les revues licencieuses, ainsi que les *« avertissements »* donnés par son ministère à certaines publications. Il ne s'agissait nullement, a-t-il affirmé, d'une *« gaffe »* qu'il faudrait *« réparer »*.

« J'ai réuni les documents les plus significatifs » sur les revues qui *« agressent nos enfants »*, a-t-il dit, avant de préciser qu'il présenterait bientôt cette *« exposition de l'horrible »* aux journalistes, aux élus, aux associations de parents d'élèves et aux mouvements féministes. *« Nous verrons bien le jugement qu'ils porteront »*, a-t-il conclu.

SCIENCES

Le module spatial soviétique manque son amarrage

Lancé le mardi 31 mars, le module spatial soviétique Kvant aurait dû s'amarrer samedi 4 avril à la station orbitale Mir. *« En raison d'un fonctionnement irrégulier »* du système de pilotage du module, selon un responsable du programme, cette opération n'a pu avoir lieu. Elle a été *« suspendue »*, alors que Kvant n'était qu'à 200 mètres de Mir. Les deux vaisseaux voguent de conserve, et les spécialistes décideront, après analyse des informations reçues par télémétrie, si une nouvelle tentative doit être entreprise.

Pesant une vingtaine de tonnes, le module Kvant est en deux parties. L'une est un gros laboratoire, principalement destiné à des recherches astronomiques, mais conçu pour être adaptable, les appareils en place pouvant être remplacés par d'autres. Il est équipé d'un observatoire astronomique à rayons X, fruit d'une coopération avec la Grande-Bretagne, la RFA, les Pays-Bas et l'Agence spatiale européenne. L'autre partie est un système de propulsion qui devait être détaché après l'amarrage.

Si le module Kvant est stabilisé mais n'est plus manœuvrable, l'accostage pourrait être réalisé en manœuvrant la station Mir, à bord de laquelle les deux astronautes Youri Romanenko et Alexandre Laveïkine séjournent depuis deux mois. S'il est en rotation, ou animé de mouvements incontrôlés, cette solution est exclue, et l'échec risque de devenir définitif. Ce qui entraînerait une sévère déception, puisque le responsable de la mission, Victor Blagov, indiquait il y a une semaine que ce module devait ouvrir un chapitre nouveau dans l'histoire des vols habités.

REPÈRES

Baroud d'honneur à Port-Marly

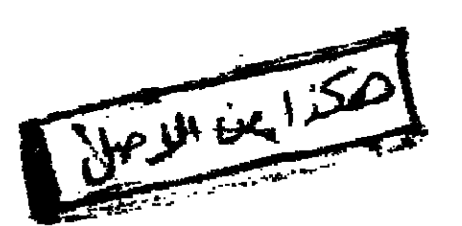
Près de deux mille personnes — dont un député du Front national, M. Roger Holeindre — ont assisté, le dimanche 5 avril, à une messe célébrée sur la route nationale, devant l'église Saint-Louis du Port-Marly (Yvelines), fermée depuis le 30 mars, jour de l'évacuation des intégristes qui l'occupaient. Dans son homélie, le Père Bruno de Blignières, s'est plaint d'avoir *« été jeté dans la rue en ornements sacerdotaux »*, et, visant l'évêque coadjuteur de Versailles, s'est écrié : *« Jaruzelski-Thomas, même combat. »*

La cérémonie s'est déroulée sans incident. Les fidèles de la paroisse avaient décidé de ne pas se réunir, comme les dimanches précédents, dans les locaux situés juste en face de l'église et se recommandent *« de la stricte application de la légalité »*. Dans une mise au point, le préfet des Yvelines, M. Delpont, avait contesté la thèse du prêtre intégriste, selon laquelle il aurait été victime de violence, alors qu'il célébrait la messe le jour de l'évacuation.

Pollution

Des piles qui s'usent et qui resservent

Les Parisiens vont être invités, à partir du mois prochain, à ne plus jeter leurs piles usagées dans les poubelles mais dans des conteneurs spéciaux. Ce sont surtout les piles-boutons, utilisées dans les réveils, les calculettes et les flashes photographiques, qui seront ainsi récupérées grâce à cette initiative de la mairie de Paris et de l'Agence nationale pour la récupération des déchets (ANRED). Ce sera autant de gagné contre la pollution, mais aussi pour la Croix-Rouge, qui sera le bénéficiaire de la revente du mercure recueilli dans ces piles usagées.



Sports

NATATION : championnats de France d'hiver

La victoire en papillonnant

Treize records nationaux : les nageurs tricolores ont profité des championnats de France d'hiver, organisés du jeudi 2 au dimanche 5 avril à Mulhouse, pour réaliser de belles performances. Stephan Caron, malgré une méchante crise de tachycardie le premier jour, a amélioré par deux fois son record de France sur cinquante mètres. Eblouissante de vivacité, Catherine Plewinski a encore réduit l'écart qui la sépare des meilleures nageuses européennes sur 50 et 100 mètres en libre et papillon. Mais des garçons comme Franck Schott et des filles comme Véronique Jardin sont dans leur sillage.

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

Le grand en compagnie de la petite. Le photographe du quotidien *l'Alsace* qui cherche à immortaliser sur la pellicule les deux champions de ces journées, ne sait comment s'y prendre. Dans un coin de la piscine de l'Illberg à Mulhouse, il demande à Stephan Caron de plier ses deux mètres pour entrer dans l'objectif. Puis à Catherine Plewinski de se mettre sur la pointe des pieds pour tricher par rapport à son mètre soixante-trois. Peine perdue. Catherine rit et accepte de bonne grâce une nouvelle pose... Cette fois les mains en l'air.

Le sourire de Catherine n'est jamais long à apparaître. Avant de plonger ou à peine sortie de l'eau, la jeune fille manifeste sa joie de vivre. Bousculer la hiérarchie des records ne l'émeut pas outre mesure. La série impressionnante de ses victoires en 100 mètres papillon qui lui ont permis depuis 1985 d'abaisser le temps du parcours à proximité de la minute, par des étapes qui ont comme nom Sofia, Rennes, Madrid ou Strasbourg au mois de janvier, ne lui fait pas tourner la tête. « *Mon objectif est de monter sur le podium lors des prochains championnats d'Europe au mois d'août* » affirme-t-elle simplement, contente d'avoir gagné sa qualification lors de ces championnats de France d'hiver.

La passion dans l'eau

Modeste et ambitieuse, Catherine est les deux à la fois. Même si elle n'a vécu que jusqu'à l'âge de six ans dans les cités minières du nord de la France, elle garde la retenue simple des gens des corons. Enfant un peu ballottée par des déchirements familiaux, elle a découvert le calme et la passion dans l'eau de la piscine de Cluses (Haute-Savoie). Un établissement où son père était salarié. Apprentissage à Cluses, préparation à la compétition au lycé du Fayet. Grâce à l'aide des communes environnantes, il existe depuis sept ans, dans cet établissement scolaire, une section sports-études de natation. Pas une vraie section, reconnue par le ministère, mais une « section promotion » comme l'on dit pudiquement pour expliquer que son financement dépend du bon vouloir des municipalités. Un proviseur qui, au pays du ski, croit à la natation, un entraîneur dynamique, et voilà la petite section qui va damer le pion aux grands clubs de natation.

« *Deux fois par jour, à midi et après 17 heures, les douze élèves se retrouvent pour nager ou faire des exercices physiques* » explique Marc Begotti, l'entraîneur animateur de ce lycée. Il parle de Patrick Rigoux « *un ancien élève qui s'est classé deuxième lors du 400 mètres disputé vendredi* », actuellement étudiant à l'INSEP. Il évoque les stages communs aux groupes qui ont lieu l'hiver à Megève et l'été à Antibes. Mais, aussi modeste que sa nageuse, Marc Begotti passe presque sous silence les exploits de la championne de dix-huit ans.

Le jeune homme en jeans et chemisette qui, chronomètre en main, surveille les aller et retour de Catherine dans un petit bassin, est pourtant très proche de la nageuse. A vingt-huit ans, il ne se sent pas encore trop éloigné de la compétition qu'il a pratiquée, il y a une dizaine d'années. Calme et précis, Marc Begotti s'est affirmé par les conseils qu'il prodigue à son élève, mais aussi par sa façon de bâtir avec elle « *un plan annuel d'entraînement* ».

Les larges épaules de Catherine ne se sont pas épanouies toutes seules. Certes, la jeune nageuse bénéficiait d'une constitution qui lui a procuré une grande puissance dans l'eau. Mais tous ses acquis ont été améliorés grâce à de longues séances de gymnastique. « *Je crois beaucoup à la musculation* », laisse tomber, en plissant le coin des lèvres, le petit entraîneur.

Premier contact avec l'Asie

Il affirme apprécier les performances de Catherine de façon objective. Elle, assure simplement : « *On s'entend bien.* » Lui pense à son avenir et souhaite qu'après son BEP de comptabilité la nageuse s'oriente vers une classe de première, « *car il faut poursuivre les études jusqu'au baccalauréat* ». Elle, comblée par ses victoires en cascade, dit que « *les records sont faits pour être battus* », mais n'oublie pas ses « *copines* » qui, « *forcément sont un peu tristes* ».

Catherine est différente de Stephan Caron. Son entraîneur est bien éloigné de celui du vice-champion du monde. Les éclats de voix de Guy Boissière ne troublent pas Marc Begotti. Lui, le « jeunot », accepte les grandes claques sur l'épaule des exubérants anciens. Tranquille, il continue à lire et à se documenter pour mieux préparer ses nageurs. « *La fédération permet aux entraîneurs de suivre leurs élèves, même lorsqu'ils accèdent aux compétitions internationales, c'est une bonne solution* », explique-t-il, satisfait des dix-sept jours qu'ils vient de passer à Séoul. Un premier contact avec l'Asie avant le rendez-vous des Jeux olympiques de 1988.

Le duo savoyard, sa moisson de records en poche, repart vers ses montagnes. Le jeune fille au « *profil type de grande papillonneuse* », selon des entraîneurs allemands, va parfaire sa préparation. Car, au mois d'août, encore une fois dans cette région alsacienne qui lui réussit si bien, Catherine va affronter ses camarades des autres pays d'Europe. « *Elle devra alors faire des choix, car il lui est impossible de se présenter dans plusieurs compétitions comme elle l'a fait à Mulhouse* », affirme Patrice Prokop, le directeur technique national de la natation.

Catherine et son complice d'entraîneur apportent la réponse d'une même voix : « *Ce sera le papillon.* » Ce fameux 100 mètres papillon qu'elle espère bien terminer en moins de une minute, juste à portée des puissantes Allemandes de l'Est. « *Le podium, voilà l'objectif* », résume la petite fille frisée qui a loupé une marche de peu l'été dernier à Madrid.

SERGE BOLLOCH.

HOCKEY SUR GLACE : Jeux olympiques

Les Français en barrage

En battant, dimanche 5 avril, à Canazei (Italie), l'équipe d'Italie, la Pologne a remporté les championnats du monde de hockey sur glace du groupe B. Grande favorite de la compétition, l'équipe polonaise retrouve ainsi sa place parmi l'élite (groupe A), dont elle avait été exclue l'an dernier. Mais cette victoire assure également aux joueurs polonais leur présence à Calgary en février 1988 pour les prochains Jeux olympiques d'hiver. Les deux autres équipes qualifiées sont la Norvège et l'Autriche, respectivement deuxième et troisième.

Les Français, qui se sont classés quatrième de ces championnats, devront disputer deux matches de barrage contre l'équipe du Japon, vainqueur du groupe C, pour obtenir leur billet pour Calgary. Satisfait de son équipe, Kjell Larsson, l'entraîneur suédois des Tricolores reconnaît qu'ils auraient pu « *obtenir un peu plus de réussite* ». « *Notre principal atout a été de savoir mettre l'adversaire en échec dans son propre camp, tout en restant efficaces en défense* », ajoute-t-il en faisant allusion à la victoire de la France sur l'Italie (3-1). Mais le patron des hockeyeurs admet que ses joueurs doivent encore beaucoup progresser « *dans la rapidité de transmission du palet* ».

RUGBY : Tournoi des cinq nations

O Calcutta !

Pour la dernière journée du Tournoi des *cinq nations*, samedi 4 avril, l'Angleterre a battu l'Ecosse à Twickenham par 21 à 12. Par cette victoire, le quinze de la rose a évité l'infamante cuiller de bois, trophée qui revient traditionnellement à l'équipe qui perd tous ses matches au cours du Tournoi. Les Anglais ont eu d'autant plus de mérite à bousculer les pronostics que l'Ecosse, conquérante depuis le début de la saison, s'était déplacée à Londres dans l'espoir de remporter la triple couronne, une récompense très britannique pour l'équipe qui bat les trois autres représentants du Royaume-Uni.

Victorieux de l'Irlande et du Pays-de-Galles, les Ecossais ont dû s'incliner face à la solidité du pack anglais, l'intelligence de la charnière Harding-Williams et l'efficacité de l'arrière Rose, auteur à lui seul de 17 des 21 points de son équipe. Les Britanniques n'étant pas avares de trophées, et à défaut de cuiller de bois ou de triple couronne, il fallait bien que ce match débouche sur une récompense digne de l'événement : la Calcutta Cup, mise en jeu traditionnellement entre l'Angleterre et l'Ecosse, est donc revenue aux Anglais.

Pendant ce temps-là, Galles et Irlande disputaient une rencontre entièrement pour l'honneur à Cardiff, les Irlandais l'emportant par 15 à 11. Derrière la France, première et invaincue, Irlande et Ecosse terminent deuxièmes *ex-aequo*, tandis que le Pays-de-Galles et l'Angleterre se partagent la dernière place.

CYCLISME : Tour des Flandres

Un Wallon, une première

L'événement s'est produit, dimanche 5 avril, en fin d'après-midi à Meerbeke, non loin de Ninove : pour la première fois dans l'histoire du cyclisme, un routier wallon a remporté le Tour des Flandres, dans lequel les Belges totalisent plus de cinquante victoires.

Il est vrai que ce coureur de type latin possède de solides références, puisqu'il s'agit de l'ancien champion du monde Claude Criquielion (trente ans), vainqueur de la Flèche wallonne, du Tour de Romandie, du Midi libre et cinquième du Tour de France la saison passée.

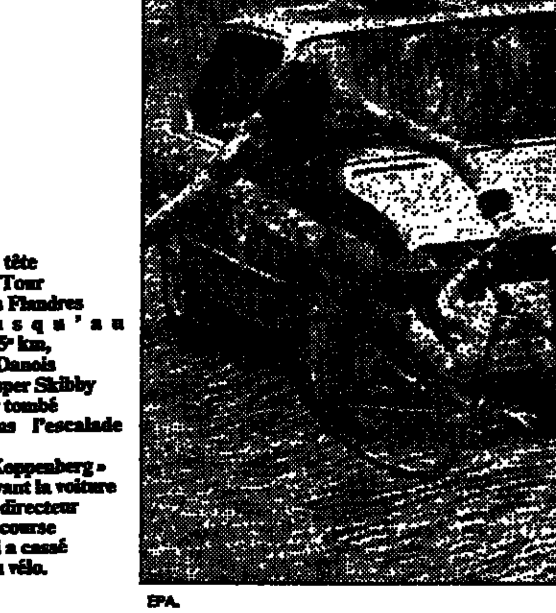
On le savait excellent grimpeur. Pour la circonstance, il a modifié son style en s'échappant sur le plat après la côte de Bosberg, à 16 kilomètres du but. La soudaineté de son offensive donne à penser qu'il a bénéficié de l'effet de surprise, mais il a surgi du groupe de tête à une telle allure et il a creusé si rapidement l'écart que le doute n'est pas permis : il évoluait un ton au-dessus des autres.

D'ailleurs, ses poursuivants, au nombre desquels Kelly, Vanderaerden, Bauer et Van der Poel, gagnant de la même épreuve l'an dernier, ont été incapables d'enrayer son action. Au terme d'une progression régulière, Criquielion a franchi la ligne d'arrivée avec une avance frôlant la minute.

Le grand battu du jour est, sans conteste, Sean Kelly, qui s'est classé deuxième... pour la troisième fois en quatre ans et qui recherche toujours une victoire dans le Tour des Flandres, lui qui a remporté presque toutes les classiques. Quant aux Français, il ont été à nouveau débordés, seuls Lavaine et les frères Madiot ayant été prudents dans une politique de contre-attaque après l'escalade du terrible mur de Koppenberg.

Fignon n'avait pas pris le départ, et il fera également l'impasse sur Paris-Roubaix dimanche prochain.

JACQUES AUGENDRE.

En tête du Tour des Flandres jusqu'au 205e km, le Danois Jesper Skibby est tombé dans l'escalade du « Koppenberg » devant la voiture du directeur de course qui a écrasé son vélo.

EPA.



FOOTBALL : deuxième division

Niort, la belle assurance

Grâce à sa large victoire sur Sochaux (4 à 0), lors de la trente-troisième journée du championnat de France, samedi 4 avril, Marseille est seul en tête du classement avec un point d'avance sur Bordeaux tenu en échec par le PSG à Paris (0 à 0). En deuxième division, groupe A, Lyon, victorieux à Nîmes (3 à 0), a un point d'avance sur Montpellier qui compte un match de retard.

Dans le groupe B, en dépit du match nul concédé sur son terrain, face à Beauvais (2 à 2), Niort conserve cinq points d'avance au classement général sur Caen. A sept journées de la fin du championnat, bénéficiant d'un calendrier favorable, les Niortais sont quasiment assurés d'accéder à la première division la saison prochaine

NIORT
de notre envoyé spécial

« *Quand je suis arrivé, je ne connaissais rien au football, ça m'a beaucoup aidé.* » Pierre Figari, président des Chamois niortais, ne cultive pas le paradoxe par simple coquetterie. Lorsque ce Corse de quarante-six ans, Niortais d'adoption, se trouva propulsé en 1984 à la tête d'un club en crise, il ne pouvait, en effet, se prévaloir que d'un passé de rugbyman et de cycliste. A l'époque, l'équipe stagnait comme l'eau des marais alentour. Tout juste caressait-elle l'espoir de quitter la quatrième division pour la troisième. Trois saisons plus tard, la voilà aux portes de la première division, après avoir dominé de bout en bout un championnat qui était promis à Mulhouse ou Strasbourg, voire Caen, Reims, Orléans ou Guingamp.

« *N'étant impliqué ni dans l'histoire du club, ni dans la tradition du football, j'ai osé entreprendre des choses qu'un dirigeant sérieux n'aurait pas osé entreprendre* », explique Pierre Figari. La première audace de ce faux candide aura été de convaincre les autres dirigeants « *de recruter un entraîneur professionnel* ». Ce « *garçon sérieux du football* » sera Patrick Parizon, vieux routier du championnat de France, mais encore novice dans le rôle d'entraîneur. Coup de poker ? S'il rigole volontiers de son « incompétence » en matière de ballon rond, le président Figari revendique cependant une qualité primordiale : « *Je ne me trompe pas beaucoup sur la valeur des hommes* ».

L'association de ces deux personnalités fera merveille. Dans la quiétude du stade de la Venise verte, à deux pas du marais poitevin, Parizon travaille « *sans se poser de questions* », avec « *un groupe intéressant* ». Les objectifs sont modestes. Il les pulvérise. En 1984-1985, les Chamois visaient le maintien en troisième division. Ce sera la montée en deuxième, « *à la surprise générale* ». L'année suivante, le maintien est à nouveau à l'ordre du jour. Or, l'équipe termine à une brillante cinquième place, après avoir bousculé les meilleurs.

« Pro » en un an

Cette saison, Niort s'enhardit à viser « *les cinq premières places et un bon parcours en Coupe de France* ». Les résultats dépassent encore les espérances. Le club des Deux-Sèvres brûle les étapes et Pierre Figari n'a pas trop de son enthousiasme naturel et de sa force de conviction pour accompagner le mouvement. « *Nous avions les structures d'un club de promotion de ligue* », se souvient-il. En trois ans, il a fallu refaire la pelouse, l'éclairage et construire des tribunes métalliques pour porter la capacité du stade de neuf mille à dix-huit mille places. « *Un investissement total de plus de 8 millions de francs* », estime Pierre Figari. Ingénieur en chef de la ville de Niort, ce fonctionnaire municipal a su persuader « son » maire de la nécessité d'un tel effort, considérable pour une commune de soixante mille habitants.

De même, il a arraché aux instances du football une dérogation exceptionnelle, obtenant pour son club le statut professionnel, après une seule année de présence en deuxième division. Lorsque l'agrément est arrivé en mai dernier au siège des Chamois, un centre de formation flambant neuf, avait déjà ouvert ses portes. Ici, on est pressé d'inscrire le miracle niortais dans la continuité et l'on envisage l'accession parmi l'élite dans le moindre vertige.

Certes, le budget du club est passé de 480 000 francs en 1984 à 15 millions de francs cette saison, mais, précise fièrement le président, « *sans déficit ni emprunt* ». C'est pourquoi il a pu rassurer cette semaine son entraîneur sur les moyens dont il disposerait pour bâtir une équipe de première division. Patrick Parizon estime avoir besoin de cinq à six recrues de haut niveau pour continuer à appliquer l'an prochain avec bonheur sa définition du football : « *Un jeu simple, à condition qu'on ne le complique pas* ». Très attaché à la valeur collective de son équipe, Parizon espère pouvoir continuer à compter sur Pascal Gastien, un capitaine de vingt-deux ans au souffle inépuisable et sur Abedi Ayew Pelé, un Ghanéen surdoué, que l'on dit très convoité, alors qu'il est encore sous contrat pour un an. Renonçant d'avance à une juteuse opération financière, Pierre Figari martèle : « *Pelé reste à Niort* ».

Il faut, en effet, les exploits techniques imprévisibles de cet acrobate du ballon rond pour tirer le public niortais de sa réserve naturelle. La région sort d'une longue diète footballistique, mais sans céder à l'ivresse. Les sept mille spectateurs qui fréquentent la Venise verte à chaque match recevront cependant du renfort de toute la région lorsque les Chamois accueilleront l'an prochain Bordeaux et Nantes, les clubs les plus proches. Grâce à la réussite quelquefois jalousée de « *la bande à Figari* », Niort est en train de s'offrir une identité nouvelle. Le souvenir de l'industrie, jadis florissante, des peaux de chamois ne perdure qu'au fronton du club de football. Le gant niortais a lui aussi passé la main. « *Même les assurés des Mutuelles avaient du mal à situer Niort sur la carte de France* », confie Patrick Parizon.

« L'effet Chamois » a d'ailleurs incité les institutions niortaises de l'assurance à faire une entorse historique à leurs principes rigoristes de gestion. Cette saison, elles ont sponsorisé l'équipe pour ses matches à l'extérieur. Mais il n'est pas certain que les mutualistes suivent les Chamois dans leur escalade. Pour boucler le budget, qui culminera à plus de 25 millions de francs en première division, M. Figari est « *décidé à aller au plus offrant* ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième phase, dernière journée)

*Limoges b. Villeurbanne	103- 90
*RCF Paris b. Orthez	104- 96
*Monaco b. Vichy	110- 71
*Tours b. Lorient	91- 75
*Antibes b. Challans	104- 95
*Mulhouse b. Saint-Etienne	124-105

Classement. – 1. Orthez (+18), 58 pts ; 2. Monaco (–18), 58 ; 3. Limoges, 56 ; 4. RCF Paris, 52 ; 5. Villeurbanne, 51 : 6. Antibes, 49 : 7. Tours 38 ; 8. Lorient, 37 : 9. Mulhouse, 36 : 10. Challans, 34 ; 11. Vichy, 33 ; 12. Saint-Etienne, 26.

Huitièmes de finale. – Caen-Orthez ; Mulhouse-Lorient ; Saint-Etienne-Villeurbanne ; Avignon-Racing CF ; Nantes-Limoges ; Vichy-Antibes ; Challans-Tours ; Cholet-Monaco.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Trentième journée)

*Paris-SG et Bordeaux	0-0
*Marseille b. Sochaux	4-0
*Toulouse b. Nantes	1-0
*Auxerre b. Lille	1-0
*Monaco b. Nice	1-0
*Saint-Etienne et Metz	0-0
*Laval b. Toulon	3-2
*Lens b. Rennes	2-1
*Brest b. RC Paris	2-0
*Nancy et Le Havre	0-0

Classement. – 1. Marseille, 44 pts ; 2. Bordeaux, 43 ; 3. Toulouse, 38 ; 4. Auxerre, 37 ; 5. Monaco, 35 ; 6. Metz, 33 ; 7. Paris-SG, 32 ; 8. Laval, Lens, Nice, 31 ; 11. Nantes, Brest, 30 ; 13. Lille, Le Havre, 27 ; 15. RC Paris, 24 ; 16. Saint-Etienne, Toulon, 23

Deuxième division
(Vingt-septième journée)

GROUPE A

*Niort et Beauvais	2-2
*Caen b. Amiens	5-0
*Abbeville et Mulhouse	0-0
*Reims b. La Roche	3-1
Quimper b. *Guigamp	2-1
*Orléans b. Tours	1-0
*Strasbourg b. Angers	1-0
*Dunkerque b. Saint-Dizier	3-0
Red Star b. *Valenciennes	1-0

Classement. – 1. Niort, 44 pts ; 2. Caen, 39 ; 3. Mulhouse, 38 ; 4. Reims, 34 ; 5. Quimper, 32 ; 6. Beauvais, 28 ; 7. Guingamp, Strasbourg, Tours, 27.

GROUPE B

Lyon b. *Nîmes	3-0
Montpellier b. *Limoges	3-1
*Cannes b. Alès	1-0
*Bastia b. Istres	2-1
*Cuiseaux-Louhans b. Béziers	5-1
*Sète b. Montceau	3-0
*Gueugnon b. Thonon	2-1
Martigues b. *Le Puy	1-0
*Ajaccio et Bourges	3-3

Classement. – 1. Lyon, 39 ; 2. Montpellier, 38 ; 3. Cannes, 36 ; 4. Alès, 35 ; 5. Bastia, 32 ; 6. Cuiseaux-Louhans, 31 ; 7. Nîmes, 30 ; 8. Limoges, 29.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Huitièmes de finale, matches aller)

Toulon b. *Hyères	37- 9
*Béziers b. Lourdes	19- 9
Montferrand b. *Bagnères	16-12
*Tarbes et Agen	21-21
*Le Creusot et Brive	15-15
*Bourgoin b. Racing	12- 9
*Valence et Graulhet	9- 9
*Dax b. Stade toulousain	18- 9

Tennis

TOURNOI DE MILAN
(345 000 dollars)

Demi-finales : Becker (RFA) b. Zivojlnovic (Youg.), 6-2, 3-6, 6-2 ; Mecir (Tch), b. Wilander (Suède), 6-0, 6-2. *Finale* : Becker b. Mecir : 6-4, 6-3.

TOURNOI DE CHICAGO
(315 000 dollars)

Demi-finales : Mayotte (EU) b. Teltscher (EU), 3-6, 7-5, 6-2 ; Pate (EU) b. Scanlon (EU), 6-3, 6-2. *Finale* : Mayotte b. Pate, 6-4, 6-2.



MUSIQUE

Journée Donatoni à Radio-France

Sous le signe du double

Le 9 juin prochain, le compositeur italien Franco Donatoni célébrera son soixantième anniversaire. L'événement ne dépassera guère le cercle des amateurs avertis et, cependant, son œuvre connaît en France, depuis dix ans, une audience croissante.

Le programme musical de France-Culture et la revue *Contrechamps* (1) s'étaient associés, lundi, pour présenter à Radio-France deux concerts, dont les œuvres de Donatoni formaient la matière essentielle. Comme deux ensembles également (Alternance et Contrechamps) se succédaient, on pouvait croire à une intention délibérée, car toute la pensée musicale de Donatoni est placée sous le signe du double et de la dualité.

Accentuer les différences, en juxtaposant des instruments ou des idées musicales qui se ressemblent, opposer en rapprochant mais aussi l'inverse, tel semble être le plus souvent son point de départ. Ensuite, le processus suit son cours, pourrait-on dire, si l'on ne savait avec quelle patience, et parfois quelle lenteur paradoxale, Donatoni compose des œuvres où les notes défilent dans une sorte de tempo accéléré.

Lorsqu'il écrit pour un soliste, on peut percevoir le dialogue de l'instrument avec lui-même (oppositions de nuances, de registres) comme dans *Clair*, pour clarinette seule, dont Armand Angster donnait une interprétation idéale de clarté, précisément. Dans *Lame*, pour violoncelle, Alain Meunier a su faire alterner à parts égales les instants de pur lyrisme et de rage concentrée. Mais c'est certainement dans *Arpèges*, donné en création par l'Ensemble Contrechamps, que ce phénomène du double apparaît dans toute sa plénitude.

Au départ, la fusion est parfaite entre les arpèges du piano jouant avec la pédale « una corda » et le vibraphone, attaqué avec des baguettes douces ; puis le divorce se fait jour peu à peu. C'est alors au tour des autres instruments – flûte et clarinette d'une part, violon et violoncelle d'autre part – de se confronter deux à deux, en échangeant parfois les rôles : flûte et violon contre clarinette et violoncelle, tandis que le piano et le vibraphone s'emploient à brouiller les pistes... L'idée de l'arpège, qui était claire au début, subit elle aussi des permutations qui la transforment jusqu'à la rendre méconnaissable et, de section en section, de contrastes en miroirs, la musique évolue en se nourrissant toujours de ses limites.

She, qui oppose trois voix de femmes à deux trios placés face à face : flûte, clarinette et harpe contre violon, alto et guitare, met en jeu des propositions plus complexes, plus difficiles à apprécier en première audition et surtout à décrire.

L'équilibre est, en revanche, moins problématique que dans *l'Ultima sera* entendu auparavant, où la voix de la chanteuse (Françoise Kubler) était délibérément absorbée par les instruments, comme si Donatoni craignait de succomber aux pièges du bel canto.

« Un acte quotidien »

Il est vrai que sa musique ne se veut jamais directement expressive, son souffle n'étant pas celui de la respiration humaine mais plutôt de l'invention combinatoire. Comme déjà celle de Beethoven, elle ne se prête donc guère au chant, sauf exception. Jusqu'à présent du moins, car son évolution se poursuit inlassablement et de façon imprévisible. Comme il le dit lui-même : *« La musique est un acte quotidien, chaque œuvre nouvelle est différente, mais seulement dans la mesure où une journée est naturellement différente de la précédente ; on sait comment elle commence, jamais comment elle tournera. Je n'aime pas trop prévoir l'évolution de ce que je suis en train d'écrire ; je sais seulement ce que je ne veux pas faire ; mais je ne veux pas de cadres qui élimineraient d'avance une partie de ce qui est possible. »*

GÉRARD CONDÉ.

★ Ces concerts seront diffusés le samedi 2 et le dimanche 3 mai, de 22 h 30 à 24 h, sur France-Culture, en prélude à une série d'émissions de Michèle Reverdy, consacrées à Donatoni, du 4 au 8 mai, de 20 h à 20 h 30.

Un disque compact d'œuvres de Donatoni paraîtra à la mi-avril, sous le label Harmonic Records, en coproduction avec le CAC d'Orléans.

(1) La revue *Contrechamps* (Editions L'Age d'homme, 5, rue Férou, Paris-6e) consacrera son prochain numéro au compositeur américain Charles Ives, après Berio (nº 1), Schoenberg et Kandinsky (nº 2) et B.A. Zimmermann (nº 5), notamment.

La semaine du mélomane

Le mélomane joue de malchance : il s'est fait souffler Ariane, l'élue de son cœur, par son voisin critique, dont les arguments, il est vrai, étaient irrésistibles : lundi à 20 heures « Chopinata », œuvres rares et illustres de Frédéric Chopin (trio, sonate pour violoncelle et piano, mélodies, Grande Polonaise, etc.), par les Musiciens amoureux à la Comédie des Champs-Elysées (tél. : 45-04-12-15) ou Musique savante du Bangladesh, avec Ustad Abed Hussein Khan, sitar, et son fils Shahadat, sarode, à la Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail (du 6 au 10 avril à 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30).

Mardi à 20 h 45, au Nouveau Théâtre Mouffetard (tél. : 43-31-11-99) récital de Michel Dalberto : sonates nos 7 et 12 de Beethoven, *Préludes*, livre 2, de Debussy.

Mercredi, à 20 h 45, madrigaux anglais et motets de Mendelssohn et Brahms par l'ensemble G. Georges à Notre-Dame-du-Travail.

Jeudi, à 20 h 30, chez Still, 5, rue de Charonne, *Ruh-el-Maqâm* à l'Oud par Fawzi Sayed (on emportera la cassette du concert ; réservation indispensable. Tél. : 48-06-28-19) ou *Montségur* de M. Landowski au palais Garnier (les 9, 12, 13, 15 et 16 avril).

Vendredi à 20 h 30, *Mors et vita* de Gounod à l'église Saint-Roch sous la direction de J. Mercier, ou escapade à Montpellier pour l'excellente production d'*Oberon* (10, 14 et 16 avril à 20 h 30 et le 12 à 15 heures. Tél. : (16) 67-66-00-92). Et samedi à 20 h 30, *Eugène Onéguine* en version de concert avec une distribution russe, l'Orchestre national et les Chœurs de Radio-France, direction V. Fedosseiev. Notre ami, néanmoins, ne s'avoue pas vaincu, sachant que, *« si le critique est Thésée, le mélomane est Minotaure »*...

DANSE

« L'Ile aux ruisseaux », de Michel Hallet-Eghayan

Le combat avec l'ange

Depuis plus de dix ans, Michel Hallet vit à Lyon une aventure amoureuse avec la danse. Ses chorégraphies tournent à un affrontement, dont il ne sort pas nécessairement vainqueur.

Sur le plateau dénudé de la Maison de la danse de Lyon, une danseuse en maillot gris, Sophie Tabakov, commence dans le silence à quadriller l'espace de parcours chaloupés en petits pas de bourrée. Les bras suivent, les yeux scillent, des poses s'ébauchent, aussitôt effacées : le faune de Nijinski, Pétrouchka, Isadora Duncan...

Le propos est clair : *l'Ile aux ruisseaux*, création de Michel Hallet-Eghayan, est une sollicitation de la mémoire, une recherche de gestes perdus accumulés par des siècles de pratique dans le corps des danseurs. Ils sont deux maintenant à piaffer, à s'échauffer avant de se poursuivre. Le dos cassé, le pied volubile, ils se réfèrent joyeusement à Merce Cunningham.

Deux autres les remplacent, sautillent dans le silence et marquent le rythme avec leurs pieds. Puis les deux couples exécutent une sorte de sarabande hachée sur une musique de Jean-Sébastien Bach. Les figures s'enchaînent dans un mouvement continu. L'introduction de draps de bain vient relancer le jeu. Mais déjà le spectateur sature ; son œil glisse sur une prolifération de gestes, de pas, qui ne ménage aucune respiration. On est dans le domaine de la recherche technique pure hésitant entre l'abstraction et l'ornementation baroque. Le plateau est devenu un ring où le chorégraphe se livre à une empoignade avec la danse dont il ne sort pas vainqueur.

Bien d'autres avant lui ont connu cet affrontement solitaire, le combat avec l'ange contre soi-même. Il suppose une rigueur, une économie de moyens, le choix du geste juste, irremplaçable, qui est le fait des vrais chorégraphes.

L'Ile aux ruisseaux témoigne d'un tempérament bouillonnant et d'un esprit confus, et son débordement à la longue devient insupportable. Même le solo superbement dansé par Pascale Gouey, trop étiré, perd de son intensité.

Reste un superbe exercice d'école à usage interne, une performance que les danseurs ont manifestement plaisir à exécuter.

MARCELLE MICHEL.

★ Maison de la danse de Lyon, jusqu'au 8 avril, 20 h 30.

Culture

THÉÂTRE

« Le Malade imaginaire » à l'Atelier

Les vertiges de la solitude

La pièce la plus amère de Molière. Son dernier rôle. Dans le fauteuil légendaire où il fait vivre son personnage, il y a aujourd'hui Michel Bouquet, grandiose.

Blafard, les jambes pendantes sur son fauteuil trop grand, Argan, l'hypocondriaque amoureux de la médecine, fait ses comptes. Il recense les soins dont il fait l'objet, et par ce biais chemine à l'intérieur de son corps, ce corps voué à la mort, où la mort s'est installée comme dans un palais vide, une caverne qu'elle a peuplé de souffrances, d'angoisses sourdes.

Argan a le regard énigmatique de Michel Bouquet, sa dégaine faussement maladroite, sa voix que la fatigue semble altérer et qui, dans un éclat de colère imprévisible, révèle une force redoutable. Dans sa bouche, le long monologue qui commence la pièce, et par lequel Molière pose le personnage qui fut son dernier rôle, cet inventaire minutieux des soins, des remèdes et du prix à payer — *« Les entrailles de Monsieur, trente sols »* — devient une sourde litanie, un poème surréaliste, une sorte de prière adressée à la mort, et aussi une âpre négociation. Car le Malade marchande, moins par avarice que pour faire durer le plaisir.

Michel Bouquet, dès la première scène, impose un personnage ambigu, qui déjà, ne fait plus tout à fait partie des vivants. La mort a blanchi sa peau, creusé ses traits exsangues, réduit ses lèvres à une fente qui s'ouvre sur un trou noir. Il a les gestes précautionneux de la grande fatigue, et il se fige comme pris de vertige au bord d'un vide, d'un évanouissement. Et puis, des sursauts d'énergie, de panique, le font débouler, déboussolé. Il est comme un pantin de chiffon monté sur ressort, juché sur son fauteuil de bois immense, inconfortable, aménagé avec des tiroirs, avec une tablette, tout ce qu'il faut pour y passer ses derniers moments sans avoir à en descendre. Vêtu d'un costume de nuit, chauve sous un bonnet carré, cabotinant sa mort pour l'exorciser, il ressemble à la fois au roi Lear et à son fou. Comme Lear, il est un tyran capricieux, un monstre d'égoïsme, *floué par tous*, en particulier par les femmes.

Il est également grugé par les médecins, mais là, il est à son affaire. Il a besoin de la maladie pour se ressentir encore un peu vivant. Enfermé dans sa maladie et dans sa maison, les médecins représentent son seul contact social. Molière était malade et haïssait les médecins qui ne savaient pas le guérir, ne pouvaient pas le protéger de la peur. Il y a quelque chose de trouble dans la haine de cet acteur qui jouant le Malade, dit, en parlant de lui, auteur : *« Quand il sera malade je le laisserais mourir sans secours. Il aurait beau faire et beau dire, je ne lui ordonnerais pas la moindre petite saignée, le moindre petit lavement et je lui dirais : Crève, crève ! »*

Le mot « crève » gronde, se déroule en imprécation douloureuse. Les lèvres minces de Michel Bouquet s'écartent comme si elles allaient se déchirer, son corps se tend en avant dans un spasme, comme s'il voulait extirper de lui le mal. Toute la révolte fascinée contre la mort, la terreur secrète de l'agonie sont là, dans ce mot.

Le Malade de Michel Bouquet est grandiose. Il impressionne, bouleverse, fait peur. Il est moins convaincant quant il retrouve sa fonction d'être humain, père, époux, pauvre homme bien obligé de reconnaître la perfidie de sa femme, l'amour sincère de sa fille. Situation purement théâtrale qui, bizarrement, est traitée par-dessus la jambe. C'est une question de mise en scène. Elle est due à Pierre Boutron qui se contente de faire tenir le rythme. C'est bien, ce n'est pas suffisant. Avec un acteur comme Michel Bouquet, on pouvait espérer aller très loin.

A vrai dire, il est seul. Les comédiens (Juliette Carré, Sonia Vollereaux, André Valardy, André Burton, Jean-Jacques Giry, Jean Gouley...) s'agitent beaucoup, gambadent dans le désordre, plongent dans une convention bien plate. De plus, ils sont empêtrés de lourds costumes d'apparat qui ne les aident sûrement pas, et ne correspondent à rien. Pierre Boutron a peut-être voulu faire jouer la simple farce vaudevillesque pour mettre en lumière, par contraste, les équivoques de Michel Bouquet. Une fois encore, non seulement le spectacle repose sur un seul acteur, mais l'acteur est à lui seul le spectacle. Dans le cas de Michel Bouquet, c'est un bonheur.

COLETTE GODARD.

★ Atelier, 20 h 30.

« A hora e vez d'Augusto Matraga »

Tableaux de mort et de résurrection

Au Théâtre des Amandiers, à Nanterre, le Grupo de Teatro Macunaïma, venu du Brésil, présente une fresque en douze tableaux.

Il y a deux ans, le Centre de recherche théâtrale dirigé par Antunès Filho au Brésil inaugurait la première saison de la Maison des cultures du monde, avec un spectacle qui remporta un tel succès que le groupe, depuis lors, a adopté son nom : Macunaïma. Il nous revient, en ce printemps, avec *A hora e vez d'Augusto Matraga* (l'Heure d'Augusto Matraga), adapté d'une nouvelle de Joao Guimaraes Rosa.

Cette « heure » d'Augusto Matraga, cynique propriétaire terrien du sertao, est un peu l'équivalent brésilien du « Connais-toi toi-même » de *Peer Gynt*, d'Ibsen. Laissé pour mort par une bande rivale, Augusto Matraga est soigné par deux vieux vagabonds. Il renaît à une nouvelle vie et part sur les routes à la recherche de la sainteté, de l'absolu ; de lui-même, surtout. Et quand, pour finir, en un ultime et loyal combat, il affronte un grand bandit devenu son ami, il lui murmure : *« Il n'y a pas de diable, le diable n'existe pas, il n'y a que l'être humain. »*

Le spectacle est interprété en langue brésilienne, ce qui incite peut-être les comédiens, dans un souci de compréhension, à jouer de manière un peu « extérieure ». Parfois, on frise l'opérette. Mais, dans l'ensemble, le spectacle fait montre d'un merveilleux sens de l'ellipse. Il y a, surtout, un rapport à la nudité, au corps souffrant (social, individuel), fascinant. Le corps blessé d'Augusto Matraga est pansé comme celui du Christ en croix. Et le premier tableau restera longtemps gravé en mémoire.

ODILE QUIROT.

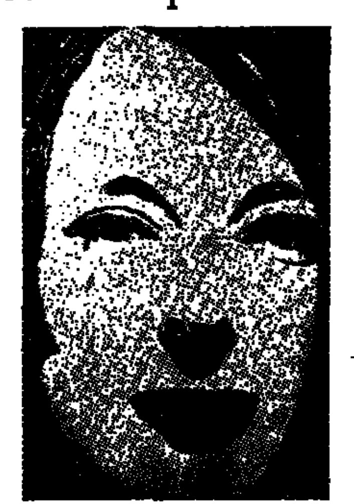
* Jusqu'au 12 avril. Théâtre des Amandiers, Nanterre.

ARTS

Les Pompidou et leurs peintres

La galerie Artcurial rend hommage à Georges Pompidou, l'« homme de culture ».

A la formation très classique que Georges Pompidou avait reçue, *« se trouva par la suite greffée une acquisition de goûts modernistes, presque exclusivement d'ailleurs en fait d'art plastique, d'architecture, d'urbanisme »*. Ainsi le célébrait en 1977 Francis Ponge dans *l'Ecrit Beaubourg*. L'éventail de ces goûts était, au demeurant, assez largement ouvert pour récuser le reproche, qui leur a été fait, d'être *« farouchement avant-gardistes »*. L'atteste la collection personnelle Claude et Georges Pompidou, qui a émigré pour un mois de l'île Saint-Louis à l'avenue Matignon.



(Martial Raysse. Portrait. 1961.)

C'est une collection relativement modeste, composée en général de moyens et de petits formats, à part l'immense *Portrait* par Martial Raysse — un des favoris du président — qui d'ordinaire accueille les visiteurs amis quai de Béthune, et un Hans Hartung lumineusement échevelé. L'ensemble reflète un éclectisme de bon aloi. Chaque pièce a été acquise avec amour par le couple ou a été offerte, sans calcul spéculatif.

Voici entre autres les retrouvailles de Villon et de Kupka, proches voisins de leur vivant. *Les Toits de Paris* par Nicolas de Staël, un *Paysage* par Bissière, une gouache de Vieira da Silva, un *Concept spatial* de Fontana, des dessins de Giacometti et de Paul Klee, une encre de Chine de Kandinsky, un collage de Magnelli, des œuvres de Zao Wou-ki, de Fautrier, d'Henri Michaux, la *Nature morte portugaise* de Sonia Delaunay, voire une aquarelle inattendue de George Sand, font bon ménage avec Hundertwasser, Jean-Pierre Raynaud, Christo... La table monochrome d'Yves Klein, supporte une *Nana* désinvolte de Niki de Saint-Phalle, qui drôlement contraste avec *le Nouveau-Né* de Brancusi.

Nombreux sont les artistes que le président Pompidou a efficacement soutenus, plus nombreuses encore les vraies valeurs que, toutes tendances confondues, il conciliait dans une commune admiration — et pas seulement les œuvres avec lesquelles vit toujours Mme Pompidou : c'est d'ailleurs grâce à son concours qu'on a pu déplier encore l'éventail. Ainsi, à côté du mini-musée réel du couple, a-t-on pu reconstituer son musée imaginaire qui offre, comme par hasard, un panorama sélectif des arts plastiques contemporains. Avec pour chaque artiste une œuvre majeure, heureusement choisie, rapprochée si possible des dates d'un règne trop bref. Ajoutés aux maîtres de la collection personnelle et mis à contribution une seconde fois, ce sont Picasso, bien sûr, et Derain, Rouault et Bonnard, Ernst et Masson, Herbin et Dubuffet, Bazaine et Manessier, Poliakoff et Tal-Coat, Soulages et Debré, César et Penalba, et les grands noms de l'op'art, et les nouveaux élus de Mme Pompidou : Gäfgen, Moninot, Ménétrier.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ *Hommage au président Georges Pompidou, homme de culture*, Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon. Jusqu'au 30 avril. *Catalogue richement illustré contenant des textes de MM. Léopold Sédar Senghor, André Bettencourt, Pierre Boulez et une interview de Mme Georges Pompidou, capitale pour qui veut comprendre les motivations de la politique culturelle de son mari. Il est vendu au profit de la Fondation Claude-Pompidou, pour les personnes âgées et handicapées.*

VARIÉTÉS

Alain Chamfort au Casino de Paris

L'aventure d'Alain Chamfort commence à dix-sept ans par la création d'un groupe de *rhythm and blues* (les Mod's) qui se produit à la Locomotive et au Golf Drouot. Il devient ensuite le pianiste de Jacques Dutronc.
Chamfort va alors prendre son temps, naviguer entre les écueils, se forgeant presque une philosophie avec sa lenteur naturelle. En dix ans, l'homme tranquille qu'est devenu Alain Chamfort publie six albums où apparaît peu à peu l'image de quelqu'un de précieux, qui affine un rôle de crooner moderne.

Le premier spectacle d'Alain Chamfort, il y a trois ans à l'Olympia, dure l'espace d'un soir, et souligne le goût du chanteur pour l'esthétisme. Le dernier album (*Traces de toi*), paru il y a quelques mois chez CBS, le porte brusquement au premier plan, et c'est devant une salle comble qu'il a ouvert au Casino de Paris une semaine de concerts. Entouré de musiciens et de danseurs, Alain Chamfort conduit le spectacle superbement, comme un vieux routier qui fuit la standardisation, glisse sur la difficulté d'aimer, de se faire aimer, sur la fragilité du bonheur.

En première partie, le groupe L'affaire Louis trio impose en quelques titres un sens de la dérision et de la comédie légère qu'on n'avait plus vu depuis Odeurs.

C. F.

★ 20 h 30.

Communication

L'attribution de TF 1

La Commission nationale de la communication et des libertés a attribué la première chaîne de télévision au groupe mené par M. Francis Bouygues. Huit voix se sont portées sur son nom, quatre sur celui de Hachette, un des treize « sages » s'étant abstenu. M. Bouygues et ses partenaires vont donc acquérir pour trois milliards de francs 50 % du capital de TF 1. Dans les mois qui viennent, 40 % des actions seront mises en vente auprès du public et les 10 % restant iront au personnel de la chaîne.

En attendant la privatisation totale de TF 1, un premier conseil d'administration se réunira le 16 avril pour entériner l'arrivée de nouveaux actionnaires. Ce conseil d'administration provisoire sera composé de cinq représentants des repreneurs, cinq représentants de l'Etat et deux du personnel. M. Francis Bouygues devrait être nommé président de la chaîne, et M. Patrick Le Lay, responsable de la diversification du groupe Bouygues, vice-président assurant la direction générale.

D'autres nominations sont attendues, et bien des noms circulent, les propositions de collaboration affluant au siège du groupe Bouygues. Mais les nouveaux dirigeants de la chaîne ne comptent pas dévoiler l'identité des nouveaux arrivants avant une dizaine de jours.

Les surprises de la CNCL

Lorsqu'ils se retrouvent en ce samedi matin 4 avril, les « treize » ne savent pas encore qu'ils vont voter. Les responsables administratifs de la Commission, convoqués pour la circonstance, passent au peigne fin, sous leurs regards attentifs, les innombrables promesses faites par les deux candidats, lors des auditions publiques et télévisées de la veille. Purement technique, « le pointage » s'effectue méticuleusement et lorsqu'une interrogation subsiste, les bandes enregistrées sont là pour témoigner. Les « treize » ont déjà l'habitude de ces séances et des... week-ends qui les suivent. Week-ends pendant lesquels le téléphone sonne sans discontinuer, apportant un flot irrépressible de propositions supplémentaires, d'engagements nouveaux, de *« suggestions »* enfin qui font parfois vaciller les convictions les mieux établies.

Mais cette fois, le président Gabriel de Broglie est décidé à brusquer le cours des événements. N'a-t-il pas déjà reçu la veille au soir, un appel de M. Jean-Luc Lagardère venu lui faire ses *« représentations »* ? Le PDG du groupe Hachette, était furieux. Furieux de la connivence que l'un des sages, l'académicien Michel Droit, avait témoigné en public à son collègue de l'Institut, M. Alain Decaux, conseiller de l'équipe adverse.

De son après-midi passée devant le petit écran à suivre la prestation de son concurrent, M. Lagardère a le sentiment que le jury de la CNCL s'est comporté de façon partiale, et ne l'envoie pas dire. Son entourage accuse la Commission d'avoir été *« déloyale »*, d'avoir enfermé Hachette dans des explications techniques sur la concentration et la production, *pour mieux laisser* M. Francis Bouygues dévoiler à loisir ses projets de programmes. *« L'a-t-on interrogé sur la présence des Editions mondiales, au sein de son tour de table ? »* s'indigne ainsi un collaborateur du groupe Hachette. *« Non, bien sûr, alors que ce sont l'un des premiers producteurs européens de longs métrages et de téléfilms. Le jury s'est-il inquiété de l'arrivée sur le premier média français de M. Robert Maxwell ? Pas plus, alors que son groupe Pergamon Press pèse trois fois plus lourd qu'Hachette ? »* Et pourquoi ajoute ce collaborateur de M. Lagardère, *« la CNCL refuserait-elle la Une, quand elle offre la 5 à M. Robert Hersant ? »*

Tendue, la situation peut se détériorer encore. Aussi M. Gabriel de Broglie propose-t-il à la surprise générale, semble-t-il, un vote sur le coup de 13 heures. Un vote ? Pourquoi pas, répondent les « sages » épuisés par les séances marathon de ces dernières semaines. *« En tête-à-tête, à deux commissaires, à trois ou tous ensemble, nous avions rencontré les candidats, leurs partenaires et leurs conseillers*, raconte l'un d'entre eux. *Nous avions épluché les dossiers de candidature, soupesé les propositions. Que pouvions-nous faire de plus ? »* L'urne est installée sur le coup de 13 h 30, le dépouillement achevé un quart d'heure plus tard. Et le résultat est sans appel : huit voix pour Bouygues, quatre pour Hachette, et une abstention sur l'origine de laquelle chacun spécule. M. Bertrand Labrusse en est-il l'auteur ?

Quelques coups de fil pour prévenir les candidats respectifs, et la nouvelle tombe sur les téléscripteurs en tout début d'après-midi. Tout est joué. Mais reste à savoir dans quelles conditions. Et comment Hachette, donné favori au départ, a-t-il pu se faire doubler avec autant de facilités. Le public invité à la télévision, a-t-il eu droit à un *« vrai direct »*, ou bien à une pièce soigneusement répétée ? Si trancher avec certitude est encore impossible, les causes du rejet du groupe d'édition sont, elles, faciles à répertorier. La peur du contentieux d'abord. Le recours gracieux déposé par M. Francis Bouygues pour disqualifier un concurrent coupable de n'avoir pas complété son tour de table à temps — semble avoir, plus que tout, pesé.

« Nos juristes, reconnaissent presque dans les mêmes termes deux membres de la CNCL, *ont craint de se voir désavouer par le Conseil d'Etat. La Commission y aurait perdu autorité et crédibilité »*. Pis sans doute, une éventuelle remise en cause de l'attribution de la première chaîne à M. Lagardère par l'assemblée du Palais-Royal, serait intervenue à quelques mois de l'élection présidentielle.

« L'apparence de soutien politique nous a coûté cher, dit-on aujourd'hui chez Hachette. *Et nous fait sans doute perdre une ou deux voix décisives. »* Voter Bouygues, n'était-ce pas, en effet, selon cet interlocuteur, se dédouaner à bon compte des nominations de MM. Contamine et Han à Antenne 2 et FR 3, d'avoir donné la 5 à M. Hersant et la 6 à M. Monod ? Et certains se prennent aujourd'hui à regretter de n'avoir pas rendu coup pour coup. « L'intox » politique est venue de tous les bords. Avec des motivations différentes.

Un « sage » raconte ainsi deux entretiens successifs, tenus avec M. Jean-Luc Lagardère puis M. Bernard Tapie. Le premier s'est ému que la presse ait largement repris des propos de M. Jacques Chirac — *« Alors, Jean-Luc, tu es content ! Ton équipe a gagné ! »* — en laissant croire qu'il s'agissait de TF 1, quand c'était du... Racing dont il était question. *« Comment ne pas complimenter Lagardère de cette victoire ?*, s'interroge malicieusement ce « sage ». *« Cela arrive si rarement... »* Lors de la seconde entrevue, c'était au tour de M. Bernard Tapie de s'insurger contre la publication de propos que M. Alain Madelin ne lui avait en fait jamais tenus : *« Tu as choisi le mauvais camp. C'est Hachette qui l'aura. »* C'est assez dire que, au cours du duel, tous les coups ont été permis. Et certains n'excluent pas que la gauche ait beaucoup fait pour accréditer la thèse de jeux préparés d'avance, pour inciter Bouygues à se retirer avant l'attribution, empêchant par là-même la privatisation de la Une. Vrai ? Faux ? Paris fourmille de ses rumeurs...

Ajoutez à cela les propres maladresses d'Hachette — maladresses que l'on ne nie pas au siège de la société — avec les producteurs et les auteurs. Un dossier moins bien préparé, les difficultés à constituer un tour de table cohérent après l'alliance aussi spectaculaire qu'éphémère avec l'Agence Havas. Tout a conduit Hachette à la défaite. Jusqu'à l'erreur commise par M. Edouard Balladur qui, voulant à tout prix que deux candidats restent en lice juqu'au bout pour la privatisation de la Une, a poussé les banques — dont la BNP, banque conseil du gouvernement pour la privatisation de TF 1 — à entrer dans le tour de table d'Hachette. Accréditant ainsi un peu plus l'idée que le groupe de M. Lagardère était son candidat et le poussant à commettre la faute principale sur laquelle s'appuiera M. Francis Bouygues pour établir son recours. Hachette ne s'en est pas relevé.

PIERRE-ANGEL GAY.

Le tour de table des vainqueurs

Bouygues	25 %
Pergamon Media Trust (Maxwell UK)	10 %
Groupe GMF-FNAC	3 %
Société générale	2 %
Editions mondiales	2 %
Groupe Bernard Tapie	1,66 %
Financière Faltas (groupe Worms)	1,5 %
Banque Indosuez	1,16 %
Crédit Lyonnais	1,085 %
SODETE, société de financement pour des activités de communication	0,08 %
François Dalle	0,015 %
Maxwell Media (France)	2 %
Presse et maisons d'édition (*le Point*, groupe Expansion, groupe Marie-Claire, *le Quotidien du médecin*, Gallimard, le Seuil et éditions Fleurus) détiennent	0,5 %

A ces participations totalisant 50 % du capital, il faut ajouter 10 % réservés au personnel de la chaîne et 40 % vendus au public.

Communication

au groupe Bouygues

La victoire de tous les « lobbies »

LA Commission nationale de la communication et des libertés a créé la surprise en préférant l'outsider Bouygues au favori Hachette, soutenu implicitement par le gouvernement et par l'esprit d'une loi qui favorisait la constitution de grands groupes de communication à partir du regroupement des entreprises de presse. A-t-elle du même coup conquis cette indépendance qui faisait cruellement défaut à ses précédentes décisions ?

Il semble que les treize « sages » aient surtout cédé à une accumulation de pressions hétérogènes mais aux intérêts convergents. Celle du groupe Hersant qui redoutait de voir son principal concurrents dans la presse le devenir sur le marché de la télévision. Celles des producteurs, auteurs et réalisateurs qui ont jugé insuffisantes les promesses d'Hachette et l'ont fait savoir haut et fort. Celle des socialistes qui ont clairement milité contre le *« candidat de Matignon »*. Celle, enfin, des « amis » de M. Raymond Barre pour qui la lutte contre les concentrations passait par l'élimination d'Hachette.

Comment rester insensible à une telle convergence alors que le gouvernement, lui-même, semblait, ces derniers jours, « lacher » Hachette après l'avoir trop maladroitement soutenu. Les opérations chirurgicales effectuées sur le tour de table d'Hachette, la présence dans ce capital de la BNP, banque conseil du gouvernement pour la privatisation de TF 1 fournissaient à M. Francis Bouygues de sérieux arguments pour contester l'attribution de la chaîne à son concurrent. Le recours devant le Conseil d'Etat pendait alors comme une épée de Damoclès sur la politique de privatisation comme sur l'exercice même de la CNCL. un défi politique difficilement supportable tant pour M. Chirac que pour M. Léotard.

Que la CNCL se dégage de l'influence du gouvernement pour tenir un plus grand compte de celles des autres formations politiques et des « lobbies » de la profession peut passer pour un gage d'indépendance. De 1982 à 1986, la Haute Autorité n'a-t-elle pas connu une évolution comparable ? Mais ce pilotage à vue reste encore éminemment politique. Dans ces conditions de pressions, le bouleversement radical du paysage audiovisuel, à un an d'une grande échéance électorale, pourrait encore connaître bien des avatars.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Jean-Luc Lagardère : nous ne laisserons plus Hachette critiqué par des irresponsables

Sous le titre « Le verdict TF1, Lagardère parle », sous-titré « L'avenir est à nous », *le Journal du dimanche* du 5 avril — qui appartient au groupe Hachette — a fait paraître, à la « une », la première réaction de M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette, candidat malheureux à la reprise de TF1. *« Je viens d'apprendre la décision de la CNCL*, note M. Lagardère, *Bouygues est leur champion. Bravo Francis! De ma vie*, fait remarquer le PDG d'Hachette, *je n'ai jamais contesté la décision d'un arbitre ni souhaité mauvaise fortune au vainqueur. Je suis profondément triste pour ceux qui se sont associés à nous, décidés à investir des sommes importantes dans une aventure qui les avait effrayés d'abord et à laquelle ils voulaient participer à nos côtés parce que nous les avions convaincus »*, poursuit M. Lagardère après avoir salué notamment Yves Sabouret, Etienne Mougeotte et Christine Okrent.

Rappelant l'histoire de la maison Hachette née en 1826, M. Lagardère indique que *« la maison fondée par Louis Hachette vend aujourd'hui plus de cent millions de livres ». « Le voilà le péché, la voilà l'erreur impardonnable*, écrit-il en citant les succès récents du groupe en France et à l'étranger. *Comment pouvions-nous espérer participer à un grand média de télévision, français en plus? Ils se sont levés de partout contre cette arrogance. La pieuvre verte! Et voilà que l'on demande des explications au président d'Hachette sur Europe 2 (dix personnes) et sur la régie provisoire de M 6 (quatre personnes) où nous sommes minoritaires. On sait pourtant qu'Hachette est loyal et n'est pas un hors-la-loi. »*

« Nous ne laisserons plus Hachette agressé, critiqué injustement par des irresponsables, indique M. Lagardère, qui s'engage *« solenellement à développer les activités de communication les plus prometteuses en privilégiant l'internationale »* et note que *« les résultats 1986 que nous allons bientôt publier sont les meilleurs de notre histoire »*.

Bouygues Imperator

César imperator ! Pour les Français qui l'ont découvert le samedi 4 avril au soir, sur TF 1, savourant son acquisition, Francis Bouygues, soixante-cinq ans triomphants, PDG du numéro un mondial des travaux publics et du bâtiment, pouvait représenter l'idée qu'ils se font au hasard de leur culture historique d'un empereur romain : le masque imposant, la voix bien timbrée aux sonorités profondes, la prestance et la puissance, le goût des grands ouvrages d'art et du palais, et, aussi, cela fait partie du personnage, les appétits de domination. Chez les patrons, même ceux du BTP, jaloux *a priori*, les mérites de l'homme sont reconnus, bien qu'ils se soit toujours refusé à faire partie de l'*establishment*, dans un isolement un peu orgueilleux. A l'automne dernier, dans un sondage IPSOS-*le Monde*, ils le classaient en tête de leur tableau d'honneur. Bouygues le conquérant ! Admiré ou cordialement détesté, le verdict est unanime : on ne devient pas le numéro un mondial dans sa profession sans de solides qualités.

Pour ce fils de centralien, centralien lui-même, dont le grand-père auvergnat arriva à Paris sans un sou et commença à collecter les vieux métaux avant de se faire fondeur, tout a commencé il y a trente-cinq ans, lorsque, après cinq années d'apprentissage dans une entreprise du bâtiment et des travaux publics, aujourd'hui disparue, il obtient de son père et de son beau-père 1 200 000 centimes de 1952, un peu plus de 100 000 F d'aujourd'hui pour fonder sa propre firme. Siège social : un petit appartement de Montrouge, dans la banlieue parisienne. Premier contrat, la construction d'une usine IBM-France, 15 millions de francs 1987, qui lui permet de démarrer et de rembourser père et beau-père six mois plus tard : l'entreprise Bouygues est née et va grandir vite.

Une impulsion décisive lui est donnée en 1969, avec l'adjudication des chantiers du Parc des Princes, stade de 50 000 places à l'architecture hardie et délicate, qui donne des sueurs froides à Francis Bouygues mais le lança définitivement. Le Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, le complexe olympique de Téhéran en 1972, l'aérogare de Roissy II en 1980, un pont immense au Koweït, le Forum des halles, les centrales nucléaires du Bugey, de Chooz et de Saint-



Alban, et, par-dessus tout, l'énorme contrat (2 milliards de dollars) de l'université de Riyad, en association avec un groupe américain.

Fin 1985, c'est le formidable pari de la reprise du groupe SCREG, 20 milliards de francs de chiffre d'affaires, numéro deux français du BTP et numéro un des travaux routiers, avec sa filiale Colas et Sacer, qui a perdu 1,4 milliard de francs sur des chantiers à l'étranger. Les banquiers de la SCREG, extrêmement inquiets pour leur créance, ont accordé tous les crédits possibles au groupe Bouygues, en échange de l'achèvement des chantiers et surtout de la prise en charge de 2 milliards de francs de caution. Voilà Bouygues catapulté en tête de classement mondial du BTP avec 50 000 personnes et près de 50 milliards de francs de chiffre d'affaires, et surtout voilà son entreprise *« recentrée »* sur les travaux routiers en métropole, avec les brillantes perspectives que l'on sait, au moment où le marché des grands travaux à l'étranger donne d'inquiétants signes de faiblesse, surtout dans l'Eldorado proche-oriental.

Une belle consécration aussi pour l'homme qui a bâti l'empire. Que n'a-t-on dit de ses méthodes ! *« Autoritaire, mégalomane, patron de combat paternaliste, briseur de grèves, ami des pouvoirs... »* Une pareille réussite (Francis Bouygues détiendrait, avec son vieux compagnon René Augereau, 11 % du capital du groupe, estimé à 10 milliards de francs par la Bourse) n'est tout de même pas due principalement au « terrorisme » et à la brutalité dans un métier à hauts risques, où la mortalité est grande.

Une seule grève en trente ans

Vingt ans auparavant, on disait, dans la profession : *« Il n'y a que trois entreprises, en France, qui en commençant un chantier savent à quel coût global elles le finiront »* et parmi ces trois, il y avait déjà Bouygues. Dès le départ, un rigoureux contrôle de gestion permettait d'éviter les « dérapages » si fréquents et si dangereux dans le BTP. Dans le groupe, le bureau d'études et l'informatique règnent en maître, à tous les échelons : *« Bouygues est, dans son domaine, l'entreprise la plus informatisée de France »*, dit-on couramment. En octobre 1982, en lui remettant son diplôme de « meilleur manager de l'année », M. Jacques Delors, alors ministre des finances dans le gouvernement de M. Mauroy, n'hésitait pas à parler d'une *« extraordinaire cohésion entre la méthode et les travaux »* et d'*« une marveilleuse horlogerie »*.

Cette horlogerie, Francis Bouygues la fait fonctionner avec *« ses »* hommes, et notamment ses mille ingénieurs, issus en grande partie de l'École centrale (on est fidèle) et de l'Ecole supérieure des travaux publics, pas des Ponts et chaussées. Autoritaire, il l'est, parfois avec démesure, mais aussi souvent avec des accès de tendresse désarmants. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que nombre de ses collaborateurs aient quitté son entreprise, à commencer par son fils aîné, Nicolas, qui, dauphin présumé, a préféré voler de ses propres ailes : après tout, son père n'en avait-il pas fait autant trente ans auparavant ? Pour lui, sa façon de diriger et de commander n'est pas du paternalisme, mais simplement *« le respect d'une hiérarchie de valeurs »*. A cet effet, il s'efforce d'inculquer à son personnel la religion *« maison »* avec ses douze commandements, dont le quatrième est : *« Nous sommes les chefs de file de la profession et nous devons nous efforcer de rester les meilleurs. »* Pas moins ! Francis Bouygues, fort de son succès, n'a jamais brillé par la modestie.

En 1979, il affirmait que douze entreprises de BTP, c'était trop et que, avant dix ans, il n'y en aurait plus que cinq : elles sont encore neuf et tous les espoirs lui sont permis. Espoirs et aussi quelques échecs : en 1981, l'achat manqué de la compagnie d'assurance Drouot et surtout, au début de cette année, la tentative également manquée de prendre le contrôle de Spie-Batignolles, filiale du groupe Schneider, avec quelques *« irrégularités boursières »* sévèrement relevées par la Commission des opérations de Bourse.

Sur le plan social, on a relevé, avec malignité, que le groupe Bouygues n'avait, en trente ans, connu qu'une seule grève, que le syndicat majoritaire était « FO-Bouygues ». Beaucoup se moquent de son ordre des Compagnons du Minorange, nom qui évoque la couleur orange du matériel de chantier, avec ses mille membres, sélectionnés à partir de trois critères : qualification professionnelle, attachement à l'entreprise, camaraderie. De toute ces critiques, Francis Bouygues n'a cure. Les Compagnons du Minorange ? C'est une élite. La quasi-absence de grève ? *« J'ai toujours su être à l'écoute de mon personnel et je le paie mieux que les autres »* (c'est souvent vrai) : c'est pourquoi *« il n'y a pas de syndicat-maison, mais un syndicat qui défend les intérêts de notre personnel et celui de la société* (*le Monde* daté 21-22 juillet 1985). Comme au Japon ? Il y a du Japonais dans Francis Bouygues : il a presque un visage de samouraï, pardon de Shogun, et chacun sait que les mœurs n'étaient pas tendres, autrefois, dans l'empire du Soleil-Levant, orange lui aussi.

FRANÇOIS RENARD.

Chercher l'erreur

par Manuel Lucbert
président de la Société des rédacteurs du *Monde*

Si l'on en croit *le Figaro*, le groupe Hachette aurait commis *« trois erreurs majeures »* de stratégie dans sa tentative de reprise de TF1, la moindre n'étant pas, pour le quotidien de M. Hersant, la présence du *Monde* parmi ses partenaires. Selon l'auteur de l'article, M. Philippe Grumbach, le directeur du *Monde*, M. André Fontaine, aurait dit *« sans ambiguïté »*, lors de l'audition publique devant la CNCL, vendredi 3 avril, que notre journal *« avec l'approbation de sa Société des rédacteurs, avait signé un protocole avec Hachette concernant l'information sur TF1 »*. Ainsi seraient apparus *« aux membres de la commission »*, affirme M. Grumbach, *« le contrôle et la tutelle »* que la rédaction du *Monde* aurait entendu jouer *« sur cette chaîne de télévision »*.

Quand on se livre, comme le fait M. Grumbach, au jeu du « Cherchez l'erreur », encore convient-il de n'en pas commettre soi-même. Or, en quelques lignes, il en accumule plusieurs — volontairement ou involontairement ? — plutôt grossières.

Première erreur : ce n'est pas en tant que directeur du *Monde*, mais comme président de Pluricommunication, que M. André Fontaine a comparu vendredi devant la CNCL, parmi les partenaires d'Hachette. Pluricommunication est une société d'étude qui, outre *le Monde*, regroupe *Ouest-France*, *Sud-Ouest*, *la Nouvelle République* et *la Montagne*. On s'étonne que pareille subtilité ait échappé à un journaliste aussi averti que M. Grumbach. Le port de titres multiples n'est pourtant pas chose rare dans le groupe qui l'emploie.

Deuxième erreur : ce n'est pas *le Monde*, mais Pluricommunication qui a signé un protocole d'accord avec Hachette.

Troisième erreur : ce document ne concernait pas l'information sur TF1, et encore moins évidemment le rôle que la rédaction du *Monde* aurait pu jouer en ce domaine, mais les modalités générales d'un éventuel partenariat entre Pluricommunication et la future direction de TF1, dans le cas d'un succès devant la CNCL du tour de table mené par Hachette. Ce partenariat aurait englobé différents domaines, notamment la politique en matière publicitaire, à propos de laquelle Hachette, conscient des déséquilibres qui risquent de se produire dans les prochaines années, avait largement donné satisfaction à ses associés de la presse écrite, Pluricommunication et SET-Presse, autre groupement de journaux et de maisons d'édition figurant à ses côtés.

Par souci de ne pas empiéter sur les compétences de la rédaction de TF1, Pluricommunication avait insisté auprès d'Hachette pour obtenir un fonds spécial de production lui étant réservé. Hachette avait donné son accord à un tel projet, dont l'ensemble de la presse écrite associée à son tour de table aurait en fin de compte bénéficié, pour réaliser, par exemple, — et pourquoi pas en collaboration avec les journalistes de TF1 ? — un magazine mensuel. La Société des journalistes de TF1, informée par nos soins des détails de cette négociation, sait parfaitement à quoi s'en tenir à ce sujet.

Il n'y a vraiment que *le Figaro* pour qualifier un tel projet d'*« intolérable »*. L'intolérable pour le groupe Hersant ne serait-il pas plutôt que d'autres journaux que ceux de son empire puissent un jour accéder — fût-ce très modestement — à une chaîne de télévision ?

Empires...

(Suite de la première page.)

Fallait-il pour autant, une fois la loi votée, nous contenter de quelques commentaires vengeurs qui n'auraient évidemment pas empêché le train de prendre le départ, faisant peser sur les titres de la presse écrite extérieurs aux empires concurrents — l'immense majorité — la double menace d'un tarissement de leurs ressources de publicité et d'un bannissement de l'antenne ? Nous ne l'avons pas cru, et c'est pourquoi nous avons examiné attentivement les offres qui nous venaient de divers candidats repreneurs.

La première question à trancher était celle du choix de la chaîne. Le prix de la Une était énorme, celui de la 5 modeste, et nos possibilités financières limitées. C'est ce qui avait convaincu Pluricommunication, en dehors des liens amicaux existant depuis longtemps entre les équipes de RTL et du *Monde*, de s'intéresser au tour de table constitué par la Compagnie luxembourgeoise de télévision, avec Havas et Paribas, en vue de la reprise de la 5. Les négociations progressaient très favorablement, lorsque la soudaine défection d'Havas, provoquée par Matignon pour permettre à Robert Hersant de s'emparer de cette chaîne, conduisit la CLT à rejoindre le groupe constitué autour de la Lyonnaise des eaux pour la reprise de la 6.

Ayant fait aussitôt l'objet d'ouvertures tant de Hachette que de Francis Bouygues, nous leur avons fait tenir des questionnaires identiques, portant sur la manière dont ils envisageaient une collaboration avec Pluricommunication. Nous n'avons pas reçu de réponse de Bouygyes. Très vite, en revanche, il est apparu que le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère entendait faire une très grande place dans son projet à la presse écrite.

C'est ainsi que pour une mise de fonds relativement modeste, ne lui assurant que 1,333 % du capital, Pluricommunication obtenait aux termes du protocole signé avec Hachette, un poste d'administrateur et un de censeur, un siège au haut comité stratégique, deux postes tant au comité des programmes qu'au conseil d'administration de la régie publicitaire, dont la présidence aurait été assurée en alternance par la SET-Presse et par notre propre groupe. Hachette acceptait enfin que la presse écrite se partage, sous sa propre responsabilité, un temps d'antenne annuel allant de vingt-cinq heures au début à soixante-dix.

C'était là un bon accord, résultant d'une négociation parfois rude. Que la CNCL ait donné la préférence au groupe rival ne peut évidemment, dans ces conditions, que nous décevoir. D'autant plus qu'il existe entre Bouygues et Hersant et entre ce dernier et l'actuelle majorité trop de solidarités et de trop évidentes raisons pour que le pluralisme tant célébré ces jours-ci ne paraisse pas, à première vue, bien monocolore.

Comment, d'autre part, ne pas s'interroger sur les raisons qui ont poussé la Commission à se prononcer si rapidement après s'être montrée nettement plus aimable lors du débat public de vendredi pour le constructeur que pour son adversaire ? Il est vrai que Francis Bouygues ne s'est pas montré avare de promesses et qu'il a, comme on dit, du répondant. On l'attend tout de même avec curiosité sur le double chapitre de la transparence publicitaire et de ce qu'on appelle, d'un mot si laid qu'il offense la cause qu'il prétend servir, le « mieux-disant culturel ».

Cela dit, pour *le Monde*, l'échec n'est pas tragique. La France ne serait plus la France, si le paysage audiovisuel qui vient d'être planté aujourd'hui demeurait figé à jamais. A trop s'étendre, les empires deviennent fragiles. Ce qu'un pouvoir a fait, un autre le défait. *« Une des plus grandes illusions qu'on puisse avoir en politique, c'est de croire qu'on a bâti pour l'éternité »*, a écrit justement Jacques Bainville, penseur de droite que la droite ne lit pas assez. Même si le prochain scrutin présidentiel n'affecte pas l'édifice, les progrès de la technologie, le satellite et le câble, se chargeront tôt ou tard de le remettre en cause. C'est assez pour que nous soyons bien décidés, pour notre part, à ne pas jeter l'éponge.

L'implication dans la télévision, de toute façon, n'était, n'est, que l'un des aspects de l'ambitieux projet d'entreprise qui anime depuis deux ans les acteurs du redressement et du développement du *Monde* : sociétés de personnel et de lecteurs, investisseurs groupés au sein du Monde-entreprises, cadres rédactionnels, techniques et administratifs, organisations syndicales, sans oublier ces porteurs de parts A, autrement dit les membres fondateurs de la SARL groupés autour de Hubert Beuve-Méry, dont l'appui a été déterminant tout au long de la mise en œuvre de nos plans.

Ce projet d'entreprise, on le sait, passe par la construction, à Ivry-sur-Seine, de l'imprimerie la plus moderne de France, dont la mise en service est prévue pour l'automne 1988. Elle permettra de vous offrir un journal plus vivant, plus lisible, divisé en cahiers qui rendront possible une diversification à la fois thématique et régionale, et où la couleur trouvera sa place. Une équipe travaille dès maintenant à faire en sorte que la sortie de ce *Monde* renouvelé constitue vraiment l'an prochain l'événement du monde de la presse et qu'elle confirme que nous avons eu raison de faire, contre trop de pessimistes, le pari de la survie de l'écrit grâce à la qualité.

D'autres projets nous trottent dans la tête, dont nous parlerons le moment venu. D'ores et déjà, le succès confirmé de notre télématique, lancée en septembre dernier et qui, sans recours aux facilités « roses », a franchi le seuil décisif des sept cents heures quotidiennes, est là pour prouver que la diversification, pour nous, n'est pas un vain mot.

ANDRÉ FONTAINE.

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sam. à 19 h 30 : Don Carlo (dern.).

SALLE FAVART (42-96-06-11), Relâche jusqu'au 9 inclus.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : à 20 h 30 : Récitations-Conversations : Poésie : Jude Stephan.

ODÉON, 20 h 30 : l'Eternel Mari, d'après Dostoïevski.

PETIT ODÉON (43-25-70-32) : 18 h : Collège de théâtre, le Temps tragique.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Café littéraire, 18 h 30, Carrefour francophone : le français et la francophonie ; Cinéma Vidéo : Vidéo-information à 13 h : Du Zaïre au Congo, de Ch. Mesnil ; à 16 h : Romain Gary, de V. Moszynski ; 19 h : New-York aux trousses, de G. Verlant ; Vidéo/Musique : à 13 h : le Lac des cygnes, de Tchaïkovski ; 16 h : Tosca, de Puccini ; 19 h : Cendrillon, de Rossini ; Cinéma brésilien : se reporter à la rubrique Cinémathèque.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). Danse : Ballet du XXe siècle, M. Béjart à 20 h 30 ; Trois études pour Alexandre (avec Fernando Bujones) ; Concert : à 20 h 30 : Gillian Sullivan, Mary MacLaughlin, Gwendolyn Bradley.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), à 19 h 30 : Britannicus, de Racine.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), à 20 h 30 : Sitar et sarode (musique du Bangladesh).

Les autres salles

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

EDEN-THÉATRE (43-56-64-37), 21 h : Revolver pour 2.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : C'est ce soir ou jamais.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), 20 h 45 : Des orchidées au clair de lune.

GYMNASE (42-46-36-37), 20 h 30 : Cycle Molière.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h : la Cantatrice chauve ; 20 h : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Moi, Moi et Moi. II : 20 h : le Petit Prince.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.

MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), 21 h : la Pie rouge.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Antigone ; 20 h 30 : Huis clos.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TH. DE L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11), 21 h : Vincent.

TH. DE LA PLAINE (42-80-15-65) : la Villa bleue, le Rêve rose et la Poire.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 23 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : P. Salvadori ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

PETIT ROBERT (46-06-04-46), 20 h 30 : Jennifer's Hell.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

La danse

GYMNASE (42-58-24-80), 20 h 30 : Why not.

IVT (43-65-63-63), 21 h : les Terres à rebours.

Opérettes, comédies musicales

PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20), à 21 h : les Plaisirs du palais.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-55-22), 21 h : Ligue d'improvisation française.

CONNÉTABLE (42-77-41-40), 22 h 30 : A. Vanderlove.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42), 20 h 30 : Sitar et Sarod.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) 21 h : Holiday on ice.

LA VILLETTE (48-03-34-66), 20 h 30 : Grandir ; à 22 h 30 : Sismic Sistem ; 19 h : la Deuxième Nuit.

Jazz, pop, rock, folk

(Voir aussi th. subventionnés)

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : G. Collier's London All Stars.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), à 22 h 30 : New Cabaret.

EXCALIBUR (48-04-74-92), 20 h 30 : R. Bayonne.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h : New Jazz Bandar.

LA PINTE (43-26-26-15), à 21 h 15 : Trio Olivier Lecas.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : C. Jefferson.

ZÉNITH (42-40-60-00), 20 h : Gary Moore + SHY.

Lundi 6 avril

Les concerts

Gaveau, 20 h 30 : D. Lively (piano) (Bach).

Carrefour de la Différence, 21 h : G. Ibanez (piano).

FIAP, 20 h 30 : Duo La Follia (Sanz, Vivaldi, Dubois, Villa-Lobos).

Théâtre 14, 20 h 30 : Ensemble instrumental S. Berthet (Mozart, Haydn).

Comédie des Champs-Elysées, 20 h : L. Mazeron (soprano), G. Prouvost (violon) (Chopin).

Eglise Saint-Augustin, 20 h 30 : Chœur et solistes du Conservatoire, dir. : M. Piquemal, J. Rouvier, D. Pasquier (Rossini).

Cortot, 20 h 30 : Quintette à vent Immea (Casanova, Bozay, Haydn).

Crypte de la Madeleine, 20 h 30 : Ensemble instrumental Carmina Alterna (du Caurroy, Bach, Dvorak).

Institut autrichien, 19 h : Ensemble de l'Ecole de musique de Vienne (Krenek, Pinter, Bank, du Bois).

Lucernaire, 18 h 30 : voir le 4.

Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : P.-M. Durand, B. Engerer (piano) (Beethoven, Liszt, Tchaïkovski).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, Quatre femmes pour un héros, de L. Torre-Nilsson ; 17 h, The Loves of Edgar Allan Poe, de H. Lachman, (v.o.) ; 19 h, Programme non communiqué.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le cinéma brésilien

17 h 30, Ganga Zumba, de C. Diegues ; 20 h 30, Jorjamado no cinema, de G. Rocha.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82), h.sp.

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEAU TEMPS MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LE BIG BAND (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-bois, 5e (43-37-57-47).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Forum-Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

CRIMES DU CŒUR (A., v.o.) : 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC-Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44).

DÉMONS 2 (*) (It., v.o.) : Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxéville, 9e (47-70-72-26) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES EXPLOITS D'UN JEUNE DON JUAN (Fr.-It.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Lumière, 9e (42-96-49-07).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Mercury, 8e (45-62-96-82).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (H. sp.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FUEGOS (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).

GARÇON SAUVE-TOI (Tch., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

GOTHIC (Brit., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Georges-V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio-de-la-Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES HÉRITIERS (Autr., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

L'HISTOIRE DU CAPORAL (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).

JEUX D'ARTIFICES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

JUMPIN' JACK FLASH (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LABYRINTHE (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76). V.f. : Bastille, 11e (43-42-16-80).

LE LENDEMAIN DU CRIME (A., v.o.). ; v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC-Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LE MAITRE DE GUERRE (A., v.o.) : UGC-Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).

MASQUES (Fr.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain-Village, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Trois-Luxembourg, 6e (46-33-97-77) (h. sp.) ; Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

MÉLO (Fr.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Racine-Odéon, 6e (43-26-19-68).

LE MIRACULÉ (Fr.) : Forum-1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount - Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MISSION (A. v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

MOSQUITO COAST (A., v.o.) : Forum-Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.) ; v.angl. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 3-Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97).

PLATOON (A., v.o.) (*) ; v.o. : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Studio-de-la-Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.o. et v.f. : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.o. : 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC-Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01).

POUSSIÈRE D'ANGE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC-Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; UGC-Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

SANS PITIÉ (A., v.o.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06).

LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

SLEEPWALK (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) (h. sp.).

LE SOLITAIRE (Fr.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-01) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

STAND BY ME (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA STORIA (It., v.o.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

TÊTE DE TURC (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LE THÈME (Sov., v.o.) ; v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THÉRÈSE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Images, 18e (45-22-47-94).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

Les grandes reprises

L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Reflet Logos, 5e (47-20-76-23) ; Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).

BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BOULEVARD DES PASSIONS (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).

CENDRILLON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES 101 DALMATIENS (A.) (v.f.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare-de-Lyon-Bastille, 11e (43-43-59-01) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (43-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secretan, 19e (42-06-79-79).

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Action-Rive gauche, 5e (43-29-44-40).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA GARCE (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LOLITA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

MARY POPPINS (A., v.o.) : Colisée, 8e (43-59-29-46). v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MORE (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

OTELLO (It., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

OUR MOTHER'S HOUSE (Brit., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

PEAU D'ANE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

SI J'AVAIS UN MILLION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

VIVRE SA VIE (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-42-34).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (47-72-94-56).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

Les festivals

ARABE (v.o.), Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90).

ARGENTIN (v.o.), Latina, 4e (42-78-47-86) : les cinquante dernières années du cinéma argentin : 14 h, Balle de chiffon ; 16 h 45, Don Segundo Sombra ; 18 h 45, La tregua ; 21 h 45, Invasion.

ARMÉNIEN (v.o.), Studio 43, 9e (47-70-63-40). Voir additif.

FILMS VIVANTS DE MARIA KOLEVA, 43, bd Saint-Michel, 5e (43-54-78-36). 18 h : John le dernier des ouvriers de la terre.

GODARD, Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : Masculin/Féminin ; Sauve qui peut (la vie) ; Pierrot le Fou ; Je vous salue Marie ; Deux ou trois choses que je sais d'elle.

C. GRANT (v.o.), Champo, 5e (43-54-51-60), Un soupçon de vison.

HITCHCOCK DES ANNÉES D'OR (v.o.), Action-Christine, 6e (43-29-11-30), L'homme qui en savait trop.

JOUVET, Reflet-Médicis, 5e (43-54-42-34), Volpone ; Entre 11 h et minuit.

LUBITSCH (v.o.), Action-Ecoles, 5e (43-25-72-07), Le ciel peut attendre.

MONTY PYTHON (v.o.), Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : les Nuits de la pleine lune ; Pauline à la plage ; Perceval le Gallois ; la Marquise d'O ; le Beau Mariage ; + Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : Pauline à la plage ; la Marquise d'O ; les Nuits de la pleine lune ; le Beau Mariage ; la Femme de l'aviateur.

TARKOVSKI (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : Andreï Roublev ; Stalker + Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : Nostalghia ; Solaris ; Andreï Roublev ; Stalker ; l'Enfance d'Ivan.

TRILOGIE « GUERRE DES ÉTOILES » (v.f.), Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

TRILOGIE « VIENNE POUR MÉMOIRE » (v.o.), Saint-Germain-Studio, 5e (46-33-63-20), Dieu ne croit plus en nous.

TRUFFAUT, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : Jules et Jim ; l'Enfant sauvage ; l'Homme qui aimait les femmes ; + Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : les 400 Coups ; Jules et Jim ; Tirez sur le pianiste.

LES FILMS NOUVEAUX

ALLAN QUATERMAIN ET LA CITÉ DE L'OR PERDU. Film américain de Gary Nelson. V.o. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; George-V, 8e (45-62-41-46). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA DAME DE MUSASHINO. Film inédit de K. Mizoguchi. V.o. : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).

LE DESTIN DE MADAME YUKI. Film inédit de K. Mizoguchi. V.o. : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

GOLDEN CHILD. Film américain de Michael Ritchie. V.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis, Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40). V.f. : Rex, 2e (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).

MES DEUX HOMMES. Film allemand de D. Dorris. V.o. : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

TRUE STORIES. Film américain de David Byrne. V.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-32-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 6 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20.35 Cinéma : le Chemin des écoliers ■
Film français de Michel Boisrond (1959). Avec Françoise Arnoul, Bourvil, Lino Ventura, Alain Delon, Jean-Claude Brialy, Pierre Mondy.
C'est l'humour bon enfant de Marcel Aymé porté à l'écran par le tandem de scénaristes Aurenche et Bost. Une distribution prestigieuse et un charme suranné le rendent sympathique.

21.55 Magazine : Acteur studio.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando. Avec Sapho et Hindrestom.

23.10 Journal.

23.30 Magazine : Première page.
De Denis Brunetti. Médias et communication.

DEUXIÈME CHAINE : A2

Sous réserve en raison d'un préavis de grève.

▶ **20.30 Série : La mafia 2.**
Réal. Florestano Vancini, scénario Ennio de Concini. Avec Michele Placido, Nicole Jamet, François Périer, Paul Guers. 1[er] épisode : Le sujet.

21.30 Magazine : Caméra 2.
Guerre sainte en Afghanistan. Document de Jeff B. Harmon et Alexander Lindsay.

22.45 Documentaire : Le corps vivant.

23.15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20.35 Cinéma : les Nanas ■
Film français d'Annick Lanoë (1984). Avec Marie-France Pisier, Anémone, Dominique Lavanant, Macha Méril, Clémentine Célarié, Juliette Binoche, Sophie Arthur.
Annick Lanoë a réalisé une comédie de mœurs, un peu à la Brétécher, parfois bien observée, parfois caricaturale.

22.10 Journal.

22.40 Documentaire : Dimension 3.
1. – L'homme électronique : développement du cerveau.

23.35 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Faut s'faire la malle ■ Film américain de Sidney Poitier (1980). Avec Gene Wilder, Richard Pryor, Georg Stanford Brown, Jobeth Williams. **22.20 Flash d'informations. 22.25 Étoile et buts. 22.55 Les KO de Canal Plus. 23.55 Basket professionnel américain.**

LA 5

20.30 Téléfilm : Un cadavre dans la bibliothèque (1[re] partie). **21.50 Série : Hill Street Blues. 22.45 Série : Mission impossible. 23.50 Série : L'inspecteur Derrick.**

M 6

20.30 Cinéma : Un coup de 2 millions de dollars □ Film américain de Menahem Golan (1975). Avec Robert Shaw, Richard Roundtree, Barbara Seagull, Shelley Winter. **22.10 Série : Claire de lune. 23.10 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Elvira ou l'ultima prova, de Baptiste Marrey. **21.30 Musique : Latitudes.** Abideah Parveen, chanteuse pakistanaise ; Musiques religieuses en URSS ; Terremoto de Jeres, chanteur de flamenco. **22.30 La nuit sur un plateau.** Le libertinage.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 3 avril à Saint-Germain-des-Prés) : Stabat Mater, pour solistes, chœur et orchestre de Haydn ; Betulia liberata, action sacrée en deux parties pour solistes, chœur et orchestre, K 118, de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique et le Chœur de Radio France, dir. Michiyoshi Inoue ; à 22.20, Un événement, un miracle ; à 23.08, Rademacher, piano ; à 23.35, Feuilleton : Gustav Mahler ; Entretien avec Pierre-Yves Arthaud. **24.00 Nuits parallèles.** La musique contemporaine, c'est facile ; à 1.00, Cathy Berberian : visages.

Mardi 7 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20.00 Journal.

20.25 Loto sportif.

20.35 Feuilleton : Dallas.

21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

22.20 Documentaire : Nouveaux mondes.
L'Alaska. Série de trois émissions de François-Marie Ribadeau. 2. La source d'or.

23.20 Journal.

23.30 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20.00 Journal.

20.30 Les dossiers de l'écran : Kramer contre Kramer ■.
Film américain de Robert Bento (1979). Avec Dustin Hoffman, Meryl Streep, Jane Alexander, Justin Henry, Howard Duff.
▶ *Un père divorcé tente d'obtenir, malgré la combativité de son ex-femme, la garde de leur enfant. Une comédie dramatique qui sut émouvoir des millions de spectateurs américains. Scénario bien pensé, acteurs excellents et excellemment dirigés ; mais tout cela est bien conventionnel et mélo.*

22.15 Débat : Les enfants victimes de la guerre des parents.
Avec trois enfants dont les parents ont divorcé : Paulette Faou-Rouzeyrol, enfant de divorcés, divorcée et mère d'enfants divorcés, Paul Belmondo, Xavier Gélin, le docteur Romain Liberdan, Philippe Lorca, juge, et Christiane Collange.

23.15 Journal.

23.30 Les enfants du rock : Ni vu ni connu.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20.05 Jeux : La classe.

20.35 La dernière séance. 1[er] film : Le coup de l'escalier ■
Film américain de Robert Wise (1959). Avec Harry Belafonte, Robert Ryan, Shelley Winters.
Suspense efficace, interprétation de qualité, même si le propos social et humanitaire, trop élémentaire, affaiblit un peu le film.

22.15 Dessins animés : Tom et Jerry, Tex Avery.

22.40 Journal.

23.05 2[e] film : le Kid de Cincinnati ■ ■
Film américain de Norman Jewison (1965). Avec Steve McQueen, Edward G. Robinson, Ann Margret, Karl Malden, Tuesday Weld.
La mise en scène serrée, pointue, de Norman Jewison donne au suspense une dimension presque tragique.

CANAL PLUS

20.05 Starquizz. 20.35 Cinéma : l'Empire contre-attaque ■ ■ Film américain d'Irvin Kershner (1980). Avec Mark Hamill, Harrison Ford, C. Fisher, B. Dee Williams. **22.35 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : Pair et impair □** Film italien de Sergio Corbucci (1978). Avec Terence Hill, Bud Spencer. **0.35 Cinéma : Faut s'faire la malle ■** Film américain de Sidney Poitier (1980). Avec G. Wilder, R. Pryor, G. Stanford Brown, J. Williams. **2.20 Documentaire : Les aventuriers du risque.**

LA 5

20.30 Cinéma : El Dorado ■ ■ Film américain de Howard Hawks (1966). Avec John Wayne, Robert Mitchum, James Caan, Charlene Holt, Michele Carey. **21.50 Série : Hill Street Blues. 23.30 Série : Mission impossible. 0.35 Série : L'inspecteur Derrick. 1.30 Série : Kojak. 2.20 Série : Star Trek.**

M 6

20.20 Jeu : Le 20.20.20. 20.30 Cinéma : Mariage à l'italienne ■ Film italien de Vittorio De Sica (1964). Avec Marcello Mastroianni, Sophia Loren. **22.05 Série : Brigade de nuit. 23.10 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 23.45 Musique : 6 Nuit. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. La mer, l'homme et leur santé ; Le corps de l'enfance et l'enfance du corps ; Folies ; Dossier : classification de la folie ou folie classificatoire ? **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson :** Mélodie en filature. **22.30 Nuits magnétiques.** Les gens... tout de même ; La beauté. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert : Musique-ensembles (en direct du Grand Auditorium). Salut printemps (transcription) et Noël des enfants qui n'ont plus de maison, de Debussy ; Septuor pour trois voix de femmes et quatuor à cordes, de Caplet ; Comptines cosmopolitaines, de Sciortino ; Quatuor à cordes en mi mineur, op. 121, de Fauré, par Georges Delvallée, piano, le Quatuor Rosamonde et la Maîtrise de Radio-France, dir. Michel Lasserre de Rozel. **22.30 Récital** (en direct du Grand Auditorium) : Anna Stella Chic, piano, interprète Gershwin. **24.00 Les soirées de France-Musique.** Poissons d'or.

Audience TV du 5 avril 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA T.V. (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	46.6	14.7	12.0	4.2	5.8	7.3	2.6
19 h 45	55.0	18.3	23.0	1.0	4.7	4.7	2.6
20 h 16	68.1	20.9	21.5	12.0	6.8	4.7	3.1
20 h 41	71.7	31.9	12.6	5.8	4.2	16.8	0.5
22 h 08	52.9	17.8	8.4	3.1	3.7	20.4	1.0
22 h 44	30.9	5.2	7.3	7.3	1.0	8.9	1.0

Programmes du dimanche 5 avril, à 20 h 30. TF1 : la Femme de mon pote *(film) ; A2 : « Les enquêtes du commissaire Maigret » (série) ; FR3 : « Manimal » (série) ; Canal Plus :* Harem *(film) ; la 5 :* Blow out *(film) ; M 6 : « Les lettres » (téléfilm).*

Informations « services »

Paris par A + B

A comme animaux : savez-vous que Paris abriterait des chiens et des chats par centaines de milliers ? B comme budget ; celui de la capitale dépasse en importance ceux de plusieurs ministères. Z comme ZAC (zone d'aménagement concertée) : il y en a actuellement dix-sept en travaux dans différents quartiers.

Paris par A + B (1) est une sorte de mini-encyclopédie qui, en deux cents pages et quelques parenthèses photographiques, offre maintes informations sur la capitale, ses caractéristiques démographiques, économiques, sociales et culturelles. Souhaitons que ces données, qui, compte tenu de leur éditeur, serviront de références, aient été soigneusement vérifiées.

★ *Paris par A + B*, la Documentation française, 208 pages, 68 F.

Location de coffres-forts

La recommandation faite en novembre dernier par la Commission des clauses abusives concernant les contrats de location de coffres-forts a été publiée au *Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation* daté du 20 mars.

Cette recommandation vise les services généralement proposés par les établissements bancaires aux particuliers désireux de mettre en lieu sûr des objets ou documents de valeur.

La Commission recommande d'éliminer des clauses abusives fréquemment rencontrées dans ce type de contrats :

– celles rendant opposables à leurs clients des documents non revêtus de leur signature, et dont ils n'ont donc pas le plus souvent pris connaissance ; il en va ainsi des « conditions générales » du service des coffres ;

– celle mettant à la charge du consommateur des obligations sans définir de manière précise et objective les caractéristiques de l'emplacement loué, le prix et la location ou la durée du contrat. De même pour les clauses portant sur des éléments essentiels de l'accord qui peuvent être modifiées unilatéralement par les professionnels ;

– celle limitant, même en cas de faute de l'établissement, la responsabilité du professionnel, sans que soit proposée au consommateur la possibilité de couvrir pleinement ce risque par une majoration de la redevance contractuelle ;

– celles par lesquelles l'établissement s'autorise à faire ouvrir le coffre, et à disposer de son contenu en cas d'arrêt de paiement du montant de location.

Les professionnels consultés sont convenus que les clauses énumérées devraient être modifiées.

EN BREF

● **COLLOQUE : gestion du social et informatisation.** – L'association Pratiques sociales organise, avec le concours de l'université Paris-XIII, le vendredi 24 avril, un colloque sur le thème « Gestion du social et informatisation ». La journée se déroulera à Paris de 9 h 30 à 18 heures à une adresse qui sera communiquée aux inscrits. Une journée similaire aura lieu, à Nantes, le mardi 5 mai de 9 h 30 à 17 heures.

★ Inscription à Pratiques sociales, 23, rue Albert-Legrand, 94110 Arcueil. Tél. : (1) 47-34-66-33 ou 42-51-89-66. Participation aux frais : 250 F.

● **HANDICAPÉS : une campagne nationale.** – *« C'est surtout l'Etat et la puissance publique qui disposent de véritables moyens d'action, mais je pense qu'il est indispensable que la solidarité joue dans tous les domaines. »* Par ces mots, M. Mitterrand a donné, samedi 4 avril, le coup d'envoi de la campagne « Ballons, ciel d'espoir », organisée par le Mouvement de défense des grands accidentés de la vie, au profit de la recherche sur la moelle épinière. Un premier lâcher de ballons a eu lieu le matin dans les jardins de l'Elysée en présence du président de la République, de Jane Birkin, marraine de l'association et d'une cinquantaine d'enfants. Un second a eu lieu en début d'après-midi au jardin des Tuileries avec M. Jacques Chirac.

★ BP 357-08, 75365 Paris Cedex 08. Tél. : 45-03-05-63.

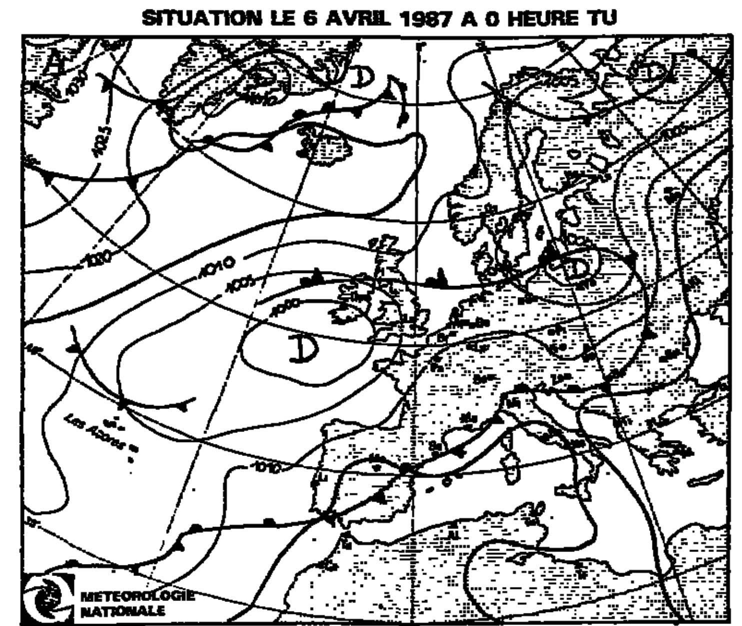
● **SÉMINAIRES : les mots pour le dire...** – *« Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément »*, affirmait Boileau. Ce n'est pas toujours le cas. Le style technique, obscur, ou trop abstrait de certains rapports ou discours les rend peu accessibles, parfois même incompréhensibles au profane. L'Institut d'études politiques de Paris organise plusieurs séminaires de perfectionnement en expression orale et communication écrite : « Entraînement à la communication écrite » et « améliorer l'écrit professionnel dans l'entreprise », pour parfaire le style (en évitant les lourdeurs, les clichés, le jargon technique) et la mise en page (titres, intertitres, plan) ; « Entraînement à l'expression orale », pour apprendre à recueillir, sélectionner et hiérarchiser les informations, faire un exposé en public et improviser ; « S'exprimer et communiquer », enfin pour analyser les « règles du jeu » de la communication à partir de documents sonores et écrits : comment lire, écouter et reformuler les messages en les adaptant aux destinataires, comment animer une réunion ou un débat contradictoire.

★ Inscriptions : Institut d'études politiques de Paris. Service de formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

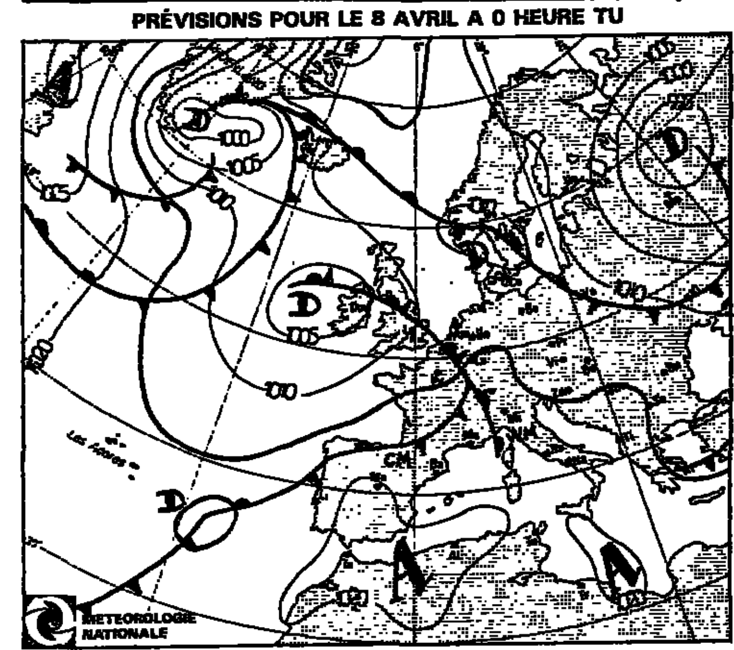
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 AVRIL 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 AVRIL A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 avril à 0 heure et le mardi 7 avril à 24 heures.

La dépression centrée à l'ouest de l'Irlande va diriger sur la France une perturbation avec des vents de sud-ouest qui feront remonter de l'air chaud sur la majeure partie du pays.

Mardi : le ciel sera très nuageux ou couvert sur la quasi-totalité du pays le matin. Les Alpes, la Provence et la Corse auront quelques éclaircies matinales. Il pleuvra sur la moitié ouest et des orages éclateront sur les Pyrénées.

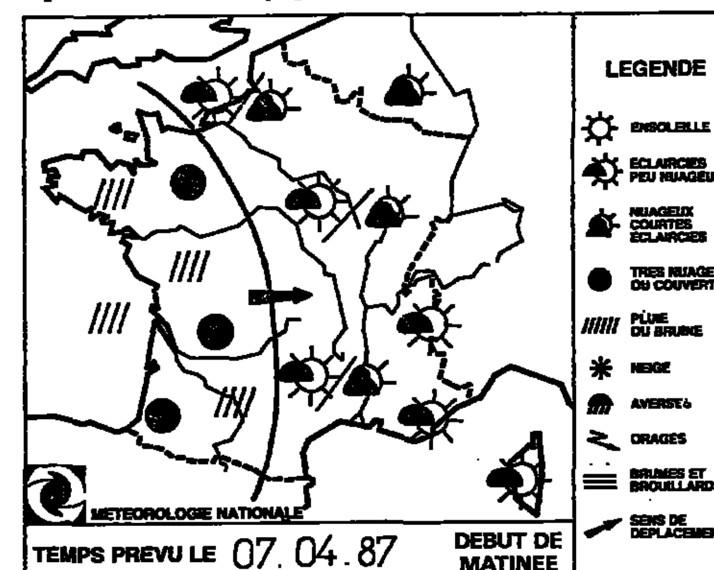
Dans la journée, la pluie gagnera les régions de la moitié est, n'épargnant en soirée que la Corse et la Côte d'Azur, où le ciel se voilera. Des orages éclateront sur les Pyrénées et les Alpes.

Dans l'après-midi, de la Bretagne à l'Aquitaine, le ciel sera plus variable. Quelques éclaircies se développeront.

Le vent de sud-ouest restera modéré.

Les températures minimales seront entre 4 et 6 degrés dans l'intérieur, 7 à 10 degrés sur les côtes.

Les températures maximales s'échelonneront entre 13 et 20 degrés de la Manche aux Pyrénées et à la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 5-4 à 6 h TU et le 6-4-1987 à 6 h TU — le 5-4-1987

FRANCE			
AJACCIO	18	7	D
BIARRITZ	20	11	C
BORDEAUX	18	7	N
BOURGES	15	5	C
BREST	12	8	O
CAEN	16	5	D
CHERBOURG	13	7	N
CLERMONT-FERR.	15	4	C
DIJON	14	1	B
GRENOBLE St-M-H	17	2	N
LILLE	16	7	A
LIMOGES	14	7	A
LYON	14	3	B
MARSEILLE-MAR.	17	8	N
NANCY	16	3	C
NANTES	16	8	D
NICE	14	9	D
PARIS-MONTS.	17	8	B
PAU	19	6	C
PERPIGNAN	23	7	P
RENNES	15	8	N
ST-ÉTIENNE	14	4	N
STRASBOURG	16	4	C
TOURS	17	7	N
TOULOUSE	20	6	N
POINTE-A-P.	32	20	D

ETRANGER			
ALGER	26	10	N
AMSTERDAM	13	4	C
ATHÈNES	18	11	C
BANGKOK	36	26	C
BARCELONE	17	8	D
BELGRADE	22	10	C
BERLIN	8	5	C
BRUXELLES	15	7	P
LE CAIRE	22	14	D
COPENHAGUE	6	0	D
DAKAR	28	20	D
DELHI	36	22	D
DJERBA	21	14	B
GENÈVE	8	1	B
HONGKONG	21	20	D
ISTANBUL	15	8	C
JÉRUSALEM	14	3	B
LISBONNE	17	12	N
LONDRES	15	8	A
LOS ANGELES	18	10	D
LUXEMBOURG	14	5	A
MADRID	14	8	P
MARRAKECH	25	11	D
MEXICO	27	18	B
MILAN	13	4	B
MONTRÉAL	11	6	A
MOSCOU	10	− 1	C
NAIROBI	33	17	O
NEW-YORK	13	5	P
OSLO	12	− 3	D
PALMA-DE-MAL.	19	5	B
PÉKIN	22	11	P
RIO-DE-JANEIRO	22	20	P
ROME	19	11	N
SINGAPOUR	33	26	N
STOCKHOLM	11	− 3	D
SYDNEY	24	18	C
TOKYO	21	11	D
TUNIS	24	11	D
VARSOVIE	13	3	P
VENISE	16	7	P
VIENNE	17	5	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINITEL. Prévision complètes. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4457

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III									
IV									■
V				■					
VI			■						
VII		■				■			
VIII						■			
IX		■			■				
X							■	■	
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Faire une fausse manœuvre. – II. Sources d'inspiration. – III. Femmes d'équipage. – IV. Sont donc assez distantes avec leurs plus proches voisines. – V. Démonstratif. Maison de tissu. – VI. Pour aller d'un point à un autre. Recueil pour se recueillir. – VII. Ville du Mali. Eclat aujourd'hui disparu. – VIII. De quoi ne pas vivre aux crochets de certains. Monnaie bulgare. – IX. Est dur et moelleux à la fois. Fait partie des appelés. – X. A peut-être *perdu des «êtres» chers*. – XI. C'est toujours lui qui «conduit» la revue.

VERTICALEMENT

1. Aurait tendance à chercher la petite bête. – 2. Premier avertissement avant renvoi. Code de relations urbaines. – 3. «Voyages», aux Etats-Unis. Fine, pour une personne peu délicate. – 4. Fit une fixation. Entre dans la composition d'un pâté. – 5. Y être condamné, c'est éviter les travaux forcés. Mère d'Ouranos. – 6. Ont peut-être envie de taper. Interjection. – 7. Elément d'une batterie. – 8. «Vinaigre» rouge de Provence. – 9. Peuvent se tendre en mer ou nous détendre. Aident à pousser.

Solution du problème n° 4456

Horizontalement

I. Assourdissante. – II. Promoteur. Abois. – III. Léda. Apres. La. – IV. Anarchie. Une. Lu. – V. Se. Ta. Pi. Usé. – VI. Do. Désavoué. – VII. Imitateurs. Elle. – VIII. Cab. Verrière. – IX. Guerre. Ici. – X. Rossé. Illégal. – XI. Et. Anières. An. – XII. Traiteur. Mi. – XIII. Amiable. Semaine. – XIV. Tarde. Utérins. – XV. Es. Eliras. Essai.

Verticalement

1. Plastic. Régate. – 2. Arène. Magot. Mas. – 3. Soda. Gibus. Tir. – 4. Smart. Estrade. – 5. Oô. Cadavre. Abel. – 6. Utah. Oter. Ail. – 7. Répit. Ereinteur. – 8. Dure. Dur. Lie. Ta. – 9. Ire. Périlleuses. – 10. Suisse. Errer. – 11. Sa. Rage. Mie. – 12. Abreuvée. As. Ans. – 13. Nô. *Sol. Il. Miss.* – 14. *Tilleul.* Ain. – 15. Esaü. Eetion. Epi.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 4 avril 1987 :

DES DÉCRETS :

● N° 87-233 du 2 avril 1987 modifiant le décret n° 75-675 du 28 juillet 1975 portant règlement de discipline générale dans les armées.

● Du 1er avril 1987 portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ :

● Du 24 mars 1987 portant ordre de classement au concours de 1968 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure, section des sciences, groupe D.

⁂

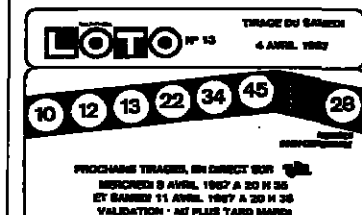
Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 5 avril :

DES DÉCRETS :

● N° 87-235 du 3 avril 1987 portant publication du protocole portant *modification de la convention* internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement (récépissé de chargement des marchandises transportées par un navire) du 25 août 1924, telle qu'amendée par le protocole de modification du 23 février 1968, fait à Bruxelles le 21 décembre 1979.

● N° 87-236 du 3 avril 1987 relatif aux programmes d'insertion locale.

LOTO N° 13 — TIRAGE DU SAMEDI 4 AVRIL 1987



PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1 : MERCREDI 8 AVRIL 1987 A 20 H 35 ET SAMEDI 11 AVRIL 1987 A 20 H 35. VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°s	5	1 346 070,00 F
5 BONS N°s + complémentaire	66	64 020,00 F
5 BONS N°s	2 032	5 670,00 F
4 BONS N°s	124 800	90,00 F
3 BONS N°s	2 316 372	7,00 F

BONUS DU SAMEDI 214 802 — 3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 7,00 x 2 = 14,00 F

Le Carnet du Monde

Fiançailles

– Le docteur **Michel BOURGEOIS** et Mme, née **Joëlle Chalvon-Demersay.**
M. Jacques MONDANEL et Mme, née **Marie-Antoinette Vasseur,**

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants

Sylvie et Jean-Luc.

Décès

– Le Mans, Paris.
M. et Mme Claude Bouveret
et leurs enfants,
M. et Mme Denis Prévoteau du Clary
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis Bouveret
et leurs enfants,
Mme veuve Léon Bois,
sa sœur, ses belles-sœurs, ses arrière-petits-enfants,
ses neveux et nièces,
ont l'honneur de faire part du décès de

M. Pierre BOUVERET,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre du Mérite,
officier de l'ordre de la Couronne de Belgique,
officier de l'ordre de Léopold II,
président d'honneur de la Mutuelle du Mans,
président d'honneur de la Réunion des organismes d'assurances mutuelles,
vice-président d'honneur de l'Automobile club de l'Ouest,
ancien consul de Belgique au Mans,

survenu au Mans, le 31 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Selon la volonté du défunt, la sépulture a eu lieu le vendredi 3 avril 1987, en l'église-cathédrale du Mans, dans la plus stricte intimité.

11, rue des Arènes,
72000 Le Mans.

– M. et Mme René Delhumeau
et leurs enfants,
Mme Nelly Seyrig
et ses enfants,
M. et Mme Gil Delhumeau
et leurs enfants,
Mme Sonia Mery
et ses enfants,
M. Luc Delhumeau,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Simone DELHUMEAU,
née Giraud,

leur mère et grand-mère, rappelée à Dieu, le 3 avril 1987.

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 avril 1987, en l'église de Nesles-la-Vallée (95), à 16 h 30.

46, rue Rouelle,
75015 Paris.

– Le docteur René Golfand,
son époux,
M. et Mme Bruno Saint-Arroman
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Henri Bourlier,
M. et Mme Yves Peyronel,
ses frère, beau-frère et belles-sœurs,
M. et Mme Jacques Bourlier,
Le docteur Françoise Bourlier,
ses neveux et nièces,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme René GOLFAND,
née Jeanne Bourlier,

survenu le 1er avril 1987 en son domicile.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

– Lise Hanich
a la douleur de faire part du décès de son père,

Davos HANICH,
peintre et sculpteur,

survenu le 31 mars 1987, à Paris, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Bagneux 92220.

JEU GAGNANT N° 14 — LOTO SPORTIF

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 5 Avril 1987

– M. et Mme Jean Jeulin,
M. et Mme Louis Jeulin,
Les familles Lorilleau, Breuil, Leygonie, Lecourt, Boucart, Comby et Schmitt,
ont la douleur de faire part de décès de

Mme veuve Albert JEULIN,
née Marie-Jeanne Breuil,

leur mère, sœur, tante et parente,

survenu le 30 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Oigny (Loir-et-Cher).

Résidence Romain-Lavielle,
95300 Ennery,
43, rue Labouret,
92700 Colombes.

– Mme Guillaume Le Bigot,
son épouse,
M. et Mme Mickaël Le Bigot,
M. et Mme Joël-Yves Le Bigot,
M. et Mme Patrice Boissy,
Mme Yann Le Bigot-Jacquier,
M. et Mme Le Bigot-Macaux,
ses enfants,
M. et Mme Hervé Le Bigot,
son frère et sa belle-sœur,
ses douze petits-enfants,

Les familles Le Bigot, Coatret, de Catalogne, Bianchini Mortano, Cot, toute sa famille, ses parents et ses amis ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

contrôleur général de la marine (CR)

Guillaume LE BIGOT,
commandeur de la Légion d'honneur,
commander in the Legion of Merit
commandeur des Palmes académiques,
ancien délégué ministériel pour la marine,
ancien président et membre de l'Académie de marine,
vice-président de l'ADOSM,
président d'honneur de l'ACORAM,
ancien président des Messageries maritimes,
vice-président de la Fondation du lycée international de Saint-Germain-en-Laye,
ancien président de l'Association des anciens élèves HEC,
ancien président du Comité français du Lloyds,

survenu à Paris, le 3 avril 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le service religieux sera célébré le 8 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris.

L'inhumation religieuse aura lieu le 9 avril, dans le caveau de famille, au domaine de Vaucouleurs, à Puget-sur-Argens (Var).

Après un service religieux en l'église paroissiale de Puget-sur-Argens, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, boulevard Suchet,
75016 Paris.
Domaine de Vaucouleurs,
83480 Le Puget-sur-Argens.

– Mme Charles Lehmann,
ses enfants,
petits-enfants,
arrière-petits-enfants,
font part du rappel à Dieu de

M. Charles LEHMANN,

entouré des siens, le 3 avril 1987, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 7 avril 1987, à 14 h 30, en l'église du Sacré-Cœur de Mulhouse.

3, rue du Jura,
68100 Mulhouse.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Les familles Magnier, Moreau, Rolland, Barral et Cordero
font part du décès de

Mme Marie-Louise MAGNIER,

le 25 mars 1987, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques ont eu lieu le 28 mars dans la plus stricte intimité familiale à Entrecasteaux.

La Pometterie,
Entrecasteaux,
83570 Carces.

– Anduze (Gard).
Les familles Valière et Veyron,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Françoise VALIÈRE,
née Veyron,
pharmacienne,
ancienne interne en pharmacie,
médaille d'or des hôpitaux de Marseille,

survenu à Anduze, le 2 avril 1987, à l'âge de trente-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu au grand temple d'Anduze, le 4 avril 1987.

Anniversaires

– Il y a un mois, le 7 mars 1987,

Jean-Marc DEROME,
interne des hôpitaux de Paris,

a disparu en montagne.

Il avait vingt-six ans.

6 *bis*, rue Jacques-Boyceau,
78000 Versailles.
80, rue de Ménilmontant,
75020 Paris.

– Pour le huitième anniversaire de la mort tragique de

Amir Abbass HOVEYDA,

une pensée est demandée à tous ceux *qui l'ont connu et aimé.*

Communications diverses

– A l'occasion de la publication du numéro spécial hors série des *Dossiers et documents* intitulé «Trente ans d'Europe», Bernard Brigouleix, journaliste au service Etranger du *Monde*, répondra aux questions des étudiants le mercredi 8 avril, à Bordeaux :

– à 11 h 30, à la cafétéria du restaurant universitaire n° 2 sur le campus de Pessac.

– à 15 heures, à la Maison de la presse Le temps de vivre, 62-65, rue Sainte-Catherine, à Bordeaux.

Ordre du Mérite

Sont élevés à la dignité de *grand-croix* :

MM. Georges Burin des Roziers, ambassadeur de France ; Henri Frenay, compagnon de la Libération.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* :

MM. Georges Berton, président d'honneur de l'Union nationale des clubs corporatifs ; Marcel Boiteux, président du conseil d'administration d'EDF ; Roger Courbey, président du comité économique et social d'Ile-de-France ; Roger Genebrier, préfet de police honoraire ; Jean-Marcel Jeanneney, ancien ministre ; Pierre Lefranc, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

Soutenances de thèses

– Université Paris-III, vendredi 10 avril, à 14 heures, salle Liard, Mme Marie-Hélène Totems, épouse Thevenot : « La découverte de l'Ecosse du XVIIIe siècle à travers les récits des voyageurs britanniques ».

– Université Bordeaux-III, samedi 11 avril, à 9 heures, salle des Actes, M. Christian Pinaud : « Proposition et duplication de la communication interpersonnelle : exégèse des figures techniques de la télécommunication ou le message du médium ».

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement de la Tranche du SUSPENSE a été publié au J.O. du 24/03/86

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	051 711	F. 50 000	6	426	F. 1 500
	078 301	50 000		136 806	50 000
2	742	1 500		336 216	50 000
	133 872	50 000		218 136	1 000 000
	028 892	1 000 000		243 406	1 000 000
3	893	1 500		086 246	6 000 000
	733	1 500	7	281 467	50 000
	783	1 500		379 887	50 000
	115 713	50 000	8	126 748	50 000
	208 893	50 000		281 648	50 000
	252 283	50 000	9	071 159	50 000
	308 883	1 000 000		118 279	50 000
4	172 574	50 000		286 009	50 000
	101 434	1 000 000		345 989	50 000
5	037 585	50 000		689 449	1 000 000
	136 175	50 000	0	0	100
	027 615	1 000 000		210	1 500
				420	1 500
				217 400	50 100

TRANCHE DU SUSPENSE

87 — TIRAGE DU LUNDI 30 MARS AU DIMANCHE 5 AVRIL 1987 INCLUS — 33e



Diriger un complexe agro-industriel dans un pays francophone d'Afrique, en assurer l'essor.

Notre mission : concevoir, réaliser, gérer des ensembles agro-industriels. Le Directeur de la Raffinerie-Savonnerie que nous recherchons est un Chef d'Entreprise, rattaché à la Direction Générale du très important complexe dont elle dépend. Il gère l'affaire depuis la réception de l'huile jusqu'à la vente et la livraison des produits finis.

Assisté par un Directeur Technique qui assure la production (6000 t d'huile de table, 2400 t de savon de ménage par an) et le conditionnement, il se consacre plus particulièrement à la commercialisation (notamment la négociation avec les grands réseaux de distribution), à la diversification, au développement et à la rentabilité. Il est l'un des interlocuteurs des administrations locales. Il est préparé à prendre ces fonctions par une bonne expérience africaine, de préférence dans des activités commerciales et de gestion.

Engagé en Europe, basé avec sa famille dans une agréable ville côtière, il a un statut cadre en activité outre-mer, il bénéficie des services traditionnellement attribués (logement, voiture, aide domestique,...).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous réf. 27M074.



MEMBRE DE SYNTEC



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'industrie française (ciment - matériaux - biotechnologies), présent dans le monde entier, recherche pour CIMENTS LAFARGE FRANCE (CA 5 milliards) un

Ingénieur de ventes délégué régional "Routes"

Il sera chargé, pour le Nord et l'Ouest de la France :
- de développer la vente de liants et produits routiers,
- d'apporter une assistance technique au réseau commercial,
- de développer les relations avec les décideurs : administrations, grandes entreprises routières,
- de promouvoir les techniques routières à base de liants hydrauliques et de produits en béton de ciment.

Ce poste conviendrait à un ingénieur TP ou équivalent, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, soit comme responsable de travaux dans une entreprise routière, soit dans la vente de matériels à ce type d'entreprises. Il aura de solides qualités de dynamisme commercial et de négociateur.

Poste basé à Saint-Cloud. Déplacements courts mais fréquents.

Ecrire sous référence HP 379 AM – Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Négociateurs de talent et de conviction...

PLAN GESTION
LES PROFESSIONNELS DE L'ÉPARGNE D'ENTREPRISE
5 MILLIARDS D'ACTIFS GÉRÉS
PLAN D'ÉPARGNE • INTÉRESSEMENT
PARTICIPATION • ACTIONNARIAT
PRIVATISATION

Vous êtes ambitieux et voulez rejoindre une équipe de battants.
Vous avez acquis une **formation grandes écoles** (HEC, ESSEC, ESCP, Sup de Co...) et une expérience réussie dans un poste similaire de préférence dans le domaine financier et éventuellement des assurances retraites par capitalisation.

VOTRE MISSION :
Attaché à la Direction Générale, vous serez chargé de missions et participerez à notre action commerciale auprès des Directions d'Entreprises.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, **photo** et prét. à Luc de FOUCAULT - Directeur Général - PLAN GESTION - BP 244 75063 Paris Cedex 2.

Le cuir et... la passion de la production

Nous appartenons à un groupe performant, l'un des premiers en France dans le secteur de la **maroquinerie** (CA : 150 millions de francs, effectif : 300 personnes). Nous développons nos propres marques et travaillons comme fournisseur pour les plus prestigieuses griffes françaises. L'une de nos sociétés fabrique des articles de maroquinerie dans deux ateliers de production situés l'un à Paris l'autre en Seine-et-Marne. Nous recherchons aujourd'hui notre responsable production : il devra prendre en charge la gestion de production de nos deux ateliers (150 personnes au total), les fabrications (délais - quantité - qualité), l'ordonnancement-lancement, les méthodes et les approvisionnements. Nous connaissons un développement rapide, aussi recherchons-nous un candidat capable d'évoluer avec nous et d'accéder, à terme, à un poste plus important. C'est avant tout un «passionné» de production que nous souhaitons recruter, doté d'une bonne autorité naturelle, ayant le sens du dialogue ainsi qu'une grande curiosité d'esprit. Ce poste convient à un homme, diplômé, si possible, d'études supérieures, ayant déjà dirigé un atelier de fabrication, ouvert aux méthodes nouvelles de production et au contrôle total de la qualité. Ce poste est basé à **Paris**.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 700.87 M à notre conseil, 61, boulevard Haussmann -75008 Paris.



Chantal Baudron.s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

HPF

Ingénieur au Département Marketing et Diversification

Notre groupe, spécialisé en haute TELEPHONIE et produits Alarme et Sécurité, est en plein développement. Nous proposons sur nos marchés : Public, Privé, Grand Public et Export, une gamme étendue de produits réputés pour leur qualité et leur technologie avancée.
Nous recherchons, pour seconder notre Directeur MARKETING et DIVERSIFICATION, un

Ingénieur

- CENTRALE, SUPELEC, ENS Télécommunications ou équivalent.
- Une première expérience en bureau d'études électroniques serait appréciée mais non indispensable.

Les responsabilités principales de l'ingénieur que nous recherchons porteront sur le :
- suivi du plan «PRODUITS»,
- l'étude de marché pour les nouveaux produits et le calcul de la rentabilité des investissements des nouveaux produits à développer,
- l'établissement, en coordination avec les Directions Commerciale ou Technique, des plans de lancement des produits nouveaux, etc...

Lieu de travail : NANTERRE.
De réelles et bonnes perspectives de carrière seront proposées à un candidat de valeur, dans une société en développement et un secteur (les communications) en croissance.
Ecrire à H.P.F. Direction du Personnel
Avenue de Savoie, 74130 Bonneville.

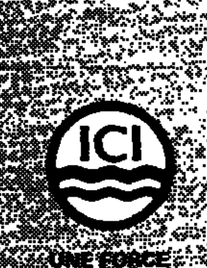
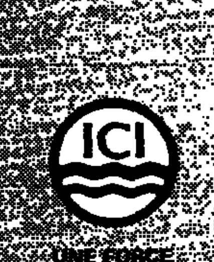
GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

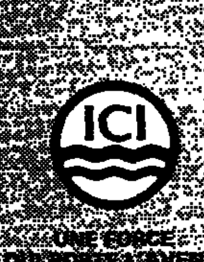
nous recherchons pour renforcer notre activité Plastiques Technologiques dont la Direction est basée à CLAMART (92)

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL HF

VOTRE MISSION :
Vous serez responsable :
- du suivi d'une clientèle régionale pour les produits acryliques, polyamides et polypropylène du Service ;
- du développement des ventes et de l'appui technique dans votre secteur ;
- des prévisions, études de marché, plan marketing ayant pour objectif d'accroître les ventes dans la région considérée.

VOTRE PROFIL :
- vous êtes de formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'Ingénieur (ou équivalent) ;
- vous avez une bonne connaissance des matières plastiques et de leurs techniques de transformation, notamment de l'injection/extrusion ;
- vous avez acquis éventuellement une première expérience.
- vous avez une très bonne pratique de l'anglais ;
- vous êtes disponible pour de fréquents déplacements.



La dimension du Groupe en France et à l'étranger offre de multiples possibilités d'évolution de carrière.

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence 87/03/P/TEC, à I.C.I. FRANCE - Service du Personnel - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.

JUNIOR CONSULTANT

PASSEZ A LA MOBILISATION

Pour nous, l'homme est au coeur de l'entreprise.
Notre mission : le mobiliser.

Nos clients : les plus prestigieuses entreprises françaises et internationales.
Notre position : leader sur notre marché.
Après une première expérience du conseil dans un grand cabinet international, venez vous associer à nos équipes.

Envoyez lettre, c.v., photo sous référence 8473
LE MONDE PUBLICITE - 5 rue de Monttessuy - Paris 75007

Principal système en temps réel permet aux banques Européennes de rester à la pointe du marché

Les besoins pour un service bancaire global continue est maintenant réel. Une information rapide et precise est essentielle pour assurer aux banques internationales une place concurrentielle sur le marché financier mondial.

Pour une grande part en Europe, ce besoin est réalisé par INTERNET. Qui est le producteur du premier système mondial en temps réel, utilisant les ordinateurs TANDEM. INTERNET a maintenant besoin d'être présent à Paris d'une manière très active, afin de servir les intérêts des banques françaises.

Une équipe commerciale et de services après-vente sera formée dans un bureau central, ce qui a pour conséquence de créer d'excellentes opportunités:

VENDEUR COMMERCIAL

Une demande récente et croissante, a créé le besoin pour un vendeur commercial compétent et expérimenté pouvant prendre sous sa responsabilité la comptabilité de gestion et de développement avec un groupe très important de clients existants et éventuels. Les Candidats devront avoir une expérience solide dans des services bancaires français ou des milieux financiers. Expérience dans les applications de systèmes informatisés serait un avantage. Réf. 719.

CONSULTANT SERVICES-APRES VENTES

Recherche, spécialiste bancaire pour travailler en rapport direct avec le service vente et responsable des conseils à apporter aux clients existants et aux clients éventuels pour ce qui concerne l'utilisation du système INTERNET. Détermination, flexibilité et carrière prouvant un avancement dans des services d'exploitation bancaires internationaux sont essentiels, et une connaissance sur système informatique est désirable. Réf 720.

Les deux postes à pouvoir auront dans leur travail un contact étroit avec l'équipe Européenne basée à Londres, et de fréquentes visites de formation et de liaison auront lieu et seront nécessaires. De plus, il sera demandé une engagement et une dédication profonde de la part du personnel afin que l'on puisse établir avec succés un service opérationnel.

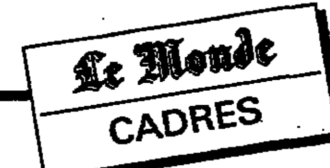
Les Candidats devront avoir la nationalité française et devront pouvoir communiquer couramment en anglais, qui sera le language de travail hors de France.

Les premières interviews auront lieu à Paris. Prière d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscripte, c.v., photo, détails et prétentions en anglais, en indiquant les références susmentionnées, à J.E.M. Associates Ltd., qui sont les consultants d'embauche pour INTERNET SYSTEMS CORPORATION, à l'adresse indiquée ci-dessous.

JEM

FINANCIAL SYSTEMS RECRUITMENT
JEM ASSOCIATES LIMITED, Claire House, Bridge Street, Leatherhead, Surrey KT22 8BZ, England
Telephone 1944 372 374707. Fax 1944 372 377055. Telex 8955260. Licence SE9785.



PROVENCE

DIRECTEUR SERVICES TECHNIQUES

La prise en main d'une fonction clé...

... Sur un site en pointe dans la chimie très élaborée.
Etablissement de Recherche et de Production d'un des plus importants Groupes pharmaceutiques français, notre volonté d'améliorer constamment notre outil industriel et des projets d'investissements conséquents rendent très importante la présence d'un cadre d'envergure.

Reportant au Directeur d'Etablissement, pleinement responsable de votre budget, disposant d'une équipe de 40 personnes, vous prendrez en main **LES TRAVAUX NEUFS, L'ENTRETIEN, LA MAINTENANCE ET L'ENVIRONNEMENT.**

Fort d'une expérience industrielle, vous avez des connaissances en Génie chimique et alliez une formation d'Ingénieur Arts et Métiers ou équivalente à une personnalité ouverte et affirmée. Notre réussite actuelle et nos perspectives futures vous permettront de vous investir dans le long terme au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous la référence O/DTS/LM,à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit la **discrétion la plus absolue.**

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

---

cegos

INDUSTRIE LOGISTIQUE

LA LOGISTIQUE INDUSTRIELLE coordonne les flux de produits à l'intérieur de l'entreprise, depuis l'entreposage jusqu'à la livraison.
Une de nos équipes met sa compétence dans ce domaine au service de l'entreprise. Avec ses clients, elle conçoit et met en œuvre leur STRATEGIE LOGISTIQUE. Nous vous proposons d'intégrer cette équipe, en tant que

INGENIEUR CONSEIL en LOGISTIQUE

De l'élaboration du plan directeur logistique, la proposition de scénarios chiffrés et comparatifs, la conception d'entrepôt jusqu'à la mise en œuvre et le pilotage des chantiers de réalisation, vos missions seront variées. Outre les aspects techniques, elles sont caractérisées par la maîtrise de la circulation des informations et la participation optimale des personnes de l'entreprise concernées par ces projets.
Ingénieur diplômé, vous avez acquis en une dizaine d'années d'expérience **une connaissance approfondie de l'entreprise dans son environnement socio-économique** vous exercez une responsabilité **opérationnelle en logistique, conception et organisation d'entrepôt,** transports ou une fonction de conseil en société d'ingénierie.
Notre société de conseil et de formation - 500 consultants de par le monde - vous offre un environnement professionnel, à la pointe du management industriel... et bien sûr une rémunération à la hauteur de vos références.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manus., C.V. et prétentions) sous la référence 705/M à Philippe DELILLE, Directeur des Ressources Humaines de la CEGOS - Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

CURRICULUM

Directeur Général

Nous sommes un jeune groupe informatique filiale de banques, Agent IBM et DIGITAL EQUIPEMENT. Notre président a trente ans, il rentre des USA avec des méthodes de management éprouvées, et recherche son bras droit.

Polyvalent, doté d'une grande puissance de travail, vous prendrez en charge : la gestion, l'administration, le personnel, le commercial-marketing, les problèmes juridiques...
Et surtout vous êtes responsable et très organisé car il vous faudra mettre en place la structure, constituer les équipes au fur et à mesure de l'évolution - rapide - de la société.
A terme, vous serez le relais entre le président et les responsables de département ou d'agence.

L'homme à qui nous souhaitons confier cette mission peut avoir ● soit une expérience significative et opérationnelle de Direction Générale et du management, ● soit une expérience de quelques années de D.A.F. ou de Secrétariat Général (formation HEC, grandes ecoles d'ingénieurs...), doublée d'une très forte motivation pour réussir ce challenge. La rémunération, élevée, est en partie liée à vos résultats.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. KB 107 à MADISEARCH,
68, rue Anatole France - 92300 LEVALLOIS-PERRET

MADISEARCH
GROUPE MADITECH

Organisation et Publicité

Patron de notre usine : ingénieur, meneur d'hommes et gestionnaire

300 +

PME, nous sommes en fait dans la catégorie des moyennes entreprises ; notre succès peut s'analyser par qualité, efficacité, ingéniosité et dynamisme commercial. Nous vendons en France où nous sommes leaders mais aussi à l'étranger où nous réalisons 30 % de notre CA. Notre activité, sans vous en dire plus, est celle de la construction mécanique orientée vers des secteurs qui marchent bien.
Pour diriger notre usine - 200 personnes environ - nous recherchons l'homme qui sait allier technique, gestion et animation... à compétence, rigueur, autorité et sens utile des autres. Vos responsabilités seront celles d'un patron, allant de la gestion du quotidien à travers une équipe de cadres responsables d'unités de production, à une planification prospective qui permet de faire face aux évolutions, en passant par l'ordonnancement, les approvisionnements, les plans de charge, etc.
Vous avez autour de 35 ans et une expérience solide dans ce type de fonction qui a assis votre compétence fondée sur un diplôme type AM ou équivalent. Homme de production par inclination... vous aimez l'usine et un poste en province n'est pas pour vous déplaire.
Merci de nous adresser lettre, CV et photo, sous réf. 2141 M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.
Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

«Patron» du département vidéo professionnel de l'audiovisuel

TELCIPRO Un des leaders dans le transfert et la duplication de films (C.A. 72 MF - effectif : 140 personnes) s'adjoint le Patron de son Département Vidéo.

Dans un environnement neuf et chaleureux, avec du matériel moderne et des plus performant, vous serez :
- **Homme de développement commercial,** introduit auprès des chaînes TV, vous augmenterez le C.A., optimiserez les relations avec la clientèle traditionnelle.
- ***Force de proposition technique auprès de la Direction Générale,*** *vous serez garant de la qualité, assurerez un service «top-niveau»,* suggérerez les améliorations techniques et organisationnelles.
- **Manager confirmé,** vous animerez et dirigerez une équipe de 30 professionnels.

Ingénieur de formation grande école, option électronique, votre expérience dans le secteur Vidéo vous a permis de prouver vos compétences commerciales, techniques et de meneur d'hommes. Introduit dans le milieu **vidéo-broadcasting,** vous parlez l'anglais.
Sylvie Cathelain vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre **niveau actuel de rémunération,** sous référence **8707.**

GRP&
Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

média-system

Un véritable manager

Vous dirigez un centre de profit commencez chez nous par en diriger deux

Nous sommes un puissant groupe alimentaire français à vocation internationale, nous poursuivons dans notre domaine une politique de diversification et de développement.
Nous vous proposons de prendre la responsabilité de deux sociétés sur le même site et de participer à notre expansion.

Pour réussir dans ce poste il est nécessaire :
- d'être diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion (ECP, AM, HEC, ESSEC...),
- d'avoir 8 à 10 ans d'expérience professionnelle dont quelques années comme responsable d'un Centre de Profit ou PME (il serait bon que vous ayez déjà géré un CA d'environ 50 millions car nous vous confierons un chiffre d'affaires au départ de 100 millions de francs, et un effectif de 100 personnes),
- une forte compétence de gestionnaire avec une personnalité ouverte à la production et au marketing, capable d'intervenir au niveau des stratégies, mais aussi du terrain.

La connaissance des produits de grande consommation constitue un atout.

Notre groupe est performant et sait proposer des carrières motivantes à des candidats alliant la rigueur du gestionnaire au dynamisme commercial.

Poste Ville Région Lyonnaise. **Rémunération : 500 000 F**

Ecrire sous réf. KS 381 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Un groupe français performant, en expansion, leader européen, pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation et comprenant plus de 20 filiales autonomes sur tout le territoire, propose à des candidats de valeur des postes de

Chef de service marketing et commercial

pour des filiales de Paris et de province

Après une période de formation, ils seront directement rattachés aux Directeurs de filiale. Ils seront chargés de concevoir et mettre en œuvre la politique commerciale :
- étude des marchés,
- élaboration et vente des produits,
- relations publiques.

La réussite dans ces postes implique :
- une formation École de Commerce ou équivalent,
- 3 à 6 ans d'expérience commerciale et de bonnes connaissances en marketing,
- de solides qualités de dynamisme, de contact, d'imagination et de réalisme.

Ce groupe attache un soin tout particulier à la qualité de ses responsables et il a la volonté et la possibilité de leur proposer des carrières à la mesure de leurs performances.

Écrire sous référ. JR 380 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Société industrielle produits de grande consommation (CA 250 millions), filiale d'un groupe européen de renommée mondiale, recherche un

Assistant contrôleur de gestion

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Sup. de Co. ou équivalent, ayant de préférence une première expérience d'un poste similaire ou en cabinet d'audit.

Sa fonction comprendra essentiellement :
- l'élaboration des plans annuels et à moyen terme,
- l'analyse des résultats,
- l'étude de rentabilité des investissements,
- les études demandées par les différentes directions.

Connaissance de l'anglais indispensable (allemand souhaité).

Poste basé à Paris avec missions en province.
Ecrire sous réf. DL 375 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Ingénieurs responsables de travaux

Une entreprise TP et Bâtiment, solidement implantée (700 personnes) renforce son équipe de Direction de Travaux et recherche deux Ingénieurs TP, AM ou école équivalente capables de gérer et de coordonner plusieurs chantiers.

Le profil idéal serait qu'ils aient une courte expérience bureau d'études (études de prix) et deux à trois ans d'expérience de travaux en TP et Bâtiment.

Mais l'entreprise est prête à assurer une formation à des ingénieurs qui n'auraient qu'une partie de cette expérience (qu'ils aient fait uniquement du B.E. ou uniquement du chantier TP ou Bâtiment) si leur dynamisme, leur potentiel, leurs qualités d'animateur et d'organisateur justifient cet effort de formation.
Postes : côte méditerranéenne.

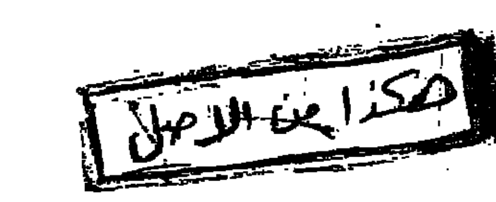
Ecrire sous réf. GL 371 AM
Discrétion absolue

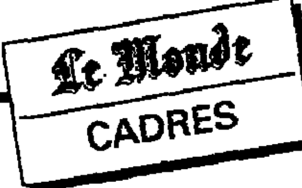
PUBLIPANEL

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris





PME en expansion 400 personnes crée le poste de

DRH

Cette jeune entreprise, siège Paris, développe ses activités à travers des établissements décentralisés, en France et dans des terres lointaines. Elle cherche son Directeur des Relations Humaines. Pour : proposer et mettre en place une politique de gestion du personnel dans tous ses aspects (communications, développement des ressources humaines, gestion sociale, etc). La gestion administrative du personnel, existante, lui est également rattachée. Ce poste demande de solides compétences (8-10 ans d'expérience), une formation élevée (IEP, ESC, etc), *une bonne pratique de l'anglais*, de l'enthousiasme, une personnalité calme et dynamique, une solide puissance de travail.

Merci d'adresser lettre *man.* et *CV détaillé*, s/réf. 23761/M à Madame FOURNIAT Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cédex.

Membre de Syntec

sélé CEGOS

Puissant groupe international du secteur des métaux non ferreux, disposant en France de plusieurs sites de production, recherche pour l'une de ses unités

Ingénieur méthodes et études industrielles

Adjoint du responsable de l'une des divisions, il prendra en charge la fonction Progrès au travers de l'amélioration des méthodes et des procédés de fabrication, de la modernisation et l'automatisation des équipements. Il sera assisté pour cela d'une petite équipe.

Ingénieur mécanicien diplômé (AM, IDN, INSA...), il possèdera une première expérience soit études, soit production, soit travaux neufs, d'environ 3 ans.

La réussite dans ce poste constituera un tremplin pour une évolution ultérieure dans le groupe.

Poste région agréable centre-ouest.

Ecrire sous réf. CK 374 CM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris etap



"La passion de l'efficacité"

ORANGINA, *marque leader de très forte notoriété,* poursuit son expansion et affirme sa vocation internationale (7 usines en France et de nombreux licenciés à l'étranger). Trois postes de premier plan *sont créés, auprès du Directeur industriel, pour jouer un* rôle moteur dans la réalisation de projets de développement ambitieux :

• Responsable de la gestion de production

En liaison étroite avec les services commerciaux, il sera chargé de planifier, optimiser et gérer la production et la logistique (approvisionnement - transports).

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école (AM, ENSIA, Agro...) ayant environ 5 à 8 ans d'expérience professionnelle de préférence dans l'agro-alimentaire ou dans un secteur industriel proche (pharmacie, cosmétiques...).

Il aura déjà assumé des responsabilités similaires, soit comme chef d'un service de gestion de production, soit comme directeur d'usine. **réf. EM 376 AM**

• Responsable de la maintenance et des investissements

Gestionnaire du patrimoine industriel de la société, il sera chargé :
- de définir et mettre en place une politique de maintenance,
- *de coordonner les investissements et de piloter la réalisation des plus importants.*

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école (AM, IDN, ENSI) ayant 5 à 8 ans environ d'expérience professionnelle dans le domaine entretien travaux neufs. (La connaissance des problèmes de conditionnement et de la sous-traitance d'activités de maintenance serait un atout). **réf. FN 377 AM**

• Responsable de la qualité

Il sera chargé de définir et de mettre en œuvre une politique rigoureuse de qualité : élaboration des cahiers des charges des matières et matériaux, définition des process et des modes opératoires, orientation du plan de formation du personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant l'expérience d'une industrie de boissons gazeuses, soit dans un service qualité, soit dans un service *développement ou méthodes.* **réf. GO 378 AM**

La réussite dans ces trois postes impliquent de solides compétences techniques, un sens marqué des réalités économiques, d'excellentes capacités relationnelles, la volonté de faire aboutir les projets et de progresser.

Les trois postes sont basés à Aix-en-Provence, des déplacements sont à prévoir en France et à l'étranger.

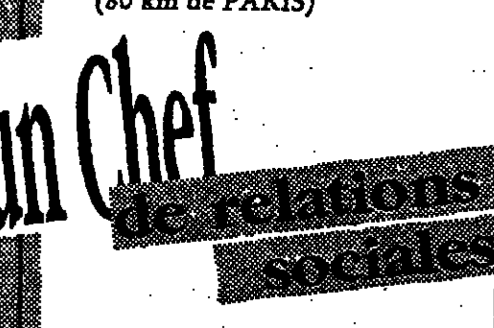
Les perspectives d'évolution de carrière sont réelles dans la Société et dans le Groupe.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris etap

Importante Société de la Métallurgie
recherche pour une usine de 600 personnes, située dans l'Oise (80 km de PARIS)



- rattaché au Directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle étroite avec le Directeur des Relations Sociales de la Société,
- ayant une formation supérieure et une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction (dans une unité de Production).

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 10019, qui seront transmis par :


Pierre Lichau s.a.
10, rue de Louvois - 75002 PARIS

ACOUSTIQUE SOUS-MARINE
COTE D'AZUR

Un Organisme de Recherche et Développement de la Marine Nationale, propose des postes attractifs à des jeunes Ingénieurs, au sein de services dotés de puissants moyens et travaillant dans des secteurs techniques de pointe.
Deux postes sont ouverts :

• Ingénieur développement et essais électronique de puissance

ESE, IEG, ENSI, INSA... première expérience courte ou débutant. Au sein d'une équipe Développement, il sera plus spécialement chargé du suivi de la réalisation et des essais d'un sous-ensemble émission d'un système sonar. **réf. EX 369 AM**

• Ingénieur informaticien

ESE, Télécom, ENSI, INSA (notions de traitement du signal appréciées), possédant si possible une première expérience de la conception de systèmes faisant *appel à la micro-informatique. Il contribuera à la définition de l'architecture* système d'un sonar et à la spécification d'un sous-ensemble traitement du signal. Il suivra également la réalisation et les essais des matériels développés chez les fournisseurs. **réf. FY 370 AM**

Ces deux postes impliquent la connaissance de l'anglais, un sens marqué du travail en équipe et des facilités de contact.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

PUBLIPANEL


Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris etap

Notre objectif : l'intégration de notre gestion client

Première filiale d'une multi-nationale européenne, nous avons relevé le défi et réussi une progression exemplaire de notre chiffre d'affaires sur des marchés en évolution technologique rapide.

Votre mission sera de reorganiser notre administration, d'être un acteur du changement partagé et d'assurer le développement d'une organisation dont vous serez le " patron ".

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion avec un passé professionnel qui manifeste la connaissance des circuits commerciaux et du suivi administratif dans une optique de SERVICE.

Une expérience réussie en matière de transformation des stuctures et mentalités en entreprise vous permettra de valoriser celle-ci dans une perspective d'évolution de carrière.

Chaque candidature sera traitée très confidentiellement.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à notre conseil sous la référence VO/5M - INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS

INFRAPLAN
Paris/Barcelone



INTERTECHNIQUE, dont le Groupe conçoit et fabrique des matériels de techniques avancées, qui a réalisé en 1986 1,4 milliard de C.A. avec un effectif de 2 300 personnes, recherche, *pour renforcer ses équipes techniques de haut niveau* au sein de son Département Régulation et Mesures (analogique et numérique) de la DIVISION AERONAUTIQUE, un

Ingénieur adjoint au chef du service études

Vous assurerez le suivi et la coordination des projets d'études et de développement en collaboration avec les Chefs de Projets.

Vous conseillerez *notre* Département en matière de choix techniques et de méthodes.

Ce poste sera pourvu par un Ingénieur Grande Ecole en Electronique et Informatique et nécessite une grande compétence en étude de logiciels et une expérience en Bureau d'Etudes, si possible dans le domaine aéronautique.

Le poste implique des relations avec les coopérants internationaux. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : PLAISIR (Yvelines).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la réf. L/ISE/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA BA


Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Important laboratoire français indépendant recherche pour sa Direction des Affaires Internationales et des Relations Extérieures à PARIS

Conseiller Scientifique

Il aura pour missions principales :
- valoriser *l'entreprise* auprès des instances scientifiques de tutelle,
- entretenir et **développer des relations scientifiques et médicales** de haut niveau (leaders d'opinion - experts),
- participer à *l'évaluation* scientifique et technique des **propositions de coopération externe**, en France et à l'Etranger.

Il participera au **Comité de Direction de la recherche** et présidera le **Comité de lecture** des publications du laboratoire.

Ce poste, basé à PARIS, constituera une **évolution de carrière** pour un **médecin ou un pharmacien** ayant acquis une expérience de premier plan dans une *responsabilité de Développement ou de* Marketing portant sur des thérapeutiques majeures ou dans le cadre de responsabilités hospitalières.

Adresser lettre de candidature, CV, photo (retournée) et prétentions sous réf. 3218 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

---

cegos

STRATEGIE MANAGEMENT

LA REUSSITE DES ENTREPRISES EST NOTRE SEULE VOCATION,
ELLE PEUT DEVENIR VOTRE METIER.

Une de nos activités est centrée sur la formation à la prospection d'affaires, à la négociation de contrats internationaux, de vente de projets industriels, de prestations d'ingénierie,...

INGENIEUR D'AFFAIRES

devenez Formateur et Conseil dans votre discipline

Au sein d'équipes pluridisciplinaires compétentes et enthousiastes, vous intégrez votre spécificité et votre connaissance du milieu *industriel et/ou de l'ingénierie. Vous concevez et animez des stages, mettez en œuvre des "chantiers pédagogiques" adaptés aux* besoins et à l'environnement de nos clients, participez à des actions de conseil dans ce domaine.

Vous êtes un jeune **ingénieur**, et avez, depuis environ 5 ans, vous-même vendu des projets industriels (ingénierie, équipements, BTP,...), *négocié des contrats, assuré la gestion et le suivi d'affaires, notamment internationales.*

Notre société de conseil et de formation - 500 consultants dans le monde - la diversité de nos activités, la manière dont nous vivons et travaillons, vous offrent de multiples possibilités de développement personnel et professionnel.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 706/M à Philippe DELILLE, Directeur des Ressouces Humaines de la CEGOS - Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

CURRICULUM

Le Monde
CADRES

Conseils Marketing analyser - conseiller - vendre

Filiale d'un groupe international en forte croissance et axé sur la diversification, nous sommes la première société française d'études de marché (750 personnes). Notre développement, lié au lancement d'activités nouvelles, nous amène à rechercher des jeunes diplômés de formation grande école de commerce et ayant acquis, si possible, une première expérience de la vente, de la distribution ou de chef de produit.

A partir des données des panels distributeurs, consommateurs ou des études Ad-Hoc, vous analyserez les résultats, présenterez des recommandations à des interlocuteurs de haut niveau et définirez des études spécifiques.

Autonomes dans le suivi de vos clients, vous négocierez les budgets, participerez activement à la progression du chiffre d'affaires de l'entreprise en atteignant les objectifs commerciaux. Des outils informatiques seront mis à votre disposition et une importante formation sera apportée pour réussir dans la fonction.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

René Pilloy examinera les candidatures accompagnées d'une photo, sous référence 347M.



A.C. NIELSEN Direction des Ressources Humaines
44, bd de Grenelle 75015 Paris.

CURRICULUM

CRÉDIT AGRICOLE — Le Crédit Agricole du Var - Draguignan.

Ingénieur en organisation.

Directement rattaché au Responsable organisation, et en relation avec les responsables de services, vous participerez à des projets organisationnels importants, aux études d'opportunités et à l'élaboration des cahiers des charges. De même vous collaborerez aux études détaillées de projets informatiques et améliorerez les procedures existantes en matière d'organisation du travail.
Environ 30 ans, vos études supérieures scientifiques et/ou gestion vous ont permis de réussir votre première expérience.
De bonnes connaissances de l'informatique et des circuits bancaires sont vivement souhaitées.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et salaire actuel) sous réf.54.04 à :

HC Herblin Conseil
Herblin Recrutement
Un Département de Herblin Conseil
11, place Ile de Beauté - 06300 NICE.

Banque de marchés - Paris

crée dans son
DÉPARTEMENT COMPTABLE

un poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

pour ses SIVAC et FCP

Il (elle) sera également chargé(e) du DROIT DES SOCIÉTÉS de la banque et de ses filiales.

FORMATION JURIDIQUE (licence ou plus).

Expérience COMPTABLE appréciée.

3 ANS MINIMUM d'expérience dans la fonction exigée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous nº 8472 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.

Important groupe français recrute pour ses filiales d'AFRIQUE OCCIDENTALE

CHEF COMPTABLE

Réf. CC/2
Ayant de bonnes connaissances de l'utilisation de l'IBM 34/36.
Connaissance de l'anglais vivement appréciée.



INFORMATICIEN ITINERANT

Réf. IT/2
Analyste Programmeur confirmé connaissant IBM 34/36/5280 et 2 ans mini. de pratique du GAP 2.
Il assurera des missions d'intérim d'installation, d'application, etc...
Ce poste est proposé à un célibataire présentant de réelles facultés d'adaptation.
Anglais lu, parlé et écrit couramment exigé.

Ces postes s'adressent à des hommes âgés d'une trentaine d'années mini, niveau BAC +, diplômés dans la spécialité, expérience prouvée de 5 ans mini dans la fonction.
Rémunération fonction des responsabilités et de l'expérience + avantages habituels liés à l'expatriation.
Priorité d'intérêt aux candidats ayant déjà travaillé en AFRIQUE.
Envoyer CV, photo et réf. du poste sous nº 23647 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tansmettra.

CONTESSE

" L'univers des matériaux "
" L'avenir des biotechnologies "



20 000 personnes, un des leaders de l'Industrie Française (ciment - matériaux - biotechnologies) ouvert sur le monde (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger) recherche pour sa Direction Plan et Études Stratégiques un

ADJOINT AU DIRECTEUR DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES H.-F.

- Agé de 30/33 ans, de formation économique de haut niveau : DEA, DESS SC. ECO. HEC. ESSEC... Le titulaire sera capable de réaliser des analyses et des synthèses économiques éclairant les réflexions stratégiques du Groupe dans le monde entier.
- Il aura une **expérience** d'environ 5 ans dans un poste similaire, au sein d'une **grande entreprise**, d'une **banque** ou d'un **organisme international.**
- A ce poste d'observatoire de l'environnement économique du Groupe, **l'économiste d'entreprise** que nous recherchons devra être familiarisé avec les **méthodes quantitatives**, l'utilisation de la **micro-informatique** et des **banques de données.** Il aura, en outre, d'importantes qualites relationnelles, de synthèse et de sensibilisation aux problèmes internationaux auxquelles s'ajouteront ouverture d'esprit, culture et imagination.
- Ce poste ouvre de réelles perspectives d'évolution dans le Groupe.
- La pratique de **l'anglais** est **indispensable.**
- Lieu de travail : **PARIS.**

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV avec photo, prétentions) sous reference MLC à notre Conseil ORSEG & ASSOCIÉS qui nous assiste dans cette recherche.

PLURIAL

ORSEG ET ASSOCIÉS 43 rue de Chateaudun 75009 PARIS

IMPORTANT
ORGANISME IMMOBILIER
réalisant des opérations variées (logements collectifs, maisons individuelles, locatif, accession, location-accession. réhabilitation...)

recherche pour la région Ile de France

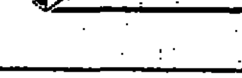
RESPONSABLE DE PROGRAMES

(réf. B 1)
pour diriger une équipe chargée du montage et de la réalisation des opérations.
Une formation supérieure et une expérience de 10 ans dans la promotion sont nécessaires.

NEGOCIATEUR FONCIER

(réf. B 2)
pour prospecter auprès des collectivités locales et des professionnels de l'immobilier, participer à la définition des programmes et négocier jusqu'à la signature de l'acte chez le notaire.

Adresser candidature en indiquant prétentions et disponibilité sous réf. 6267, qui seront transmis par :



Pierre Lichau s.a.
10 rue de Louvois 75002 PARIS

Pierre Lichau

Nous sommes une Société de Services et de Commerce de luxe, filiale de deux grands groupes Français. Notre croissance et nos projets de diversification nous amènent à renforcer l'équipe Etudes et Développement par un

assistant développement

Après une période d'intégration pour vous familiariser avec l'organisation, les métiers de base et la culture de l'entreprise, votre mission sera, sous l'autorité du Responsable du Service, de prospecter, d'étudier des projets en réalisant les études de marché, de faisabilité et de rentabilité et donc de monter les dossiers qui mènent aux négociations, auxquelles vous participerez. Vous êtes diplômé de l'Enseignement supérieur (Gestion-Commerce), vous bénéficiez d'une expérience similaire (2/3 ans), de qualités personnelles : aisance dans le contact, méthode et rigueur, esprit entreprenant, goût du challenge... et d'une excellente pratique de l'Anglais.

Venez nous rejoindre, en adressant votre dossier (C.V. détaillé, lettre de motivation manuscrite, salaire actuel) sous la référence 50 N, à notre Conseil :

Hervé Le Baut-Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

Banque Populaire Provençale & Corse — Marseille

REJOIGNEZ UNE BANQUE QUI PROGRESSE DEUX FOIS PLUS VITE QUE SON MARCHE !

Un facteur essentiel de succès : LE MARKETING

Jeunes diplômés E.S.C. ou équivalent

Vous désirez participer aux réussites d'une équipe marketing qui :
• analyse ses marchés, • crée des produits, • assiste les vendeurs du réseau d'agences, • participe en direct à la gestion d'une clientèle de haut de gamme.
Vous voulez appliquer des techniques de marketing qui transforment le métier bancaire.
Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur avec si possible une première expérience dans ce domaine.
Vous souhaitez évoluer rapidement vers une fonction d'exploitant de bon niveau.

Ecrivez à Jean-Pierre CARTOUX, BPPC, Direction du Personnel, 16 d, 22 rue Léon Paulet, 13008 MARSEILLE.

media system

ALCATEL ESPACE
Spécialiste des Télécommunications Spatiales

recherche pour TOULOUSE

UN CONTRACT OFFICER

Diplômé de l'Enseignement Supérieur pour participer à l'élaboration et à la négociation des clauses financières et juridiques d'importants contrats -(France et Export)-.
Déplacements fréquents Province et Etranger.
5 ans d'expérience dans un poste similaire et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

UN CADRE COMPTABLE

De formation supérieure en comptabilité (SUP DE CO, DECS...) avec une expérience de 2 ou 3 ans. Il sera RESPONSABLE de la COMPTABILITE ANALYTIQUE.
Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), en rappelant la référence 10, à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.





media system

Nous offrons une opportunité exceptionnelle

DIRECTEUR TECHNIQUE

300.000 F +

Ingénieur de formation : mécanique, électromécanique, électricité, chimie, papeterie ou équivalent ; 10 années d'expérience ; aidé d'une structure de 6 collaborateurs, cet adjoint direct du PDG assumera la direction du département : **IMPRESSION OFFSET** rotatives/feuilles, au sein d'une entreprise de 400 personnes, filiale d'un grand éditeur français en forte expansion.
Gestionnaire averti et bon utilisateur de l'outil informatique, il participera activement au développement technologique de son secteur (100 personnes).
Ce poste à très fort potentiel peut évoluer vers une Direction d'Usine et il requiert bon sens, méthode, autorité naturelle et grande capacité de travail.
Situation géographique : **LILLE.**
Merci d'adresser votre candidature manuscrite à **C. POPESCO** 124, Bd. de la République 92210 SAINT-CLOUD, qui transm. Secret absolu.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

ORGANISME DE CONSEIL

recherche

CONSULTANT

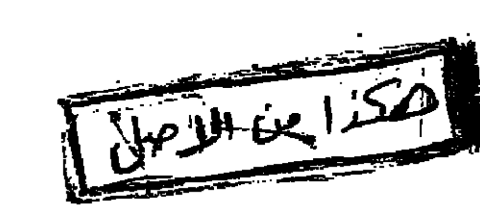
STRATÉGIE ET MARKETING

Minimum 30 ans, diplômé grande école de gestion (HEC - SUP de CO...).

3 ans minimum d'expérience comme consultant dans les approches stratégie et marketing, pour intégrer une équipe pluridisciplinaire de **Conseil en Management.**

Envoyer C.V. en précisant sur l'enveloppe la réf. 10024 M à BLEU Conseil
BP 86 - 94303 VINCENNES CEDEX









L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des Gaz Industriels, nous affirmons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : Industries Alimentaires, Santé, Electronique, Espace...
Nous sommes implantés dans 55 pays industriels.
Une clientèle diversifiée, une présence à l'international : notre Groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance.
Notre Département Français des Gaz à PARIS 7ème recherche un

RESPONSABLE EN ORGANISATION

A trente ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion. Une double formation serait un atout supplémentaire.
Vous disposez de quelques années d'expérience dans la fonction au sein d'une entreprise ou d'un cabinet conseil en organisation.
A la tête d'une équipe de haut niveau, vous concevez et mettez en place des organisations et des systèmes d'informations faisant largement appel aux techniques informatiques les plus évoluées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence MO, à l'AIR LIQUIDE DRHP 75, Quai d'Orsay 75321 PARIS Cédex 07.

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITES

Jonction

Immobilier d'entreprise

ATTACHE DE DIRECTION COMMERCIALE

Débutant ou première expérience
Paris

Cette SICOMI, cotée en bourse, est particulièrement performante. Pour poursuivre son expansion, elle recherche un Attaché de Direction Commerciale.

Bénéficiant d'une large autonomie, il participe activement au développement commercial du département crédit-bail immobilier : pour cela, il s'appuie sur le fond de commerce et les prescripteurs existants en orientant plus particulièrement son action vers les secteurs de l'hôtellerie, de la distribution et de l'industrie.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats âgés d'environ 25-30 ans et diplômés d'une école supérieure de commerce. De bonnes notions juridiques, d'analyse financière et le sens des contacts, sont indispensables. Une première expérience similaire serait un plus.

L'entreprise, les conditions offertes et les réelles perspectives d'évolution sont de nature à intéresser des personnalités de valeur.

Des déplacements fréquents en province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle *sous la référence M 37/2031 B à :*

EGOR BANQUES & SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.



SOCIETE FINANCIERE et de PROMOTION IMMOBILIERE
recherche son

responsable département commercialisation

(15 personnes)

Diriger une équipe de conseillers pour la commercialisation des programmes, **animer et contrôler** une équipe de gestionnaires pour le suivi des dossiers de financement, **assurer les contacts**, à haut niveau, avec les grands investisseurs, **gérer** la communication externe de l'entreprise, telle sera votre mission.

Ce poste à haute responsabilité au sein de notre entreprise, dont l'originalité consiste à accorder des prêts aux acquéreurs de ses programmes, *ne peut* convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, avec plusieurs années d'expérience dans un poste similaire.

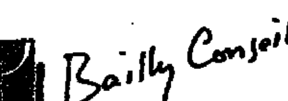
EHF

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre man, prétentions) *sous réf. RDC à EHF - 11, rue Arsène-Leloup*, B.P. 3101 - 44031 NANTES Cedex.

Organisation et Publicité



Société d'ingénierie et de construction d'équipements industriels de haute technologie en expansion constante recherche, pour son siège parisien, un Ingénieur diplômé grande école - Mines, Centrale, ENSTA - ses bases techniques seront celles d'un mécanicien et d'un thermicien. Il aura une expérience accomplie de la négociation avec les grands partenaires *industriels du marché* international et justifiera d'une stature personnelle évidente. Le candidat parlera couramment l'anglais, et une seconde langue est souhaitée. Le poste *suppose de fréquents déplacements* de courte durée à l'étranger proche et lointain.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous référence 30-M à Bailly Conseil, 128, boulevard Haussmann - 75008 Paris



JEUNES DIPLOMÉS

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

ÉCOLES DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP)

Vous débutez ou avez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans (libérés des O.M.).

Vous avez les qualités d'un FUTUR MANAGER.

Nous vous offrons des perspectives de carrière diversifiées : conception et réalisation de projets techniques, *activités d'exploitation, animation d'équipes, organisation* et contrôle de gestion, postes d'ingénieurs commerciaux.

Les postes sont à pourvoir à Paris, dans les activités de distribution d'E.D.F.-G.D.F., avec possibilité de mobilité géographique *ultérieure si vous le souhaitez.*

Adresser votre candidature (lettre + C.V.) à :
Mme MAHAUT - Service du Recrutement,
12, place des Etats-Unis, 75783 PARIS CEDEX 16.
Tél. : 47-64-73-17 l'après-midi.

Importante société de promotion immobilière du Sud de la France

recherche
pour nouveau secteur d'activité

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Le candidat retenu sera chargé :
- de la recherche des terrains et du montage des programmes ;
- de la gestion administrative et financière des opérations ;
- de superviser la direction des travaux ;
- d'animer la vente des programmes.

Pour postuler à ce poste, il faut, outre un diplôme d'une grande école commerciale ou d'ingénieur, être âgé de 28 ans minimum et avoir une expérience d'au moins 3 ans dans l'immobilier.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétent. à :
URBAT - B.P. 1263 - 34011 MONTPELLIER CEDEX.

ETABLISSEMENT FINANCIER LILLE
(Clientèle particulière Dépôt - Crédit)
Effectif + 250 personnes Total Bilan : 7 milliards F
recherche :

le PRESIDENT de son DIRECTOIRE

Formation supérieure.
Expérience pertinente pour exercice de la pleine responsabilité. Développement Commercial, Financier, Administratif et Ressources Humaines
400.000 F +
Réponse à COMMUNICO, s/réf.8720 -
12-14, rue Faidherbe - 59800 LILLE qui transmettra.

ORGANISME RECHERCHE
pour animer et promouvoir des actions d'information scientifique et technique auprès des entreprises de l'Ile de France, un

INGENIEUR

à formation complémentaire économique ayant une expérience d'entreprise et des problèmes *d'innovation si possible en milieu* P.M.I.

Animateur dynamique efficace et motivé ce sera une personne de contact qui travaillera au sein d'une équipe légère.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous réf. 177 à C.K. 107, rue Lauriston 75116 Paris



CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE

Recherche

JURISTE

Pour assister
LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE
et réaliser des restructurations de Société.

Expérience réelle indispensable chez mandataire de Justice, cabinet d'avocat, contentieux, banque ou entreprise.
Poste à responsabilité et évolutif.
Rémunération importante.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 6667 M, à l'Agence AFFLUENTS, 49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

P.D.G. 2 SOCIÉTÉS BANLIEUE OUEST
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il sera responsable des fonctions sociales, fiscales et comptables (générale et analytique).
Environ 35 ans.
Grande Ecole + DECS + *expérience informatique.*

Adress. lettre man. + prétent. à Sté DEFI, 127, rue Fg-Poissonnière, 75009 Paris. A l'attention de M. POLY.

Responsable marketing

Banque - 200.000 F +

Première expérience du marketing (produits de grande consommation ou secteur bancaire) - Une banque spécialisée dans le secteur de l'immobilier (crédits promoteurs - crédits acquéreurs), filiale d'un grand groupe financier, recherche le futur responsable du marketing pour son siège à Paris. Rattaché au directeur de l'exploitation, il analysera le marché du crédit immobilier (dominante : crédits aux particuliers), étudiera l'évolution des produits, les méthodes de commercialisation, le positionnement de la concurrence, etc... A l'écoute de la clientèle, et bénéficiant du support technique des autres services de l'établissement, il concevra et proposera l'application d'une politique marketing adaptée à la stratégie de développement de la banque (nouveaux produits - immobiliers ou autres -, définition des méthodes de commercialisation, etc...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre, âgé de 27 ans minimum, de formation supérieure (ESC ou équivalent) possédant une expérience d'au moins deux ans du marketing des produits de grande consommation ou du marketing bancaire. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9250M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCAR

N°1 européen du carton ondulé
FILIALE DE SAINT GOBAIN
C.A. + 2,5 Milliards - 3000 Collaborateurs

recherche pour un de ses Départements en forte expansion, un

ingénieur commercial export

Directement rattaché au Directeur de ce Département, il aura pour mission, dans un premier temps, de développer les ventes et d'ouvrir de nouveaux marchés, au NIVEAU EUROPEEN, pour des SYSTEMES INTEGRES de CONDITIONNEMENT - associant le carton ondulé, les complexes barrière souples, les machines automatiques de mise en œuvre - destinés particulièrement aux INDUSTRIES ALIMENTAIRES (vins, lait, jus et concentrés de fruits et légumes...).

Ce poste évolutif, basé à Paris, implique une grande ouverture d'esprit aux problèmes techniques, une forte autonomie d'action et une totale disponibilité. Il s'adresse à un CADRE EXPORT de 26-35 ans environ, ayant au moins une première expérience de Vente Export, de préférence dans le domaine des biens industriels de consommation ou d'équipements. Pratique courante de l'ALLEMAND et de l'ANGLAIS indispensable.

Les dossiers de candidature - sous réf.3309 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Psychologue confirmé(e)

Le laboratoire d'applications psychologiques de BERNARD KRIEF CONSULTANTS recherche un(e) psychologue confirmé(e).

Il est nécessaire d'avoir une expérience d'au moins cinq ans dans la composition et la passation de batteries de tests d'orientation (aptitudes, comportement, projectifs) pour cadres. Nous souhaitons une grande créativité pour créer de nouveaux instru*ments accompagnés de rigueur scientifique pour leur validation.*

Ce poste conviendrait particulièrement à un chercheur dynamique ayant de l'aisance dans les contacts, le goût de la pédagogie, la volonté et la capacité de développer l'application de ces techniques auprès des entreprises performantes.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 480/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

DIRECTEUR MARKETING ET DEVELOPPEMENT

Strasbourg

CIAL groupe cic

Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une importante banque inter-régionale du Groupe C.I.C., solidement implantée dans l'est de la France.

Elle bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers et recherche, pour la conforter encore, son Directeur du Marketing et du Développement.

Responsable de son service, il gère ses budgets et l'ensemble des aspects de développement et de marketing liés aux marchés des particuliers, des entreprises, des produits d'assurances, ainsi que ceux liés à la communication interne et externe.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une école supérieure de commerce, option Marketing. Agés d'au moins 40 ans, ils justifient d'une expérience significative acquise dans une société de service.

La rémunération et les perspectives réelles d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur.

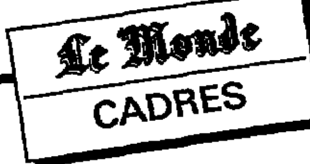
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 37/1418 P à :

EGOR BANQUES & SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.



DIRECTEUR GENERAL

D'UNE PMI EN FORTE CROISSANCE

Nous appartenons à un groupe industriel français, jeune et dynamique, proposant à des clients «pointus» : militaires, CEA, EDF... des équipements spécifiques intégrant électronique, informatique... Notre PMI, spécialisée dans l'alarme antivol, vise aujourd'hui une clientèle d'industriels en leur proposant des systèmes de vidéo surveillance, de contrôle d'accès...

A 30 ans au moins, vous maîtrisez bien les aspects commerciaux, techniques et humains nécessaires au développement d'affaires intégrant produits techniques plus services, auprès d'une clientèle variée mais difficile.

Nous vous apportons une structure, une image de marque, des moyens; nous attendons de vous un tempérament de manager, une âme de chef d'entreprise, d'entrepreneur capable de faire fructifier des investissements.

Poste basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 535 LM à notre Conseil :

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



DESSEIN

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE DE L'YONNE

recrute

SOUS-DIRECTEUR DE L'AGENCE CENTRALE AUXERRE

• Cette responsabilité, au sein de notre agence la plus importante, sera confiée à un professionnel de la Banque, 35 ans environ, Diplômé de l'Enseignement Supérieur + I.T.B.

• Vous avez réussi dans l'exploitation bancaire et êtes aujourd'hui Directeur ou Sous-Directeur d'une Agence. Votre expérience au sein d'un service central des Crédits vous a permis de conforter de solides connaissances techniques.

• Rigueur et méthode associées à de grandes aptitudes au contact, seront vos atouts indspensables pour réussir dans cette mission à forte dominante d'engagements et d'organisation.

●●●●

Confidentialité assurée.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à l'attention de Madame Gollot - B.P.Y. - B.P. 299 Perrigny - 89005 AUXERRE

Groupe de dimension internationale. Activités : Energie et Industrie présentant de **nombreuses possibilités d'évolution de carrière** recherche pour un Etablissement de Province leader dans les **Systèmes d'entraînements** un

Directeur commercial (France - Export)

Motion Drives

Cet Etablissement est rattaché à une Direction Générale pragmatique, efficace et exigeante.
Une des qualites essentielles sera l'adaptation à la mouvance du **commerce international** car dans ses responsabilités, il y aura l'etude et la réalisation de nouvelles implantations à l'étranger en s'appuyant sur une **structure internationale** déjà fortement etablie.

Les paramètres :
Ingénieurs Grandes Ecoles type - ESE, ESE + Arts et Métier.

Formation complémentaire - Business School français ou étranger.

Anglais obligatoire. Nationalité française ou C.E.E. Agé de 35 à 45 ans.

Adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo, s/ réf. 4687, à

MEDIA PA. 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

BARCLAYS BANK S.A.

recherche pour sa SALLE DES MARCHÉS à Paris

Opérateur Eurobonds H/F

De formation supérieure, le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience et sera capable de commercialiser nos produits à l'étranger. Anglais courant indispensable, allemand apprécié.

Opérateur Junior

OBLIGATIONS FRANÇAISES / MATIF H/F

Le candidat aura une formation supérieure (HEC, ESSEC, DESS Dauphine,...) et de 1 à 2 ans d'expérience.
De plus, il possèdera les aptitudes nécessaires à la commercialisation de nos produits à l'étranger. Anglais courant indispensable, allemand apprécié.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à Michèle SEVAUX, DRHS, Barclays Bank SA 33, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

BARCLAYS

L'Institut de Radio Astronomie Millimétrique

(I.R.A.M.)

Institut franco-allemand situé à Grenoble recherche

UN INFORMATICIEN

(Ecoles d'ingénieurs ou équivalent)

Pour le développement et l'amélioration d'instruments tels que corrélateur et interferomètre.
De plus, il participera à l'écriture d'utilitaires systèmes dans le cadre de l'évolution des calculateurs d'acquisition et de contrôle.
Une connaissance du matériel informatique et de l'électronique serait un avantage ainsi qu'une expérience dans le domaine astronomique.
Connaissance de l'anglais exigée.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur C.V. avant le 30 AVRIL 1987 à : I.R.A.M.
Administration - Voie 10 - Domaine Universitaire
38406 SAINT-MARTIN-D'HÈRES - FRANCE

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES
recherche pour la province

INSPECTEURS VIE

• Bac + 2 minimum.
• Expérience professionnelle dans la vente de produits financiers ou d'assurance vie souhaitée.

Après une période de formation au cours de laquelle ils auront éventuellement participé à celles de jeunes agents, ils intègreront une région en, tant qu'Inspecteur Vie.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 65738 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES

recherche pour TOURS

SPÉCIALISTE DE DROIT FISCAL

Pratique antérieure appréciée.

Ecrire sous n° 8468
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

ORGANISME DE CONSEIL

recherche

CONSULTANT

QUALITÉ TOTALE

Minimum 30 ans, diplômé grande école d'ingénieurs.

3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet dans la fonction qualité, pour developper des actions : **qualité totale - Cercles de qualité, etc...**

Envoyer C.V. en précisant sur l'enveloppe la réf. 10025 M à BLEU Conseil - BP 86 94303 VINCENNES CEDEX

Importante sté de gestion immobilière rech. pour PARIS

L'ADJOINT D'UN CHEF D'AGENCE

ayant la responsabilité de 5000 logements locatifs. De formation supérieure, le candidat âgé de 30 ans mini, doit pouvoir assurer la Direction Administrative et technique de l'équipe de gestion et de gardiennage d'immeubles.

Qualités exigées :
- sens pratique du commandement ;
- très bonnes connaissances techniques du bâtiment ;
- réelle expérience des aspects administratifs et juridique de la gestion d'immeubles.

Adres. lettre manus. CV, photo et prétent. s/réf. 23.699 à Contesse, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris, Cedex 01.

Organisme de formation Boulogne-Billancourt recherche

CADRE

Responsable de la gestion administrative des formations en alternance.
Diplômé de l'enseignement supérieur. Expér. de la fonction appréciée. Adr. CV, photo, prét. en précisant bien sur votre enveloppe la réf. ;
M/18721 BLEU.
17, rue Lebel,
94307 Vincennes, cedex,
qui transmettra.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Formation A et M ou INSA :
- mécanique,
- aérodynamique.

Tél. pour rendez-vous,
Nicole Tourrade :
42-85-39-74.
94, rue Saint-Lazare, Paris-9e.

LABORATOIRE UNIVERSITAIRE ORSAY recrute sur un CONTRAT TEMPORAIRE

1 TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

Titulaire BAC F2 ou F3, pour travailler dans les domaines analogiques et digitales. Connaissances souhaitées sur les micro-processeurs, matériel et logiciel.
Ecrire avec CV : LABORATOIRE DE L'ACCÉLÉRATEUR LINÉAIRE.
Service du personnel,
Bâtiment 200. 91405 ORSAY.

Ville de Garges-lès-Gonesse Val-d'Oise (95141) recherche

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

Option lecture publique. Titulaire du CAFB. Adr. candidature à M. le Maire.

ENTREPRISE DE PRESSE

Région Ouest

RECHERCHE

Un journaliste

Possédant bonne culture générale, dynamisme et expérience.

Ecr. avec CV et photo s/n° 8471
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

VILLE DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX recherche

UN RÉGISSEUR PROTECTIONNISTE

pour responsabilité d'une salle de spectacles, 356 places : cinéma, spectacles, animation. Nécessité d'être titulaire du CAP de projectionniste, poste à pourvoir rapidement.

Env. candid. + CV + photo à M. le maire de Montigny-le-Bretonneux, 78180.

Filiale dynamique d'un grand groupe d'installations électriques, recherche pour renforcer son département « SÉCURITÉ PROTECTION »

UN JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES

DIPLOMÉ

dont nous attendons :
- des qualités d'animation et de communication ;
- rigueur intellectuelle et dynamisme ;
- une vocation d'entrepreneur et un esprit « terrain ».

Merci de nous adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à :

CLEMANÇON ENTREPRISE

service du personnel
34, av. du Président-Wilson
93212 La Plaine Saint-Denis.

Recherche

CHEF D'ÉQUIPE

environ 30 ans. Formation BTS ou DUT.
Expérience : Informatique, encadrement.
Qualité : Méthodique, rigoureux.
Envoyer CV, présent. à Mikros. 56, bd Davout, 75020 PARIS.

DEVENEZ POUR L'UN DES « GRANDS » CABINETS FRANCAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL le

RESPONSABLE de la GESTION de son PERSONNEL

Correspondant pour la France d'un des « BIG EIGHT » les plus performants dans le monde ce cabinet connaît une croissance très rapide.
Sous la responsabilité des associés directeurs de départements et du Président vous aurez à proposer et à suivre les actions permettant une gestion dynamique des carrières de 450 collaborateurs professionnels et administratifs.

Diplômé(e) d'études supérieures, après cinq ans d'expérience de la fonction, de préférence dans le secteur tertiaire vous en maîtrisez tous les aspects.
Vous souhaitez évoluer dans un environnement jeune, performant, à ouverture internationale.
Bonne maîtrise de l'anglais et connaissances en micro-informatique appréciées.
Poste à pourvoir à Paris.
Candidatures féminines ne pas s'abstenir.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant rémunération actuelle et souhaitée sous réf. 814 M à Denis JOUSSET
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
Conseils en ressources humaines.

Un Groupe Agro-Alimentaire de dimension internationale cherche pour un établissement d'environ 180 personnes, situé à 100 km au Nord-Est de Paris, le

chef du service administratif

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

(organisation et suivi des travaux comptables courants, réglementations fiscales, participation à l'élaboration du budget et gestion prévisionnelle),

ET DU SUIVI DU PERSONNEL

(administration, relations avec les organismes extérieurs et les partenaires sociaux, participation au C.E.).

Il animera une équipe de 10 à 12 personnes et sera le correspondant sur place des directions fonctionnelles du Siège Social.

Ce poste convient à un cadre de 30 ans environ ayant une formation supérieure et de solides connaissances en comptabilité. Une première expérience lui a permis de se familiariser avec l'informatique et les relations du travail et lui a donné le désir de s'orienter vers des fonctions de type Secrétariat Général. Il aime rester en contact avec le terrain et connaît l'importance de la communication.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant le niveau de rémunération actuelle) sous réf. 2510-M seront examinées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

Nous sommes un des très grands constructeurs mondiaux de matériel informatique. Notre filiale française, très performante, est en développement constant.

Pour renforcer notre équipe commerciale, dans le secteur des INSTITUTIONS FINANCIERES, nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL H/F

Il sera responsable du développement d'un secteur bancaire. Il aura un rôle de conseil vis-à-vis de ses clients, et leur proposera des solutions adaptées à leurs besoins.

Vous avez environ 28-35 ans, une formation supérieure en ECONOMIE (Maîtrise Sciences Eco, IEP, HEC, ESCP...) et une expérience réussie de la vente.

Vos connaissances de l'informatique et de la Banque, alliées à votre culture générale et à vos goûts pour les problèmes économiques (produits financiers, Bourse...), font de vous un interlocuteur crédible à tous les niveaux.

Nous vous offrons un environnement professionnel et des opportunités d'évolution très motivants.
Formation aux produits à votre arrivée.
Lieu de travail Paris.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 8770 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

SOURCE 2

UNE TRES IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES IARD

recherche pour son siège situé en proche banlieue son

RESPONSABLE ETUDES ECONOMIQUES D'ENTREPRISE

A l'aide d'une petite équipe dont il assurera le management, ce collaborateur aura pour le siège et les centres de profit décentralisés à :
- réaliser des études de comptabilité analytique,
- concevoir et faire évoluer les tableaux de bord,
- assurer la conception et la mise en place des comptes de résultats nationaux et régionaux.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (Economique - Gestion) ayant au moins une expérience probante de cinq ans. Outre ses qualités techniques, il aura une excellente capacité de communication et un réel dynamisme personnel pour motiver et impliquer son équipe.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous réf. MRM.1.

ceforpe — marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris



Gestion des cadres

Notre Groupe en France (45 Sociétés + 12 Unités de fabrication ; 13 500 personnes dont 1 500 cadres, C.A. 20 milliards/an) est lui-même issu d'un Groupe mondial de tout 1er plan.

Dans le but de fédérer autour d'une même politique la gestion des ressources humaines, nous recherchons un cadre à fort potentiel capable de contribuer à la création d'un Service Gestion des cadres au sein de la fonction Centrale du personnel :

Son rôle :
- conception et participation à la mise en place, d'outils de gestion adaptés aux différentes Sociétés du Groupe,
- mise en place d'une gestion informatisée et centralisée des carrières,
- conception et mise en œuvre d'actions fédératives de progrès/communication/management, visant à stimuler la conscience et l'appartenance aux valeurs du Groupe.

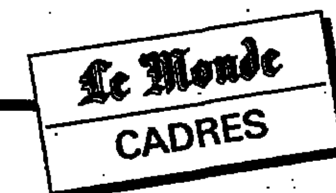
Le candidat souhaité aura une solide formation de base (Droit, Sciences Po., CELSA, Ecole Supérieure de Commerce et/ou de gestion...) complétée par une expérience de 2/3 ans dans la fonction personnel au sein d'un Groupe important utilisant des méthodes modernes de gestion (analyse/évaluation des postes/appréciation des performances/gestion des carrières, etc.).

Les candidatures (avec C.V., photo, salaire actuel), sous réf. 870122 seront examinées par notre Conseil.

MEDIA PA

Sonia Lipszyc

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS



L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des Gaz industriels, nous affirmons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs: Industries Alimentaires, Santé, Electronique, Espace...
Nous sommes implantés dans 55 pays industriels.
Une clientèle diversifiée, une présence à l'international : notre Groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance.
Notre Division Matériel Cryogénique à Champigny sur Marne recherche un :

RESPONSABLE RDM INFORMATIQUE

A 30 ans environ, vous avez complété votre formation supérieure (Arts et Métiers ou équivalent) par une expérience professionnelle de 3 à 4 ans.
Spécialiste de la Résistance des Matériaux et des Systèmes Informatiques, vous êtes [illegible] et dynamique.
Vous avez de véritables qualités d'animateur.
Vous formez et conseillez le Bureau d'Etudes dans le domaine de la RDM et assurez le suivi et le développement de la CAO et des programmes de calculs informatiques.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence MR à L'AIR LIQUIDE DRHR 75, Quai d'Orsay - 75321 PARIS Cédex 07.

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITES

Jonction

FILIALE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE POUR L'INDUSTRIE DES SEMICONDUCTEURS

recrute pour la France

1 INGÉNIEUR D'APPLICATION

Pour support Technique et Formation du Client à l'utilisation de nouvelles machines automatiques d'inspection de plaquettes.

Diplôme d'Ingénieur avec 5 ans minimum d'expérience et ligne de Fabrication.
Anglais indispensable.
Formation assurée en Europe et en Californie.
Voyages fréquents.
Voiture Société fournie.

Env. votre CV avec let. manus. en Anglais, photo et prét. à l'attention de M. SCOTT ASHKENAZ, KLA INSTRUMENTS France S.A. 7, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

FILIALE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE POUR L'INDUSTRIE DES SEMICONDUCTEURS recrute pour la France.

1 INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

POUR :
La Vente d'Équipements Industriels Automatiques destinés à l'industrie des semiconducteurs.
Diplôme d'Ingénieur ou universitaire ; 3 à 5 ans d'exp. en ligne de fabrication souhaitée.
Suivi d'une expérience de 2-3 ans dans la vente d'équipements industriels électroniques.
Anglais indispensable, Italien souhaité.
Formation assurée en Europe et en Californie.
Voyages fréquents (France, Italie, Belgique, Suisse, Espagne).
Voiture société fournie.

Env. votre CV avec let. manus., photo + prét. à l'att. de M. JEAN-CLAUDE PILLEUX KLA INSTRUMENTS France S.A. 7, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

L'ÉCOLE DES MINES DE PARIS rech. pour son centre de recherche, en ÉNERGÉTIQUE de SOPHIA ANTIPOLIS

Un chargé de recherche

pour diriger une équipe de 4 à 5 chercheurs spécialisés dans la thermique du bât. et le stockage de l'énergie. Une thèse de docteur ingénieur, une thèse d'État ou une thèse de la loi de 1984, ainsi qu'une exp. d'encadrement de chercheurs, est requise. CV à : ÉCOLE des MINES de PARIS, direct. des recherches, 60, bd St-Michel, 75272 Paris, cédex 06.

Tél. : 43-29-21-05, p. 414.

VILLE DE ST-QUENTIN (Ain)

RECRUTE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

des services techniques, il assurera également la direction des services techniques du district de SAINT-QUENTIN.

Adres. cand. et CV à :
M. le Sénateur-Maire
Secrétariat général
Hôtel-de-Ville, BP 345.
02107 St-Quentin, cédex.

OBEA

ORGANISME DE FORMATION recherche

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT ENTREPRISES

Ce professionnel de la formation assurera la direction de nos stages, depuis le projet pédagogique jusqu'au bilan des actions. (Réf. 201).

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

pour animation de stages de management. (Réf. 202).

Adresser CV à OBEA
3, rue du javelot, 75013 PARIS.

VILLE DE CORBEIL ESSONNES

Recrute dans le cadre de l'OPÉRATION ÉTÉ 1987

● PROFIL :

ANIMATEUR (trice)
chargé(e) d'animation globale, expérience exigée.

ANIMATEUR (trice)
BAFA + compétence en informatique et/ou équitation.

DIRECTEUR(trice)
BAFD + compétence en informatique et/ou équitation.

DIRECTEUR BAFD

ANIMATEUR (trice)
sportif, diplôme ETAT souhaité.

● SECTEUR D'INTERVENTION
- en milieu ouvert avec des actions sur des quartiers précis ;
- en maison de quartier ;
- en relation avec la MJC.

Candid. à adresser à
M. le DÉPUTÉ-MAIRE
Hôtel de Ville,
Place Galignani,
91100 CORBEIL-ESSONNES.

LEP CATHOLIQUE
Banlieue Est Paris rech.
CHEF D'ÉTABLISSEMENT
Env. CV manuscrit + photo à Pierre LICHAU SA s/s réf. 9080 10, rue de Louvois, 75002 Paris, qui transmettra.

propositions diverses

Aidez-moi à développer mon affaire, comme si c'était la vôtre.
UNIVERSALIS
45-38-99-05.

COMPTABLE INDUSTRIEL

175.000/an

Proche banlieue Sud Est de Paris (RER)

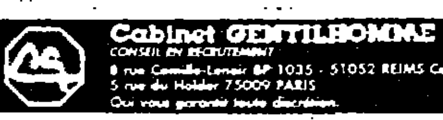
[illegible]

Reportant au Directeur Financier, il animera un service de 2 personnes et sera en relation permanente avec les collaborateurs de la production pour :
- la maintenance et le développement du système de comptabilité analytique,
- le calcul des prix de revient standard,
- le contrôle de gestion de l'usine et de l'activité négoce,
- les inventaires permanents,
- la participation aux projets d'investissements et de réduction des coûts industriels,
- les analyses ponctuelles.

De formation DECS ou équivalent, vous avez évolué pendant au moins 4 ans dans un environnement industriel et si possible anglo-saxon où vous maîtrisez parfaitement les techniques de comptabilité analytique.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV et prétentions sous réf. 1524 M à notre conseil

LEVI-TOURNAY/ASSCOM



COLLABORATEUR SERVICE CONTENTIEUX

100 000 F +

Titulaire d'une maîtrise de droit, option droit des affaires et justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'avocat ou une étude d'huissier.

Le candidat retenu sera nécessairement un homme rompu aux procédures judiciaires de recouvrement, doté d'un esprit d'analyse et de synthèse avec le sens du contact et de la communication. Poste basé à Nantes.

De réelles perspectives d'évolution sont envisageables pour un élément de valeur.

Adresser candidature avec lettre manuscrite, CV et photo à :
C.R.C.A.M. de Loire-Atlantique
Monsieur le Chef du Personnel
La Garde. Route de Paris
44076 NANTES Cedex.

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens en action.

Importante Charge d'Agent de Change

recherche

JEUNE(S) DIPLOME(S)

GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES OU DE GESTION.

Disponible(s) immédiatement pour renforcer son département. Options Négociables sur actions.

Une 1re expérience sur les marchés financiers sera un atout supplémentaire.

Adresser C.V., lettre manuscrite (éventuellement rémunération actuelle)
LE MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8.474.
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

COOPÉRATIVE CÉRÉALES/APPRO

Région Centre-Ouest
100 000 t. céréales-oléagineux
recherche

CHEF COMPTABLE niveau DECS

Connais.-inform. nécessaires. Expérience de 3-4 ans minimum dans poste similaire.
Ce poste peut évoluer, à terme, vers des responsabilités plus importantes.
Ecrire sous réf. 146366 HAVAS
BP 248. 86102 CHATELLERAULT CEDEX.

Une des plus importantes sociétés de gestion et de distribution de produits d'épargne collective du monde s'installe à Paris et recherche pour sa création son

Directeur Commercial

Paris — FF 300/400.000

Son rôle sera de mettre en place et d'organiser toutes les procédures, les méthodes et bien-sûr le réseau de vente des produits financiers de la société, tant aux professionnels (banque, brokers...) qu'à la clientèle directe (couponning,...).

Connaissant préférablement les produits financiers, ainsi que les investisseurs, vous êtes avant tout un manager et un homme de la vente.

Parfaitement bilingue français/anglais, vous avez envie - à environ 30/35 ans - d'accepter un nouveau défi dans votre carrière en venant participer à l'installation parisienne d'un groupe américain leader sur son marché.

Référence : 809 MOB

Directeur Administratif

Paris — FF 300/400.000

Il aura pour mission de mettre en place et organiser la comptabilité, le contrôle, le back office, le processing et toutes les procédures administratives se rapportant à la société et aux valeurs collectives gérées par elle.

Pour ce rôle clé, dans une société en installation, vous apportez de très solides connaissances comptables mais aussi un sens aigu des détails. Vous avez le sens du management qui vous permettra de vous constituer rapidement une équipe importante et soudée.

A environ 30/35 ans, parfaitement bilingue français/anglais et après une expérience réussie dans une entreprise, une banque ou un cabinet, vous souhaitez devenir le n°1 dans votre domaine.

Référence : 810 MOB

Si l'un de ces postes vous interesse, envoyer un dossier complet (CV + Tél. + rémunération actuelle) à Yves Boissonnat, 19 Avenue George V - 75008 Paris en mentionnant la référence du poste.

A.R.P.



Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

Un établissement financier spécialisé dans les services à la clientèle recherche son

Adjoint au Directeur de la Planification

Paris — FF 300.000 ±

Intégré dans un premier temps au sein de l'equipe existante, ses responsabilités principales seront les suivantes :
- animer le contrôle de gestion de l'entreprise
- participer au processus de planification de la Société
- réaliser des études financières diverses (prise de participation, études de rentabilité...).

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation supérieure type grande école d'ingénieur (X, Mines de Paris, Centrale...).
Vous pouvez déjà prouver votre réussite dans un poste où vous avez exercé des responsabilités financières réelles.
Vous souhaitez rejoindre un groupe performant où vous pourrez exercer rapidement toutes les responsabilités auxquelles vos compétences techniques, vos qualités humaines, votre sens du management et votre efficacité vous permettront de prétendre.
Envoyer un CV + tél. + rémunération actuelle sous réf. 804 MOB à Yves Boissonnat, Michael Page International, 19 Avenue George V - 75008 Paris.

A.R.P.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

La filiale française (CA : FF 650M) d'un important groupe industriel américain recherche pour son siège un

Contrôleur de Gestion

Paris — FF 220 K

Il sera principalement chargé d'assister la direction financière dans les domaines du reporting et de la consolidation mensuels, du contrôle budgétaire, du suivi de la trésorerie et de l'analyse financière.

Outre une formation ESC (+ DECS) et un anglais courant, le candidat aura au moins deux ans d'expérience en cabinet d'audit ou contrôle de gestion dans un contexte anglo-saxon.

L'expansion de la société permettra à terme de réelles perspectives d'évolution.

Contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle à Michael Page International, 19 Avenue George V - 75008 Paris sous réf. 1NA/1272.

A.R.P.



Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney







UNIVERS DE LA GESTION

HEC, ESSEC, ESC, ICN, INGENIEURS, DEA, DESS ...

JEUNES DIPLOMES DONNEZ DE L'AVENIR A VOS INITIATIVES

350 000 clients, 2800 collaborateurs, 180 agences en Lorraine, en Champagne et en Ile-de-France, la banque SNVB est un partenaire qui compte dans ses régions.

L'initiative a sa banque : prendre contact, réagir vite, trouver les solutions, pour nous, c'est ça l'initiative.

Rejoignez la banque d'initiative : après une première formation aux techniques bancaires, au contact des entreprises et des particuliers, devenez...

Directeurs d'agences

Vous gérerez votre agence comme un centre de profit, bénéficiant d'une large décentralisation, animant votre équipe et développant votre clientèle.

Donnez de l'avenir à vos initiatives : vos qualités commerciales et vos talents de manager, mis au service de votre dynamisme et de votre mobilité vous ouvriront de larges opportunités d'évolution au sein de notre banque.

L'initiative, c'est réagir vite... alors envoyez votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo), sous réf. 0109 M. à notre conseil Jean-Pierre Pornet, 8 rue Jean Jaurès, 54320 Maxeville.

SNVB *LA BANQUE D'INITIATIVES*

média-system

Prévisions de trésorerie : pour optimiser notre croissance.

Société de distribution d'équipement de la maison (200 personnes, 300 millions de CA), notre forte croissance (30 % l'an) nous amène à renforcer notre Service Comptable et à créer le poste de

GESTIONNAIRE DE TRESORERIE

Vous saurez mettre en place une gestion de trésorerie rigoureuse tant à court terme qu'à long terme : vous établirez les prévisions budgétaires, de trésorerie..., en dégagerez les écarts.

Votre mission s'étendra également à la création de notre contrôle de gestion, à l'optimisation de notre organisation et au perfectionnement de nos procédures internes.

De formation supérieure + DECS, vous justifiez de quelques années d'expérience à un poste similaire. Vous saurez vous intégrer avec souplesse dans notre société à taille humaine et mettre en œuvre esprit de synthèse, sens de l'organisation et des contacts afin de réussir dans cette première mission et d'évoluer ensuite vers de nouvelles responsabilités.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous référence 703138/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

Jeunes cadres financiers et comptables

Votre avenir est au sein d'un groupe performant

La recherche de la qualité, le goût de l'innovation et le sens du travail en équipe sont quelques-uns des atouts qui ont permis au Groupe de la Compagnie Bancaire de devenir l'un des premiers établissements financiers privés européens. Il comprend aujourd'hui plus de 60 sociétés spécialisées dans le crédit (CETELEM, UCB, UFB,...), l'assurance et les produits financiers (CARDIF, CORTAL,...) ou la promotion immobilière (SINVIM, SEGECE,...).

Résolument tournés vers l'avenir, nous recherchons de jeunes collaborateurs de formation supérieure (écoles de commerce, droit, sciences économiques, sciences politiques,...) possédant le DECS (débutant ou avec une première expérience) pour participer aux responsabilités de la Direction Financière et Comptable de la holding du groupe. Nous leur confierons soit des missions variées leur permettant de développer leurs connaissances comptables, juridiques, fiscales et informatiques, soit un poste dans un service opérationnel leur permettant d'acquérir des compétences de manager. Dans ce contexte, ceux qui le souhaitent pourront poursuivre leur formation et accomplir le stage professionnel d'expertise comptable.

Notre gestion des ressources humaines donnant la priorité à la promotion interne, ils pourront dans l'avenir évoluer vers d'autres responsabilités au sein d'une filiale du groupe.

Pour établir un premier contact, veuillez envoyer votre lettre de candidature accompagnée d'un CV sous la référence 921 M à Gilles DELALANDRE
COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation Recrutement
5 avenue Kléber - 75116 PARIS.

SOURCES

groupe de la compagnie bancaire

UNE MISSION MULTIFONCTION POUR UN JEUNE

Cadre Comptable HF, Futur D.A.F.

Jeune filiale française d'un groupe international, la renommée de nos produits, les moyens dont nous disposons, consolident progressivement notre part de marché en France.

Notre efficacité doit être à la hauteur de notre croissance. C'est là où vous jouerez à fond votre rôle, d'abord à forte orientation comptable et devant évoluer en trois temps : de l'analyse, l'amélioration et le contrôle du système comptable et financier actuel, à la mise en place et le pilotage d'une procédure autonome d'administration et gestion de la Société.

Rattaché directement au P.D.G., soutenu par les ressources du Groupe, vous contrôlerez et analyserez en permanence nos résultats, apportant à la Direction les outils clés d'une gestion et planification rigoureuses. Vous assumerez également le reporting mensuel en anglais à la maison-mère en respectant les impératifs de méthodologie, de délais. Les procédures définitives ainsi que leur informatisation en place, vous vous tournerez alors vers une fonction élargie au sein de la Société.

Après un diplôme d'études supérieures pertinent au poste, une expérience probante d'environ 4 ans en entreprise commerciale vous a apporté une réelle aisance en comptabilité (française, anglo-saxonne), en informatique, en reporting et... en anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. 8301-7, à notre Conseil Marion DELPARD, qui garantit la confidentialité.

SEQUOIA Consultants
8, rue Cimarosa 75116 Paris.

Banque Privée Française, à taille humaine, présente sur les premières places bancaires françaises, et particulièrement active dans le domaine financier, tant au service des entreprises que des particuliers, nous recherchons :

1 gestionnaire de portefeuilles, basé à PARIS

Directement rattaché à la direction financière, vous aurez pour mission de gérer tout ou partie des portefeuilles "d'actions" des FCP existants ou à créer, et des comptes sous mandat, tout en contribuant au développement des outils de gestion collective (SICAV et FCP).

Nous confierons ce poste à un spécialiste de la fonction connaissant parfaitement les mécanismes boursiers et possédant impérativement une expérience d'au moins six ans dans la gestion de portefeuilles privés ou institutionnels. Votre connaissance des marchés boursiers étrangers et la pratique de la langue anglaise sont des atouts supplémentaires.

L'aspect relationnel du poste implique le goût des contacts de haut niveau. Réf. 444 XP

2 gestionnaires de patrimoine, basés à MARSEILLE

Professionnel confirmé, vous êtes un fin spécialiste de la fonction puisque vous exercez avec passion votre métier depuis quelques années dans une banque, un établissement assimilé ou une charge d'Agent de Change. Réf. 445 XM

Bien que débutant ou presque dans le domaine de la gestion de patrimoine, votre formation supérieure alliée à votre première expérience dans la banque ou tout autre établissement assimilé vous conduit à rechercher aujourd'hui une évolution de carrière. Réf. 446 XM

Pour ces deux postes : vous vous intégrerez à une équipe expérimentée et agirez en tant que conseil, de façon proche et personnalisée, auprès d'une clientèle "haut de gamme" et exigeante.

Dans tous les cas, une formation supérieure alliée à des qualités de rigueur et de dynamisme sont indispensables.
Nous proposerons une rémunération de bon niveau qui sera directement fonction de vos compétences.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence du poste et votre rémunération actuelle à notre conseil Patricia PERONA, 1, rue de la République - 13002 MARSEILLE. Les entretiens auront lieu en toute discrétion à Paris et

patricia perona
conseil en recrutement

Pierre Lichau

Collaborateur de Direction Financière

Pour compléter l'équipe parisienne d'un grand investisseur européen, partenaire actif de ses participations, nous recherchons un profil pointu en fiscalité et/ou droit des sociétés, domaines essentiels pour l'étude et la réalisation des investissements, ainsi que dans le suivi attentif et constructif des sociétés du portefeuille.

30 ans environ, diplômé d'études supérieures, votre professionnalisme repose sur plusieurs années de pratique.

La Finance, notre métier, nécessite la maîtrise de plusieurs disciplines auxiliaires. Vous faites autorité aujourd'hui au moins dans l'une d'entre elles. Nous vous donnerons l'opportunité d'enrichir votre expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 22530 à l'attention de H. CARON qui traitera ce dossier en toute confidentialité.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

alliance



1° SERVICE BOURSE INTERNATIONALE

Le Responsable Bourse et Application

• Superviser les activités Titres à l'étranger : conservation, transferts, règlements en devises et traitement des ordres de bourse,
• Veiller à la bonne exécution du «clearing» Titres à l'étranger lié aux opérations de bourse de la clientèle et des filiales étrangères de la Banque,
• Faire participer l'équipe à l'évolution technique des marchés. Réf. A

2° SERVICE ADMINISTRATION DES TITRES

Le Responsable Secteur Traitement des opérations sur Titres

• Traiter les opérations sur Titres + émissions et remboursement d'emprunts, souscriptions et rachats de SICAV et FCP,
• Encadrer et motiver une jeune équipe de douze personnes,
• Participer à la définition des améliorations de l'outil informatique. Réf. B

Pour ces deux postes, une expérience et une bonne adaptabilité sont nécessaires, outre la pratique de l'Anglais pour le poste A.

Ces collaborateurs, nous les voulons dynamiques et évolutifs pour contribuer au développement d'un département vital pour notre Banque, auquel de nouveaux moyens importants sont donnés. Des responsabilités et une rémunération motivante leur seront proposées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions (en précisant la référence) sous N° 22790 à CONTESSE PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE

Nous gérons un patrimoine propre de 13.000 logements et d'environ 200.000 mètres carrés de locaux commerciaux à Paris et en province. Notre Directeur Général recherche son :

attaché(e) de direction

Vous avez une formation supérieure de type HEC, Sup de Co, IEP (Eco-Fi), Maîtrise d'Economie, IAE Dauphine et trois à cinq ans d'expérience professionnelle.

Dans ce poste évolutif demandant un fort investissement personnel, vous devrez faire preuve de grandes qualités relationnelles, de discernement, de capacités d'analyse, d'aptitude à l'auto-contrôle, d'aisance dans l'expression écrite et orale. La pratique courante de l'anglais est très vivement souhaitée, ainsi qu'une ouverture aux techniques nouvelles de gestion, micro-informatique en particulier.

Véritable "bras droit" de votre patron, votre champ d'activité s'étendra, notamment, aux dossiers immobiliers, aux aspects juridico-sociaux d'une Société cotée en Bourse, aux études de rentabilités et à la gestion des comptes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. P/AD à :

SCRIBE 4, avenue Hoche, 75008 PARIS
qui garantit la confidentialité de votre candidature.

Organisation et Publicité

UNIVERS DE LA GESTION

UNIVERS DE LA GESTION

LE CIC PARIS VOUS OUVRE LA VOIE...

Pour accompagner notre développement, notre DEPARTEMENT DES MARCHES recherche

Ingénieurs et jeunes diplômés

Votre mission consistera essentiellement à concevoir, réaliser, mettre en place et commercialiser nos produits monétaires et financiers, domestiques ou internationaux.

Traders 2 à 3 ans d'expérience

Vous serez chargé des interventions et négociations sur tous les marchés et sur tous supports.

L'un de ces postes vous intéresse ? Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à l'attention de Madame A. SOREAU - CIC - PARIS - Département des Ressources Humaines et de l'Adaptation aux Nouveaux Métiers - 66, rue de la Victoire - B.P. 207 - 75452 PARIS Cedex 09.





MEDIA PA

Contrôle interne, organisation et productivité administrative, maîtrise budgétaire.

Une évolution pour un Auditeur Confirmé

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou Commerciale ou similaire, vous avez acquis une expérience d'au moins six ans en organisation et productivité administrative, contrôle interne. Vous alliez rigueur, esprit de méthode, à de réelles qualités de contact.

Dans ce cas, vous pouvez, basé au siège Paris Est, participer au développement d'une importante entreprise d'aménagement et de construction, animée par une équipe de Direction innovatrice, dynamique, exigeante.

Rattaché au Directeur des unités décentralisées, vous assurerez le suivi et la mise à niveau homogène de celles-ci sur les plans : contrôle interne, organisation et productivité administrative, maîtrise budgétaire.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 17 8209 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra. Confidentialité assurée.

D'abord un métier - Demain une carrière ...

CIAL groupe cic

Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une banque interrégionale du groupe CIC solidement implantée dans l'Est de la France. Elle compte 3000 personnes, réparties entre 150 agences, 13 succursales et son siège social de STRASBOURG. Elle recherche deux cadres pour son service de l'Inspection Générale :

AUDITEUR HF

Il participe dans le cadre d'une équipe à l'étude de la cohérence et de la valeur des circuits d'information, de leur conformité avec les instructions internes et de l'efficacité de la gestion de la banque.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune candidat d'environ 25 ans, diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (IECS, ICN, ESCAE...) possédant une première expérience comptable ou financière en entreprise. Réf. M 30/1418 M

AUDITEUR CHEF DE MISSION HF

Il anime et forme une équipe d'auditeurs, suit les budgets et élabore le rapport définitif d'audit : il propose des améliorations du contrôle interne au sein des services.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, possédant une expérience financière et comptable complétée d'une expérience d'audit opérationnel d'au moins un an, si possible en cabinet anglo-saxon. Réf. M 30/1418 L

Ces deux postes sont basés à STRASBOURG. Dans un cadre de travail agréable, les candidats se verront proposer d'excellentes opportunités d'évolution au sein du service ou de la banque.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en rappelant la référence choisie à :

EGOR BANQUES & SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

FRANCHISSEZ UNE ETAPE

DEVENEZ NOTRE DIRECTEUR FINANCIER

Nous sommes une PMI dynamique (300 personnes) spécialisée dans le matériel pour industries agro-alimentaires et filiale d'un important groupe industriel français.

Rendant compte au Directeur Général et participant au Comité de Direction, nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et dynamique qui saura associer vos projets et ambitions aux siennes.

Vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction financière : budget, reporting, plan, trésorerie, comptabilité... et superviserez une équipe ; de plus vous participerez à la définition de notre plan informatique et piloterez son exécution.

Agé de 30 ans environ, diplômé d'une E.S.C. ou équivalent, vous avez acquis une expérience minimum de 5 ans, si possible dans un contexte industriel et maîtrisez l'informatique de gestion.

Vous êtes prêt à franchir une étape dans votre carrière en exploitant dans un poste largement autonome vos qualités d'efficacité et de rigueur.

Le poste est situé dans une agréable ville du centre de la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo et prétentions), sous réf. DF/M, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

T O U L O U S E

Développant ses activités dans un secteur de technologies de pointe, cette société recherche un :

RESPONSABLE ORGANISATION DU CONTRÔLE DE GESTION

Dans le cadre de la mise en place de nouveaux systèmes d'information et de la refonte des chaînes informatiques, il aura pour mission de conduire des projets, de proposer des améliorations, et de coordonner les développements micro-informatiques.

Nous souhaitons rencontrer un **Diplômé de l'enseignement supérieur (type Ecole de Commerce + DECS)** ayant traité des problèmes d'organisation en liaison avec des outils informatiques et possédant une expérience de 2 - 3 ans en cabinet d'audit de préférence.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous référence 2145 à MS JONCTION, 104, rue Réaumur 75002 PARIS.

Jonction

Une grande banque recherche ses

FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES

Paris - Lyon - Bordeaux

Cette banque française de premier plan bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers.

Au sein d'unités autonomes et à taille humaine, ces SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES bénéficient de délégations significatives. Ils participent activement au développement commercial, à la gestion des risques, à l'animation du personnel et à la gestion administrative.

Pour ces postes devant rapidement conduire à la Direction d'agence, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (I.T.B. C.E.S.B.), justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation bancaire.

L'établissement et les conditions offertes sont de nature à motiver des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 37/839 D à :

EGOR BANQUES & SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



L'INSTITUT DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE APPLIQUÉE

recrute ses nouvelles promotions

Micro-informatique appliquée à la gestion cadres

Durée 3 mois 1/2.
Participants : Diplômés de l'enseignement supérieur ou cadres confirmés.

IBIA
33, Boulevard Gouvion Saint-Cyr
75017 PARIS - Tél. : 45.72.02.08

Le Cooper — PREMIER GROUPE EUROPÉEN JEANS

RECHERCHE

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat de formation Ecole Supérieure de Commerce aura de préférence une première expérience en cabinet ou dans un service gestion.

Son domaine principal d'intervention concernera les 5 unités de fabrications françaises en liaison très étroite avec les responsables opérationnels.

Il devra être capable de s'adapter à des outils informatiques très performants et de participer à leur évolution.

Dans le cadre d'un groupe en plein développement, de larges perspectives d'évolution sont possibles en cas de réussite à cette fonction ouvertes et formatrice.

Le poste est basé au siège social à Amiens.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo à la Direction des Relations Sociales Lee Cooper, 7, rue Anne-Frank, 80045 AMIENS CEDEX.

CHEF COMPTABLE

socea groupe aérospatiale

Filiale à taille humaine (850 personnes, 285 Millions de Francs de CA) du premier groupe aéronautique Français, nous participons à la réalisation de programmes aéronautiques civils et militaires (Mirage 2000, Airbus, Hélicoptères...).

Partie prenante dans la réorganisation de l'entreprise, notre Directeur Administratif et Financier vous confiera la responsabilité totale de la comptabilité générale. Pour ce faire, vous serez assisté d'une équipe jeune, pragmatique et résolue de trois personnes.

De formation supérieure, DECS complet minimum, véritable praticien de la comptabilité (4 ans environ d'expérience dans un contexte industriel), vous souhaitez à environ 30 ans rejoindre un secteur en développement. Votre mobilité géographique vous permettra de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe. Le poste est basé au siège, à **ROCHEFORT-SUR-MER.**

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 33/2151 A à :

EGOR AQUITAINE
29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

IFACE
Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation
(Stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11 - Tél. 43.55.39.08 poste 1207

BANQUE COMMERCIALE PRIVEE, PARIS 9e, FILIALE D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS RECHERCHE

1 CADRE COMMERCIAL CONFIRME

(création et développement d'une clientèle d'entreprises)

1 CADRE COMMERCIAL DEBUTANT

(dans un 1er temps, Assistant d'un exploitant d'entreprises)

Adressez C.V. avec lettre manuscrite et photo, sous la référence 4697, à

MÉDIA PA 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

Société, secteur Confection, 10 000 clients en France et dans le monde, C.A. 400 MF, 1 300 personnes, Siège Social dans le **Sud de la France,** leader sur ses marchés, recherche son

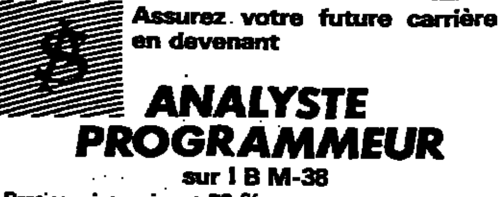
responsable DE L'ADMINISTRATION DES VENTES HF

Au sein d'une équipe de 19 personnes, vous exercerez l'ensemble des missions attachées à l'administration des ventes. Vous serez notamment chargé de la prise et du suivi des commandes, de la gestion des documents statistiques quotidiens et mensuels, de la centralisation des notes de frais de la force de vente. Vous participerez à la gestion et au suivi des budgets commerciaux : ristournes, coopérations commerciales, suivi des relances et règlement des litiges auprès de la clientèle.

Agé de 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent), vous savez utiliser l'informatique, vous connaissez les rouages tant de la grande distribution que du secteur détail. A vos qualités de rigueur et d'organisation, vous alliez le goût des contacts et le sens de la négociation. Une expérience de l'administration des ventes à l'export serait un plus important.

Merci d'adresser dossier complet (CV + photo + lettre manuscrite), sous réf. 10860 M à MEDIA-SYSTEM, 29 La Canebière, 13001 MARSEILLE, qui transmettra.

média-system



Assurez votre future carrière en devenant

ANALYSTE PROGRAMMEUR
sur I B M-38

Pratique intensive + 70 %.
Crédit étudiant total dont la première échéance démarrera bien à l'issue du stage.

LARGES OPPORTUNITES D'EMPLOI.

Prosoft 148, bd Haussmann 75008 PARIS
16 (1) 42.56.02.76



UNIVERS DE LA GESTION

BANQUE
de taille moyenne PARIS 8e
recherche,
pour son Département de Gestion des Engagements,

LICENCIE EN DROIT PRIVE H/F

Un Rédacteur
dans son Service Garanties :

- chargé d'actes diversifiés et souvent complexes ;
- utilisant un fichier informatisé d'actes et de crédits et de garanties ;
- disposant d'une bonne autonomie et placé sous la responsabilité directe du Chef de Service.

Une première expérience professionnelle de 3 ans dans une banque ou dans une étude notariale aura confirmé son goût pour la rédaction d'actes.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions, sous réf. 4702/LM à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER

BARRY

Leader mondial du chocolat, nous réalisons 4 milliards de CA dont 63 % à l'exportation. 2 200 personnes concourent à la performance et à la croissance du groupe. Notre Direction Financière assure la gestion de l'ensemble des flux, à travers la holding et les filiales françaises et étrangeres

Nous cherchons a integrer un candidat **diplômé de HEC - ESSEC - ESCP**, ayant après 2 à 3 ans d'expérience, la maîtrise des outils financiers : gestion du risque de change, utilisation et optimisation des nouveaux instruments financiers du marche monétaire international, negociations bancaires. Il sera également chargé du montage financier d'opérations d'investissement, de la gestion du risque clients de l'assistance et conseil des filiales

Adaptabilité, sens du dialogue, rigueur et imagination permettront à ce candidat de réussir dans notre structure évolutive et exigeante.

De courts déplacements à l'étranger sont à prévoir. Anglais courant indispensable, bonnes connaissances de la micro-informatique.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agreable (banlieue-Ouest de Paris).

Chantal CARLIN vous remercie de lui adresser votre dossier accompagné d'une photo, en précisant votre rémunération actuelle, sous reference 877 M, a KEY MEN - 10, rue de Rome - 75008 PARIS.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

AUDIT INTERNE

Nous sommes une grande entreprise de **TRAVAUX PUBLICS**.

Dans le cadre du développement de nos activités et pour étoffer notre structure, nous recherchons un auditeur interne.

- Vous prendrez en charge, dans nos établissements régionaux et nos filiales, le contrôle de la comptabilité. Vous vous assurerez du respect des procédures internes ainsi que des diverses règles administratives.
- Une formation supérieure à dominante comptable complétée par une bonne expérience professionnelle dans un cabinet d'audit devrait vous permettre d'assumer pleinement votre rôle.
- Le poste basé à Paris, exige de fréquents déplacements en province (environ 9 mois par an).
- Nous sommes prêts à donner toutes ses chances à un candidat méthodique, perspicace et ayant le sens du contact.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence N° 2138 à MS JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra.

Jonction

BANQUE ETRANGERE

PARIS
recherche

ANALYSTE FINANCIER

Bilingue espagnol, avec connaissance anglais.
Agé de 25 à 30 ans, de formation supérieure (DECS, DEA Finances), vous serez spécialisé(e) dans l'analyse de bilans.
Une première expérience professionnelle est souhaitée. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience. Poste évolutif.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 103/LM, à l'O.C.B.F. SERVICE - 86, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS

MEDIA PA

OCBF services
VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Crédit National



Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services originale et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.
Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

Conseiller les entreprises et financer leur expansion

Analyser tous leurs besoins, imaginer et mettre en place leurs financements (fonds propres, crédit-bail, prêts en francs et en devises, etc...), établir des relations au plus haut niveau avec les entreprises performantes, une mission passionnante qui vous permettra d'acquérir les techniques les plus modernes de l'ingénierie financière.

Cette mission vous l'exercerez dans nos Délégations Régionales, après une formation de 6 à 12 mois à Paris. Nous la destinons à des Cadres Financiers (Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales), débutants ou ayant une expérience de 2 ou 3 années dans une banque ou dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Parce que la force du Crédit National ce sont ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec CV, photo, indication de votre salaire, au 45 rue Saint-Dominique 75700 PARIS.

Cadres Financiers
Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales

DESSEIN

Paris

Directeur de la comptabilité

- Pour le siège central d'une banque de dépôts (total bilan : 40 milliards).
- Dans le cadre d'une organisation générale décentralisée, il assume la responsabilité d'ensemble des questions comptables, fiscales et règlementaires.
- Assisté d'une petite équipe de cadres, il établit les situations, bilans et comptes de résultats mensuels, et les comptes consolidés.
- Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience d'au moins cinq ans en cabinet.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 2384 à

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

La filiale d'une grande Banque européenne, implantation mondiale, en expansion.

recherche

CHARGÉ DE CLIENTÈLE INSTITUTIONNELLE/PRIVÉE

Si vous êtes un homme ou une femme de terrain, de formation supérieure, ayant acquis une expérience professionnelle au sein d'une banque ou d'une charge d'agent de change, complétée par une expérience de la prospection et une maîtrise totale de la langue anglaise.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique, et vous offrons des responsabilités en adéquation avec vos compétences et votre potentiel.

Cette opportunité vous intéresse ?
Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre + photo) sous n° 8.459 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

POUR DOUALA

Un jeune cadre camerounais futur directeur administratif et financier

Notre entreprise agro-alimentaire, filiale d'un grand groupe industriel international (C.A. de 20 milliards de francs, 300 personnes) recherche le remplaçant de son actuel Directeur Financier.

Après une période de formation réussie pour ce poste, il se verra confier l'animation du service comptable, composé d'une douzaine de personnes de bon niveau.

Agé d'au moins 30 ans, vous avez acquis une solide formation comptable et financière de type maîtrise de gestion, Sup. de Co. + DECS ou équivalent. Une expérience analogue de 4 à 5 ans est indispensable tout comme la pratique courante de l'informatique.

Sérieux, intègre, vous êtes réellement motivé pour assurer l'animation, la coordination et la communication de plusieurs services.

Si ce challenge vous tente, merci d'écrire sous référence 3.137 ALM à Eliane ROLLAND

SIASS
Ressources Humaines
50, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Organisateur bancaire

Nous sommes un très important organisme bancaire, et nous recherchons pour l'une de nos filiales basée en banlieue sud, un organisateur.

Au sein du service Organisation, rattaché à la direction Organisation et Informatique, vous serez responsable de la définition du cahier des charges de nouvelles applications à développer.

Vous participerez et animerez des groupes de travail. Vous serez l'interface entre les utilisateurs et la Direction Informatique.

A 27 ans environ, quelque soit votre formation supérieure, (ESC, Miage,...), votre expérience d'un organisme financier vous a permis de vous familiariser "aux titres et valeurs mobilières", si possible dans un environnement informatique.

Si cette perspective vous séduit, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence KB 874 C à : MADISEARCH - 68, rue Anatole France 92300 LEVALLOIS-PERRET.

MADISEARCH
GROUPE MADITECH

Organisation et Publicité

Notre BANQUE (260 personnes, quartier Etoile) est renommée pour la qualité du service rendu à une clientèle exigeante d'entreprises et de particuliers. Dans le cadre de sa croissance, elle recherche

JEUNE COMPTABLE

HAUT NIVEAU

Profil : 24 à 27 ans, titulaire du DECS, débutant ou 1re expérience (cabinet d'audit/EC ou entreprise). La connaissance du secteur tertiaire sera un atout supplémentaire.

Mission : sous la responsabilité de notre chef comptable, vous participerez à l'élaboration des procédures et aux différents travaux de la comptabilité générale conduisant à la production des bilans sociaux et fiscaux de notre banque et de ses filiales.

Nous offrons : salaire attractif, formation complémentaire et réelle possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous réf. OB/LM2 à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIA PA

Contrôleur de gestion, futur directeur administratif et financier

Département filialisé et organisme de gestion d'une des premières sociétés holding françaises, à Paris, leader sur son marché, l'investissement institutionnel, nous sommes une entreprise à taille humaine (140 personnes) à caractère fortement capitalistique (CA = 1 MMF environ).

L'intégration de notre DAF se fera en 2 temps :
Pendant 1 an environ, il est Chef du Service Contrôle de Gestion, et anime 4 personnes. Puis progressivement, il prend les responsabilités des Services Comptabilité, Achat-Facturation et Personnel, coordonnant une équipe de 25 personnes, bien relayé toutefois par des chefs de service fidèles et compétents.

28-32 ans, diplômé d'une grande école de commerce, IEP, ou de formation universitaire équivalente, vous êtes aujourd'hui un contrôleur de gestion confirmé, un utilisateur compétent de l'informatique, et vous aspirez à prendre des responsabilités de généraliste de la fonction Gestion-Administration-Finance.

Vous êtes également un homme d'idées et de conseil, capable d'enrichir notre entreprise, en phase de croissance externe, d'innovations raisonnables et profitables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 551, à Catherine de La Roche Saint-André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE BANQUE PRIVEE A LA RECHERCHE DE COMPETENCE ET DE DYNAMISME POUR L'UNE DE NOS AGENCES

SOUS DIRECTEUR COMMERCIAL CLASSE VII - H/F

Désireux d'évoluer vers la **DIRECTION D'AGENCE**, vous assurerez pleinement l'animation du réseau commercial et le développement de la clientèle PME-PMI pour l'essentiel, sous l'autorité du directeur.
Diplômé d'une école de commerce, vous avez une longue expérience de la banque et désirez évoluer rapidement.

FONDE DE POUVOIR H/F

Dépendant du sous directeur commercial, vous serez responsable d'un secteur développement d'une clientèle constituée de PME-PMI.
De formation Bac + 2 ou 3, vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans la profession bancaire en qualité de commercial ou d'exploitant "entreprises".

Merci d'adresser votre dossier de candidature à R. NOEL sous réf. 23773 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra. Discrétion assurée.

CONTESSE

BANQUE PARIS-8e

Filiale d'un groupe important recherche pour renforcer ses structures

UN ATTACHÉ AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (H./F.)

pour assurer notamment la mise en place des procédures comptables et l'audit interne de la Banque.

CE POSTE REQUIERT :
- une formation supérieure (école de commerce, ITB, CESB + DECS) ;
- une expérience de 4 à 5 ans acquise dans les services comptables et/ou d'inspection d'une banque active sur les différents marchés de l'argent ;
- une très bonne maîtrise de la réglementation bancaire.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. n° 1.597 à :

Centre de Psychologie et d'Efficience
17 rue des acacias 75017 Paris



UNIVERS DE LA GESTION

intel

Intel France, filiale du leader mondial des microprocesseurs, recherche le

RESPONSABLE ORGANISATION ET LOGISTIQUE

de son département «Support Clients» : centre de profit chargé de l'assistance et du support logiciel, de la formation clients, de la documentation technique et de la maintenance matériel.
Le candidat retenu sera à la fois un homme de terrain qui saura optimiser et développer les outils informatiques existants - micros, systèmes centralisés - gérer les contrats, les facturations et les inventaires,et un homme d'organisation qui, à la tête d'une équipe de 6 personnes, fournira le support administratif nécessaire au suivi et au contrôle des activités du Département en prise directe avec les autres managers.
De formation supérieure, il devra justifier d'une expérience similaire et parlera impérativement l'anglais.
Merci d'adresser votre CV, sous réf. M 604, à la Direction des Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, B.P. 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines.

média-system

CONTROLEUR DE GESTION GROUPE

Au sein d'un groupe de 7.000 personnes, leader incontesté dans son domaine, nos filiales françaises et francophones, d'activités diversifiées, possèdent des directions décentralisées.

Votre rôle essentiel, construire le reporting à la maison-mère et mettre en place des outils d'analyse adaptés à la vie de ces entreprises.

Homme de communication et de terrain, vous avez la force de conviction et la volonté de participation actives qui vous différencient d'un homme de procédures :
vous serez le conseiller de nos Directeurs opérationnels.

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous bénéficiez d'au moins 5 ans d'expérience du contrôle de gestion si possible en production.

Vous souhaitez évoluer à terme vers un poste de généraliste. Notre groupe ne manque pas d'opportunités à saisir pour des hommes à fort potentiel ayant prouvé leur efficacité.

Envoyez CV + lettre + prétentions, sous réf. CG/LM, à notre Conseil KER – 22, rue Legendre 75017 PARIS.



Contrôleur de gestion
de Filiales Internationales

Prendre en charge l'ensemble de la fonction contrôle de gestion au niveau des filiales étrangères du Groupe :
- Participer à l'élaboration des stratégies et des plans (budgets, reporting, tableaux de bord ...).
- Conseiller la Direction Générale et assister les hiérarchies opérationnelles dans l'application des données.

Telles sont les principales missions que souhaite vous confier ce Groupe très performant figurant parmi les leaders mondiaux dans sa spécialité : les composants électroniques.
Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC ...), vous bénéficiez déjà d'une expérience significative du contrôle de gestion, acquise de préférence en industrie dans un contexte international. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'espagnol ou du portugais souhaitée.
Le poste est basé en proche banlieue Ouest de Paris, et nécessite des déplacements fréquents mais de courte durée.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 522 C, à notre Conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette mission.



Au coeur de l'évènement

La Direction Financière de la holding d'un groupe international (plus de 5 milliards) très diversifié dans ses activités recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Dans un premier temps, avec l'aide d'un cabinet extérieur, il aura pour mission de concevoir et de mettre en place les procédures de reporting financières et administratives nécessaires au contrôle et au suivi de l'activité des filiales.
Puis, en tant que Contrôleur de Gestion de la holding, il sera chargé de la bonne application des procédures mises en place, de conseiller les directeurs financiers des sociétés du Groupe dans leur fonction, de faire la synthèse des éléments financiers recueillis pour la direction générale, d'analyser les écarts, de contrôler.
Il est diplômé d'études supérieures (grande école de commerce). Il a une expérience significative acquise soit dans le cadre d'un cabinet d'audit, soit au contrôle de gestion d'une entreprise industrielle.
La taille et le dynamisme exceptionnel de ce Groupe permettront un développement de carrière important à un homme de valeur.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 1019/MO (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

PARIS SUD

SSII, 200 personnes, C.A. + 120 M de F, en progression de 25%an, filiale d'un grand Groupe de Communication
crée un poste de

Directeur financier et juridique
300.000 F/an +

Il supervisera le service des comptabilités, le contrôle de gestion, le contrôle budgétaire. Il sera assisté dans ces domaines d'un responsable des comptabilités, de haut niveau.

Il assumera personnellement la responsabilité de la trésorerie, les plans de financement, les relations avec les banques. Il développera les tableaux de bord et outils prévisionnels. Il pilotera l'ensemble du secteur juridique (droit des sociétés, droit commercial, assurances,...).

Il participera aux instances de Directions.

Ce poste exigeant sens des responsabilités et autonomie, sera confié à un **CADRE DE HAUT NIVEAU**, 32 ans mini, formation supérieure (Ecole de Commerce + niveau Expertise Comptable), possédant une parfaite maîtrise des techniques comptables, financières et juridiques et une expérience réussie à un poste de Direction Financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 511-M à

Elisabeth et Didier FRENCH
CONSEILS EN GESTION DE RESSOURCES HUMAINES
17, rue Mirabeau, 75016 Paris
qui prendront contact avec vous en toute discrétion.

Jeune fiscaliste
INTERNATIONAL

Titulaire d'une Maîtrise en Droit et spécialisé en Droit Fiscal, vous souhaitez valoriser une première expérience acquise en Entreprise ou en Cabinet. Une formation E.N.I. serait un plus.

Le développement de notre Groupe (26 000 personnes implantées dans 40 pays), nous amène à renforcer notre Service Fiscalité-Groupe. C'est l'opportunité que nous proposons à un jeune Fiscaliste, possédant de bonnes bases en fiscalité française et étrangère et maîtrisant l'anglais.

Vous assisterez le Chef du Service, notamment pour le suivi des filiales étrangères et le traitement des problèmes du Groupe au niveau international.

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions à SODEXHO, sous réf. LM 096 FIS, Service Recrutement, BP 36, 78391 BOIS D'ARCY Cedex.



CONTESSE

Dans le cadre du développement de ses activités

UNE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BASSE NORMANDIE

recherche des

CONSEILLERS AUPRES DES ENTREPRISES H/F

Au sein d'une équipe jeune et pluridisciplinaire, ils auront à réaliser des interventions de conseil en P.M.I. et à assurer la promotion des actions nouvelles de la C.C.I.
Ces postes impliquent une formation de type ESC, des qualités d'analyse, de synthèse et le goût des contacts. Ils s'adressent à des candidats jeunes, capables de prendre des initiatives et surtout désireux d'œuvrer à l'expansion d'une région.
Une première expérience serait un atout, mais un débutant motivé et dynamique sera le bienvenu.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 178 à C.K. 107, rue Lauriston 75116 Paris

LEVI TOURNAY/ASSOCIM



Chantal Kenvyn

DECS... et Manager

Hors des USA, nous sommes le fer de lance (1500 personnes) d'un groupe US prestigieux et performant, High Tech de son secteur d'activité.
Rattaché au Financial Manager, nous recherchons un Manager d'avenir, pour superviser la Comptabilité Générale et la Comptabilité Fournisseurs (13 collaborateurs). A la tête de ces services, il/elle sera responsable de l'exécution des comptabilités jusqu'au bilan, de la consolidation et des reportings. Il s'appuiera sur des systèmes informatiques sophistiqués, très opérationnels.
Dans la jeune trentaine, après une formation comptable supérieure, vous avez acquis votre professionnalisme dans un cabinet d'audit et/ou en entreprise, filiale d'un groupe anglo-saxon, et avez eu l'occasion de manager avec succès et en souplesse une équipe comptable ; vous avez une bonne aptitude à assimiler les systèmes informatiques, et pratiquez un excellent anglais.
Vous savez animer et communiquer. Bien organisé, vous tenez vos délais et vos engagements. Votre solide ambition est à la mesure de notre développement.

Saisissez donc cette opportunité en nous adressant votre lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée, sous référence J/143.01/M, à notre Conseil :

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES



58 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16.

média-system

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 23 ans. DESS, IAE de GESTION GÉNÉRALE. MAITRISE AES, LICENCE DROIT des AFFAIRES. Etudie ttes propositions marketing, gestion générale, gestion du personnel.
Ecrire sous le n° 6948
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.F. 34 ans, maît. Sc. Eco. 10 ans exp. analyse financière/études de crédits, recherche emploi de sté AFFACTURAGE ou crédits spécialisés pour analyse risques, suivi client. Accepte déplacements.
Ecrire sous le n° 8475
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.F. 26 a., DESS psychologie industrielle, énergie diplomate, petite exp. dans recrutement et format., désireuse de collab. aux activités de recrutem. ou format. ou dans serv. du personnel. Tél. Mme Asseali au 42-03-63-95.

CHINE
J.F. 24 a., I.E.P., licence de chinois, 2 ans Chine, exp. interprète, ch. contact entr. intérêt marché chinois pr missions, traduct. tech. ociale ou poste export. Tél. : 48-79-28-29.

J.F. 35 a., 10 ans exp., excell. prés., bil. angl., ital., ch. poste assistante de ht niv. Etud. ttes proposit. pour autre fonction.
Ecrire sous le n° 8478
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.F. 27 a., maîtrise gestion, dynamique et motivée, étudie toutes propos. sur Paris et R.P.
Ecrire sous le n° 8470
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

Arts et Métiers, 36 ans, directeur industr. au Cameroun en agro industrie, du 15-04 au 12-5 en métropole, rech. poste à responsabilités France-étranger. Tél. : 20-44-92-81.

Secrétaire de direction ch. contrats durée déterminée.
Ecrire sous le n° 8467
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

Dynamique et méthodique, secrétaire de direction, 28 ans, anglais courant, 7 années d'expérience dans les domaines du marketing, commercial et de la communication,
recherche
emploi stable dans les secteurs presse, publicité, radio ou tous autres secteurs dynamisants. Tél. : 42-62-76-44 après 19 h.

J.H., maîtrise de géographie, DESS de démographie, rech. empl. sect. aménagement, coll. locales ou autres.
Tél. : 31-63-83-80.

Homme cinquantaine, employé de diffusion, expérience presse écrite, cherche emploi. Etudie toutes propositions.
Tél. : 60-16-04-22.

H. 40 ans.
Publicité, relations publiques, marketing, commercial, connaissances presse tous supports, agences.
Ch. place stable.
Tél. : 48-75-56-53.

MAGISTRAT
FINANCES PUBLIQUES
ancien des services fiscaux, spécial. TVA marchés publics, ch. emploi même niveau.
Ecr. Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, s/réf. 23.801, 75040 Paris, cedex 01, qui transm.

formation professionnelle

M.S.T.
Maîtr. de Sc. et techniques Métiers de l'image et du son. Formation de réalisateurs multimédia.
Concours d'entrée les : 18, 19 et 20 mai 1987.

Renseignements :
Université de Provence
M.S.T. Image et Son
3, place Victor-Hugo,
13331 MARSEILLE.
Tél. : 91-62-13-90.

capitaux propositions commerciales

Entreprise commerciale recherche collaboration avec fabricants pour commercialisation de produits français sur l'Ouest de la France, ou produits d'origine C.E.E. pour distribution sur le territoire français. SARL Nant' Impex, 12, rue d'Evreux, 44800 SAINT-HERBLAIN. T. : 40-46-00-29, Télex 711.220.

Pour opérations immobilières diverses cherche :
PARTENAIRE FINANCIER
disposant de 2.500.000 F.
Possibilité emploi partiel.
Ecr. MAZET, réf. 59751, 104, R. RÉAUMUR, PARIS-2°.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

8e arrdt

FRIEDLAND 180 m²
Triple réception, 3 chbres, 4e étage. Service, parking. GARBI : 45-67-22-88.

EUROPE 90 m²
Pied-à-terre de charme, bel hôtel particulier, séj. + chbre. Tél. : 45-67-22-88.

15e arrdt

CAMBRONNE
appts occupés loi 48.
Dans bel imm. pierre de t. de 350.000 F à 450.000 F.
42-80-64-74, poste 233.

18e arrdt

Philippe-de-Girard. Part. vd loft 4 niv., 72 m² env., verrières, cuis. américaine, s.d.b. + w.c., poutres origine, haut plafond, décoration architecte, état neuf. 900.000 F. Tél. : 42-02-16-66.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Pr. Péreire-Champerret, 2 p., 4 p. + divers. 3 et 5 p. Tt cft. Tt Paris. Px intér. 47-51-23-14.

BUTTES-CHAUMONT
Vue exceptionnelle sur parc et lac. Imm. neuf, grand stand.
2 P. 49 m² .... 4200 F + ch.
3 P. 74 m² .... 6000 F + ch.
4 P. 92 m² .... 7500 F + ch.
5 et 6 P. EN DUPLEX
Cave et parking inclus. Sérieuses références exigées. Tous les jours de 11 à 18 h, sauf mercredi et dimanche. 46, rue BOTZARIS.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS. Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés multinationales.
TÉL. : 45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, Stés MULTINATION. et DIPLOMATES studios, 2-3-4-5- pces et plus. Tél. : (1) 42-85-13-05.

immobilier information

Pour vendre ou acheter maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce sur toute la France.
LAGRANGE
9, r. Le Châtelier, 75017 Paris. Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

bureaux

Locations

Domiciliation depuis 80 F/ms Av. des Ch.-ÉLYSÉES (Étoile) Rue ST-HONORÉ (Concorde). Rue CRONSTADT PARIS-15°. 21 bis, rue de TOUL, PARIS-12°. Constitution SARL 2.000 F H.T. Inter Dom. Tél. : 43-40-68-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 43-93-60-50 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

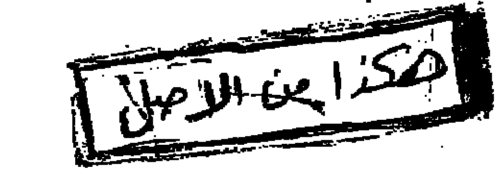
VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. bux, secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

ÉTOILE
très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services.
TÉL. : (1) 47-27-15-58.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles. Bureaux. Constitution de Sociétés, télex, secrétariat.
ACCESS. 40-26-15-12.

DOMICIL. CIALE 8e
TELEX/SECRÉT., TÉL., BURX.
AGECO 42-94-95-28.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs. Démarches R. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47
NATION 43-41-81-81



Le Monde

ECONOMIE

L'aménagement du territoire en jachère

Dilemme gouvernemental : encourager les zones dynamiques ou (et) aider les régions les plus faibles

LE rapport Guichard – remis par le *« pape »* de l'aménagement du territoire au gouvernement fin novembre pour l'aider à y voir clair et tenter de *« repopulariser »* une grande idée laissée en jachère – faisait 103 pages. C'était un travail intéressant, méticuleux dans ses analyses, novateur, voire hardi, dans ses propositions. L'ensemble des documents, réponses et avis émanant d'une multitude d'organismes et institutions, sollicités par M. Pierre Méhaignerie, doit bien dépasser un millier de feuillets !

Mais les fonctionnaires de la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), qui sont chargés d'en dégager une synthèse, ont toutes les peines du monde à y trouver quelques idées originales, une pensée cohérente ou des suggestions qui concilient la recherche de l'efficacité économique et celle de la solidarité nationale entre régions en déclin et « villes vedettes » en plein essor.

Incantations et colloques

L'aménagement du territoire – autrement dit une politique de développement harmonieuse, quoique différenciée, de l'ensemble du pays, créée vers 1960 – est en pleine déroute, depuis plusieurs années. Cette politique se nourrit d'incantations, de discours, de rapports, de colloques ; mais, sur le terrain, elle s'embourbe. La décentralisation, inventée et lancée par M. Gaston Defferre et M. Pierre Mauroy, lui a ravi la vedette législative et politique pendant cinq ans.

La crise a fait le reste pour l'expédier aux oubliettes, puisque l'aménagement du territoire, c'était avant tout la redistribution équitable des fruits de la croissance. Lorsqu'il n'y a plus rien à répartir, la croissance étant ce qu'elle est, lorsque la décentralisation encourage les collectivités locales au « chacun pour soi », lorsque l'idée de planification et d'orientation volontariste par l'État devient incongrue, voire pernicieuse, l'aménagement du territoire et la DATAR qui en est le symbole risquent d'apparaître superfétatoires et même suspects. Et c'est ce qui est arrivé.

Avec discrétion, mais énergie, M. Méhaignerie, dès qu'il a pris en charge l'aménagement du territoire en même temps que l'équipement, le logement et les transports, a cherché à sauver les meubles. Il est parvenu à préserver la DATAR, qui était dans le collimateur des auteurs du rapport Belin-Gisserot et de plusieurs ministres (*le Monde* du 5 juillet 1986). Pour gagner du temps et démontrer qu'il prenait au sérieux les enjeux régionaux, le président du CDS, homme de l'Ouest, a donné carte blanche à un autre homme de l'Ouest, respecté, le RPR Olivier Guichard.

Sachant qu'il ne pourrait résister à la « furia » anti-subventions de la Rue de Rivoli et des ministres libéraux, M. Méhaignerie a dû accepter la réduction des moyens budgétaires et des primes de la DATAR ; mais il a pris soin de faire avaliser officieusement ce repli par cinq présidents influents de conseil régional. Surtout, ce à quoi il renonçait d'une main comme ministre de l'aménagement du territoire, il l'obtenait de l'autre – auprès de M. Édouard Balladur – comme responsable de l'équipement et des travaux publics, en voyant son budget des routes relevé de 8 % en 1987. Un succès politique confirmé aujourd'hui puisque M. Méhaignerie va capter 2 milliards de francs supplémentaires en provenance des privatisations (qui permettront à leur tour de lancer 3 milliards d'emprunts) afin de doubler les programmes routiers et autoroutiers.

Entre deux logiques

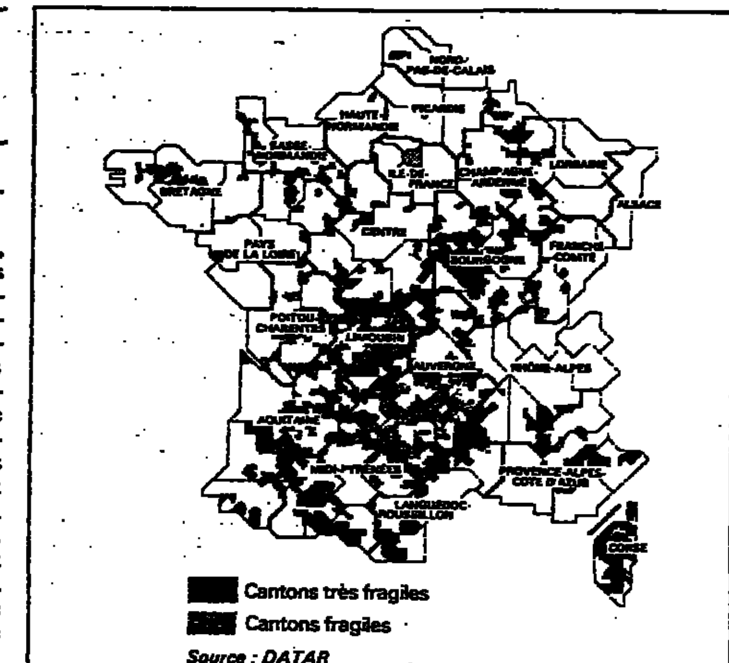
Personne ne songe à nier – au moment où toutes les régions revendiquent machinalement leur désenclavement, c'est-à-dire de meilleures conditions de transports – le rôle essentiel des grandes infrastructures modernes de communication dans l'aménagement du territoire. Mais, de même que cette politique ne doit pas être assimilée à un sous-produit ou une annexe des politiques menées en faveur de l'agriculture, de l'industrie, de l'emploi, de la formation ou de l'urbanisme, de même serait-il dangereux de la réduire à la seule construction de routes. Ce serait la marginaliser, alors qu'elle devrait, pour retrouver du panache et une influence interministérielle, concerner les impacts géographiques, conjoncturels et à long terme, de toutes les décisions gouvernementales.

Or c'est là que le bât blesse. Depuis mars 1986, le gouvernement temporise. Il est déchiré entre deux logiques : encourager les zones dynamiques (région lyonnaise, Ile-de-France, Strasbourg, Toulouse, Sophia-Antipolis) qui, dans la concurrence internationale, valorisent la France ; mais aussi, au nom de la solidarité nationale, aider les régions les plus faibles : *« Il est hors de question de laisser rayer de la carte le bassin de Decazeville »*, a déclaré, il y a quelques jours, M. Jacques Chirac, faisant allusion à l'un des bassins industriels les plus sinistrés de France.

Du coup, devant la multiplication des foyers de chômage – de La Rochelle à la vallée de la Sambre, de La Ciotat aux Ardennes, – la DATAR reste une armée de pompiers et d'infirmiers dévoués, mais qui se démènent en désordre, sans grands moyens.

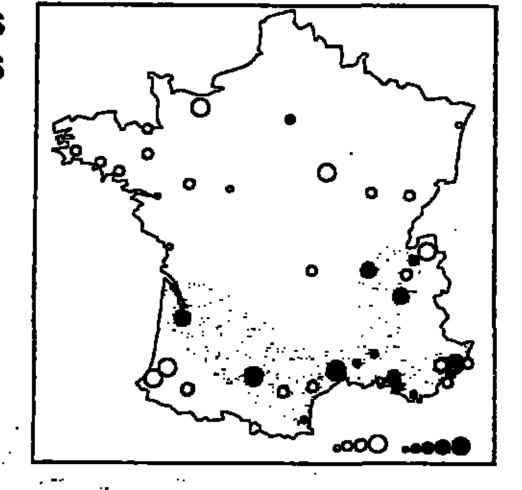
A côté d'une quinzaine de villes *« superstars »*, autour desquelles, comme le suggère le rapport Guichard, s'organiserait à l'avenir le développement de haut de gamme (centres de recherche, universités, industries de haute technologie, services financiers), le grand manteau du désert vert menace près de la moitié des campagnes.

Les campagnes en déclin...



Sur la carte ci-dessous figurent en cercles noirs les quinze villes où, selon un sondage de la DATAR et de l'IFOP, les habitants de la région parisienne aimeraient mieux vivre et travailler. Arrivent en tête : Montpellier, Nice, Toulouse, Bordeaux, Grenoble et Lyon. Les cercles blancs correspondent à une vingtaine d'autres villes moins attirantes, avec, en fin de classement (gros cercles) : Auxerre, Caen, Dax, Megève et Saint-Jean-de-Luz.

... et les villes vedettes



Si l'aménagement du territoire doit avant tout être une politique géographique enracinée dans l'espace, là est l'enjeu fondamental et inacceptable pour demain : une France où, derrière les lumières de quelques pôles d'excellence, l'exode rural, le vieillissement, l'extinction des feux du petit commerce, la réduction des services publics, l'avancée des friches, l'évanescence de l'agriculture auront progressivement rayé de la liste des fabricants du produit national des dizaines de cantons des Ardennes, de la Haute-Marne, du Morvan, du Massif Central, des Alpes du Sud, des Pyrénées centrales, des Landes, de la Bretagne intérieure, du bocage bas-normand, des Cévennes et de la Corse. La DATAR vient de faire établir, par données informatisées, une carte – celle qui est publiée ci-dessus – qui donne froid dans le dos.

Jusqu'à ce jour – outre les orientations budgétaires pour les routes – les deux seules opérations marquantes et positives en matière d'aménagement du territoire ont été prises par... M. Alain Madelin et des investisseurs américains. D'un côté, le ministre de l'industrie, élu breton lui aussi, est parvenu, après de longues procédures, à créer sur les sites frappés par la faillite des chantiers navals Normed des « zones d'entreprises » où les nouvelles sociétés bénéficent pendant dix ans d'exonération d'impôts sur les sociétés. C'est une incitation fort séduisante qui commence à porter des fruits et, de fait, Dunkerque, La Ciotat et La Seyne deviennent les priorités numéro un de « l'aménagement-colmatage » du territoire industriel.

De l'autre, la signature du contrat Eurodisneyland, à Marne-la-Vallée, représente – un peu comme devait l'être Fos, il y a quinze ans – une formidable opération d'aménagement. Mais les effets en profondeur sur l'économie de la bienheureuse Ile-de-France vont renforcer encore la prédominance de cette région sur les autres.

Un calendrier et des priorités

M. Méhaignerie a beaucoup laissé réfléchir et beaucoup attendu. Il faut maintenant qu'avec M. Chirac il affiche une politique claire. *« La réflexion sans l'action, c'est le rêve »*, disait Pascal. On nous promet que le comité interministériel, prévu pour le 13 avril, va balayer toutes les ambiguïtés, tracer des priorités, arrêter un calendrier, annoncer comment sont répartis géographiquement les crédits d'Etat.

Le moment est venu de dire si les contrats de plan avec les régions seront respectés par le gouvernement, si les moyens financiers adéquats seront dégagés pour attirer en France les investissements japonais ou américains *« internationalement mobiles »*, auxquels les Allemands, les Britanniques ou les Belges font des ponts d'or, si la France est déterminée à convaincre ses collègues de la CEE de définir quelques grands projets d'intérêt européen financés comme tels, enfin si le gouvernement va relancer la politique de décentralisation.

Ainsi, M. Méhaignerie voudrait bien que l'Ecole nationale des Ponts-et-Chaussées quitte la rue des Saints-Pères et aille à Nice ou à Marne-la-Vallée, mais le corps des ponts crie au scandale. En revanche, lorsqu'on lui demande s'il ne faudrait pas que la DATAR, somptueusement sise au pied de la tour Eiffel donne l'exemple, et s'installe en province, le ministre, après avoir souri, répond : *« Ce n'est pas idiot... »* Chiche ?

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire en page 34 le reportage de François Koch en Corrèze, et le point de vue « Au fil de l'eau ».)

La France n'est pas une puissance commerciale

par Pascal Gaudron
professeur
à l'Ecole supérieure de gestion

Pour s'imposer sur les principaux marchés mondiaux, il faut jouer d'une position intermédiaire entre les puissants et les autres.

DEPUIS de nombreuses années, les résultats du commerce extérieur de la France ne traduisent pas une spécialisation internationale efficace. L'année 1986 et les premiers mois de 1987 confirment cette approche : l'équilibre extérieur reste très précaire. Le solde commercial est trop facilement influencé par l'évolution de la demande intérieure (variation des besoins en biens d'équipement et de consommation), mais aussi par des facteurs extérieurs (changement de la demande mondiale, fluctuations du dollar...)

En fait, au-delà des explications conjoncturelles, la France apparaît comme une puissance exportatrice, c'est-à-dire un pays qui peut vendre à l'extérieur, mais non comme une véritable puissance commerciale, c'est-à-dire un pays globalement capable de s'imposer sur les principaux marchés internationaux et de choisir des branches à forte demande mondiale. L'INSEE a déjà signalé cette spécificité : la France ne peut suivre une logique de type japonais, car dans les branches où la demande mondiale est forte sa compétitivité-prix est trop limitée ; mais elle ne peut pas plus développer une logique de type allemand, du fait de la faiblesse de sa compétitivité-qualité (1).

Il faut donc définir et appliquer une logique qui corresponde au cas français. La France doit gérer sa position internationale ; or elle a toutes les caractéristiques d'un pays « intermédiaire » dans les relations économiques mondiales. Un tel pays utilise de façon différenciée la chaîne des avantages comparatifs. Il ne subit pas les mêmes contraintes sur tous les marchés. Il peut être spécialisé par rapport à une zone commerciale pour une branche, mais ne pas l'être envers une autre zone pour la même branche. Plus précisément, en termes de facteurs de production, ses exportations vers une zone A peuvent être plus intensives en travail qualifié que ses importations, alors qu'avec la zone B l'intensité est plus forte en travail moins qualifié (2).

Ainsi la combinaison des facteurs et du niveau technologique détenu par un pays intermédiaire l'oblige à se placer différemment sur les marchés internationaux, qui sont d'ailleurs d'accès dissemblables. Il existe une hiérarchie qui reflète la position des pays sur la chaîne des avantages comparatifs, et cette combinaison agit comme une contrainte qu'un pays à spécialisation intermédiaire ne peut remettre en cause. La disponibilité des facteurs de production nécessite un choix. Aucun pays ne peut tout produire.

De plus, l'abondance d'une catégorie de facteurs n'est pas nécessairement le signe d'un avantage, si la technologie est comparativement inférieure à celle d'autres pays. Dans ce cas, la contrainte rencontrée oblige très souvent le pays intermédiaire à exploiter les marchés laissés libres par les pays qui possèdent une technologie supérieure et qui l'utilisent pour conquérir des marchés plus profitables.

Il est possible de définir trois zones de concurrence vis-à-vis desquelles le pays à spécialisation particulière devra gérer ses relations commerciales.

● La première zone, celle des pays « supérieurs », représente des partenaires commerciaux mieux dotés que le pays « intermédiaire » sur l'échelle des combinaisons factorielles et technologiques. Ceux-ci produisent et exportent un pourcentage important de biens à haute technologie.

(Lire la suite page 36.)

(1) Philippe Guinchard, « Productivité et compétitivité comparées des grands pays industriels », *Economie et Statistique*, n° 162, janvier 1984.

(2) François Vellas, « Echange international et qualification du travail », *Economica*, 1981.

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

POINT DE VUE

Au fil de l'eau

par Mercure

Pseudonyme de plusieurs hauts fonctionnaires en poste à Paris et dans les collectivités territoriales.

AINSI, le gouvernement a bien une politique d'aménagement du territoire : c'est une politique de congrès et de grand-messes. Après une longue méditation au chevet du malade, nourrie d'une consultation solennelle d'*Olivier Guichard, le ministre* compétent, Pierre Méhaignerie, assisté de son docteur Diafoirus, ne cesse de se multiplier, ici et là, pour diffuser le diagnostic.

Pour mieux éviter les grands tabous – conditions de survie du monde rural, conversion des régions de vieille industrie, menace de nouvelle embolie de la région parisienne – le ministre distille, de congrès en colloque, les analyses les plus pénétrantes et les intentions les plus vertueuses sur les grands problèmes de ce temps.

Un an après sa nomination, hélas ! l'indigence de la thérapeutique est à la mesure du diagnostic. Certes, il annonce des autoroutes, mais seront-elles réalisées ? Et quand ? Pour le reste, on peut craindre que, dans l'esprit de nos gouvernants, le verbe ne tienne lieu de *« médecine douce »*, dilatoire de toute décision jusqu'aux présidentielles.

Au moins doit-on lui reconnaître – une fois n'est pas coutume – une cohérence certaine avec son idéologie libérale : l'aménagement du territoire n'en finit pas de voguer au fil de l'eau. L'ennui, et le danger, c'est que la France aborde, dans cet état d'extrême vulnérabilité, une zone de dangereux rapides.

Les sombres perspectives attachées à la politique agricole commune et au revenu agricole posent, avec un acuité sans précédent, les problèmes du peuplement de nos campagnes, de la préservation de notre patrimoine bâti et naturel, de l'égalité des ruraux devant l'accès aux services de première nécessité. Des mesures simples s'imposent : contrats de conversion agricole, régionalisation de la politique agricole, engagement de l'Etat sur la *préservation d'une trame suffisante* d'activités, d'animation et de services publics en milieu rural.

Les conséquences prévisibles des dispositions de l'Acte unique européen nous interrogent sur les effets d'une concentration sans frein des activités à l'échelle de l'Europe, sur l'accélération des grands programmes d'infrastructures, sur la préservation de circuits courts de recyclage de l'épargne et sur un renforcement des régions. Comment demain l'Alsace et le Languedoc-Roussillon pourront-ils saisir leur chance par rapport aux collectivités voisines aussi puissantes que les Länder allemands ou *les « generalidades » espagnoles* ?

Une remise en ordre de la décentralisation s'impose de toute urgence tant il est clair que cette *« grande affaire »* reste au milieu du gué. Il faudra sans doute du courage pour imposer la région au département, mais l'abolition des financements croisés ou conditionnels, la spécialisation et le cloisonnement des compétences, l'assouplissement du dispositif d'aides aux entreprises seraient autant de mesures simples, bienvenues.

Extrême naïveté

L'Etat, enfin, doit disposer de moyens substantiels, au moins *comparables à ceux de ses grands* voisins, champions du libéralisme en trompe-l'œil que sont la Grande-Bretagne ou l'Allemagne. Ce gouvernement, qui a déshabillé notre territoire par la suppression de la prime d'aménagement du territoire *régionale, doit, très vite, prendre* toute la mesure de son extrême naïveté et concéder à la raison un retour en arrière. Il y va de notre attractivité pour les investissements étrangers : il y va donc de notre emploi dans une période où la plus infime négligence est coupable.

Il est un temps, admissible, pour le débat et l'analyse. Le gouvernement Chirac, qui ne cesse depuis bientôt six mois de s'abîmer d'indécision devant le rapport Guichard, tel l'âne de Buridan devant son picotin, prend là, devant les générations futures, une grave et lourde responsabilité : celle de balayer, par quelques mois d'irresponsabilité politicienne, trente années de ces efforts patients et résolus qui ont *permis l'émergence d'un aménagement* raisonné et, somme toute, solidaire de notre territoire national.

Corrèze : à l'écart des grands chemins

Brive est le seul carrefour routier et ferroviaire de niveau national dans un département enclavé.

« UN petit département dans une petite région ». Deux cent quarante et un mille cinq cents Corréziens parmi sept cent trente-sept mille habitants du Limousin. *« Les Parisiens, originaires du département, sont aussi nombreux que les Corréziens »*, explique M. Jean Charbonnel, député, maire, conseiller général RPR de Brive-la Gaillarde.

Allusion au Corrézien maire de la capitale, M. Jacques Chirac. Illustration du déclin démographique : entre 1891 et 1982, ce département rural a perdu plus du quart de sa population. Dans quelques communes de la haute Corrèze, la densité est de six habitants au kilomètre carré, *« la limite de la désertification »*.

Très contrastée la Corrèze fait partie de la seule région française où il n'y a pas un kilomètre d'autoroute, ni de TGV en projet. Pas d'aéroport non plus. Seule, Brive s'est réellement développée avec aujourd'hui 45 000 emplois (50 % de toute la Corrèze) ; deuxième ville de la région après Limoges. C'est le seul carrefour routier et ferroviaire de niveau national, avec la RN 20 et le train le *Capitole*, sur l'axe Paris-Toulouse, et la RN 89 (Clermont-Ferrand-Bordeaux), dite trans-européennne.

Alors que Tulle (la préfecture) et surtout Ussel font partie du Massif Central, ce centre de gravité économique qu'est Brive, est davantage tourné vers la Dordogne et le Lot. Les économistes parlent de « zone de chalandise » (30 kilomètres de rayon et plus de 250 000 habitants) qui, selon M. Charbonnel, pourrait devenir un nouveau département.

Avant le Zambèze

« La Corrèze avant le Zambèze » (1) écrivit, dans les années 50, l'éditorialiste Raymond Cartier pour affirmer la priorité au développement du sol national. Le département en tout cas n'y a rien gagné. Bien au contraire. *« Nous avons été oubliés par la politique d'aménagement du territoire de 1963 à 1981*, affirme M. Jean-Claude Cassaing, député PS, conseiller général, vice-président du conseil régional *et même depuis quatre ans les gouvernements s'occupent plus des régions traditionnellement industrielles.* »

Pour M. Charbonnel, c'est depuis 1975-1976 (après son départ du ministère du développement industriel et scientifique, sous Georges Pompidou) qu'*« il n'y a plus d'aménagement du territoire »*. Aujourd'hui il critique ouvertement le *« libéralisme excessif »* de certains de ses amis.

Les voies de communication n'ont pas beaucoup évolué. En effet, la clé de la répartition des crédits est fonction du seul trafic, si bien, observe M. André Bizac, président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Brive, qu'*« à partir du moment où l'on accepte de s'en remetre à ce seul critère, on s'enfonce dans une logique qui favorise systématiquement les régions les plus urbanisées. On renforce la congestion et on accentue les faiblesses »*.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'enclavement de la Corrèze s'est accentué. Les flux économiques ont de plus en plus *tendance à éviter le département* ; mais les responsables politiques et économiques n'ont pas toujours été aussi unanimes à exiger le *« désenclavement »* de leur région. La rivalité séculaire entre le « pays de Brive » et Tulle/Ussel n'a pas réellement disparu.

Le passage de la voie ferrée Paris-Toulouse par Brive, en 1860, a marqué le départ d'un déséquilibre économique qui explique la jalousie des Tullistes vis-à-vis des Brivistes. Alors que Tulle est portée à bout de bras par la préfecture et la manufacture d'armes, il y a deux chambres de commerce et d'industrie, et deux tribunaux de commerce.

Politiquement, le département est coupé en trois : en haute Corrèze (Ussel), le RPR chiraquien, dans le pays de Brive, le RPR de M. Charbonnel (les amis du premier ministre lui reprochent son passé de gaulliste de gauche et dit-on, son penchant actuel pour M. Raymond Barre) et, entre les deux, la préfecture de Tulle a un maire communiste. Le président du conseil général est RPR, tout comme deux députés sur trois ; le troisième est socialiste, comme le président du conseil régional du Limousin.

Outre les querelles de clocher, on évoque souvent *« un problème culturel »*. *« Il y a une vingtaine d'années on trouvait encore des élus corréziens affirmant qu'améliorer le réseau de communications ferait fuir les habitants ! »*, raconte M. Jean-Noël Rigaudie, directeur de la chambre de commerce de Brive ; selon d'autres, les « grands hommes » corréziens, à qui le département doit tout, du moins ce qu'ils obtiennent *« à la capitale »*, auraient aidé nombre de leurs électeurs à trouver un emploi à Paris.

Résultat : le Limousin est la seule région française où les personnes de plus de soixante-cinq ans sont plus nombreuses que les jeunes de moins de quinze ans. 21 % des dirigeants d'entreprise corréziens ont plus de soixante ans, contre 14 % en France. De là à considérer qu'il y a dans ce département trop de « vieux conservateurs »... certaines éminentes personnalités ne s'en privent pas.

Un « avion de brousse »

Le projet d'un nouvel aérodrome a provoqué d'intenses batailles, chacun le voulant à sa porte. L'aérodrome actuel ne permet l'atterrissage que d'un « coucou » (19 places) bruyant, inconfortable, et qui ne peut se poser en cas de brouillard ! La mésaventure est arrivée il y a moins d'un an à M. Antoine Riboud, le PDG de BSN, tentant de rejoindre sa filiale Diépal.

Plus grave, l'équipe (vedette) de rugby briviste, trop nombreuse pour l'« avion de brousse » de Brive, doit aller prendre un avion à Limoges. Brive-Paris par Limoges : 1 h 40 et 1 600 F aller-retour... et avec 12 000 passagers la ligne Brive-Limoges perd 1 million de francs par an. D'où le projet du maire de Brive d'allonger la piste actuelle (4 millions de francs) et de construire avant 1997 un nouvel aérodrome à la frontière du Lot (entre 10 milliards et 15 milliards de francs).

Le célèbre *Capitole* (dont les voyageurs vont pour la plupart à Toulouse) apparaît de plus en plus menacé par le futur TGV-Atlantique. Pour défendre Brive, le conseil régional fait étudier la possibilité de se brancher sur le TGV à Poitiers et gagner ainsi une heure sur le trajet Paris-Brive.

Les défenseurs de la mise à deux fois deux voies (ou de sa *transformation en autoroute*) de la RN 20 Paris-Toulouse (par Limoges) sont légion. Signal d'alarme, bien que la distance soit plus grande, des véhicules font Paris-Toulouse par Bordeaux. L'axe RN 10 a gagné *15 000 véhicules par jour* en devenant autoroute – alors que la RN 20 a perdu 7,5 % de son trafic en 1985 et 11,5 % en 1986.

La transformation de la RN 20 aiderait toutes les régions traversées entre Vierzon et Montauban. Mais surtout, disent ses partisans, c'est le chemin le plus court entre l'Europe du Nord et la péninsule ibérique – argument de poids avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE.

L'axe est-ouest RN 89 semble plus proche des réalités économiques corréziennes, en reliant la plupart des villes : Brive, Tulle, Egleton et Ussel. Il permet de rallier Clermont-Ferrand, donc Lyon et Genève puis l'Italie et la RFA, justement les deux pays qui commercent le plus avec la Corrèze. En rapprochant Brive du port de Bordeaux, les éleveurs de porcs se procureront à moindre coût les aliments importés (manioc, soja), et Clermont-Ferrand deviendrait la plaque tournante appelée de ses vœux par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Cette RN 89 ressemble moins à un « chemin de chèvre », surtout entre Tulle et Ussel – portion appelée « la chiraquienne ». M. Pierre Méhaignerie a l'intention d'inscrire cet axe au plan autoroutier. Mais sur place la prudence est de mise : une autoroute privée sera-t-elle rentable, donc intéressera-t-elle vraiment des investisseurs privés ? Ne faudra-t-il pas attendre vingt à vingt-cinq ans pour qu'elle soit achevée ? *« Nous craignons que les flux économiques favorisés ne profitent pas au département, surtout si l'autoroute passe à 18 kilomètres de Tulle »*, disent les deux maires adjoints communistes, MM. Jacques Fraysse et Bernard Jaubert.

Ces derniers, comme M. Cassaing, affirment qu'il ne faut pas attendre le désenclavement pour se développer. La filière bois (pâte à papier et meubles) ne pourrait-elle pas aider les agriculteurs (il y en a encore 18 % en Corrèze) en difficulté à retrouver un emploi ? C'est l'agro-alimentaire corrézien qui souffre le plus des coûts de transport (les conserveries, le confiturier Andros).

L'atout du désert

Tous les secteurs du département ont intérêt à miser sur des créneaux de qualité : une façon d'obtenir une forte valeur ajoutée (par exemple le foie gras, les conserves de cèpes et les produits de soins de beauté Sothis).

Des espoirs contrariés par un rapport Guichard reçu en Corrèze comme une douche froide. *« Ce n'est pas de l'aménagement du territoire. Il nous invite à suivre le corbillard des régions défavorisées »*, lance M. Cassaing, en montrant dans le rapport cette phrase : *« Le désert, ce n'est pas le vide, et il y a des territoires en France qui, pour ne pas mourir, devraient jouer l'atout du désert. »*

« Va-t-on, déplore le député, *devenir une zone de transit pour touristes européens pendant les deux mois de l'été ? »*

FRANÇOIS KOCH.

★ Lire *Audit industriel de la Corrèze*, de Claude Husson, Association pour le développement industriel du Massif Central (88, avenue Baudin, 87036 Limoges Cedex), 1986. 202 pages, 100 francs.

(1) Le Zambèze n'est pas un pays, mais un fleuve africain qui traverse l'Angola, la Zambie, la Namibie, le Zimbabwe (ex-Rhodésie) et le Mozambique, pays stratégiques pour leurs productions d'or, de cuivre, de nickel et de lithium.

LA CONJONCTURE

Europe : la pression de l'extérieur

La Grande-Bretagne et l'Italie ont pris la tête d'une croissance marquée par une baisse de régime en Allemagne et en France.

par
Jacques Sauvant

UN événement important est passé relativement inaperçu au cours des dernières semaines : les prévisions de croissance pour 1987 ont été révisées en baisse d'environ 1 point pour l'Allemagne et la France, et d'un demi-point pour la CEE. Entre le pronostic initial, voisin de 3 %, et les nouvelles prévisions, il y a toute la différence entre l'espoir d'une stabilisation du chômage et la certitude d'une nouvelle détérioration du marché de l'emploi.

De fait, l'année 1987 a mal commencé en Europe, comme d'ailleurs les deux précédentes : les indices de production sont à la baisse et les enquêtes de conjoncture réalisées en février dans la Communauté montrent une détérioration du climat économique, particulièrement en Allemagne. Cependant, les tendances récentes et les perspectives à court terme sont assez différentes selon les pays, et leur configuration n'est pas tout à fait celle que l'on imaginait au lendemain du contre-choc pétrolier.

Ce n'est pas un mince paradoxe en effet que de voir aujourd'hui la Grande-Bretagne prendre la tête de la croissance européenne. On n'aurait pas donné cher de ses chances il y a quelques mois : la reprise de l'inflation, la hausse trop forte des salaires, la détérioration rapide des recettes pétrolières, semblaient annoncer les pires difficultés.

Ces menaces demeurent, mais elles sont reléguées au second plan, au moins pour quelque temps, par l'euphorie du secteur productif : la demande intérieure est très active, et les exportations commencent à bénéficier de la baisse de la livre. Résultat : le chômage a diminué de 5 % au cours des six derniers mois, et les industriels anglais sont actuellement les seuls en Europe à prévoir une accélération de leur activité. Une aubaine pour le gouvernement conservateur, qui profitera sans doute de cette conjoncture favorable pour provoquer des élections anticipées avant que les déséquilibres de l'économie, et notamment le déficit extérieur, n'apparaissent au grand jour.

L'autre champion de la croissance est l'Italie dont les performances en 1986 ont été remarquables, au point que l'on a pu parler de « deuxième miracle ». La différence fondamentale avec la Grande-Bretagne est que l'économie italienne est très dépendante de l'étranger pour son approvisionnement énergétique. En 1986, elle a su profiter à plein des effets positifs de la baisse du pétrole – un transfert de revenus représentant 2,5 points de PIB – en évitant ses conséquences négatives sur la demande étrangère : les exportateurs italiens ont fait preuve d'un dynamisme exceptionnel, compensant la chute des achats de l'OPEP par d'importants gains de parts de marché en Europe.

La croissance italienne se poursuit en ce début d'année. Les performances extérieures pourraient se ressentir en 1987 d'une perte progressive de compétitivité, mais la demande intérieure restera très active. Comme au Royaume-Uni, le taux d'utilisation des capacités se rapproche de ses plus hauts niveaux antérieurs, ce qui constitue une incitation à investir.

Londres et Rome en pointe

	Demande intérieure en 1986	PNB 1986	PNB 1987 (prévision CEE)	Tendance récente de l'activité
Allemagne	4,0	2,5	2,0	↘
France	3,8	2,1	1,8	↘
Grande-Bretagne	3,5	2,6	2,9	↗
Italie	2,8	2,7	3,0	↗
Etats-Unis	3,5	2,5	2,4	→
Japon	3,7	2,4	2,7	→

En pourcentage de variation par rapport à l'année précédente.

En revanche, l'économie de l'Allemagne connaît depuis quelques mois une sensible baisse de régime : le PNB, qui avait stagné au quatrième trimestre 1986, a baissé au début de 1987, et le climat des affaires dans l'industrie s'est nettement détérioré en février. Les conditions atmosphériques ont joué un rôle, mais la raison principale de ce passage à vide est la baisse des commandes étrangères (– 6 % en un an dans l'industrie) ; les exportations, qui représentent 30 % du PIB, ont légèrement diminué en volume en 1986, et le résultat de 1987 ne s'annonce guère meilleur.

Il est difficile dans ces conditions d'atteindre une croissance très élevée ; celle-ci n'a pu s'élever au-dessus de 2,5 % en 1986, et ce n'est pas faute d'avoir stimulé la demande interne : l'accélération des hausses de salaires (4,5 %) et les allégements fiscaux ont fait progresser le pouvoir d'achat de 5 %.

Cette orientation expansive se maintiendra en 1987, et l'activité devrait se remettre à augmenter au printemps, mais elle continuera d'être freinée par les échanges extérieurs. La CEE et le gouvernement allemand prévoient désormais une croissance en moyenne annuelle de 2 % en 1987, et certains instituts allemands ne la voient pas dépasser 1,5 %. Quelle évolution en quelques mois ! A l'automne dernier, la plupart des prévisions étaient supérieures à 3 %.

L'exemple allemand donne la mesure des forces extérieures dépressives qui s'exercent actuellement sur l'Europe. Celle-ci subit d'abord le contrecoup de l'exceptionnel transfert de revenu dont elle vient de bénéficier, en même temps que le Japon, du fait de la baisse des produits de base et du dollar : les pays en développement, producteurs ou non de pétrole, ont coupé brutalement dans leurs achats en 1986.

A ce facteur dépressif s'ajoute désormais le redressement des échanges extérieurs des Etats-Unis : les importations sont freinées par le moindre dynamisme du marché intérieur, et surtout la chute du dollar commence à produire ses effets sur les exportations, qui ont augmenté à un rythme de l'ordre de 15 % l'an en volume, au second semestre 1986.

Et le rééquilibrage des paiements extérieurs américains ne fait que commencer. On ne mesure pas toujours ce qu'il implique pour les pays excédentaires (Japon et Europe) : des exportations durablement ralenties, un frein à la croissance qui s'exercera principalement sur l'industrie, et donc une détérioration de l'emploi et de l'investissement dans ce secteur, que l'on a déjà observée dans certains pays en 1986.

La logique voudrait que l'ajustement se fasse principalement au détriment du Japon, dont l'excédent représente à lui seul 60 % du déficit américain en 1986. Mais on peut douter de la réalisation rapide d'un tel scénario, tant sont nombreux les obstacles structurels à surmonter dans ce pays.

Contrastes

	Prix : Variation sur douze mois - février - (en %)	Chômage : Taux de chômage - février - (en % de la population active)	Chômage : Variation en un an (en %)	Balance des paiements : 1986 (en milliards de dollars)
Allemagne	– 0,5	8,8	– 4,6	35
France	3,4	11,0	8,5	3,5
Grande-Bretagne	3,9	11,1	– 3,5	– 0,5
Italie	4,2	13,5	3,5	5,5
Etats-Unis	1,5 (*)	6,7	– 8,2	– 140
Japon	– 1,1 (*)	3,0	11,0	86

En janvier.

Dans ces conditions, l'Europe, particulièrement exposée du fait de l'appréciation de ses monnaies – à l'exception de la livre – et de sa propension traditionnelle à importer, pourrait prendre plus que sa part du redressement américain. On estime généralement qu'il lui en coûtera un point de croissance en 1987 et encore entre 0,5 et 1 point en 1988. Par ailleurs, son excédent des paiements courants, au demeurant modeste (1 % de son PNB contre plus de 4 % pour le Japon), risque de fondre rapidement.

Rigueur toujours

Le problème ne se pose guère pour l'Allemagne, qui part d'un excédent de 240 milliards de francs ; mais les autres pays du SME (système monétaire européen), qui subissent à peu près la même pression qu'elle du reste du monde, se trouvent devant le choix suivant : stimuler leur demande intérieure pour contenir l'emploi, au risque d'une dégradation de leurs échanges extérieurs, ou s'efforcer de conserver l'excédent de leurs paiements courants.

La France privilégie le second objectif, choix justifié par les faiblesses de son appareil productif. Sa politique économique reste plus rigoureuse que celle des autres grands pays européens non tant par la gestion des finances publiques – le déficit des administrations prévu pour 1987 est au même niveau qu'en 1985 (2,6 % du PIB) – que par l'évolution salariale. En 1986, les salaires nominaux ont augmenté sensiblement moins vite en France (3,3 %) qu'en Allemagne (4,5 %) !

Modérer la consommation, fonder la croissance sur les exportations et l'investissement, on ne peut que souscrire à la stratégie d'ensemble affichée par le gouvernement. Le débat porte sur les moyens.

Objectif ambitieux

En matière d'exportations, l'hypothèse retenue dans les prévisions officielles pour 1987 – un peu plus de 3 % en volume, c'est-à-dire davantage que la croissance du commerce mondial prévue par le GATT – représente un objectif ambitieux. Il suppose que la France fasse mieux que la plupart de ses voisins en gagnant chez eux des parts de marché à l'image des performances italiennes de 1986. Les atouts des entreprises françaises – compétitivité améliorée dans le SME, existence de capacités disponibles – ne sont pas négligeables, mais le pari est loin d'être gagné.

La polémique se poursuit sur l'investissement : faut-il mettre en œuvre une aide fiscale spécifique ? Les études menées sur les expériences passées ont généralement conclu à l'inefficacité de telles aides pour créer un supplément durable d'investissement : elles sont seulement susceptibles de modifier le calendrier des programmes d'équipement. Cependant le gouvernement, qui a fait de l'investissement un de ses principaux objectifs, ne pourrait sans doute pas résister aux nombreux partisans de l'aide fiscale si la tendance se révélait trop faible au cours des prochains mois, car il n'a guère d'autre moyen d'action rapide.

Ce sont donc les prochains indices qui trancheront. La dernière enquête de l'INSEE sur les investissements des entreprises industrielles, effectuée en mars, a fait l'effet d'une douche froide. Elle montre que la progression prévue jusqu'à maintenant (+ 6 % en volume pour 1987) était largement surestimée. On en est maintenant à un taux de croissance de 3 %, après la quasi-stagnation de 1986 (+ 1 % en volume).

Une autre échéance importante attend le gouvernement au cours des prochains mois : il faudra prendre des mesures d'urgence pour réduire le déficit de la Sécurité sociale (30 milliards de francs prévus), en attendant de s'attaquer au problème de fond que constitue le dérapage des dépenses de santé (+ 9 % en francs constants en 1986). Une nouvelle augmentation des prélèvements sociaux (cotisation ou contribution proportionnelle) est désormais inévitable cette année. Elle amputera un pouvoir d'achat déjà laminé – particulièrement celui des salariés, qui supportent actuellement tout le poids de la rigueur – par l'accélération de l'inflation.

En définitive, c'est une croissance très médiocre, et vraisemblablement surestimée par les hypothèses officielles (2 %), qui s'annonce en 1987. Cette perspective pose au gouvernement un problème d'autant plus redoutable que l'évolution du chômage a déjà pris des proportions très importantes au cours des derniers mois : avec 200 000 chômeurs supplémentaires en un an, à contre-courant de l'Allemagne et du Royaume-Uni où le nombre des sans-emploi a baissé (d'environ 100 000 en un an dans chacun de ces deux pays), la France s'est rapprochée des pays où le taux de chômage est le plus élevé.

Davantage de chômage, moins de pouvoir d'achat : un dur retour aux réalités pour les Français après les quelques douceurs prodiguées par le contrechoc pétrolier qui avaient pu, l'espace de quelques mois, donner l'illusion de la fin de la crise. ■

La chronique de Paul Fabra

Tout va bien, madame la marquise

LAUTRÉAMONT voulait réécrire tous les poèmes de la langue française dans un sens optimiste. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la littérature a un parti pris de désespérance. Plus nouveau apparaît le choix contraire dont s'inspirent la plupart des écrits économiques de notre époque. Au dix-neuvième siècle, pourtant, on appelait l'économie politique *the dismal science* (la science lugubre) à cause de ses sombres prévisions.

C'est pendant les années 60, le temps fort de la longue période de croissance et de plein-emploi, d'où nous sommes sortis vers 1974-1975 (les fameuses « *trente glorieuses* » de Jean Fourastié), que le contraste était le plus frappant entre, d'une part, la vision pessimiste des artistes et, d'autre part, les perspectives d'amélioration indéfinie du bien-être présentées par les experts de l'époque. La raison est peut-être que ce qui tient lieu de culture économique n'a pas grand-chose à voir avec les recherches des économistes, mais tire sa substance de rapports et d'études établis par des institutions, publiques ou privées, qui, malgré leur indépendance proclamée, relèvent presque toujours du pouvoir politique ou des grandes sociétés.

Le souci de rassurer en est donc rarement absent. Telle est probablement la raison qui explique pourquoi la fin des vaches grasses n'a pas fondamentalement changé l'inclination, qui serait bien normale si elle ne résultait pas d'une complicité quasi universelle, à refuser en *quelque sorte le pathologique*.

Regardez, par exemple, la « bonne santé » de la Bourse, le formidable engouement pour les actifs financiers. Si l'on commence à s'interroger sur les causes de la prospérité des marchés de titres malgré le marasme persistant de la *production des biens et services*, c'est le plus souvent pour souligner le divorce entre économie dite réelle et économie dite financière, une distinction à maints égards artificielle et arbitraire, plutôt de nature à ajouter à la confusion. Parmi les voix officielles, il n'est guère que celle du directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI), Alexandre Lamfalussy, pour poser des questions embarrassantes.

La prolifération des transactions financières, dans laquelle certains voient les signes de la vitalité des marchés bénéficiant de la déréglementation et montrant leur aptitude à s'adapter aux besoins de la clientèle, est bien la preuve de ces qualités d'ajustement. Mais d'où viennent ces besoins, sinon de la nécessité de se prémunir contre les conséquences de l'instabilité croissante des taux de change, des taux d'intérêt et, partant, de la valeur des titres représentatifs de la dette ? Appliquée à la France, cette réflexion peut se traduire notamment de la façon suivante : sans doute a-t-on eu raison de créer en 1985 le MATIF (marché à terme des instruments financiers). L'ampleur de son succès a surpris ; si les trésoriers d'entreprise et les établissements financiers éprouvent *le* besoin de s'y assurer contre les variations de taux d'intérêt, c'est que précisément ceux-ci, pour s'exprimer en franglais, ont eu tendance à devenir de plus en plus « volatils » au fur et à mesure que les gouvernements successifs se targuaient des progrès de *la « désinflation »*.

Parmi les principaux émetteurs sur le marché obligataire, qui, depuis 1983, connaît l'explosion que l'on sait (progression de 7,1 % des émissions en 1986, une augmentation de presque 25 % l'année précédente), figurent, à côté de l'Etat, les banques. Le phénomène était particulièrement accentué en France jusqu'à l'année dernière, parce que, en se procurant des ressources à long terme, les banques pouvaient en grande partie échapper au dirigisme (encadrement) du crédit, qui limitait leur liberté d'accroître leurs opérations de prêts. Mais, dans beaucoup de pays étrangers aussi, les établissements financiers ont cherché à consolider leurs bilans par des emprunts à long terme au fur et à mesure que le montant des dépôts à court terme effectués auprès d'eux diminuait (cette évolution a été aussi très nette en France, où l'on a vu les épargnants préférer les SICAV aux anciens comptes à terme). De ce transfert, on serait au moins tenté de conclure que les banques ont aujourd'hui une situation financière plus solide qu'il y a quelques années, et que cette amélioration devrait les mettre à l'abri contre les « accidents » du type de celui qui s'est produit le 20 février dernier, jour où le Brésil a décidé de suspendre *sine die* le paiement des intérêts échus.

Alexandre Lamfallussy se demande toutefois si tel est bien le cas pour la profession prise dans son ensemble. Ses doutes s'appuient sur l'imbrication des prêteurs et des émetteurs : la banque A souscrit aux obligations émises par la banque B, et cette dernière aux obligations de la banque A. Tel est un des résultats, pas nécessairement souhaité, de ce que les spécialistes appellent la « désintermédiation ». Par cette expression, on entend le processus à travers lequel les banques réduisent leur activité traditionnelle de pourvoyeuses de crédits et compensent ce déclin relatif par une participation plus active, à l'achat et à la vente, sur le marché des titres négociables émis directement par les emprunteurs (*parmi lesquels elles se trouvent*). Arrêtons ici, pour aujourd'hui, ces quelques remarques afin d'attirer l'attention sur les aspects plus brillants du tableau.

IL en est un, en particulier, sur lequel le gouvernement insiste. Grâce notamment aux mesures fiscales qu'il a prises, le marché de Paris (comme, du reste, celui de New-York et d'autres places) est le théâtre d'une floraison bienvenue d'émissions, d'actions. Les augmentations de capital par ce biais, toutes opérations comprises, ont triplé l'an dernier, passant de 20 à 66 milliards. Ce montant est encore loin d'atteindre celui des émissions obligataires (337 milliards en brut), mais il augmente désormais beaucoup plus vite. N'est-ce pas un phénomène dont il y a lieu de se féliciter sans mélange ? Au vu de ces chiffres, les entreprises françaises *ne se contentant plus de consolider leurs* bilans en remplaçant leur endettement à court terme par des ressources beaucoup plus stables, du moins en principe, car, si le taux est variable, elles ne connaissent pas d'avance le poids de leurs charges financières, et, s'il est fixe, ces charges risquent d'apparaître exorbitantes au cas probable, au cours des années à venir, d'une reprise du mouvement de baisse des taux.

Mais laissons de côté cette nouvelle objection rencontrée en chemin pour remarquer que l'évolution en cours, même si elle comporte — et comment en serait-il autrement ? — ses faiblesses et ses dangers, va dans le bon sens. La « recapitalisation » des entreprises françaises, que les socialistes eux-mêmes, à partir de 1983, n'hésitaient pas à considérer comme nécessaire, n'est-elle pas en train de se produire ?

Loin de nous l'intention de nier la réalité d'un phénomène inscrit dans des chiffres qui, de par leur caractère massif, ne laissent guère de doute sur la portée du phénomène. Il reste qu'il convient de se demander quels emplois les firmes font de ces ressources en fonds propres au sens véritable du terme (ressources non remboursables que la société n'est tenue de rémunérer qu'à la condition de faire des bénéfices).

Bien qu'on ne dispose pas, sur ce chapitre, de statistiques précises, tous les professionnels s'accordent pour estimer que, dans l'état actuel du marché — fiscalité améliorée pour les fonds propres, rendement élevé des titres obligataires, — beaucoup d'entreprises procèdent à des augmentations de capital pour placer les fonds correspondants en obligations. L'émetteur le plus important, et de loin, sur le marché obligataire, c'est l'Etat (37 % du total collecté *en 1986, peut-être bien davantage en* 1987). Force est d'en conclure qu'une fraction plus ou moins importante, mais certainement non négligeable, de l'épargne proprement dite sert indirectement, elle aussi, à financer le déficit budgétaire.

Cela est vrai des ressources en capital que les entreprises se procurent, comme il vient d'être dit, par appel direct aux actionnaires. Mais il est une autre façon, pour les sociétés, d'accroître leurs fonds propres, c'est, au lieu de distribuer la totalité de leurs profits sous forme de dividendes (ce qu'elles ne font pratiquement jamais en France), d'en retenir une partie. C'est de cette façon que se constitue l'épargne des entreprises, sécrétant, elles aussi, de l'épargne. Depuis quatre ans, plus de la moitié de cette dernière est non pas employée dans des investissements productifs, mais dans l'acquisition d'actifs financiers.

Il n'est pas indifférent de noter que, dans la mesure où ces actifs financiers sont des bons du Trésor et d'autres titres, courts ou longs, de la dette publique, leurs acquéreurs n'ont pas le droit de les provisionner dans leurs comptes afin de se prémunir contre les pertes éventuelles. Celles-ci, pourtant, ne manquent pas de se produire chaque fois que remontent les taux. Le dernier relèvement date de l'automne dernier, et, malgré la détente en cours, les effets sont loin d'être effacés. Seulement, suspecter la valeur des titres émis par l'Etat est considéré comme une sorte de lèse-majesté. Si l'on examine l'évolution de leur valeur sur une longue période, on s'aperçoit que les privilèges attachés à la signature du Trésor tiennent plus au fait que la souscription à ses emprunts est obligatoire (l'« obligation de l'obligation », comme on dit, qui s'applique aux compagnies d'assurances, aux SICAV, etc., contraintes de leur consacrer une partie de leurs placements) qu'à sa qualité *intrinsèque. Force est encore de* constater ici que les développements de l'économie financière ne fortifient pas nécessairement la structure financière des sociétés.

MAIS le plus important est ailleurs, *et c'est ici qu'on* retrouve à la fois l'aversion pour les explications économiques des phénomènes économiques et le refus d'identifier les aspects malsaine de phénomènes qui, par ailleurs, comportent des aspects positifs. C'est ainsi que, dans la désinflation, on ne veut voir que le retour à une plus grande stabilité des prix (résultat éminemment souhaitable), jamais ou rarement le côté « déflation » pure et simple. Ce parti pris explique en bonne partie pourquoi la baisse des prix du pétrole et des autres matières premières, accentuée par la dévalorisation du dollar, a presque unanimement été accueillie au départ comme une manne et non pas comme le signe avant-coureur d'un nouveau ralentissement de l'activité générale et des échanges.

C'est aussi pourquoi, au lieu de voir dans le chômage d'abord et avant tout *une conséquence du détournement de* l'épargne de ses fins productives, on préfère proposer des explications ou bien périphériques ou bien étrangères au fonctionnement de l'économie. Parmi les premières figure l'idée que le chômage est causé par les rigidités. Celles-ci ont *certainement un effet négatif, mais*, pendant les années 60, caractérisée par le suremploi, l'économie française était sans doute plus réglementée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Parmi les secondes, la plus fréquemment citée est le progrès technique. Comme l'écrit un de nos lecteurs, *notre* seul tort est de ne pas reconnaître ouvertement le chômage pour ce qu'il est, la conséquence du rêve technologique du dix-neuvième siècle, selon lequel un jour viendrait où les robots se chargeraient de la peine des hommes. C'est oublier que la faculté de travailler et donc de contribuer à l'amélioration du bien-être général peut s'exercer dans une multitude de directions, et que, si les capitaux financent les déficits, ils ne créent plus d'emplois.

La France n'est pas une puissance commerciale

(Suite de la page 33.)

● La deuxième zone est composée des pays à caractéristiques sensiblement similaires de celles du pays intermédiaire. Les facteurs de production sont donc très proches, ce qui nécesite de mettre *en valeur les différenciations* constatées.

● Enfin, la dernière zone est formée de pays à combinaisons factorielles et technologiques inférieures aux deux autres zones. Ici le pays « intermédiaire » se trouve en position « supérieure », c'est-à-dire qu'il peut exploiter l'écart technologique dont il bénéficie.

A partir de ce refus de considérer le reste du monde comme un bloc homogène, il est possible de retenir les principes de gestion suivants :

● Vis-à-vis des pays « supérieurs » comme l'Allemagne ou le Japon, le choix à effectuer est contraint. Un pays intermédiaire n'a pas globalement les dotations factorielles et la technologie appropriée pour développer une concurrence généralisée. Il doit s'efforcer de gérer son moindre désavantage comparatif.

Certaines firmes peuvent dégager un avantage, « compétitif » dans des branches fortement dominées par les pays « supérieurs », mais les relations commerciales ne peuvent être fondées sur l'affrontement, c'est-à-dire la concurrence directe. Un choix stratégique est à faire, qui doit reposer plutôt sur la complémentarité. Cette solution, la seule possible pour optimiser le potentiel économique d'un pays intermédiaire, peut permettre d'obtenir un « droit d'accès », où plus exac*tement une réduction du coût* d'accès aux technologies supérieures.

La France ne peut continuer à subir des échecs, face aux pays « supérieurs », sur les marchés de ces pays et sur les marchés tiers. Une réaction est donc nécessaire. La concurrence généralisée ayant un coût trop élevé, le choix de la complémentarité paraît tout à fait opportun. Ainsi, selon le CEPII, dans le cas des relations commerciales entre la RFA et l'Italie, les points forts entre ces deux pays se complètent, ce qui permet à Rome *de « trouver une bonne partie de ses excédents à l'intérieur de la CEE »*. Par contre, la France affronte la RFA et doit trouver ses excédents à l'extérieur de la CEE (3).

● Vis-à-vis de la deuxième zone, celle des pays à caractéristiques sensiblement similaires, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, le pays intermédiaire doit développer à la fois des relations fondées sur la concurrence et sur la complémentarité, en optimisant *ses dotations factorielles et sa* technologie. Par exemple, la complémentarité développée avec les pays « supérieurs », qui peut d'ailleurs prendre la forme d'une coopération économique, lui permettra d'acquérir un avantage *exploitable* sur cette *deuxième* zone.

Plus globalement, la similitude des économies fonde les échanges sur des demandes de différence. Cette zone ne doit pas être négligée : le pays à spécialisation différenciée est obligé de rechercher la meilleure utilisation possible de sa position internationale en fonction des contraintes rencontrées. Toute dégradation commerciale fragilisera cette position.

● Enfin, vis-à-vis des pays « inférieurs », le pays intermédiaire a des dotations plus favorables, ainsi qu'une technologie supérieure. Il faut donc gérer l'excédent commercial existant de façon à ne pas perdre progressivement une partie de son avantage comparatif. Les positions acquises ne le sont que temporairement : la concurrence dans cette zone est intense, car le pays à spécialisation différenciée rencontre les pays « supérieurs », les pays à caractéristiques sensiblement similaires aux siennes, et les plus dynamiques des nouveaux pays industrialisés, comme la Corée du Sud.

Il faut d'abord ne pas considérer ces pays inférieurs technologiquement comme un bloc homogène. A partir d'une échelle de développement définie par une batterie de critères (évolution du PNB par tête, croissance de la demande intérieure, intensité en travail qualifié sur le plan des exportations), il est possible de mettre en valeur deux catégories de pays : ceux qui améliorent leur position et ceux qui stagnent ou régressent. Le pays intermédiaire *doit donc sélectionner ces différents partenaires*, s'engager envers les plus dynamiques, et se dégager des autres.

Cette sélection doit s'accompagner d'une dynamique des produits : il faut mettre en place des pôles de compétitivité orientés vers des marchés particuliers. Jusqu'à maintenant ces pôles ont toujours été conçus de façon indifférenciée, ils n'ont jamais été ciblés pour exploiter une zone commerciale précise. Aucune distinction nette n'était effectuée sur le plan géographique, alors qu'il faut s'intégrer à la demande des nouveaux pays industrialisés.

Un des atouts du pays « intermédiaire » est d'offrir une technologie plus appropriée que les pays « supérieurs », permettant de mieux utiliser les dotations factorielles et la technologie des pays « inférieurs ». La France, qui se trouve depuis près de deux siècles dans le groupe des pays développés, a une expérience *irremplaçable* dans ce domaine qui doit être utilisée.

Cette expérience ne peut se concrétiser qu'en développant des programmes de coopération à long terme avec les pays « dynamiques ». La *France* ne peut continuer à « faire du pilotage à vue » sur le plan des échanges commerciaux. Une gestion avisée des avantages et désavantages différenciés (4) est essentielle pour maintenir son rang dans la hiérarchie mondiale.

PASCAL GAUDRON.

(3) CEPII, « Economie mondiale : la montée des tensions », *Economica*, 1983.

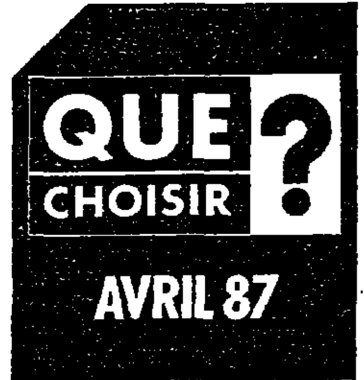
(4) Ce mode de gestion doit aussi s'accompagner d'une politique d'importation. B. Lassudrie-Duchêne, J.-C. Berthélemy, F. Bonnefoy, « l'Importation et la production en France », *Économie et Prospective internationale*, 1er trimestre 1987.

Une lettre du président du Port de Marseille

Après la publication du dossier intitulé « Les ports français malades des ports étrangers » (« le Monde de l'économie » du 3 mars), M. Jean Rousset, président du Port autonome de Marseille, nous écrit :

Il est surprenant de constater que l'argument de François Grosrichard, qui consiste à établir que le trafic pétrolier n'est pas générateur d'emplois et de courants commerciaux, est exactement opposable à celui de José-Alain Fralon, qui voit dans l'origine de la puissance rotterdamoise la présence des cinq « majors » du pétrole, expliquant la progression du trafic. A Rotterdam, on cite les implantations remarquables d'ICI, BP, Chevron, Shell, Akzo, et l'on oublie qu'à Fos se trouvent ICI (devenue Société de polyéthylène de Fos), BP, Esso, Total, CFR, Shell, *Chevron, Arco... « le tout cerné par un réseau d'autoroutes »* comme à Rotterdam.

Il serait étonnant que ces capacités de traitement en raffinage, et surtout en pétrochimie, dont on sait qu'elles se développent considérablement pour le second secteur à Fos (6 milliards de francs d'investissements en trente-six mois) n'entraînent pas des emplois et des courants commerciaux, à Fos comme à Rotterdam. Si l'argumentaire de ces articles consacré aux marchandises générales est tout à fait acceptable, il ne l'est absolument pas concernant les vracs, et particulièrement les hydrocarbures. La vérité du plat pays l'est aussi du Midi.



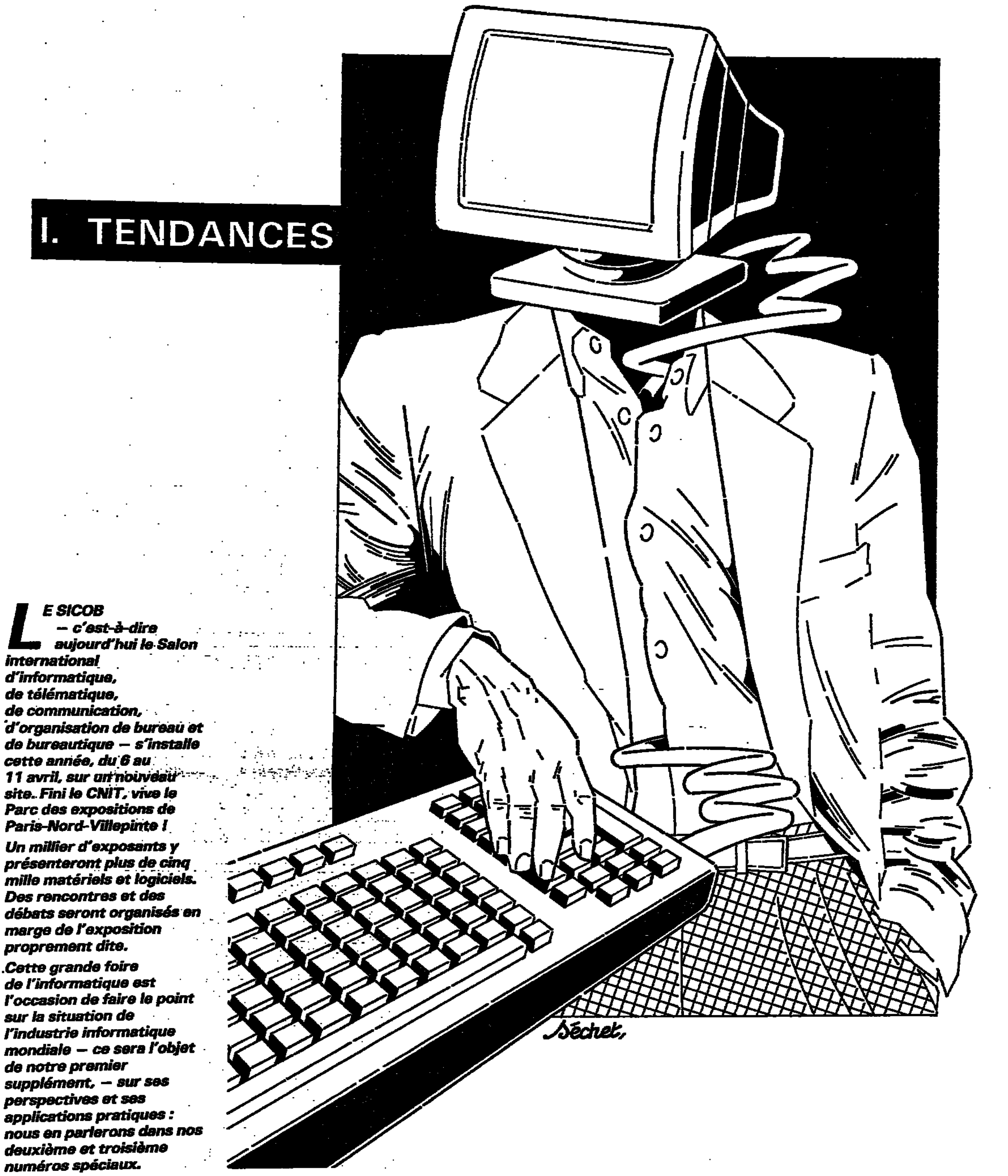




Le Monde

SICOB

I. TENDANCES



***L**E SICOB — c'est-à-dire aujourd'hui le Salon international d'informatique, de télématique, de communication, d'organisation de bureau et de bureautique — s'installe cette année, du 6 au 11 avril, sur un nouveau site. Fini le CNIT, vive le Parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte !*

Un millier d'exposants y présenteront plus de cinq mille matériels et logiciels. Des rencontres et des débats seront organisés en marge de l'exposition proprement dite.

Cette grande foire de l'informatique est l'occasion de faire le point sur la situation de l'industrie informatique mondiale — ce sera l'objet de notre premier supplément, — sur ses perspectives et ses applications pratiques : nous en parlerons dans nos deuxième et troisième numéros spéciaux.

LA PAUSE APRÈS L'EUPHORIE

par FRANÇOISE VAYSSE

L'ATTENTISME. Le mot est sur toutes les lèvres pour qualifier l'évolution du marché mondial de l'informatique depuis deux ans. Après des années d'explosion — les *vingt glorieuses*, — c'est la pause. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Le phénomène est particulièrement sensible aux Etats-Unis, et le champion IBM, lui-même, est touché. Comme si, après la vague déferlante des dernières années, les utilisateurs étaient atteints d'indigestion. Tous les types de matériels sont frappés, notamment les gros systèmes centraux *(mainframes)* : au niveau mondial, le marché — détenu à 70 % par IBM — n'aurait progressé que de 5 % en 1986. Et l'on ne s'attend qu'à une croissance de 3 % à 4 % cette année aux Etats-Unis. Dans les mini-ordinateurs également, la croissance s'est assagie. Que se passe-t-il ?

A côté des justifications relevant de l'environnement économique général (faiblesse de la croissance, ralentissement des investissements, taux d'intérêt trop élevés...), les spécialistes avancent une explication structurelle : un changement dans la nature de la demande qui, de « quantitative », serait devenue « qualitative ». En d'autres termes, il ne suffirait plus de vendre aux clients des MIPS (millions d'instructions par seconde, l'étalon de la puissance des ordinateurs). On serait passé d'un marché de produits à un marché de *« solutions informatiques »*.

Le terme est barbare, mais l'idée est simple : auparavant, les ordinateurs étaient de grosses machines, extrêmement centralisées, auxquelles on demandait surtout d'effectuer des tâches de gestion (comptabilité, salaires...). L'informatique s'adressait à des spécialistes, les seuls à savoir faire fonctionner le matériel. Peu à peu, avec les progrès de la miniaturisation, les ordinateurs sont devenus plus petits, s'ouvrant à d'autres tâches, jusqu'à aboutir aux fameux micro-ordinateurs.

Quittant la tour d'ivoire des directions informatiques, les machines sont peu à peu descendues dans les bureaux, cessant de s'adresser à quelques *happy few* ou aux bricoleurs fanatiques, pour s'ouvrir à M. Tout-le-Monde. Dès lors, une fois que les utilisateurs ont compris l'intérêt de ces matériels, qui pouvaient être utilisés dans les bureaux, une nouvelle exigence est apparue, celle d'une sorte de « convivialité » : les ordinateurs devaient devenir de plus en plus faciles à utiliser et de plus en plus banalisés.

Après une phase d'engouement, au cours de laquelle ils ont multiplié les achats, les utilisateurs ont voulu faire dialoguer leurs machines et se sont aperçus... de la difficulté de le faire.

On assisterait donc à un retournement du marché : alors que, pendant les vingt premières années, l'informatique était menée par l'offre (les constructeurs, en particulier IBM), on a brusquement vu la demande (les utilisateurs) prendre de plus en plus d'importance.

Les entreprises clientes seraient devenues d'autant plus prudentes que, poussées par les constructeurs, elles s'étaient lancées dans une course à la puissance qui leur a coûté fort cher sans toujours apporter les résultats escomptés. En outre, les machines présentaient généralement l'inconvénient de ne pouvoir communiquer entre elles, même lorsqu'elle provenaient d'un constructeur unique (IBM a été le premier accusé). Combien d'entreprises se sont retrouvées avec un équipement informatique « balkanisé » qu'elles ne pouvaient faire dialoguer ? D'où une exigence de cohérence.

(Lire la suite page 42.)

La croissance à petits pas

Les chiffres d'affaires augmentent peu, et parfois les bénéfices diminuent. Ce n'est pas la crise, mais tous les grands groupes informatiques mondiaux doivent réviser leurs prévisions.

POUR la seconde année consécutive, l'industrie informatique mondiale a connu une pause en 1986, avec un taux de croissance de 10 % seulement. Cette progression confirme la rupture constatée en 1985 par rapport aux envolées de 25 % à 30 % l'an auxquelles le secteur était habitué, mais elle est encore trop forte pour que l'on puisse véritablement parler de « crise ».

Ce changement de rythme a cependant ébranlé les grands groupes – et le premier d'entre eux, le « phare de la profession », IBM, – qui doivent maintenant composer avec une croissance plus molle, semblant vouloir durer. Combien de temps ? Les augures divergent, mais, dans l'ensemble, ils ne s'attendent pas à une reprise notable avant la seconde moitié de cette année aux Etats-Unis.

Les instituts spécialisés n'ont pas encore publié leurs chiffres globaux sur l'ensemble de l'année 1986, mais plusieurs paramètres montrent que le secteur a marqué le pas l'an passé.

Ainsi, le tableau de bord annuel de l'hebdomadaire *Business Week* fait apparaître que le chiffre d'affaires des trente premiers constructeurs informatiques a encore augmenté l'an passé (+ 9 %), mais que leurs bénéfices ont reculé de 10 %. Cette baisse a été particulièrement marquée au dernier trimestre, au cours duquel les entreprises font traditionnellement *« du chiffre » : les bénéfices* ont chuté de 40 % par rapport à l'année précédente, et la rentabilité des constructeurs est tombée de 9,6 % à la fin 1985 à 5,3 % un an plus tard.

L'exemple le plus frappant a été IBM : pour la seconde année consécutive, son bénéfice a baissé en 1986, avec un plongeon de 48 % au dernier trimestre. Le chiffre d'affaires de « Big Blue » n'a augmenté que de 2,4 % l'an passé.

Les résultats des firmes américaines sont, en fait, plus contrastés : Unisys, le troisième groupe mondial né de la fusion de Burroughs et de Sperry, affiche des pertes (43,4 millions de dollars). Wang a terminé le deuxième trimestre de son exercice 1986-1987 sur un déficit (78,6 millions de dollars) essentiellement lié à son programme de restructuration. Control Data perd encore de l'argent, et son chiffre d'affaires baisse de 9 %. Mais Apple reprend du poil de la bête, et son bénéfice a augmenté de 2,8 % pour son premier exercice budgétaire 1987. Une entreprise comme NCR (numéro 5 mondial) gagne 337 millions de dollars, soit 7 % de mieux qu'en 1985. Et, surtout, DEC, le numéro deux mondial, fait des étincelles avec un bénéfice en hausse de 98 % au cours de son deuxième trimestre budgétaire.

Si l'industrie informatique nipponne, gênée par l'envolée du yen, patine aussi, on retrouve trois de ses industriels dans les dix premiers groupes mondiaux (Fujitsu, NEC et Hitachi), en raison notamment du succès des ordinateurs compatibles.

En Europe, les performances sont honorables : engagé dans la prise de contrôle de la filiale informatique de Honeywell, qui lui permettra de se hisser au sixième rang mondial, le français Bull a repris des couleurs, avec un *bénéfice multiplié par 2,5* (271 millions de francs). L'allemand Nixdorf s'attend, de son côté, à une progression plus forte de son bénéfice que celle de son chiffre d'affaires (+ 14,7 %), par exemple.

En Europe, selon les estimations des experts du BIPE, le marché a peu progressé l'an passé (4 à 5 % en monnaies constantes). Selon le Syndicat français des fabricants d'ensembles informatiques, de bureautique et de leurs applications télématiques (SFIB), la France a fait pâle figure avec une croissance du chiffre d'affaires limitée à 4,8 %, nettement inférieure aux performances des années précédentes et à celles de ses voisins européens (17 % en Grande-Bretagne et 18 % en RFA). Le tassement du marché français est confirmé par la dernière enquête de l'UFB-Locabail montrant que le taux d'équipement informatique des PME a stagné l'an passé (+ 1 % seulement).

Cependant, le chiffre du SFIB n'intègre pas les ventes des constructeurs qui ne produisent pas en France et doit donc être nuancé. En outre, les performances des sociétés de services et de la péri-informatique ont été bien meilleures (+ 15 % et + 17 %).

Globalement, les experts du BIPE prévoient que le marché européen devrait augmenter de 10 % (toujours en monnaies constantes) en 1987, les trois pays les plus importants (RFA, France et Grande-Bretagne) évoluant à peu près au même rythme, tandis que l'Italie et l'Espagne, moins équipées, iraient plus vite.

Cependant, IDC (International Data Corporation), dans ses dernières projections de décembre, a révisé à la baisse ses prévisions sur les *dépenses* informatiques *en* Europe à l'horizon 1991, ne retenant plus qu'un taux annuel de 14 % (contre 16 % initialement prévus).

Globalement, les prévisions d'IDC ne sont d'ailleurs pas catastrophiques quant à l'évolution des ventes de matériel d'ici à 1990 dans le monde : l'institut table en effet sur une augmentation moyenne de 9 % l'an. Les Etats-Unis devraient progresser moins rapidement que le reste du monde (8 % par an contre 10 %), si bien que leur part dans les ventes mondiales tombera de 48 % à 46 %.

La progression serait particulièrement basse pour les gros ordinateurs aux *Etats-Unis* (+ 4 % l'an). Les ventes en Europe (tous systèmes) progresseraient de 9 % à 11 %, avec une poussée encore forte des micro-ordinateurs sur le Vieux Continent (+ 24 % l'an).

On retrouve d'ailleurs une prévision analogue pour la France cette fois, et pour 1987 seulement, chez *Intelligent Electronics*. Selon une étude récente, 2 millions de micro-ordinateurs auraient été vendus en Europe en 1986, soit 38 % de plus qu'en 1985. Un recoupement avec le chiffre avancé par *Dataquest* pour l'ensemble du monde (6 à 7 millions d'unités vendues en 1986) montre que le Vieux Continent représente environ 30 % du marché mondial des micro-ordinateurs professionnels. En France, 310 000 machines ont été vendues l'an passé (contre 230 000 en 1985).

IBM occupait l'an passé 28,5 % du marché européen des micro-ordinateurs et 40 % du marché mondial, selon ces chiffres. Il semble d'ailleurs que les constructeurs se reprennent à espérer, outre-Atlantique, une reprise de ce marché dès cette année après deux exercices où la croissance n'était qu'à un chiffre. Reste à savoir quel accueil sera réservé aux nouveaux produits lancés par les constructeurs.

F. V.

LES DIX PREMIERS MONDIAUX (1)

Rang	Nom société	C. A. Informatique 1986	C. A. total	Résultat net	Evolution 1986/1985
1	IBM	48 700	51 250	4 790	– 27 %
2	DEC (2)	7 590	7 590	617	+ 38 %
3	UNISYS	7 400	7 400	– 43	–
4	FUJITSU (3)	5 100	7 800	216	– 54 %
5	NCR	4 600	4 880	337	+ 7 %
6	HEWLETT-PACKARD (4)	3 900	7 100	516	+ 8 %
7	NEC	3 700	10 760	120	– 60 %
8	CONTROL DATA (5)	3 400	3 400	– 265	–
9	HITACHI (3)	2 900	24 200	772	– 35 %
10	WANG (2)	2 640	2 640	51	+ 228 %

(1) Classement par chiffre d'affaires dans le secteur « informatique » des dix premiers constructeurs mondiaux. En millions de dollars. Source : *01 Informatique.*
(2) Exercice clos le 30 juin.
(3) Exercice clos le 31 mars.
(4) Exercice clos le 31 octobre.
(5) 265 millions de pertes en 1986 contre 568 millions en 1985.

L'EFFET IBM (1)

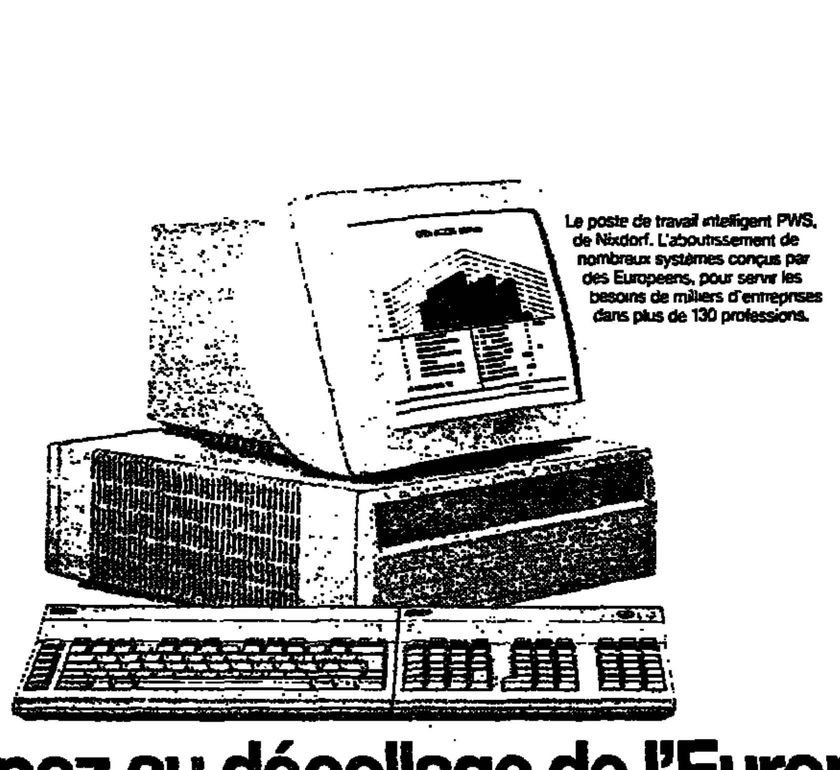
	1985				1986			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
IBM	1,9 %	2,1 %	9,8 %	18,3%	3,7%	7,3 %	1,8 %	–1,2 %
Industrie US hors IBM ...	12,0 %	6,0 %	5,7 %	8,0 %	10,0 %	13,0 %	16,0 %	12,5 %
Industrie US avec IBM ..	6,5 %	3,8 %	7,1 %	13,7 %	6,9 %	9,9 %	8,4 %	4,2 %

(1) Evolution des chiffres d'affaires trimestriels de 70 groupes informatiques américains, comparés au même trimestre de l'année précédente. Source : rapports annuels des entreprises.



هكذا في الأصل

La tusée européenne Ariane. Issue d'une coopération franco-allemande, elle mettra sur orbite les satellites TV franco-allemands TV-SAT et TDF 1.



Le poste de travail intelligent PWS, de Nixdorf. L'aboutissement de nombreux systèmes conçus par des Européens, pour servir les besoins de milliers d'entreprises dans plus de 130 professions.

Participez au décollage de l'Europe

Nixdorf a toujours fait preuve d'un goût prononcé pour la réussite, d'un talent prouvé pour y parvenir, et de cette conviction: pour les Européens, l'Europe est la clé de la réussite.

Cette dynamique de l'Europe a d'abord été politique, puis économique. Aujourd'hui, sous nos yeux, elle devient un concept d'entreprise, un levier pour accéder à la réussite.

Voyez Ariane: autre développement européen, ambitieux et réussi, autre exemple de présence Nixdorf.

Voyez Eurêka: les meilleurs chercheurs européens se sont mobilisés, dans un but commun: faire que demain l'Europe existe, parmi les Supergrands de la haute technologie. La banque de logiciels du plan Eurêka porte aussi la signature Nixdorf.

Premier constructeur européen de mini et de micro-ordinateurs, Nixdorf fait partie du paysage Airbus, TV-SAT, Eurêka et Ariane. Tout comme il est un acteur de la mutation des banques européennes, de l'industrie automobile, de la grande distribution et de 130 secteurs de l'industrie et des services.

Pour contribuer à la réussite de ses clients, Nixdorf ne s'est pas contenté de fabriquer un matériel réputé hyper-fiable. Il est devenu le premier producteur européen de logiciels. Comme matériel et logiciel n'ont de sens que s'ils résolvent les problèmes, Nixdorf aime se définir comme le premier producteur européen de solutions informatiques pour les entreprises.

Participez aux séminaires Nixdorf

Pour joindre action et pensée, Nixdorf a programmé pour 1987 de nombreux séminaires, journées portes ouvertes, cercles d'études produits… axés sur la présentation de concepts globaux de solutions concrètes aux problèmes quotidiens des entreprises.

Citons parmi les sujets abordés, la G.P.A.O., la gestion des horaires variables, l'intelligence artificielle, «l'Office Automation», les réseaux, la compatibilité…

Pour connaître les lieux et dates de ces séminaires, appelez ou écrivez à Paris ou à Lyon.

Nixdorf Computer S.A., 7–13 bd. de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine, Téléphone 4747 1270

Nixdorf Computer Lyon S.A., 2 Avenue Georges Pompidou
69003 Lyon, Téléphone 72349600

NIXDORF
COMPUTER

L'EXPÉRIENCE DE DEUX UTILISATEURS

Crédit du Nord : un système à tout faire

Prendre son destin informatique en main ? Le Crédit du Nord en a pris le pari en 1983. Ayant bien cerné ses besoins mais confrontée au scepticisme des constructeurs, l'équipe informatique de la banque a développé elle-même sa propre architecture.

Pour arriver à ses fins, le Crédit du Nord a bénéficié de conditions exceptionnelles : la banque faisait des pertes, ses dirigeants venaient de changer, l'équipement informatique antérieur était peu important... et la direction générale motivée.

Des conditions idéales pour bâtir un système homogène, cohérent et « convivial ». Jean-René Lyon, directeur de l'organisation et de l'informatique, raconte.

« Quel a été votre stratégie informatique ?

— En 1983, le Crédit du Nord perdait de l'argent et son système informatique était très peu évolué. Une nouvelle direction générale était nommée.

» A l'époque, le système informatique comportait quatre sites centraux (IBM et Burroughs) à Paris et à Lille, des minis dans les succursales, des machines de traitement de texte spécialisées et indépendantes, et huit cents terminaux non intelligents pour faire quelques applications contractuelles.

» A la fin de 1983, la banque décida de bâtir un plan d'entreprise dont l'un des axes essentiels était l'informatique. Celui-ci prévoyait, dans un délai de trois ans, d'équiper tout le personnel de trois mille micro-ordinateurs. Trois ans, dans une entreprise de notre taille (10 000 salariés, 500 agences et 1 million de clients), c'est très court !

» L'idée essentielle était de *mettre à la disposition de tout le* personnel — un poste de travail universel, unique, sur lequel traiter toute opération. A chacun de l'utiliser selon ses besoins, tous faisant des métiers différents.

» Il n'était pas question de remettre en cause l'existence d'un centre IBM qui gère les fichiers importants de la banque. Aussi fallait-il installer, pendant ces trois ans, des connexions de toutes les machines par réseaux locaux permettant de communiquer avec le site central IBM et avec chacun des autres sites locaux.

» Nous avions plusieurs contraintes : le temps et l'argent. Il fallait aller vite et bâtir notre *système à un coût acceptable.* Mais, nous ne voulions pas le changer trois ans plus tard. Il fallait donc aboutir à une situation où nous pouvions à tout moment consolider l'existant pour continuer à prospérer.

— Avec quelle aide, celle des constructeurs ?

— Au début, les constructeurs nous ont reçus avec scepticisme : des réseaux locaux de cette taille, cela ne fonctionnait pas chez eux. Nous ne connaissions rien aux réseaux locaux, mais nous avions la conviction que c'était en termes d'architecture le système le plus souple et le plus porteur. Au bout de trois mois, nous avons décidé de nous prendre en charge nous-mêmes pour l'architecture générale.

» C'est le type de décision qu'une direction informatique ne peut pas prendre toute seule. Il faut une direction générale motivée. Or notre directeur général était lui-même un ancien patron de l'informatique au Crédit lyonnais. Il nous a donc assuré un processus de décision rapide.

— C'était un pari risqué pour l'époque ?

— Nous n'avons rien inventé. Les idées étaient dans l'air. La définition de ces objectifs n'a en fait rien d'original. Mais il fallait les tenir. C'est vrai, nous avons pris des risques.

» A la fin de 1986, c'est un succès, et ça marche. Notre informatique est une première en Europe sous deux aspects. Sous celui de l'architecture du matériel, d'abord : nous avons *aujourd'hui trois mille huit cent* cinquante micros qui sont interconnectés *via* six cents réseaux locaux à un site central IBM. Ensuite, nous avons réussi à intégrer sur tous les postes de travail l'ensemble des fonctions, c'est-à-dire que nous avons bâti une architecture qui nous permet non *seulement* de faire ce qu'on fait habituellement dans les banques aujourd'hui (les opérations simples et volumineuses de manière transactionnelle), mais aussi d'intégrer tout ce qui est bureautique (messagerie, traitement de texte) et le traitement de dossiers complexes (crédit immobilier, transferts à l'étranger, analyse financière des entreprises).

» Généralement, les banques choisissent des solutions plus classiques, une informatique tournée vers les opérations bancaires sans l'allier à la bureautique. Leur système n'a pas d'architecture. A chaque nouveau besoin, elles adoptent une nouvelle solution, mais des problèmes posés par l'hétérogénéité de l'ensemble se posent.

— Votre expérience peut servir à d'autres ?

— Il faut un processus de maturation, arriver à convaincre les utilisateurs, à bâtir un plan et à le faire accepter. Cela prend deux ou trois ans. Le Crédit du Nord s'est trouvé dans une situation où nous avons pu le faire en six mois. C'est une chance que peu d'entreprises peuvent avoir. »



Elf-Aquitaine : à chacun selon ses besoins

Le groupe Elf-Aquitaine n'est pas constitué d'un seul bloc. Au fil des ans, de nouvelles activités s'y sont raccrochées. *Aujourd'hui, il est composé de* quatre grandes branches, l'exploration-production et le raffinage-distribution dans le pétrole, la chimie (dont la société phare est Atochem) et l'hygiène-santé (autour de la Sanofi).

Chaque branche a son histoire et son organisation propre en matière informatique. Le rôle de Louis Nardon, directeur de l'informatique et des télécoms pour le groupe Elf, que nous avons rencontré, a été d'instaurer *« la plus grande cohérence possible à partir de ce qui existait »* et de *« faire converger tout ce que l'on pouvait faire converger ».*

— Comment organiser cette cohérence ?

— Pour la grosse informatique, *il n'était pas* question de bouleverser ce qui existait déjà. Chaque branche a donc conservé sa personnalité : l'exploration-production est équipée d'IBM et de CRAY pour les applications scientifiques, et de Bull pour les applications de gestion. Le raffinage-distribution est entièrement Bull. Atochem a des machines Unisys, et Sanofi des IBM et des Bull. L'hétérogénéité va même plus loin, car dans les mini-ordinateurs, on trouve aussi des Hewlett-Packard et quelques DEC.

— Et dans les télécommunications ?

— Le groupe est donc favorable à toutes les politiques de normalisation dans le domaine informatique et en matière de télécommunications, c'est-à-dire à la politique de l'OSI *(open system interconnection)*, qui devrait à long terme régler une bonne partie des problèmes rencontrés aujourd'hui pour faire circuler l'information entre des machines, des réseaux et des sous-réseaux de marques et d'origines différentes.

» C'est cette politique que nous avons choisie délibérément au niveau du poste de travail. On a pu le faire, car le groupe existait déjà quand les micro-ordinateurs (PC) sont arrivés. Nous avons donc essayé de définir une politique homogène : quand nous avons estimé que le standard du marché était le MS-DOS, *nous avons recommandé* au personnel de n'utiliser que ce type de machines. Le groupe a donc acheté des compatibles français : des Bull-Micral, principalement, et des Goupil (une entreprise dans laquelle Elf avait une petite participation), et quelques PC IBM.

» Nous avons choisi de ne pas acheter de clones, car nous avons vite compris que la maintenance de ces équipements posait un casse-tête effrayant. Après avoir longuement réfléchi, nous avons sélectionné, depuis le 1er janvier, une société de maintenance dans les deux branches pétrolières pour toute la France Métroservices. Non seulement ç'a l'air de mieux marcher, mais cela nous coûte deux fois moins cher que la maintenance directe par les fournisseurs : les gros constructeurs sont horriblement mal organisés *pour la maintenance.*

» En outre, nous nous sommes aperçus que les postes de travail devenaient des ensembles multi-constructeurs : l'écran peut être fourni par l'un, l'imprimante par un autre, les cartes par un troisième... Si bien que, lorsque l'on a aujourd'hui un pépin sur une configuration, on ne sait plus qui est coupable. Il est donc préférable d'avoir un responsable d'entretien neutre par rapport aux différents producteurs.

— Allez-vous encore acheter beaucoup de machines et comment voyez-vous l'évolution des marchés ?

— Actuellement, on trouve un poste de travail pour trois salariés dans les deux branches pétrolières et dans les directions centrales, et un pour dix dans la chimie. Il y a donc encore de la place. A terme, on en arrivera certainement à un ratio d'un pour un. Dans les gros systèmes, il est certain que l'on plafonne. On se contente de renouveler, et je ne vois pas, à moyen terme, de raison d'accroître notre parc. Cela tient notamment à la situation générale de l'entreprise. Mais il est clair aussi que les applications informatiques sont mises maintenant sur des machines le plus petites possible. Car, plus vous avez une petite machine, plus son rapport coût/efficacité est grand.

» Pour moi, les grosses machines n'ont plus aujourd'hui un avenir en expansion importante, car les grosses applications qui nécessitent ce type de matériel sont toutes identifiées et construites. Donc, il n'y a plus à attendre qu'une légère croissance, liée à l'amélioration de leur « convivialité ». Sauf dans le domaine scientifique, où il y aura toujours une légère croissance due au *raffinement des travaux.* Mais ce n'est pas une croissance explosive du type de celle que l'on a connue jusqu'à présent.

— Reste la micro...

» Dans la micro, il reste un créneau très important, car on a encore d'énormes progrès à faire *en matière de convivialité.* Ce facteur est encore plus important que pour les grosses applications, où l'on a affaire à des spécialistes. Mais, quand on en arrive à un terminal par personne, il faut donner des moyens de convivialité considérables, qui demanderont des puissances énormes au niveau des postes de travail. La machine que j'ai sur mon bureau est un ordinateur central d'il y a vingt ans ! Il y a donc une croissance encore importante en nombre, en qualité et en puissance.

— N'assiste-t-on pas à une « cannibalisation » : les micros remplacent les minis, qui se substituent aux gros ?

— C'est vrai. Les minis ont un impact direct dans le domaine scientifique, mais aussi en gestion sur les gros systèmes. Chez Elf, par exemple, des opérations comme le traitement de la sismique se faisaient sur l'ordinateur central de Pau. Aujourd'hui, les plus grosses filiales, mais demain les filiales moyennes et après-demain les petites filiales pourront traiter sur des minis ce qui se faisait il y a trois ou quatre ans sur la machine de Pau. Nos minis de Hewlett-Packard mangent la laine sur le dos des systèmes scientifiques centraux. Les gros sont grignotés par le bas. Mais il y aura toujours, dans une société comme la nôtre, des applications qui ne se justifieront que sur une grosse machine centrale unique.

— En définitive, est-ce que cette débauche de matériels facilite l'informatisation des entreprises ?

— Je ne pense pas que les solutions informatiques seront apportées par les marchands de *machines. La solution à un problème* informatique, c'est à l'entreprise elle-même de la déterminer. Elles en sont tout à fait capables si elles le veulent : il faut une volonté très ferme de la direction générale. Après, elles vont trouver le constructeur en disant : Voilà mon problème.

» Les sociétés de services informatiques et de conseil sont très utiles. Elles apportent les méthodes d'organisation, les schémas directeurs. Elles aident. Mais il faut refuser les « clés en main ». C'est l'entreprise qui doit diriger l'opération. Il n'est pas *question d'aller trouver une* société de services et de lui dire : Faites-moi un schéma directeur, car seule l'entreprise est capable de définir la stratégie informatique conforme à sa stratégie d'entreprise.

— Cela n'a pas été souvent le cas dans le passé ?

— Les directions générales ont été longues à réaliser que c'était à elles de bâtir la stratégie informatique de l'entreprise, que c'était de leur responsabilité. Elles avaient une espèce de crainte, de complexe, vis-à-vis de l'informatique et une tendance à trop déléguer. On est très loin de ce schéma aujourd'hui. Car les directions *générales* ont commencé à prendre conscience que leurs dépenses informatiques augmentaient, et qu'elles n'en voyaient pas immédiatement un retour.

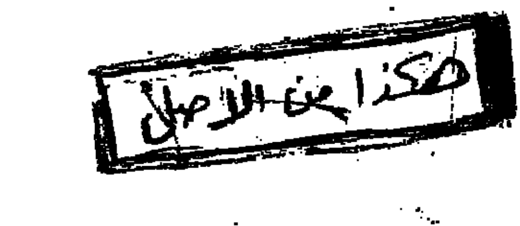
— Cette évolution serait, à votre avis, responsable de la crise actuelle de l'informatique ?

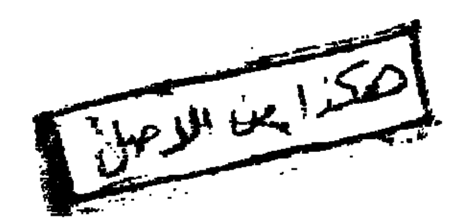
— Je ne pense pas qu'il y ait une crise dans l'informatique. C'est un marché qui mûrit, qui a encore de très beaux jours en perspective. Mais pas pour n'importe quelle informatique. Il faut bâtir des *ensembles* cohérents. Il ne suffit plus de présenter des éléments plus ou moins disparates, un espèce de gruyère. On a besoin de solutions, à la fois pour les machines et pour les réseaux.

» Pour revenir au passé, je ne cros pas que lon se soit trompé. Quand les constructeurs ont démarré leurs lignes de produits, il y a vingt ou trente ans, personne ne pouvait prévoir l'extraordinaire évolution. L'informatique, à l'époque, était toujours centralisée dans les entreprises. On ne pensait pas qu'elle pourrait être utilisée partout, *depuis le poste de* travail du cadre, de la secrétaire ou de l'employé jusqu'aux directions de l'entreprise. Puis, au fur et à mesure des progrès, les constructeurs ont développé des lignes de produits qui étaient compatibles. C'est le cas pour Bull, qui a hérité de machines venant de plusieurs sociétés. Mais c'est également le cas pour IBM, qui, elle, est pourtant une monosociété, un « monocristal ». IBM, c'est le SICOB à elle toute seule. Avec une foule de machines totalement incompatibles les unes avec les autres. IBM fait, depuis quelques années, un effort gigantesque pour rétablir une cohérence dans ses produits, du point de vue de l'utilisateur, car la cohérence qui n'existe pas au départ au niveau des microprocesseurs n'existera jamais.

— Quelle est la position des différents constructeurs de ce point de vue ?

» Plus l'offre de base du constructeur est hétérogène, plus il est obligé de développer des quantités de logiciels pour rétablir cette cohérence que nous, utilisateurs, nous réclamons. D'où, d'ailleurs, la situation tout à fait privilégiée de DEC par rapport à IBM. Car DEC a l'avantage d'offrir une ligne unique, depuis le poste de travail jusqu'à ses plus grosses machines. DEC a un logiciel de base, un point c'est tout. IBM en a des quantités et est obligée de continuer à *les moderniser,* car le parc installé est considérable, et les utilisateurs ne comprendraient pas que l'on cesse d'améliorer leurs machines. Ils n'ont pas d'échappatoire. Ils sont obligés de continuer. »





SICOB
STAND TELECOM
6-11 avril 1987 - Halls 4 et 5

Entreprises, communiquez mieux!
Les Télécom sont au Sicob.

La Télécommunication de l'Ecrit

vous connaissez?

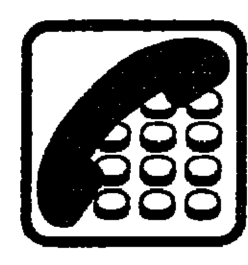
Télex, Télécopie, Télétex, Messagerie, Bureautique communicante, Télétel...

Venez sur le stand des Télécom découvrir les produits et services mis à la disposition des entreprises pour transmettre leurs écrits dans les meilleures conditions de qualité, de rapidité et de coût
Hall 5 - Zone 5CE - Stand 5058

Profitez-en pour faire également connaissance avec la diversité de l'offre des Télécom:

- Services internationaux et transmission de données (France Direct, Gamme Trans RNIS, Liaisons spécialisées numériques...)
Hall 5 - Zone 5EG - Stand 5058
- Communication de groupe et marketing (visio-conférence, PABX, Services supplémentaires de la commutation électronique...)
Hall 5 - Zone 5CE - Stand 5064
- Communications en déplacement et parole (la Carte T, Radiocom 2000...)
Hall 5 - Zone EG - Stand 5064
- Télétel et l'univers de ses multiples applications (minitel bi-standard, lecteurs de carte à mémoire, terminaux de composition...)
Hall 4 - Zone HJ - Stand 4042
Hall 4 - Zone JK - Stand 4042





DES PROFESSIONNELS AU SERVICE DES ENTREPRISES

GARNIER PARISOT Consultants

Le Salon pratique

POUR la première fois, le SICOB – c'est sa trente-huitième édition – est organisé, du 6 au 11 avril, sur le parc international d'expositions de Paris-Nord-Villepinte.

Le Salon proprement dit occupera les cinq halls du parc international, où seront présents un millier d'exposants. Ouvert de 9 heures à 18 h 30. Entrée : 40 F, ou sur invitation.

En parallèle avec l'exposition proprement dite sont organisées, durant le Salon, plusieurs manifestations ou débats :

A PARIS-NORD

- La convention internationale Espace-bureau. Son but est de présenter aux professionnels les nouvelles méthodes et les techniques, chaque jour plus sophistiquées, qui sont utilisées pour aménager les bureaux. Des architectes, des designers... en débattront. Renseignements au 42-61-52-42.
- Les Journées d'études et d'applications. Elles sont l'occasion, chaque année, d'échanger, entre utilisateurs de matériel de bureau et de matériel informatique, informations et expériences. Renseignements au 42-61-52-42.

AU PALAIS DES CONGRÈS A PARIS (porte Maillot)

- La convention Informatique. Trois mille cinq cents participants venus de quarante pays débattront des problèmes soulevés par la gestion des centres informatiques, des bases de données... Renseignements au 42-61-46-21.
- La convention Automatique-productique. Thème général pour cette année : « Comment l'automaticien doit résoudre ses problèmes propres en utilisant les techniques de l'informatique » Renseignements au 45-05-14-27.
- Le SICOB services et ingénierie informatique. Il s'agit de la première exposition internationale réservée aux sociétés de services et d'ingénierie informatique. Renseignements au 42-61-52-42.

⁂

Le secrétariat permanent du Salon est au 4 place de Valois, 75001 Paris. Tél. : 42-61-52-42. Télex : 212597.

SICOBTEL, un catalogue économique de tous les matériels et services proposés par les exposants est mis à jour de façon permanente et est accessible sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sur minitel par le 36-15, code SICOB.

Pour accéder à Paris-Nord

PAR LE RAIL

RER, station « Parc des expositions » (réseau express régional)

— à 19 minutes de la gare du Nord

— à 22 minutes du Châtelet au cœur de Paris.

Pendant le SICOB, la carte F1 zone 1 et 3 de la RATP, valable une journée entière sur tout le réseau RATP, permet d'accéder à la station « Parc des expositions ». Vous pouvez acheter cette carte dans toutes les stations de métro.

Pendant le SICOB, la SNCF assure un train toutes les 5 minutes entre la gare du Nord et le parc des expositions de Paris-Nord dans les deux sens de 5 h 30 à minuit.

PAR LES CARS NAVETTES

— à 20 minutes du Palais des congrès, porte Maillot, par les navettes SICOB (conventions Informatique et Automatique productique).

PAR AVION

— à 3 minutes de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle par le RER ou par l'autoroute

— à 5 minutes de l'aéroport du Bourget par l'autoroute

— relié à l'aéroport d'Orly par l'autoroute.

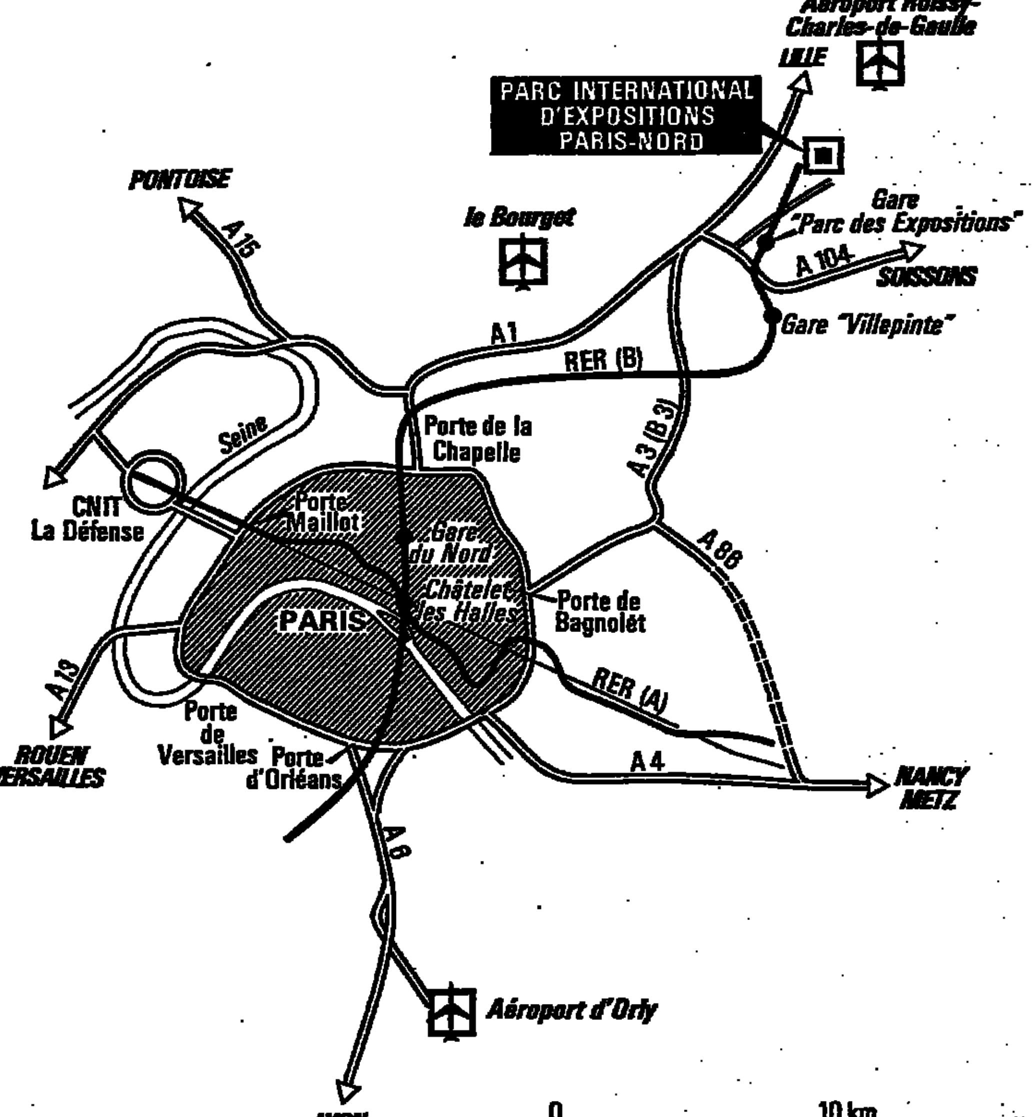
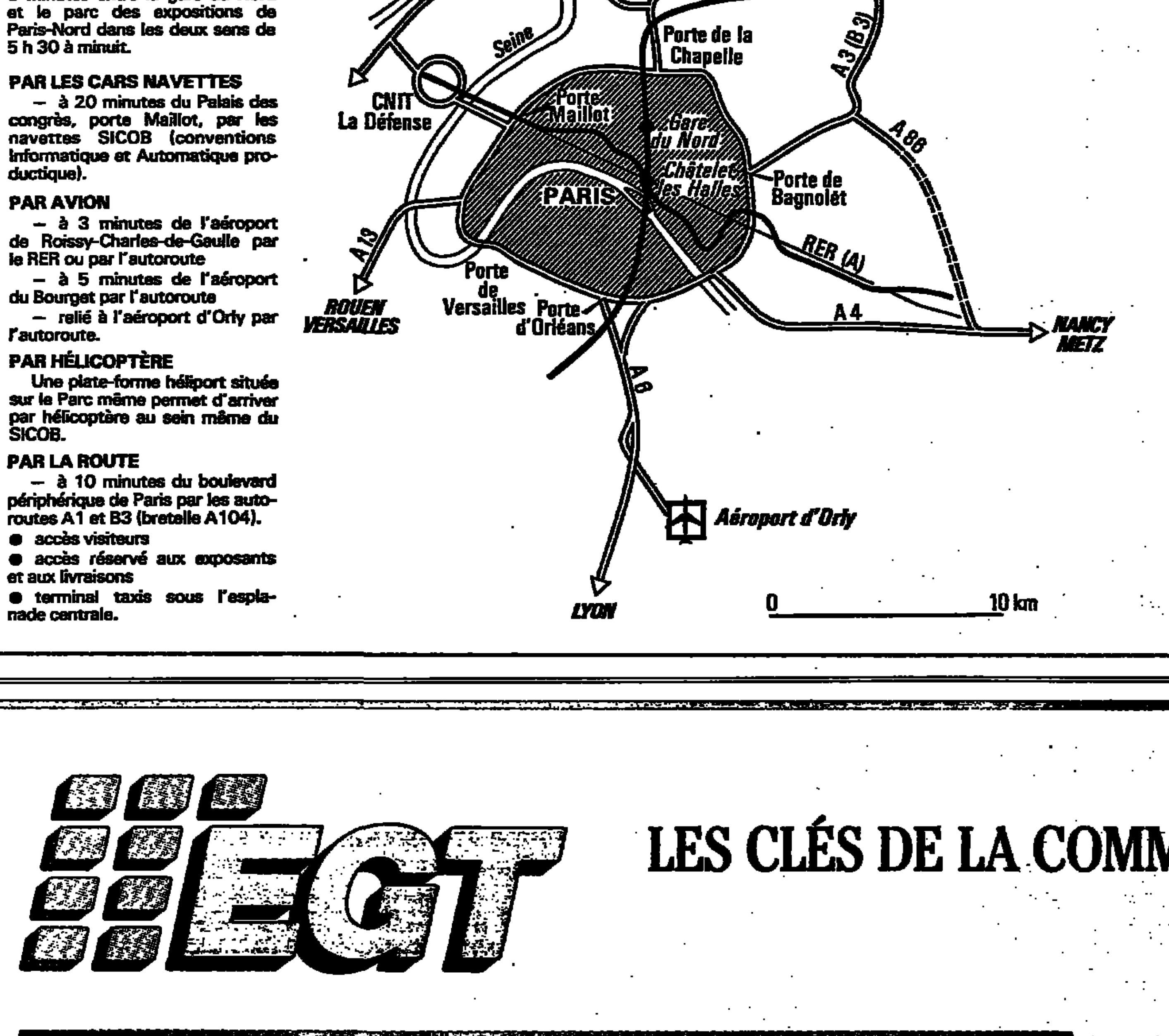
PAR HÉLICOPTÈRE

Une plate-forme héliport située sur le Parc même permet d'arriver par hélicoptère au sein même du SICOB.

PAR LA ROUTE

— à 10 minutes du boulevard périphérique de Paris par les autoroutes A1 et B3 (bretelle A104).

- accès visiteurs
- accès réservé aux exposants et aux livraisons
- terminal taxis sous l'esplanade centrale.

La pause après l'euphorie

(Suite de la page 37.)

« Entre l'achat de la machine et son intégration dans l'entreprise, il y a un monde », estimait récemment le PDG de Bull, Jacques Stern, dans un entretien à la revue spécialisée *Ordinateurs*. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, il faut que l'offre des constructeurs colle mieux aux besoins des utilisateurs. La politique informatique d'une firme doit s'intégrer à sa stratégie d'entreprise, explique de son côté le patron de l'informatique chez Elf, Louis Nardon. C'est à l'entreprise, et à elle seule, qu'il incombe de définir sa stratégie informatique, en s'appuyant éventuellement sur les sociétés de services. Ensuite, seulement, elle se tournera vers les constructeurs, qui, parfois, ont du mal à répondre à sa demande.

Ce souci est devenu prioritaire à tel point que les directions générales sont maintenant parties prenantes dans la démarche d'informatisation, qui ne relève plus, comme par le passé, de la seule compétence des directions informatiques. Ce qui tend à mettre l'informatique sur le même pied que tous les autres biens d'équipement... et aussi à l'intégrer plus étroitement dans le budget général de l'entreprise.

Avec la différence, toutefois, qu'il s'agit d'un bien qui évolue technologiquement très vite. C'est en jouant sur cette particularité que les constructeurs – IBM en tête – ont poussé leurs clients à changer fréquemment de matériels pour acquérir des machines toujours plus performantes. L'annonce répétée de nouveaux matériels a d'ailleurs énormément dérouté les utilisateurs, comme les ont gênés les baisses de prix brutales décidées par IBM sur ses matériels.

Cette course a également alourdi les budgets informatiques des entreprises et contribué à l'opacité de leurs équipements. La multiplication de produits nouveaux, souvent incohérents, a également ligoté les constructeurs, car, comme le remarquait dernièrement l'un d'entre eux, on ne change pas de gamme d'ordinateurs comme de gamme d'automobiles : il faut ensuite assurer le suivi des développements (logiciels d'application).

A l'inverse, une entreprise dotée d'un parc hétérogène peut difficilement faire table rase et rebâtir entièrement un nouveau système à partir de zéro, compte tenu de l'ampleur des investissements engagés dans le passé. C'est ce qui explique le succès d'une entreprise comme DEC qui a eu le flair de proposer des machines « en grappe » capables d'évoluer au fur et à mesure des besoins de l'entreprise. Et sa bonne santé tranche avec la morosité d'IBM.

Un autre phénomène de fond se greffe sur les précédents : la croissance douce dans le secteur des gros ordinateurs universels *(main frames)*. Le patron de l'informatique d'Elf le montre bien : un nombre croissant d'applications, auparavant traitées sur les grosses unités centrales, peuvent désormais l'être sur des mini-ordinateurs décentralisés : *« Les minis mangent la laine sur le dos des gros systèmes »*, commente-t-il. Certaines utilisations très spécifiques dans le domaine scientifique restent l'exception, ce qui explique le succès d'un constructeur comme Cray, installé sur cette « niche ».

Le marché des gros ordinateurs semble donc avoir mûri, adoptant désormais un rythme de croisière. Face à cette nouvelle donne, les constructeurs de grands systèmes ont choisi de se marier, ce qui permet en particulier de mettre en commun les dépenses de recherche-développement. L'exemple le plus frappant en 1986 a été la fusion de Sperry et de Burroughs, donnant naissance au troisième groupe informatique mondial, Unisys.

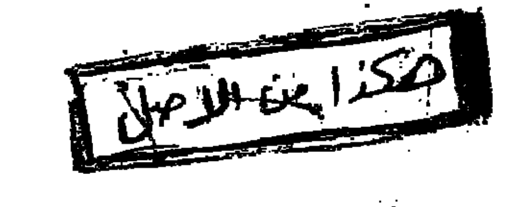
Chez Bull, qui vient d'acquérir la filiale informatique de Honeywell, on estimait il y a quelques mois que le club des treize constructeurs de gros systèmes centraux ne devrait plus compter à l'horizon 1990 que cinq ou six membres.

Mieux coller au marché, se mettre à l'écoute des utilisateurs pour répondre à leur demande, là est le nouveau défi de l'informatique mondiale. IBM ne s'y est pas trompé, qui a renvoyé dans les services commerciaux une grande partie de ses agents et cadres administratifs.

Le phénomène micro est très différent, mais son évolution (un tassement certain après une courte phase d'explosion) peut étayer une thèse sur une des tendances du marché : les nouveaux produits démarreraient très vite mais la durée de la période d'explosion se raccourcirait. Ils adopteraient bientôt des rythmes de croissance plus raisonnables. Cette explication est fort plausible. Mais, dans la micro-informatique, elle s'est accompagnée d'une chute des prix entraînée par la copie massive des industriels extrême-orientaux (les « clones »). IBM, confronté à une concurrence sauvage, n'a pas réussi à imposer sa loi sur ce segment de marché.

Reste une autre explication au mal informatique. Car, au niveau des chiffres, il faut corriger les fluctuations sur le marché américain en tenant compte du poids d'IBM. Big Blue pèse si lourd qu'il fausse les statistiques et amplifie les mouvements à la hausse et à la baisse. Ainsi, le chiffre d'affaires de l'industrie informatique américaine (soixante-dix constructeurs en fait) a progressé au quatrième trimestre de 1986 de 12,5 % par rapport à l'année précédente, si l'on retire IBM. Si l'on intègre Big Blue (dont les ventes ont baissé de 1,2 %), la progression n'est plus que de 4,2 %. Si IBM tousse, c'est toute l'informatique américaine qui semble s'enrhumer.

FRANÇOISE VAYSSE.



Economie

Les réunions préparatoires du FMI et de la Banque mondiale

Moins de croissance, résurgence des tensions commerciales et nouvelles craintes pour l'endettement

Moindre inflation mais moindre croissance; résurgence des tensions commerciales et des craintes autour du dossier explosif de la dette du tiers-monde. C'est sur cette toile de fond peu exaltante que devaient débuter, lundi 6 avril, à Washington, les réunions préparatoires aux grands rendez-vous de printemps des dirigeants économiques et financiers de la planète : comité intérimaire du Fonds monétaire international le 9 avril, comité de développement de la Banque mondiale, le lendemain.

Les dernières estimations du FMI sur les perspectives 1987 confirmeront le sentiment de grisaille qui prévaut dans les capitales. A l'automne dernier, les experts du Fonds escomptaient une légère accélération de la croissance des pays industriels et avançaient un rythme un peu supérieur à 3 %, insuffisant en tout état de cause pour réduire le chômage. Ils envisagent désormais moins de 2,5 %, compte tenu de l'essoufflement de l'activité en RFA et au Japon.

La poursuite de la dépréciation du dollar n'est pas étrangère à cette révision en baisse. Le pire, un écroulement pur et simple de la devise américaine, a été évité. Les conséquences de l'affaiblissement du billet vert ont malgré tout amené les Allemands, et surtout les Japonais, à faire face à un ralentissement marqué de leur croissance.

Contrepartie positive de cette évolution, le mouvement de désinflation bien engagé l'an dernier se poursuit plus longtemps que prévu. Libellé en dollars, le prix du pétrole reste à des niveaux modestes. Les cours des matières premières restant déprimés, la hausse des prix pourrait être limitée à 2,8 % dans les pays développés, contre 3,4 % en 1986.

La nouvelle donne monétaire tarde par contre à influer favorablement sur les finances extérieures des nations industrialisées. Au total, celles-ci verraient le déficit de leur balance des paiements doubler, passant de 7,5 milliards de dollars en 1986, à 14,4 milliards cette année. Un niveau qui n'inquiéterait personne s'il ne recouvrait des déséquilibres persistants : déficit américain, évalué à 133,6 milliards de dollars en 1987 ; excédent japonais de quelque 80 milliards, allemands de 33,5 milliards. Les Etats-Unis risquent d'alimenter de nouvelles pressions protectionnistes, voire une guérilla commerciale aussi dangereuse pour la stabilité mondiale que les mouvements erratiques des monnaies.

Cette situation donnera toute son importance aux discussions qui se dérouleront cette semaine sur une surveillance renforcée des politiques économiques et monétaires des grands de la planète. Depuis les assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale, l'automne dernier, la concertation internationale, un temps ébranlée, a retrouvé un peu d'élan avec l'accord du Louvre, le 22 février à Paris. Le groupe des Cinq (1), élargi en groupe des Sept (avec le Canada et l'Italie), tentera d'en améliorer l'application : mise en œuvre de *« plages de référence »* pour le dollar, le yen et les monnaies européennes, indicateurs économiques permettant de mieux prévenir les dérapages les plus dangereux.

Evolution par petites touches

Rien de spectaculaire n'est attendu de ces débats. Si la prise de conscience des aléas dus à l'instauration de taux de change flottant en 1973 n'est pas nouvelle, l'espoir d'une refonte complète du système monétaire n'est plus d'actualité.

Tout au plus peut-on espérer une évolution par petites touches, grâce à l'aménagement des règles du jeu actuelle. L'accord du Plazza, en septembre 1985, avait prouvé qu'une certaine « concertation » était possible. Il avait permis au groupe des Cinq d'ordonner la baisse du dollar. Dix-huit mois plus tard, l'accord du Louvre est la reconnaissance, encore timide, d'une idée jusqu'alors réprouvée par la majorité des partenaires de la France : celle de plages de références au sein desquelles les monnaies des principales puissances seraient appelées à évoluer de façon plus disciplinée.

> *Les « grands-messes » du printemps vont commencer : réunion du FMI, de la Banque mondiale de l'OCDE... L'objectif est toujours le même : comment stabiliser le système monétaire international et en corriger les effets dévastateurs au Nord comme au Sud ?*

Conforter cette discipline ne sera pas une mince affaire. Ne serait-ce qu'en raison des divergences existant sur les « indicateurs » à retenir, indicateurs dont on avait parlé au sommet de Tokyo, en juin 1986, pour mieux harmoniser la marche des économies des sept pays industriels. Pour une fois sur la même longueur d'onde, Français et Américains souhaitent accorder une place importante aux taux de change parmi les *« clignotants »* retenus qui comprennent aussi la croissance, les prix, les balances des paiements etc. Leurs interlocuteurs restent réticents. La RFA et la Grande-Bretagne excluent des consultations systématiques pour juger de la nécessité d'infléchir les gestions économiques ou monétaires.

On retrouve là de vieux réflexes. Comme les Etats-Unis il n'y a pas si longtemps, l'Allemagne est aujourd'hui peu soucieuse d'entériner un système de surveillance, *« l'essentiel à ses yeux étant de mieux surveiller les autres »*, ironisent les experts.

Un clivage semblable existe au sein de la CEE sur les moyens de renforcer le système monétaire européen pour en faire le pivot du système international. L'idée d'une politique commune face au dollar ou au yen fait bien son chemin. Mais les décisions que cette politique implique sont loin de faire l'unanimité, qu'il s'agisse de gestion concertée des taux d'intérêt, de rôle accru de l'ECU dans les transactions entre banques centrales ou de mécanisme amenant ces dernières à détenir dans leurs réserves des monnaies européennes en fonction du poids dont elles disposent au sein de l'unité de compte européenne. D'aucuns affirment que *« les pays membres du SME y parviendront ou le système éclatera »*. Mais pour le moment les opposants freinent le mouvement.

Dette : le cap des 1 000 milliards

A défaut de percée majeure, les participants au comité intérimaire pourront se féliciter, provisoirement tout au moins, du bon fonctionnement de l'accord du Louvre. Les tensions entre le yen et le dollar n'ont, apparemment, pas remis en cause les plages de références définies à l'époque. La RFA a rempli sa part de contrat en entérinant un plan d'allégements fiscaux pour accélérer la reprise. La Grande-Bretagne a joué des atouts dont elle disposait, pour présenter le 13 mars un budget conjugant baisse d'impôts et réduction des déficits.

Les réunions de la semaine seront également dominées par le renouveau de tensions suscité par la dette du tiers-monde, qui a franchi cette année le cap des 1 000 milliards de dollars.

Le retrait des banques privées a exacerbé les positions alors que les organismes multilatéraux commes les gouvernements des pays créanciers ont, dans l'ensemble, tenu leurs engagements pour aider les pays en développement. La possibilité d'allouer des droits de tirages spéciaux (DTS) supplémentaires au tiers-monde sera sans doute une fois de plus évoquée pour être, une fois de plus, repoussée.

Le dossier de l'augmentation du capital de la Banque mondiale (BIRD), appelée par tous les bailleurs de fonds à jouer un rôle accru pour accélérer le retour à la croissance des pays endettés, sera, lui, soigneusement mis de côté.

Les contraintes budgétaires des nations en développement sont telles qu'il leur est de plus en plus difficile d'assurer l'apport financier permettant de concrétiser les projets envisagés. Le montant des prêts de la Banque Mondiale pourrait ainsi être inférieur aux prévisions. Dans ces conditions, autant ne pas aborder un sujet qui place l'administration américaine dans une situation délicate face à un Congrès hostile.

La priorité est en effet d'obtenir le feu vert des parlementaires pour la participation des Etats-Unis à la reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement, fixée par l'ensemble des pays membres à 12,6 milliards de dollars pour trois ans. Cet aval est essentiel, l'AID étant une filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans l'aide aux pays les plus démunis.

Conscients de la situation intenable de pays appelés à rembourser davantage aux pays industriels qu'ils n'en reçoivent — le transfert négatif aurait atteint 8,6 milliards de dollars en 1986 pour la seule Amérique latine — certains envisagent quelques initiatives. Assouplir les conditions de rééchelonnement des dettes ne fera pas l'unanimité. L'idée d'un moratoire pour les plus pauvres, même si elle est soutenue par les Scandinaves et les Italiens et est envisagée par la France, ne semble pas encore mûre. Reste à savoir si de nouvelles facilités financières consacrées au *« désendettement »*, proposées par Paris, recueilleront assez d'appuis.

A défaut de progresser de façon significative, de nouveaux sujets seront abordés, comme l'environnement ou le coût social des politiques de redressement de plus en plus souvent mises en œuvre dans les pays endettés. Accroissement de la malnutrition et de la mortalité infantile, poussée du chômage et du nombre des « pauvres absolus » : quantifier la part de dégradion due à l'austérité est difficile. Mais comme le dit un statisticien, *« la rigueur peut représenter, pour les classes les plus aisées, l'annulation d'un voyage en Floride, pour les classe moyennes, la réduction des loisirs. Elle se traduit souvent pour les plus pauvres par un repas au lieu de deux »*.

Le comité de développement ne saurait apporter de réponse claire à ces sujets aggravés, à terme, par la chute des investissements dans la plupart des pays. Conjoncture, monnaie, dettes, les instances de Washington ne pourront en une semaine dépasser le stade des idées vagues ou des bonnes intentions. Les débats qui vont se dérouler donneront pourtant le ton aux grandes rencontres du printemps ; la conférence ministérielle de l'OCDE, le 12 et le 13 mai à Paris ; sommet des nations industrielles, du 8 au 10 juin à Venise. « Grandes messes » pour certains, lieux d'échanges essentiels à la concertation pour d'autres, ces forum ponctuent l'évolution lente mais réelle d'une prise de conscience mondiale des grands problèmes de l'heure.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne.

CEE

Le renforcement du SME

Au-delà des difficultés techniques des divergences politiques subsistent

KNOKKE-LE-ZOUTE
de notre envoyé spécial

« Il faut que, grâce à l'accord du Louvre et à un bon fonctionnement du système monétaire européen (SME), ceux qui spéculent puissent perdre de l'argent et en perdre énormément », a déclaré, samedi 4 avril, M. Marc Eyskens, le ministre belge des finances, qui venait de présider la réunion tenue par les Douze à Knokke-le-Zoute.

Ce commentaire, supposé traduire l'esprit qui animait les participants, relève encore, à l'évidence, de l'incantation. Même si l'on constate un rapprochement dans l'analyse de la situation, il ne semble pas que les décisions qui sont nécessaires pour renforcer le SME pourront être prises rapidement. Certains Etats membres, en particulier la RFA, paraissent hostiles à tout ce qui pourrait, de près ou de loin, ressembler à de nouveaux engagements.

S'agissant des relations de changes entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, les Douze sont satisfaits, ou du moins affirment l'être. Selon M. Eyskens, *« l'accord du Louvre existe, il fonctionne, il implique un comportement solidaire de la part des cosignataires. Il s'agit d'une contribution importante pour la stabilisation monétaire. »* C'est là une raison de plus d'accélérer la prise de décisions en ce qui concerne le renforcement du SME.

En la matière, les Douze, ou plutôt les huit qui participent au mécanisme des changes du SME (1), sont à peu près d'accord sur ce qu'il faut faire pour le rendre plus efficace mais sont loin d'être au clair sur la manière d'y parvenir, et en particulier sur les contraintes que cette seconde phase, de l'avis du SME, impliquerait pour chacun d'entre eux. L'accord tacite qui a pu être constaté samedi porte : 1) sur la nécessité de mieux utiliser les marges de fluctuation qu'autorise le SME (2,25 % de part et d'autre des taux pivots), autrement dit de procéder plus systématiquement, et surtout de manière concertée, à des interventions intramarginales ; 2) sur le caractère indispensable d'une gestion coordonnée des niveaux et des « différentiels » des taux d'intérêt.

« Le SME ne peut reposer uniquement sur une politique de taux de change, qui est souvent une politique d'arrière-garde. Si nous mettons au point une politique cohérente des taux d'intérêt, nous aurons fait un pas important vers l'intégration monétaire », a résumé M. Eyskens.

Selon quelles méthodes mettre en œuvre cette double orientation ? Comment devra jouer la coopération ? En d'autres termes, quelles obligations nouvelles pourrait-il en résulter pour chacun des participants ? C'est à ces questions qu'il n'y a, pour l'instant, pas de réponse. On l'explique en disant là qu'il y a des problèmes chroniques à résoudre. C'est vrai. Par exemple, la portée exacte à donner aux interventions intramarginales, les monnaies à utiliser pour les opérer (davantage d'ECU, moins de marks...), leur éventuel financement par la Communauté sont des questions qui doivent encore être approfondies. Mais, au-delà, il y a divergence politique. *« On peut améliorer le fonctionnement du SME mais on n'a pas besoin d'instrument nouveau »*, a commenté M. Gerhard Stoltengerg, le ministre allemand manifestant son peu d'enthousiasme pour toute innovation en matière de coopération monétaire.

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, estime, quant à lui, qu'il doit bien y avoir changement : les politiques économiques évoluant de façon beaucoup plus voisines que jadis, il faut passer, explique-t-il, d'un système où les pays à monnaie faible opéraient les ajustements nécessaires par rapport au modèle de référence allemand à un système plus « symétrique ». En clair, cela veut dire que les Allemands devraient accepter davantage que dans le passé une pratique « coopérative ».

Selon M. Delors, le plus sûr moyen de déterminer les obligations de chacun est de faire jouer l'*« indicateur de divergences »* qui est prévu dans le SME, mais qui n'a pas été utilisé.

M. Delors avait souligné que la libéralisation des mouvements de capitaux contribuait, au fur et à mesure qu'elle s'opérait, à chahuter davantage le marché des changes. Les ministres des finances ont cependant confirmé leur intention de parvenir rapidement à une libération totale des mouvements de capitaux dans la Communauté. Ils ont donné leur accord à la Commission pour qu'elle fasse des propositions à cet effet à l'automne prochain.

Dans la perspective de la réunion du Comité intérimaire du FMI, les Douze ont abordé le dossier de la dette. *« La France insiste pour que les pays les plus avancés prennent conscience des problèmes posés par l'endettement des pays les plus pauvres. Ceux-ci mettent en œuvre des programmes de redressement très sévères, mais sont néanmoins confrontés à de graves difficultés liées à la chute des prix des matières premières. La France considère qu'on ne peut accepter muets, immobiles, cette situation »*, a déclaré M. Edouard Balladur, qui présentera à Washington des propositions afin de mobiliser des ressources supplémentaires au profit des pays les plus pauvres, et en particulier des pays africains.

Cet appel du ministre français a apparemment été entendu par ses collègues de la Communauté. *« Il faut poursuivre l'œuvre de solidarité en perfectionnant les instruments ; envisager un nouveau rééchelonnement, c'est inévitable, à des conditions qui soient supportables pour les pays débiteurs »*, a ainsi déclaré M. Eyskens en rendant compte des travaux.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le Royaume-Uni, la Grèce, l'Espagne et le Portugal ne participent pas à ce mécanisme.

Social

En 1986

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé en «glissement» mais s'est accru en «moyenne»

Selon une étude de l'INSEE, publiée par *Economie et Statistiques* de mars 1987, les traitements nets des fonctionnaires ont augmenté de 0,1 % de décembre 1985 à décembre 1986 : ainsi, en glissement, *« leur pouvoir d'achat a baissé de 1,9 % car, pendant la même période, les prix de détail se sont accrus de 2,1 % »*. Pour le pouvoir d'achat des traitements bruts, la baisse n'a été que de 1,2 %. Les résultats sont très différents en moyenne annuelle : les traitements bruts ont augmenté de 3,7 % et les traitements nets de 3,3 % soit, respectivement, un gain de pouvoir d'achat de 1 % et de 0,7 %.

En 1986, en effet, les fonctionnaires n'ont bénéficié que d'une seule hausse générale avec un rappel de 560 F versé en février au titre de la clause de sauvegarde pour 1985. Le gouvernement ayant décidé ensuite pour 1986 de «geler» les hausses générales de salaires dans la fonction publique, une seule mesure catégorielle est intervenue en faveur des instituteurs au 1er janvier 1986 (le traitement brut de la catégorie B a ainsi augmenté de 0,86 %). Enfin, à partir d'août 1986, les traitements ont été grevés d'une retenue supplémentaire de 0,7 % au titre de la pension-vieillesse.

Publication du décret sur les «programmes d'insertion locale»

Un décret du 3 avril publié au *Journal officiel* du dimanche 5 avril précise le fonctionnement des *« programmes d'insertion locale »* (PIL) destinés aux demandeurs d'emploi âgés de vingt-cinq ans au moins percevant l'allocation de solidarité versée par l'Etat (les partenaires sociaux de l'UNEDIC doivent se rencontrer le 7 avril pour décider s'ils étendent la formule aux bénéficiaires des allocations d'assurance-chômage).

Selon ce décret, les PIL peuvent être organisés par les associations sans but lucratif, les fondations, les collectivités locales, les établissements publics, les organismes de Sécurité sociale, les mutuelles, les comités d'entreprise et les gestionnaires de services publics. La durée des programmes est de six mois, *renouvelable une fois. Quatre-vingts* à cent vingt heures par mois doivent être consacrées au stage proprement dit, dont l'horaire hebdomadaire doit permettre au stagiaire de rechercher un emploi

Les stagiaires recevront une allocation de l'Etat égale à celle qu'ils percevaient à leur entrée en stage, ou à celle qu'ils auraient perçue au moment du renouvellement du stage. Cette allocation est revalorisée de la même façon que l'allocation de solidarité. Son versement est subordonné à une convention entre l'Etat et l'organisme reponsable du programme.

Le « Bilan économique et social » 1986 à nouveau disponible

En raison de son succès, le *Bilan économique et social* 1986, brochure éditée par *le Monde*, est venu à manquer chez certains marchands de journaux. Il est à nouveau disponible, *le Monde* en ayant décidé la réimpression. Demandez-le à votre marchand de journaux.

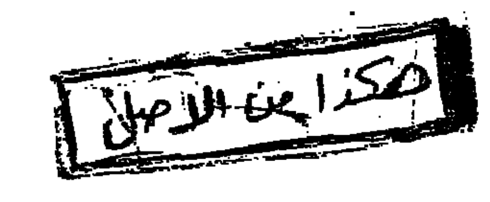
FAITS ET CHIFFRES

● **Accord de pêche entre les pays du Pacifique sud et Washington.** – Les Etats-Unis et les nations du Pacifique sud ont signé un accord de pêche de cinq ans qui met fin à deux années de négociations ardues, vient d'indiquer le département d'Etat.

En vertu de cet accord, signé à Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), les thoniers américains paieront des licences pour pouvoir pêcher dans les zones économiques des nations de la région. De son côté, le gouvernement américain fournira une aide globale de 50 millions de dollars sur les cinq années de l'accord. Durant les négociations, l'URSS avait négocié un accord de pêche avec Kiribati (mais cet accord est arrivé à expiration sans être renouvelé) et un autre avec le Vanuatu, qui avaient provoqué des inquiétudes à Washington. Les autorités américaines craignaient qu'ils ne favorisent la pénétration soviétique dans la région. – *(AFP).*

● **Sauvetage en mer : la SNSM a besoin de remplacer 29 canots.** – La Société nationale de sauvetage en Mer (SNSM) a besoin de remplacer 29 de ses 30 canots « tous temps » dans les dix ans à venir, chacun valant 3 millions de francs, a indiqué le nouveau président de cette association, l'amiral Yves Leenhardt. La SNSM, qui a sauvé 920 personnes en 1985, mais a perdu 5 de ses sauveteurs lors du naufrage d'une vedette à l'Aberwrach'h, l'été dernier, a besoin de se faire connaître pour être en mesure de financer ces achats grâce à la solidarité nationale, a-t-il ajouté.

● **RECTIFICATIF.** – Dans l'article intitulé « Framatome veut investir 2 milliards pour se reconvertir », paru dans nos éditions du 4 avril, une coquille nous a fait supprimer... la totalité des emplois industriels de l'entreprise ! Il fallait lire : *« 700 emplois seront supprimés cette année sur 3 500 en Saône-et-Loire. »*, et non : *« 3 500 emplois sont supprimés cette année, dont 700 en Saône-et-Loire. »*



Energie

Le ministre saoudien du pétrole en visite aux Etats-Unis

Obtenir un accord entre l'OPEP et les compagnies pétrolières

Après la Norvège, l'Union soviétique, l'Algérie et la Grande-Bretagne, le ministre saoudien du pétrole visite actuellement les Etats-Unis. Officiellement, sa mission est claire : convaincre l'opinion et les responsables américains, tentés par le protectionnisme, de renoncer à surtaxer les importations pétrolières.

En réalité, l'objectif de M. Hisham Naser est double : parallèlement aux discussions officielles, se déroulent en secret des négociations cruciales avec les quatre grandes compagnies, membres de l'ARAMCO (1), le consortium qui exploite le pétrole saoudien. L'objet de ces contacts ? Mettre sur pied une nouvelle formule de contrat, permettant aux deux parties de partager les risques de variations des cours du brut, assure un haut fonctionnaire américain. C'est la condition posée par les compagnies pour reprendre leurs achats à l'Arabie saoudite, tombés au plus bas depuis plusieurs semaines.

Cet arrangement pourrait aller jusqu'à une participation du royaume aux résultats des raffineries et des réseaux de distribution outre-Atlantique. Il permettrait à Ryad de continuer à vendre son brut au prix officiel de 18 dollars le baril, comme il s'y est engagé depuis décembre, et donnerait aux compagnies l'assurance de limiter les pertes en cas de nouvelle chute des cours.

D'apparence techniques, ces négociations sont vitales pour l'avenir du marché pétrolier. Elles visent à jeter les bases d'un nouvel ordre pétrolier. Si elles échouent, ce sera le retour au chaos et aux fluctuations des prix. Si elles réussissent, la stabilisation des cours autour d'un prix moyen de 18 dollars (contre 15 dollars en moyenne en 1986), souhaité par la totalité des milieux pétroliers, a des chances de durer.

V. M.

Affaires

Un programme européen de formation continue dans les entreprises

L'Université par satellite

Un important projet de formation continue, dans le domaine des technologies avancées, est à l'étude, à l'initiative de cinq grands groupes industriels : British Telecom, Hewlett-Packard, IBM, Philips et Thomson. Ce programme, intitulé Programme européen de formation continue avancée (PACE), consiste à relier, par satellite ou par tout autre moyen moderne de télécommunication (vidéo, téléconférence...), les entreprises et les centres d'excellence de recherche, universitaires ou autres, pour permettre aux cadres, aux ingénieurs et aux techniciens de suivre, directement, des enseignements assurés par les chercheurs les plus avancés dans leur discipline.

S'inspirant d'une institution analogue qui existe aux Etats-Unis (la National Technological University), ce réseau doit permettre aux professionnels de se tenir constamment au courant des avancées de la recherche, sans avoir à quitter leur lieu de travail.

Dans un premier temps, le champ des disciplines touché par ce programme pourrait porter sur le génie logiciel, les matériaux nouveaux, les télécommunications, l'intelligence artificielle et la gestion de l'innovation technologique.

Lancé à l'occasion d'un forum franco-américain qui s'est tenu aux Etats-Unis en septembre 1986, ce projet est étudié par un comité directeur, présidé par M. Hubert Curien, ancien ministre de la recherche. Ce comité comprend cinq groupes de travail, animés, chacun, par une des firmes fondatrices, et chargés d'étudier les contenus de l'enseignement (Thomson), l'organisation (British Telecom), le marketing (IBM), les techniques (Philips) et le financement (Hewlett Packard). Cette phase préparatoire aboutira à un second forum qui se tiendra en juin chez Thomson, à Jouy-en-Josas (1). Les premières émissions pourraient démarrer à titre expérimental, à la fin de cette année.

A terme, ce réseau devra s'autofinancer, grâce aux redevances que paieront les entreprises qui recevront les émissions. Un premier investissement assuré par les entreprises (les cinq premières, auxquelles d'autres pourront s'adjoindre) et par la Communauté européenne, dans le cadre de son programme COMETT, doit permettre d'équiper les universités et les centres de recherche en matériel d'enregistrement et en émetteur. Les entreprises devront s'équiper, pour leur part, en matériel de réception.

Les cours retransmis pourront être conçus spécialement pour PACE ou correspondre aux enseignements donnés aux étudiants. Ils pourront aboutir à un diplôme et être accompagnés d'autres instruments pédagogiques (documents écrits, exercices...). Les enseignants et les établissements d'enseignement recevront une rémunération pour ces prestations. Les cours pourront être reçus par d'autres établissements universitaires, ce qui peut permettre de fournir aux étudiants des programmes de formation provenant de plusieurs universités, de pays européens différents.

Plusieurs problèmes restent à résoudre, comme la désignation des centres universitaires et de recherche qui réaliseront les premiers programmes (qui dépendra à la fois de leur compétence scientifique et de leur équipement technique) et la langue utilisée (« tout anglais » ou traduction simultanée ?).

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Le secrétariat du programme PACE est assuré par M. Ladislav Cerych, directeur de l'Institut européen d'éducation et de politique sociale. Université Paris-IX Dauphine, 1, place de-Lattre-de-Tassigny, 75116 Paris, tél. : 47-27-06-41 ou 45-05-14-10, poste 3000.

M. Edouard Balladur annonce une baisse de l'impôt sur les sociétés dès 1987

De notre bureau de Lyon

Revenu directement de Knokke-le-Zoute – où il avait participé pendant trente-six heures à la réunion des ministres des finances de la Communauté économique européenne – pour inaugurer la Foire de Lyon, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisaton, a annoncé que les effets de la réduction (de 45 à 42 %) du taux de l'impôt sur les sociétés, prévue pour 1988, seront perceptibles dès cette année. La diminution s'appliquera au « *montant total des acomptes payés par les entreprises, au titre de 1987* ». Le gouvernement soumettra à cet effet au Parlement un texte au cours de la session de printemps et cette baisse « *sera très probablement opérée sur l'acompte que les sociétés doivent payer au mois d'août* », a précisé M. Balladur.

M. Balladur a consacré le reste de son propos à réaffirmer les grandes lignes de la politique suivie depuis un an par le gouvernement. M. Balladur a exclu, même s'il comprend l'impatience des uns dans ce domaine, toute relance de la croissance. « *La France en a fait deux fois l'expérience au cours des six dernières années et, chaque fois, cette expérience s'est soldée par un échec* », a-t-il rappelé. Et si, pour M. Balladur, l'aide à l'investissement, autre moteur de la reprise, est souhaitable, elle ne peut prendre que la forme de celle choisie par le gouvernement, à savoir l'allégement des charges des entreprises, et non celle d'aides fiscales.

BERNARD ELIE.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Le noyau dur de la BTP privatisée

Avant que ne débute, le lundi 6 avril, l'offre publique de vente de la Banque du bâtiment et des travaux publics (voir *le Monde* daté 5-6 avril) au prix de 130 F l'action, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a arrêté la composition du bloc d'« *actionnaires stables* ». Ceux-ci détiendront 51 % du capital de la BTP. Ce bloc de contrôle est composé de la Fédération nationale du bâtiment (20,5 %), de la Fédération nationale des travaux publics (11,5 %), d'un groupe comprenant le Comptoir central de matériel d'entreprise, le CCF, le Comptoir des entrepreneurs et la banque Hervet (8 %), du Crédit lyonnais (5,5 %) et du Crédit foncier (5,5 %).

Thé : le Pakistan accuse Unilever de pratiques monopolistiques

Le Pakistan vient d'ordonner l'ouverture d'une enquête sur des « *irrégularités* » qu'aurait commises la firme Unilever, qui détient 95 % du marché national à travers ses deux filiales Brook Bond et Lipton Tea. Selon Islamabad, Unilever, qui possède des plantations de thé au Kenya, a obligé les Pakistanais à utiliser du thé kényan d'un prix élevé, au lieu de s'approvisionner auprès des fournisseurs traditionnels comme Sri-Lanka, le Bangladesh ou l'Indonésie.

Vers un rachat de Spantax par Aviation Finance

La compagnie suisse Aviation Finance Group va prendre le contrôle de la compagnie espagnole de charters Spantax. L'accord prévoit le maintien des postes de travail, l'acquisition d'avions McDonnel-Douglas et Looceed, un investissement de 100 millions de francs environ et une prise en charge de la dette de Spantax vis-à-vis de l'Etat espagnol (8 milliards de pesetas). – (AFP.)



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIMINCO

Conseil d'administration du 31 mars 1987

Le Conseil d'administration, qui s'est réuni le 31 mars 1987 sous la présidence de M. SAUTY de CHALON, a pris connaissance des résultats et de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé.

Le bénéfice net de l'exercice qui s'établit à 132,1 millions de francs permet de proposer à l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira le 21 mai 1987 un dividende de 49 F incluant un avoir fiscal de 1,11 F, en progression de 4,92 % sur un capital augmenté.

Ce bénéfice s'entend après environ 20 millions de francs d'amortissements exceptionnels. Il résulte d'un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 374 millions de francs contre 344,9 millions de francs pour l'exercice 1985, soit + 8,44 %.

Les engagements nouveaux de la Société d'un montant de 332 millions de francs ont été traités, exclusivement en crédit-bail immobilier, dans des conditions satisfaisantes. Les engagements bruts cumulés ressortent, à la fin de l'exercice, à 2,5 milliards de francs contre 2,3 milliards de francs au 31 décembre 1985.

Les prévisions pour 1987, tant en production qu'en résultat, apparaissent d'ores et déjà favorables, ce qui devrait permettre une nouvelle progression du dividende.

Par ailleurs, une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera convoquée le 6 mai 1987 afin de renouveler au Conseil l'autorisation d'émettre, le cas échéant, en une ou plusieurs fois, des obligations à bons de souscription d'actions pour un montant maximum porté à 500 millions de francs, et décider deux modifications statutaires.



Le conseil d'administration s'est tenu le 26 mars 1987, sous la présidence de M. Serge Houssin, pour examiner les comptes de l'exercice 1986.

Le bénéfice net s'élève à 66 647 908,19 F (+ 11,56 % par rapport à celui de 1985) après 32,3 millions de francs de dotations aux comptes d'amortissements et de provisions.

Compte tenu de la création de 52 918 actions par conversion d'obligations, le bénéfice net par action progresse de 8,9 % (6,4 % hors plus-values). Les résultats sont donc satisfaisants, même si l'on fait abstraction de la réalisation des plus-values de cessions au cours de l'année 1986 (3,1 millions de francs au lieu de 1,4 million de francs en 1985). Ils sont obtenus notamment après un nouvel accroissement des amortissements et provisions de 8,5 %.

Ce bénéfice permettra de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 14 mai 1987, un dividende de 25 F par action, en hausse de 4,17 % par rapport à l'exercice précédent, soit environ deux points de plus que l'inflation. Depuis 1982, le dividende a connu une croissance moyenne de 9,3 % par an, régulièrement supérieure à la dérive monétaire.

Cette évolution positive devrait raisonnablement se poursuivre notamment en raison de la reprise des investissements de SICOTEL dont les engagements nouveaux se sont élevés en 1986 à 121,5 millions de francs, en hausse de 43 %.

Ces nouvelles opérations, réalisées à hauteur de 40 %, principalement sur des immeubles de bureaux destinés à la location simple, traduisent la volonté de SICOTEL de renforcer et de diversifier son patrimoine foncier.

Cette politique, qui permet de protéger efficacement les capitaux investis contre l'érosion monétaire comme la sécurité des revenus liée à la qualité des immeubles et des locataires, doit conforter le titre SICOTEL dans une optique de placement à moyen et long terme.

Eternit

Au cours de sa réunion du 27 mars, le conseil de surveillance a vérifié les comptes 1986 établis par le directoire.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 2,9 milliards de francs, en diminution de 8,5 % malgré une légère croissance pour les filiales françaises. Ceci provient essentiellement de la baisse du dollar, qui influence le calcul des ventes des filiales nord-américaines.

Le résultat des opérations courantes est en progression sensible. Il s'établit à 332,9 millions de francs contre 269,8 millions en 1985, soit + 23,4 %, ce qui rend compte des bonnes performances de la plupart des filiales françaises.

Des pertes et dépréciations exceptionnelles importantes conduisent à enregistrer un résultat exceptionnel négatif de 80,8 millions de francs. Elles correspondent, en France, à la suppression des surcapacités existantes au sein de la société TUILERIES MARLEY BETOPAN (tuiles béton) et, aux Etats-Unis, à l'arrêt progressif de la société ROCKWOOL INDUSTRIES, spécialisée dans l'isolation en laine de roche.

Dans ces conditions, le bénéfice net consolidé – part du groupe – se monte à 134 millions de francs contre 122,7 millions de francs en 1985, soit 181,81 F par action contre 166,84 F l'année dernière.

Le bénéfice net de la S.A. FINANCIÈRE ÉTERNIT ressortit à 94 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 14 mai prochain, le paiement d'un dividende de 37 F net, assorti d'un avoir fiscal de 18,50 F. Par ailleurs, le directoire a fait part de son intention d'utiliser l'autorisation que lui a accordée l'assemblée générale extraordinaire de 1985, d'augmenter le capital. Il sera ainsi procédé, en juin 1987, à une émission d'actions gratuites sur la base d'une nouvelle, jouissance 1er janvier 1987, pour quatre anciennes.

Le groupe a réalisé, en fin d'année 1986, de nouvelles acquisitions dans ses deux métiers de base. Dans le domaine des fibres-ciment, il a pris le contrôle à 100 % de la société italienne ETERNIT REGGIO EMILIA, complétant ainsi son implantation sur ce marché. Dans le domaine des raccords et accessoires en plastique pour le bâtiment, il a acquis 50 % de la société italienne REDI, leader sur son marché, dont l'activité et l'implantation sont très complémentaires de celles des filiales françaises. D'autre part, début 1987, le groupe est entré à hauteur de 26 % dans le capital de la société allemande KESSEL, qui bénéficie d'une très bonne notoriété dans le secteur de l'assainissement domestique. Cette association devrait améliorer encore les positions de cette société et de notre groupe sur le marché européen.

CAISSE DE GESTION MOBILIÈRE – C.G.M.

Le conseil d'administration de la CAISSE DE GESTION MOBILIÈRE s'est réuni le 17 mars 1987 pour statuer sur les comptes de l'exercice 1986.

Le total du bilan s'établit à 23 653 221 973 F.

Le bénéfice s'élève à 67 585 712 F soit une progression de 82 % par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice s'entend après amortissement intégral des frais d'émission d'un emprunt de 500 millions de francs en décembre 1986, et dotation d'une provision ayant payé l'impôt pour dépréciation éventuelle du portefeuille-titres portée de 21 millions de francs à 99 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 40 F par action (auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 20 F), soit une progression de 100 %.

Après affectation des résultats et suivant les critères du coefficient de couverture des risques, la référence des fonds propres s'élève à 363 millions de francs.

De son côté, sa filiale COPRIPAL a clos son exercice d'une durée exceptionnelle de dix-mois mois avec un résultat net de 4 millions de francs.

GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SOGEBAIL



Le conseil d'administration s'est réuni le 11 mars 1987 sous la présidence de M. Jean-Paul DELACOUR pour arrêter les comptes de l'exercice 1986 qui seront soumis à l'assemblée générale de 30 avril prochain.

Au 31 décembre dernier, le patrimoine immobilier de SOGEBAIL atteignait 6 308 millions de francs en valeur brute, soit 4 387 millions de francs après amortissements, et le montant des décaissements restant à effectuer sur engagements donnés s'élevait à 556 MF.

Le total des fonds propres (capital, primes et réserves légales) était de 1 290,4 MF.

Les recettes locatives de l'exercice ont atteint 895,3 MF et le bénéfice net 305,4 MF dont 49,5 MF de plus-values réalisées sur des cessions d'immeubles à leurs locataires. Le conseil proposera à l'assemblée un dividende global de 290,2 MF, représentant à hauteur de 89 MF l'intérêt statutaire et pour le solde soit 201,2 MF les produits d'indexation à répartir entre les diverses catégories d'actions en fonction des indexations propres à chacun des immeubles qu'elles ont contribuées à financer.

Dans un climat concurrentiel très vif, SOGEBAIL a pu contracter 643 MF d'engagements nouveaux en finançant des investissements plus diversifiés et plus nombreux que par le passé (52 opérations contre 36 en 1985).

SOGEBAIL est la principale société de crédit-bail immobilier du Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ; d'autres sicomi comme SOGECOMI et SICOTEL ainsi qu'une société de crédit-bail non Sicomi – SOGEFIM – ont largement contribué à l'ensemble de la production en crédit-bail immobilier : les engagements globaux ont concerné 128 immeubles qui à leur achèvement représenteront une valeur de 1 161 MF.

SICAV

BANQUE NATIONALE DE PARIS

ÉPARGNE-VALEUR
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 30 mars 1987 sous la présidence de M. BALLEY, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1986 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 139.383.396,10. Elles permettent, après report à concurrence de F 7.741.658,53 des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de F 16,08 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,88, soit un revenu global de F 17,96.

L'Assemblée générale a fixé au 31 mars 1987 la mise en paiement de ce dividende représenté par le coupon n° 39, ventilé comme suit :

- revenus représentant les primes de remboursement et le revenu de l'Emprunt d'État 4,5 % 1973 (pour les personnes physiques domiciliées en France, ces revenus ne sont ni imposables, ni déclarables) : F 0,14,
- revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : F 9,06 + crédit d'impôt de F 0,89, soit un total de F 9,95,
- revenus d'actions françaises ouvrant droit à abattement : F 1,20 + crédit d'impôt de F 0,60, soit un total de F 1,80,
- autres produits : F 5,68 + crédit d'impôt de F 0,39, soit un total de F 6,07.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

Enfin, l'Assemblée générale a renouvelé le mandat d'Administrateur de MM. Pierre BALLEY, Hubert HEILBRONN et Claude REINHART.

Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée générale, a renouvelé les fonctions de Président de M. Pierre BALLEY et celles de Directeur Général de M. Georges CHODRON de COURCEL.

BNP. la banque est notre métier

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

NATIO-VALEURS
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 30 mars 1987 sous la présidence de M. Georges CHODRON de COURCEL, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1986 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 513.045.770,67. Elles permettent la mise en distribution d'un dividende par action de F 25,49 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 3,94, soit un revenu global de F 29,43.

L'Assemblée générale a fixé au 31 mars 1987 la mise en paiement de ce dividende qui sera représenté par le coupon n° 9, ventilé comme suit :

- revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : F 16,43 + crédit d'impôt de F 1,18, soit un total de F 17,61,
- revenus d'actions françaises ouvrant droit à abattement : F 5,97 + crédit d'impôt de F 2,70, soit un total de F 8,67,
- autres produits : F 3,09 + crédit d'impôt de F 0,06, soit un total de F 3,15.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

BNP. la banque est notre métier

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 26 mars
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	415 068
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	116 728
ECU	62 018
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 006
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 281
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	140 625
dont :	
Effets escomptés	73 060
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 215
5) DIVERS	14 602
Total	682 794

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	207 516
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 606
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	29 170
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	99 760
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	40 206
5) ECU A LIVRER AU FECOM	68 788
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 087
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	9 675
Total	682 794

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986

	27 mars	3 avril
Valeurs franç. à rev. variable	114,2	113,8
Valeurs industrielles	117,8	117,2
Valeurs étrangères	112,3	111,1
Pétroles-Energie	117	113,6
Chimie	116	118,3
Métallurgie, mécanique	117	117,7
Electricité, électronique	116,3	114,7
Bâtiment et matériaux	125,6	125,8
Ind. de consommat. non alim.	118,1	118,1
Agro-alimentaire	113,2	111,7
Distribution	118,4	118,7
Transports, loisirs, services	116,2	114,7
Assurances	106	105,5
Crédit, banque	109,2	107,7
Sicomi	88	91,5
Immobilier et foncier	102,3	103,2
Investissement et portefeuille	114,4	114,1
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	101,8	101,5
Emprunts d'Etat	102,6	102,1
Emprunts garantis et assimilés	101,7	101,4
Sociétés	100,4	100,2
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 827,9	3 814,5
Valeurs étrangères	4 066,5	4 014
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	582,2	580,4
Valeurs étrangères	548,5	542,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	144,8	121
Emprunt d'Etat	118,5	118,1
Emprunts garantis et assimilés	122,2	121,8
Sociétés	122,1	122
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	468	466,8
Produits de base	291,1	288,5
Construction	481,8	486,1
Biens d'équipement	308,7	306,9
Biens de consom. durables	626	630,7
Biens de consom. non durables	583	581,8
Biens de consom. alimentaires	470,2	462,3
Services	432,4	437,2
Sociétés financières	636,1	634,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	478,9	478,7
Valeurs industrielles	428,9	428,5
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	388,1	388,6

CHANGES

Dollar : 6,07 F ↑

Sur les marchés des changes assez calmes, le dollar s'est légèrement raffermi lundi 6 avril, après son fléchissement de la veille du week-end. On a noté l'arrivée, sur la place de Paris, de capitaux japonais en mal de diversification.

FRANCFORT	3 avril	6 avril
Dollar (en DM)	1,8150	1,8240

TOKYO	3 avril	6 avril
Dollar (en yens)	146	146,20

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (6 avril)	7 13/16 %
New-York (3 avril)	5 15/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	2 avril	3 avril
Valeurs françaises	111,7	117,2
Valeurs étrangères	111,1	111,1
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	452,7	456,9

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	2 avril	3 avril
Industrielles	2 328,45	2 390,34

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	2 avril	3 avril
Industrielles	1 567,6	1 546,4
Mines d'or	433,5	415,9
Fonds d'Etat	89,91	89,91

TOKYO

	4 avril	6 avril
Nikkeï	22 738,67	22 725,37
Indice général	1 918,28	1 945,83

MATIF

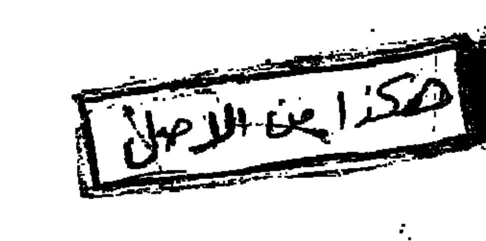
Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 3 avril
Nombre de contrats : 23 308

COURS	ÉCHÉANCES Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	107,30	107,45	107,30	107,15
Précédent	107,10	107,20	107,15	106,75

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DUMEZ : PROGRESSION DU RÉSULTAT EN 1986. – La société Dumez SA a enregistré en 1986 un bénéfice net de 205 millions de francs, en progression de 9 % sur celui de 1985, qui s'élevait à 188 millions de francs. Un accord est, par ailleurs, intervenu entre Dumez et Weiler frères pour l'entrée minoritaire de Dumez au capital de Weiler. Dumez souscrira un emprunt convertible lui permettant, en cas de conversion, de prendre le contrôle majoritaire de Weiler. Cette société est une entreprise lyonnaise de BTP, qui a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires supérieur à 300 millions de francs.

L'IDIA BIENTOT AU SECOND MARCHÉ. – L'Institut de développement des industries agricoles et alimentaires (IDIA) sera introduit au second marché le 28 avril prochain. En six ans, cet institut a effectué 196 apports de fonds propres dans le secteur agro-alimentaire.







Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

3 AVRIL

Cours relevés à 18 h 11

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1525	4,5 % 1973	1598	1570	1576	– 1 50
....	C.N.E. 3 %	4260	4265	4265	+ 0 12
1209	B.N.P. T.P.	1208	1228	1228	+ 1 66
1210	C.C.F. T.P.	1245	1251	1251	+ 0 48
1117	Créd. Lyon. T.P.	1129	1152	1160	+ 2 75
3010	Electricité T.P.	3010	....	....	....
2114	Renault T.P.	2145	2150	2150	+ 0 23
2330	Rhone-Poul. T.P.	2347	2347	2347	....
1385	St-Gobain T.P.	1396	1394	1394	– 0 13
1320	Thomson T.P.	1330	1323	1323	– 0 52
560	Accor	562	561	561	– 0 18
2180	Agence Havas	2220	2270	2270	+ 2 25
2080	Ag. Havas C. I.	2170	2200	2200	+ 1 38
740	Air Liquide	745	760	760	+ 2 01
2950	Alcatel	2865	2899	2990	+ 4 36
2340	Als. Superm.	2290	2295	2295	+ 0 22
530	A.L.S.P.I.	542	540	540	– 0 37
440	Alsthom ★	437 90	438 90	433 50	– 1
2550	Arjom. Prioux	2771	2890	2870	+ 3 57
620	Ausssedat-Rey	629	640	638	+ 1 43
1630	Aux. Entrepr. ★	1735	1730	1735	....
1250	Avions Dassault	1255	1320	1320	+ 5 18
800	BAFIP	772	780	780	+ 1 04
490	Bail-Equipem. ★	480	480	482	+ 0 41
960	Bail-Investiss.	966	966	961	– 0 52
1050	Cie Bancaire	850	833	833	– 2
615	Bazar H.-V.	669	667	664	– 0 74
735	Béghin-Say ★	640	655	640	....
730	Berger (Ma)	730	735	735	+ 0 68
845	Bic ★	858	860	855	– 0 34
1600	B.I.S.	1615	1616	1618	+ 0 19
2850	Biscuit (Géné.)	2920	2910	2910	– 0 34
2750	Bongrain S.A.	2810	2790	2790	– 0 71
1330	Bouygues	1405	1450	1451	+ 3 27
5060	B.S.N.	5200	5260	5260	+ 1 15
1400	Carnaud	1480	1483	1495	+ 1 01
3870	Carrefour	3828	3890	3830	+ 0 05
2350	Casino	2375	2399	2365	– 0 42
1920	Casino A.D.P.	1890	1900	1880	– 0 52
1330	C.C.M.C.	1250	1250	1250	....
1310	Cetelem	1284	1269	1270	– 1 09
2610	C.F.A.O.	2600	2636	2639	+ 1 50
1600	C.G.I.P.	1588	1583	1581	– 0 44
1920	Chargeurs S.A.	1898	1946	1948	+ 2 63
85	Chiers-Châtill.	79 90	80 60	80 60	+ 0 88
955	Ciments franç. ★	1050	1073	1076	+ 2 47
695	Club Méditerr.	699	693	693	– 0 86
210	Codetel	208 40	215	214	+ 2 69
390	Cofimeg	380	384	383 90	+ 1 02
2070	Colas	2076	2075	2118	+ 2 02
345	Compt. Entrepr.	343	347	347	+ 1 17
795	Compt. Mod.	863	870	870	+ 0 81
1190	Créd. Foncier	1158	1158	1175	+ 1 47
610	Crédit F. Imm.	616	615	615	– 0 16
1490	Crédit Nat. ★	1459	1458	1440	– 1 30
340	Crouzet ★	347	349	350	+ 0 86
2600	Darnart S.A.	2920	2960	2970	+ 1 71

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Cirram (B)	630	[illegible]
			Clause	1496	[illegible]
Emp. 7 % 1973	8070	..	Cofradel (Ly)	2620	[illegible]
Emp. 8,80 % 77	123 80	7 619	Cogifi	490	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Actions

Étrangères

Hors-cote

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV (sélection) 3/4

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/4	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/4
[illegible]	[illegible]	[illegible]

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel 36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

c : coupon détaché
o : offert
d : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Le Monde

L'attribution de TF 1 à M. Bouygues

Les milieux politiques

● **M. François Léotard : « Les fruits du système du mieux-disant culturel ».** *« Je me félicite que les trois objectifs que s'était fixés le gouvernement en décidant de privatiser TF 1 aient été, comme j'en était convaincu, pleinement atteints : la procédure d'attribution a eu lieu dans un climat de clarté et de transparence totale ; les conditions du déroulement de la procédure confirment la réalité de la coupure que la loi a établie de manière irréversible entre le pouvoir politique et l'audiovisuel français ; nous recueillons, aujourd'hui, les fruits du système du mieux-disant culturel que j'avais proposé aux législateurs. »*

● **M. Edouard Balladur : « Pas la moindre préférence de la part du gouvernement ».** — La décision de la CNCL désignant M. Francis Bouygues comme repreneur de TF 1 *« n'est pas une manifestation d'indépendance de la part de la commission puisque le gouvernement n'avait pas fait état de la moindre préférence »*, déclare le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

● **M. Jacques Toubon : « Le RPR prend acte ».** — Le secrétaire général du RPR *« espère que le groupe Bouygues et ses partenaires assumeront la responsabilité essentielle qui vient de leur être conférée avec impartialité, dynamisme et imagination. Nous prenons acte de la décision de la CNCL »*.

● **M. François d'Aubert : « Un bon départ ».** — Selon le député PR de la Mayenne, et proche de M. Barre, *« la privatisation de TF 1 prend enfin un bon départ »*. En tant que parlementaire, dit-il, *« je ne regrette pas d'avoir insisté pour que la CNCL joue un rôle important pour lutter contre les concentrations dans le secteur des médias.*

● **M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons à l'usage ».** — Le président du Front national *« espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française »*.

● **Parti socialiste : « Nous restons contre la privatisation ».** — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a rappelé, à l'annonce de la désignation du groupe Bouygues comme repreneur de TF 1, que le PS *« restait contre la privatisation de TF 1, dans les deux cas »* et que *« l'idée de rendre la chaîne au service public reste valable »*. Pour sa part, l'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang, notait : *« Nous jugerons sur pièce »*.

● **Parti communiste :** *création d'un comité de lutte pour le pluralisme à la télévision et à la radio.* — Le quotidien *l'Humanité*, du 6 avril rappelle la demande faite par M. Georges Marchais à l'issue d'un entretien avec le président de la CNCL, d'*« un respect du pluralisme dans le traitement des faits et dans l'expression des formations politiques »*.

Les repreneurs

● **M. Francis Bouygues : « Le téléspectateur n'a pas d'inquiétude à se faire.** *C'est ma plus grande joie professionnelle »*, a déclaré le numéro un mondial du bâtiment à l'annonce de sa désignation. *« TF 1 existe et marche bien*, a-t-il précisé ; *je conserverai tous les acquis. Ils sont considérables ; à partir de là, avec le concours de tous, TF 1 fera mieux encore. »* En indiquant qu'il *« croyait qu'il fallait maintenir l'émission « Droit de réponse »*, M. Bouygues a indiqué *que « le téléspectateur n'a pas d'inquiétude à se faire »*. Confirmant qu'il sera le futur PDG de TF 1, M. Bouygues a annoncé que les *« directeurs d'antenne, commercial et de l'information de la « Une » seraient connus d'ici huit à quinze jours »*.

● **M. Robert Maxwell : : « Transformer l'essai. »** — *« Nous avons marqué l'essai et nous allons le transformer avec l'ensemble du personnel de TF 1 »*, ont déclaré M. Robert Maxwell, PDG du groupe Pergamon Media Trust. *« Le choix de la CNCL exprime la qualité du dossier produit et la solidité de l'équipe réunie autour de M. Francis Bouygues*, a indiqué le magnat britannique de la presse.

● **La SET-Presse : « Les contacts nécessaires seront pris avec le groupe Bouygues ».** — La Société d'étude de la télévision par la presse (SET-Presse), qui regroupe une trentaine de groupes de presse, a rappelé, le 4 avril, que *« le groupe d'acquéreurs animé par M. Bouygues a pris des engagements irrévocables à l'égard de la SET-Presse ». « Dès lundi 6 avril, les contacts nécessaires seront pris »* précise un communiqué du groupement. *« Il va de soi que la SET-Presse laisse libres ceux de ses actionnaires qui le souhaiteraient de ne pas bénéficier de ses engagements »*, ajoute le communiqué. La SET-Presse faisait partie du tour de table d'Hachette mais était aussi inscrite au tour de table mené par le groupe Bouygues, comme partenaire associé (*le Monde* du 3 avril).

Le personnel

● **« Surprise » et « soulagement d'être fixé ».** — est le sentiment dominant des journalistes de la chaîne. M. Alain Denvers, directeur de l'information insiste tout particulièrement sur le fait que *« Bouygues s'est présenté comme un repreneur et non comme un opérateur. C'est dynamisant pour le personnel de la chaîne auquel on a dit qu'on allait faire confiance »*. Autres points positifs pour M. Denvers : *« Francis Bouygues a des réserves financières importantes, des supports financiers qui vont permettre des investissements et des ambitions européennes »*.

●**Michel Polac :** *un prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues.* — L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF 1, M. Hervé Bourges. *« C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses »*, a dit Michel Polac. *« Je tire mon chapeau à Hervé Bourges qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière »*. Michel Polac a annoncé son intention de consacrer prochainement un Droit de réponse aux Maisons Bouygues. *« Comme cela*, a-t-il indiqué à M. Bouygues par l'intermédiaire du petit écran, *je saurai quelle est la règle du jeu entre nous, je verrai si vous êtes* fair play ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 avril

En hausse : + 0,85 %

La Bourse de Paris a démarré la semaine sur un bon pied, l'indice gagnant 0,85 % en séance du matin. Parmi les plus fortes hausses, on notait Géophysique (+ 6,03 %), Bouygues (+ 5,10 %) et Eurocom SA (+ 3,94 %). En repli figuraient Europe 1 (– 5,85 %), Sovac (– 3,4 %) et Eurafrance (– 2,72 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	561	561	587
Agence Havas	2270	2290	2290
Air Liquide (L')	760	770	775
Bancaire (Cie)	833	833	830
Bongrain	2790	2810	2810
Bouygues	1451	1540	1525
B.S.N.	5260	5390	5380
Carrefour	3830	3870	3860
Chargeurs S.A.	1948	1990	1957
Club Méditerranée	693	704	705
Eaux (Gén.)	1525	1555	1550
ELF-Aquitaine	341 50	342	342 50
Essilor	3370	3370	3370
Lafarge-Coppée	1679	1684	1682
Lyonn. des Eaux	....	....	....
Michelin	3570	3690	3648
Midi (Cie)	1589	1584	1586
Moët-Hennessy	2392	2396	2396
Navig. Mixtes	1250	1255	1255
Oréal (L')	4615	4615	4530
Pernod-Ricard	1100	1106	1107
Peugeot S.A.	1495	1540	1537
Saint-Gobain	457	457	460
Sanofi	918	925	927
Source Perrier	800	808	807
Télémécanique	3485	3600	3500
Thomson-C.S.F.	1725	1760	1750
Total-C.F.P.	497	497	498 60
T.R.T.	2590	2620	2624
Valéo	578	592	585

Grève et programme minimum sur Antenne 2

Les syndicats CFDT, SNJ et CGT ont appelé le personnel d'Antenne 2, le lundi 6 avril, à une grève de vingt-quatre heures reconductible pour protester contre le *« refus de dialogue de la direction avec le personnel »*. Le syndicat FO ne s'est pas associé à ce mouvement.

Les syndicats, qui ont rencontré la direction les 2 et 3 avril, estiment en effet *« n'avoir reçu de réponse positive sur rien »*. Ils s'élèvent notamment contre *« l'augmentation de la charge de travail sans prévision des effectifs nécessaires, la politique de recrutement et la politique salariale »*.

La direction d'Antenne 2 considère, pour sa part, que *« les motifs invoqués ne justifient pas le coup qui sera porté au service public par la grève, alors que celui-ci doit se renforcer pour faire face à la concurrence »*.

Antenne 2 diffuse donc le 6 avril un programme minimum composé des informations de 20 h et d'un film.

Sur le vif

Mamie-maman

Vous avez vu dans le *Mail on Sunday* le ventre rebondi de cette mamie sud-africaine, enceinte des œuvres de ses enfants. Une Blanche, oui. On lui a enfourné trois embryons congelés fournis par sa fille et son gendre, quatre même, mais il y en a un qui n'a pas pris. Ils voulaient une famille nombreuse et puis, manque de pot, il y a trois ans, Karen accouche d'un premier enfant, ça se passe mal, il a fallu la vider entièrement, lui enlever l'utérus après avoir sorti le gamin.

Ça lui a sapé le moral. Comment en fabriquer d'autres ? Deux de ses copines, braves filles, offrent de la dépanner : T'as qu'à te servir de notre ventre, fais comme chez toi, faut pas te gêner. Elle hésite, elle a peur de les déranger, de les encombrer. Elle préfère demander ce service à sa mère.

Ravie, la mère, Pat, elle s'appelle. Mais, bien sûr, ma chérie ! Pas de problèmes : tu me les déposes après les fêtes de Noël, je te les couve, je te les garde bien au chaud et tu les récupères, fin prêts, début octobre. Son mari n'a pas dit non, lui non plus. En bon homme d'affaires, il s'est empressé de signer un contrat d'exclusivité, photos, reportage et tout avec cet hebdomadaire anglais. Ça se monnaie une grande première mondiale.

Moi, je trouve ça génial, pas vous ? Se retrouver enceinte à quarante-huit ans, ou à soixante ans, paraît qu'il n'y a pas de contre-indication, même s'il ne s'agit pas d'un môme fabriqué maison au départ, c'est le pied ! Ça va ouvrir des horizons sans fin à plein de nanas sur le retour, jalouses de tous ces mecs qui se remarient avec des minettes et s'offrent une seconde jeunesse encombrée de biberons, de couches-culottes et de sucettes.

A nous maintenant de jouer à la maman plutôt qu'à la mémé. Alors, un bon conseil, les filles : pas de location-vente, pas non plus de prêt sans intérêts échelonné sur neuf mois. Résistez aux supplications de vos enfants. Regardez ce qui est arrivé à cette pauvre Américaine, obligée, par ces salauds de juges, à honorer son contrat en délivrant la marchandise, le fameux Baby M., à l'acheteur. Un cordon ombilical, ça ne se coupe pas comme ça. On s'y attache à ces petites bêtes-là. Il est à vous, votre ventre. Tout ce qui en sort et tout ce qui y rentre aussi. Profitez-en.

CLAUDE SARRAUTE.

URSS

Les locaux de la nouvelle ambassade américaine seraient truffés de micros

Washington *(AFP)*. — Rien ne va plus, à Moscou, pour les services secrets américains : après le scandale des « marines » accusés d'avoir « fraternisé » avec des employées soviétiques de la mission américaine, la révélation, le dimanche 5 avril, que les locaux de la nouvelle ambassade des Etats-Unis à Moscou étaient truffés de micros, avant même que sa construction ne soit achevée, n'a rien arrangé.

Selon des responsables du renseignement cités par la presse américaine, les problèmes de sécurité des nouveaux bâtiments découlent de la décision prise en 1972 d'accepter l'utilisation pour la construction d'éléments préfabriqués produits en URSS, hors de tout contrôle américain, ce qui aurait permis aux Soviétiques d'implanter des micros en toute tranquillité. Ces mêmes responsables ont estimé qu'il valait mieux abandonner purement et simplement ce projet.

Interviewé par la chaîne de télévision CBS, M. Arthur Hartman, qui était ambassadeur à Moscou pendant la plus grande partie des travaux, a reconnu qu'*« il y* [avait] *à l'évidence des problèmes »*. Il a cependant insisté pour que l'on réfléchisse *« avant de démanteler un bâtiment qui a coûté autant à construire »*.

Les experts estiment qu'il en coûtera entre 20 millions et 40 millions de dollars pour remédier à ces problèmes de sécurité. La construction de la nouvelle ambassade a déjà coûté 190 millions de dollars, alors qu'elle devait être achevée en 1983 pour 90 millions de dollars.

Ces affaires de sécurité embarrassent Washington à quelques jours du voyage à Moscou du secrétaire d'État, M. Shultz, attendu le 13 avril dans la capitale soviétique.

Le numéro du « Monde » daté 5-6 avril 1987 a été tiré à 457 319 exemplaires

A B C D E F G

M. Madelin : M. Léotard ferait « un bon présidentiable »

Invité de l'émission Forum FR3-RMC, le dimanche 5 avril, M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, a estimé que M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, *« ferait un bon présidentiable »*, en ajoutant cependant qu'il était *« prématuré de dire aujourd'hui ce qu'il faut faire pour l'élection présidentielle ». « La majorité ne doit pas se diviser maintenant. Nous avons du chemin à faire »* avant l'échéance présidentielle, a-t-il précisé.

Dans une interview au *Journal du Dimanche* du 5 avril, M. Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne et directeur de cabinet de M. Raymond Barre, affirme, pour sa part, que *« l'UDF se suiciderait si elle devait être déchirée entre plusieurs candidats »* lors de l'élection présidentielle.

« François Léotard est l'un des dirigeants de l'UDF, poursuit-il, *et je vois mal qu'il puisse envisager de gaieté de cœur, l'éclatement de sa famille politique, voire de son propre parti*, [le Parti Républicain]. *Si M. Léotard était tout de même candidat, il n'y aurait pas de raison d'engager une guerre. »*

M. Joxe : M. Mitterrand et le premier tour de l'élection présidentielle. — M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a affirmé, le dimanche 5 avril, au micro du « Grand-jury RTL-*le Monde* » que *« François Mitterrand peut rassembler 40 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle »*.

EN BREF

● **NOUVELLE-CALÉDONIE : M. Jospin accuse le gouvernement de pratiquer « une politique de blocage et d'intolérance ».** — Dans son discours, au congrès de Lille, le samedi 4 avril, M. Lionel Jospin a réclamé la *« liberté pour la Nouvelle-Calédonie » : « On ne peut à la fois refuser au peuple canaque la perspective de l'indépendance et lui refuser une place digne et égale dans la République. Sinon, on l'accule à l'impasse et on met la France dans l'impasse. C'est pourtant ce que fait le gouvernement en voulant fermer la porte de l'évolution et en dépouillant de leurs moyens les régions gérées par les Mélanésiens. Face à cette politique de blocage et d'intolérance*, a ajouté le premier secrétaire du PS, *je dis au courant politique qui, en Nouvelle-Calédonie, refuse toute évolution qu'une minorité ne pourra éternellement imposer ses vues à cinquante-cinq millions de Français. Au gouvernement, je dis : « Repoussez ce référendum qui n'a pas été préparé, traitez également les citoyens de la République, reprenez le dialogue avec tous. »*

● **Report de la visite de M. Gorbatchev en Tchécoslovaquie.** — La visite officielle que le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev devait effectuer à partir de lundi 6 avril en Tchécoslovaquie a été repoussée au milieu de la semaine, a annoncé dimanche à Prague un porte-parole officiel tchécoslovaque. Ce report est dû à un « léger refroidissement » dont souffre le secrétaire général du Parti communiste soviétique. — *(AFP.)*

